VILLE DE GENÈVE

DÉPARTEMENT DES FINANCES ET DU LOGEMENT

RAPPORT DU CONSEIL ADMINISTRATIF À L'APPUI DU PROJET DE BUDGET 2011

PR-805

Rapport du Conseil administratif à l'appui du projet de budget 2011

Présentation générale et présentation financière

Présentation générale I-7
Présentation financière I-14

Catalogues, objectifs et projet de budget 2011 par missions et prestations

AUTORITÉS

Service de la Direction générale II-8
Administration centrale II-14
Service juridique II-20
Relations extérieures II-26
Office de l'état civil II-32
Contrôle financier II-38

DIRECTION DES FINANCES ET DU LOGEMENT

Direction des finances et du logement II-46
Agenda 21 ..... II-52
Contrôle de gestion II-58
Comptabilité générale et budget II-64
Taxe professionnelle communale II-70
Centrale municipale d'achat et d'impression II-76
Gérance immobilière municipale II-82
Direction des ressources humaines II-88

CONSTRUCTIONS ET AMÉNAGEMENT

Direction des constructions et de l'aménagement II-98
Urbanisme II-104
Architecture II-110
Bâtiments II-116
Énergie II-122
Aménagement urbain et mobilité II-128
Génie civil II-134

CULTURE

Direction de la culture II-144
Service administratif et technique II-150
Promotion culturelle II-156
Service culturel II-162
Conservatoire et jardin botaniques II-168
Musées d'art et d'histoire II-174
Musée d'ethnographie II-180
Muséum d'histoire naturelle II-186
Bibliothèques et discothèques municipales II-192
Bibliothèque de Genève II-198
Institutions muséales et bibliothèques II-204
Analyse départementale des subventions (DC) II-206

ENVIRONNEMENT URBAIN ET SÉCURITÉ

Direction de l'environnement urbain et de la sécurité II-214
Incendie et secours II-220
Sécurité et espace publics II-226
Direction des systèmes d'information et de communication II-232
Logistique et manifestations II-238
Voirie Ville-Propre II-244

COHÉSION SOCIALE, JEUNESSE ET SPORTS

Direction de la cohésion sociale, de la jeunesse et des sports II-254
Délégation à la petite enfance II-260
Écoles et institutions pour l'enfance II-266
Espaces verts II-272
Pompes funèbres et cimetières II-278
Social II-284
Délégation à la jeunesse II-290
Sports II-296

Lexique des abréviations

PRÉSENTATION GÉNÉRALE ET PRÉSENTATION FINANCIÈRE

Présentation générale

Mesdames les Conseillères municipales, Messieurs les Conseillers municipaux,

Le projet de budget 2011 concrétise la consolidation des actions menées pendant la législature 2007-2011. Plusieurs étapes importantes ont été franchies par l'administration de notre commune traduisant ainsi les décisions politiques prises par le Conseil administratif et validées par le Conseil municipal.

C'est ainsi que toutes les prestations actuelles et nouvelles voulues par les élu-e-s de notre collectivité ont été garanties et se retrouvent pérennisées au travers du projet de budget 2011. Le fil conducteur de cette législature « une ville durable » a été respecté et différentes mesures ont été mises en œuvre afin de concrétiser cette volonté, notamment le renforcement de la Délégation à l'Agenda 21.

Contexte économique

Ce cap a été difficile à maintenir pendant les périodes de turbulences consécutives à la récente crise financière. À ce jour, toutes les conséquences ne sont pas encore connues ou identifiées par les experts économiques et financiers du monde entier. Sur le plan des finances publiques, notre collectivité a été relativement préservée jusqu'ici des effets directs qui ont malheureusement percutés de plein fouet d'autres régions. L'avenir reste cependant incertain. Les acteurs financiers ont retrouvé leur arrogance et leur superbe, l'économie réelle est touchée. Pour preuve, à Genève, la hausse du taux de chômage, ainsi que la pression sur les salaires et les conditions de travail. La paupérisation d'une partie de la population s'est accentuée. Dans ce contexte, fidèle à ses engagements, le Conseil administratif a maintenu le niveau des prestations offertes et les a même renforcées. A titre d'exemple, on peut citer la redotation du Fonds chômage.

Gestion de la dette

Dans ce contexte économique mouvementé le Conseil administratif a pris certaines mesures d'ordre financier qui ont permis de dégager de précieuses ressources financières.

La stratégie de gestion de la dette de notre Ville, mise en place en début de législature, conjuguée à des marchés financiers favorables et une maîtrise des charges a permis à la commune de ramener la dette à 1.41 milliard (au projet de budget 2010), soit 230 mios de moins que lors du bouclement des comptes 2008 qui indiquaient une dette de 1.64 milliard[1] . De plus, le taux moyen de notre dette a franchi un pallier historique ce printemps (2.36% au 15 avril 2010), puisque pour la première fois, il était inférieur à celui obtenu par le Canton de Genève, réputé pour avoir le taux moyen de la dette le plus compétitif des collectivités cantonales suisses. Cette situation favorable permet de contenir les intérêts de notre dette et de consacrer nos efforts pour financer d'autres activités publiques en lieu et place d'intérêts bancaires.

Fiscalité

Les estimations fiscales demeurent un exercice difficile. Le département des finances du Canton de Genève qui fournit les bases de ces estimations à l'ensemble des communes genevoises a souligné toutes les précautions que les communes doivent prendre notamment en ce qui concerne les personnes morales. Le projet de budget 2011 relatif aux impôts montre globalement une croissance de 4.6% par rapport à 2010. Les rentrées fiscales financent les prestations publiques. Ainsi à elle seule, la taxe professionnelle devrait rapporter en 2011 le somme de 113 mios. Concernant cette dernière, les autorités cantonales ont clairement affiché leur volonté de supprimer cette ressource pour les collectivités locales genevoises prétextant une mise à niveau de la fiscalité suisse concernant les entreprises et ceci afin de répondre à une pression internationale forte. A ce jour, cette vision cantonale n'a pas été confirmée par l'administration fédérale et les propositions de compensations faites montrent clairement que la suppression de la taxe professionnelle ne pourrait être compensée par d'autres ressources financières. Les attaques récurrentes visant à alléger les impôts et à « réformer » la fiscalité nous incitent à une grande méfiance.

Gestion du personnel

L'année 2011 coïncide avec l'entrée en vigueur du nouveau statut du personnel de la Ville de Genève. Ce statut est issu des travaux menés conjointement par le Conseil administratif et l'ensemble des partenaires sociaux concernés.

[1] Si l'on compare la dette prévue au budget 2010 avec les comptes 2007 qui affichaient une dette de 1.84 milliard, la diminution réalisée sur ces 3 dernières années s'élève à 430 mios.

Côté chiffres, les effectifs relatifs aux postes fixes sont passés de 2'956.8 unités en 2008 à 3'100.9 en 2011, soit une augmentation de 144 postes. Cette variation démontre une nouvelle fois l'importance donnée par le Conseil administratif à la qualité des prestations réalisées par les collaborateurs et les collaboratrices de notre administration municipale. Il faut également noter que ces augmentations de postes proviennent de la municipalisation de certaines fonctions comme par exemple pour le projet de budget 2011 celle du Grand Théâtre de Genève pour un total de 41.85 postes. Cette municipalisation a un effet global pratiquement neutre sur le budget de la Ville puisqu'elle génère une diminution quasiment équivalente de la subvention inscrite.

Les subventions

La variation des montants alloués aux subventions versées par la Ville de Genève de 2008 à 2011 se traduit par une augmentation de 13.7 mios (+6.3%). L'explication concernant cet écart provient essentiellement des augmentations de subventions consacrées au secteur de la petite enfance +9.3 mios et de la décision prise par le Conseil administratif de professionnaliser le secteur des ludothèques +1.8 mio pendant les périodes concernées. On peut également relever qu'un rattrapage d'indexation des subventions a eu lieu au budget 2010 pour un total de plus de CHF 900'000.-. Cela dénote l'engagement et le soutien de la Ville de Genève dans les domaines sociaux, sportifs et culturels.

Investissements et amortissements

Le Conseil administratif a également décidé de maintenir le volume des investissements à réaliser à hauteur de 95 mios. Cette enveloppe prévue lors des budgets annuels a été constante tout au long de la législature. Les amortissements planifiés pour l'année 2011 sont en légère augmentation de 2.5 mios par rapport à 2010 pour se situer à 70 mios. Une politique des investissements précisant les critères de priorisation devra être définie pour les années à venir, car la maitrise de ces derniers demeure un enjeu essentiel au maintien d'une situation financière saine.

Conclusion

En conclusion, le projet de budget 2011 proposé est équilibré. Comme les précédents, il inscrit la volonté de l'actuel Conseil d'optimiser l'emploi des ressources à disposition afin de garantir les missions et de fournir les prestations de service attendues par les citoyen-ne-s de notre Ville.

Chiffres globaux

Conformément à l'article 48, lettre c) de la loi sur l'administration des communes (ci-après LAC), le Conseil administratif présente au Conseil municipal de la Ville de Genève le projet de budget 2011 dont les chiffres globaux sont les suivants :

A. Budget de fonctionnement (sans les imputations internes)

Revenus nets	1'077'312'839.-
Charges nettes	1'077'272'132.-
Résultat de fonctionnement	**40'707.-**

B. Budget des investissements

Investissements nets présumés	**95'000'000.-**

C. Financement des investissements

Investissements nets présumés	95'000'000.-
Autofinancement total	70'079'812.-
Insuffisance de financement	**24'920'188.-**

Gestion financière

Fiscalité

Les rentrées fiscales estimées pour 2011 s'inscrivent dans un environnement conjoncturel incertain. La crise financière qui a débuté à l'été 2007 a entraîné nombre d'économies en récession pour l'année 2009. Des signes encourageants de reprise économique se sont fait jour fin 2009 et 2010, soutenus en cela par des nombreux plans de relance mis en œuvre par les gouvernements. Toutefois, la crise de la dette grecque a rappelé que l'endettement des pays atteint des niveaux importants. Récemment, les annonces de plans d'austérité se sont succédées. Nul doute que la croissance à venir s'en verra ralentie.

L'économie suisse restait toutefois relativement privilégiée dans ce contexte. En effet, le retour à la croissance y est plus vigoureux et l'endettement public bien moindre. Toutefois, durant le mois de mai et de juin, le franc suisse a été sous pression et, malgré les vains efforts de la Banque Nationale Suisse, s'est réévalué de plus de 10% contre l'euro depuis le début de l'année. Cette nouvelle parité de change pèsera sur le niveau des exportations dans une ampleur qu'il est difficile d'estimer à ce jour. Notons toutefois que l'économie genevoise est moins exposée que l'économie suisse à la parité avec l'Euro.

À l'instar de l'année dernière, le Département des finances et du logement (DFL) a demandé au Département cantonal des finances de disposer de premières estimations fiscales avant de débuter son élaboration budgétaire. En effet, l'élaboration du budget de la Ville de Genève se déroule peu ou prou en même temps que l'élaboration du budget cantonal, à savoir durant le printemps et se termine au début de l'été. Ces informations ont été communiquées tardivement, à savoir au milieu du mois de juin, tant et si bien que le Conseil administratif a dû débuter son pensum budgétaire sans disposer d'informations fiscales en provenance du Canton.

Le Conseil administratif a ainsi établi dans un premier temps ses propres estimations. Une des difficultés principales, lors de l'élaboration du projet de budget, consiste à évaluer le revenu de l'imposition des personnes physiques réellement produit les années précédentes. Pour cela, le Département des finances et du logement dispose de l'estimation de la production de l'exercice 2009 figurant aux comptes et des impôts partiellement produits les années antérieures. Afin d'établir une projection de ces revenus pour 2011, il convient d'estimer également la production pour 2010. Cet exercice est rendu particulièrement difficile du fait que l'Administration fiscale cantonale communique avec parcimonie sur la production effective des années servant de base aux estimations. Des discussions sont toutefois en cours pour formaliser et améliorer la qualité des informations communiquées par le Canton en la matière.

Il convient également de relever que l'introduction du système postnumerando a induit l'obligation de procéder à des correctifs dont l'importance est allée au-delà des prévisions. Aussi, la neutralisation de ces correctifs à chaque exercice est indispensable pour appréhender convenablement la réalité. L'évaluation des revenus fiscaux 2011 est donc basée sur les comptes 2009, diminuée des effets des correctifs des années 2002 à 2008.

Ajoutons à cela que les prévisions fiscales tiennent également compte des recommandations du groupe de perspectives économiques en matière d'évolution des principales variables économiques (PIB et inflation essentiellement). Ces recommandations découlent notamment d'enquêtes menées auprès de divers instituts de prévisions économiques et d'établissements bancaires du pays, adaptées à la réalité genevoise grâce à une expertise minutieuse des membres du groupe, issus de différents domaines professionnels.

S'agissant de la taxe professionnelle, les estimations sont réalisées sur la base des productions fiscales 2008 et 2009. Ces dernières tiennent compte des différents taux et des reconductions de taxations.

Le Conseil administratif a ainsi pu élaborer pour la seconde fois un projet de budget avec, en sus de ses propres estimations, des prévisions émanant de l'État reçues en cours de processus d'élaboration budgétaire. Une analyse comparative plus détaillée de ces estimations a mis en évidence plusieurs questions qui ont dû être tranchées.

En effet, les scénarios retenus initialement par le DFL se sont avérés moins optimistes que ceux pris en compte par le Canton. Au final, le Conseil administratif a choisi de retenir les prévisions cantonales s'agissant de l'imposition « personnes physiques » et de s'en tenir au scénario optimiste de ses prévisions « personnes morales ». Rappelons ici que ces prévisions non seulement se basent sur des estimations de la production 2009 et 2010, mais supposent les effets des modifications de la loi sur l'imposition des personnes physiques qui prendront effet en 2010.

Au final, les revenus des impôts s'inscrivent en augmentation de près de 37 mios en comparaison avec le budget 2010. Cette augmentation de revenus est liée au regain conjoncturel connu fin 2009 et début 2010.

Estimation de la valeur du centime additionnel 2011

Année	Personnes physiques	Personnes morales	Total
2009			
Production comptabilisée	13'410	3'045	16'455
+/- Rectification[1]	-1'064	-37	-1'101
Production rectifiée	12'346	3'008	15'354
2010			
Effets estimés LIPP	-788		
P.P. croissance +2.1%	+257		+257
Effets estimés LIPM		-132	-132
P.M. croissance +2.0%		+58	+58
Production prévisionnelle	11'815	2'934	14'749
2011			
P.P. croissance +5.8%[2]	+679		+679
P.M. croissance +5.0%		+146	+146
Production prévisionnelle	12'494	3'080	15'574

(en milliers)

[1] La rectification relative aux personnes physiques pour 2009 tient compte de la neutralisation des corrections de 33.6 mios liés aux années 2001 à 2008 ainsi que de la première révision 2009. Elle tient compte également d'une diminution estimée de 14.8 mios de la production de l'impôt à la source. Quant à la rectification de la production des personnes morales, elle neutralise la correction à hauteur de 1.7 mio.

[2] Tient compte du bouclier fiscal entrant en vigueur en 2011 dont les effets sont estimés à 7.6 mios

Plan de financement

A. Emplois des fonds		
1. Investissements totaux		95.0
Total des décaissements		**95.0**
B. Sources des fonds		
Annuités d'amortissements réglementaires (autofinancement)	70.0	
Excédent de charges du budget de fonctionnement	+0.1	
Autofinancement net	**70.1**	
Excédent d'emplois de fonds		**24.9**

(en mios)

Budget d'investissements et financement

Le Conseil administratif a décidé de maintenir l'enveloppe annuelle des investissements à leur niveau 2010 de 95 mios se rapportant pour le patrimoine administratif à 75 mios et pour le patrimoine financier à 20 mios :

Financement des investissements

Le tableau présenté ci-après permet de comparer le mode de financement des investissements entre le budget 2010 et le projet de budget 2011 :

	PB2011	B2010
Investissements nets	95.0	95.0
Autofinancement	70.1	72.9
(Insuffisance de financement) / Excédent	(24.9)	(22.1)
Autofinancement en %	73.8%	76.7%

(en mios)

Taux d'autofinancement prévisionnel des investissements

Pour 2011 il est de 73.8%, stable par rapport à l'exercice budgétaire précédent.

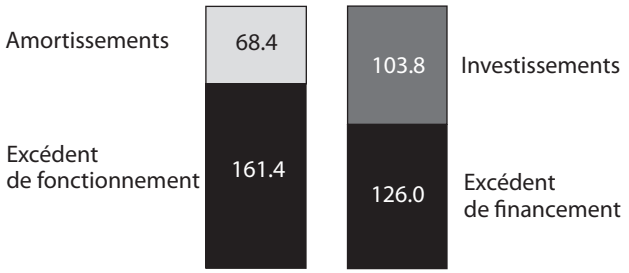
	PB2011		B2010	
Patrimoine financier	20.0	21.1%	20.0	21.1%
Patrimoine administratif	75.0	78.9%	75.0	78.9%
Total	**95.0**	**100.0%**	**95.0**	**100.0%**

(en mios)

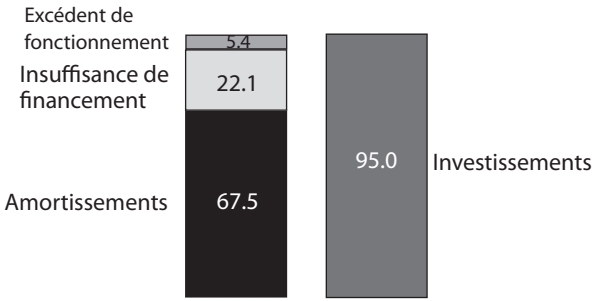
Structure de financement

Graphiquement, les structures de financement pour les comptes 2009, le budget 2010 et le projet de budget 2011 se présentent comme suit :

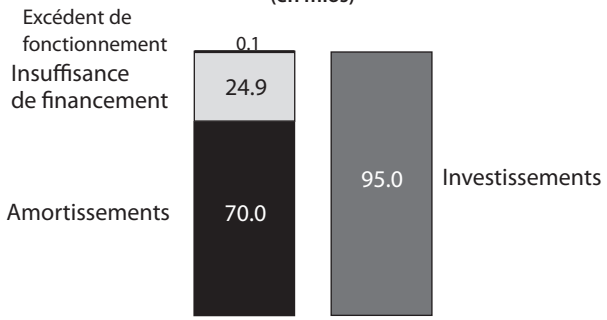
Comptes 2009
(en mios)



Budget 2010
(en mios)



Projet de budget 2011
(en mios)



L'autofinancement pour le projet de budget 2011 se monte à 70.1 mios, contre 229.8 mios aux comptes 2009. 73.8% des investissements prévus sont couverts, ce qui induit un endettement théorique supplémentaire de 24.9 mios, soit le montant de l'insuffisance de financement.

Présentation financière

Budget de fonctionnement

Évolution entre les comptes 2009, le budget 2010 et le projet de budget 2011 (par chapitre)

		PB2011	B2010	C2009	Écart PB11–B10		Écart PB11–C09	
Revenus nets								
Impôts	(chapitre 40)	835.0	798.3	911.8	+36.8	+4.6%	-76.8	-8.4%
Revenus des biens	(chapitre 42)	159.2	160.3	159.8	-1.1	-0.7%	-0.6	-0.4%
Revenus divers	(chapitre 43)	46.5	48.9	58.8	-2.4	-4.9%	-12.2	-20.8%
Parts et contributions	(chapitre 44)	1.4	1.4	1.3	+0.0	+2.9%	+0.1	7.4%
Dédommagements de collectivités publiques	(chapitre 45)	30.7	32.7	27.3	-1.9	-5.9%	+3.5	+12.8%
Subventions et allocations	(chapitre 46)	4.4	4.5	5.9	-0.1	-2.7%	-1.5	-25.3%
Total		**1'077.3**	**1'046.1**	**1'164.8**	**+31.2**	**+3.0%**	**-87.5**	**-7.5%**
Charges de fonctionnement								
Charges de personnel	(chapitre 30)	436.0	418.1	403.2	+17.9	+4.3%	+32.8	+8.1%
Biens, services et marchandises	(chapitre 31)	197.1	190.2	185.2	+6.9	+3.6%	+11.9	+6.4%
Intérêts passifs	(chapitre 32)	40.5	44.9	40.6	-4.4	-9.8%	-0.1	-0.1%
Pertes sur débiteurs	(chapitre 33)	31.0	32.2	6.7	-1.2	-3.7%	+24.3	+363.7%
Contributions à d'autres collectivités	(chapitre 34)	39.6	29.2	36.1	+10.4	+35.6%	+3.4	+9.5%
Dédommagements à des collectivités publiques	(chapitre 35)	31.6	30.7	45.3	+1.0	+3.2%	-13.7	-30.2%
Subventions et allocations à des tiers	(chapitre 36)	231.4	227.9	217.6	+3.5	+1.5%	+13.8	+6.3%
Total		**1'007.2**	**973.2**	**935.0**	**+34.1**	**+3.5%**	**+72.2**	**+7.7%**
Amortissements et investissements								
Amortissements ordinaires		70.0	67.5	68.4	+2.5	+3.7%	+1.7	+2.4%
Investissements nets		95.0	95.0	103.8	+0.0	+0.0%	-8.8	-8.4%
Compte de fonctionnement et de financement								
Excédent/déficit du compte de fonctionnement		0.1	5.4	161.4	-	-	-	-
Excédent/insuffisance de financement		-24.9	-22.1	126.0	-	-	-	-

(en mios)

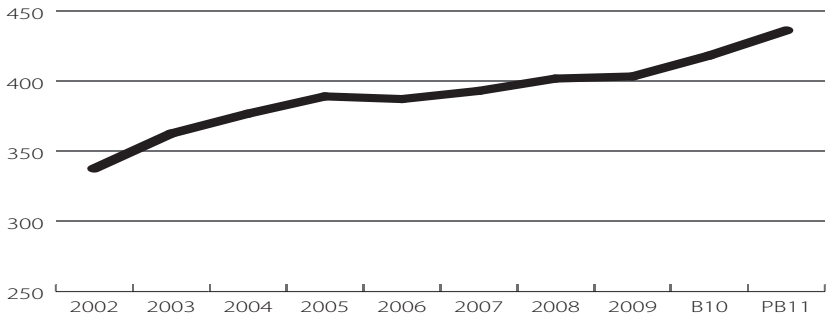
Analyses des charges par chapitre

Comparaison entre les comptes 2009, le budget 2010 et le projet de budget 2011

Chapitre 30 : Charges de personnel

PB2011	B2010	C2009	Écart PB11–B10		Écart PB11–C09	
436.0	418.1	403.2	+17.9	+4.3%	+32.8	+8.1%

(en mios)



Dans le détail, les principaux groupes de ce chapitre ont évolué dans les proportions suivantes :

	PB2011	(B2010)	(C2009)
Autorités et commissions	2.2	-0.0	+0.2
Traitement du personnel	335.5	+11.4	+19.7
Assurances sociales	27.3	+1.3	+3.4
Caisse de pension et de prévoyance	46.0	+4.1	+6.3
Assurances maladie et accidents	9.8	+0.1	+1.0
Prestations en nature	2.5	+0.1	+0.7
Prestations aux pensionnés	7.6	+0.0	+0.3
Personnel intérimaire	1.4	+0.8	+0.7
Autres charges de personnel	3.9	+0.3	+0.5

(en mios)

Ce chapitre enregistre la progression annuelle liée aux mécanismes salariaux ordinaires étant précisé que l'indexation des salaires des employé-e-s de la Ville a été estimée pour 2011 à 1% contre 0% figurant au budget 2010.

Le gel des postes vacants, budgété en 2010 à hauteur de -10 mios, a été relevé à -13 mios, à la lumière des comptes 2009. Cette augmentation du gel des postes vacants induit ainsi une économie de 3 mios de francs sur les charges de personnel, toutes choses étant égales par ailleurs.

Le coût des mécanismes salariaux en comparaison avec le budget 2010 se détaille de la manière suivante :

- Indexation présumée : 2.9 mios ;
- Octroi d'annuités ordinaires : 1.7 mio ;
- Octroi d'annuités extraordinaires : 2.2 mios ;
- Octroi de promotions : 0.9 mio ;
- Frais de rappels CAP : 3.4 mios ;

soit un total de 11.1 mios.

La municipalisation de 41.85 postes au Grand Théâtre engendre un transfert de charges du chapitre des subventions aux charges de personnel pour un montant de 4.4 mios.

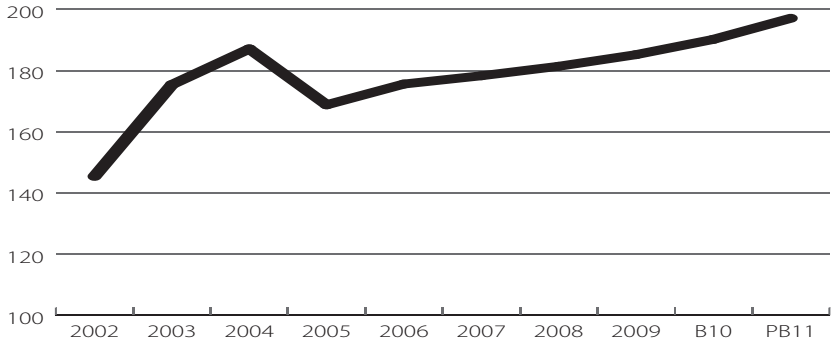
40 nouveaux postes de travail sont demandés dans le présent projet de budget pour un montant de 2.6 mios.

Enfin l'indexation des salaires en 2010 s'est avérée quelque peu supérieure au montant budgété. Cette indexation complémentaire explique également une partie de la hausse constatée.

Chapitre 31 : Biens, services et marchandises

PB2011	B2010	C2009	Écart PB11–B10		Écart PB11–C09	
197.1	190.2	185.2	+6.9	+3.6%	+11.9	+6.4%

(en mios)



Dans le détail, les principaux groupes de ce chapitre ont évolué dans les proportions suivantes :

	PB2011	(B2010)	(C2009)
Fournitures de bureau, imprimés, publicité	11.3	-0.5	+0.7
Mobilier, machines, véhicules, matériel	7.1	+0.9	+0.3
Eau, énergie, combustibles	23.2	-0.2	+1.1
Achats de fournitures et autres marchandises	13.4	-0.4	+0.9
Entretien des immeubles par des tiers	54.0	+1.1	+1.8
Entretien d'objets mobiliers par des tiers	11.1	+0.7	+1.2
Loyers, fermages et redevances d'utilisation	12.6	+0.8	+0.7
Dédommagements	2.9	+0.3	+0.6
Honoraires et prestations de services	59.5	+4.0	+4.1
Frais divers	2.1	+0.3	+0.6

(en mios)

La sous-traitance de la levée de certains résidus augmente les charges de 2.7 mios. Dans le même domaine, l'augmentation des taxes d'incinération amène une augmentation des charges de 1.8 mio. Le budget dévolu à l'entretien des bâtiments augmente de 1.0 mio.

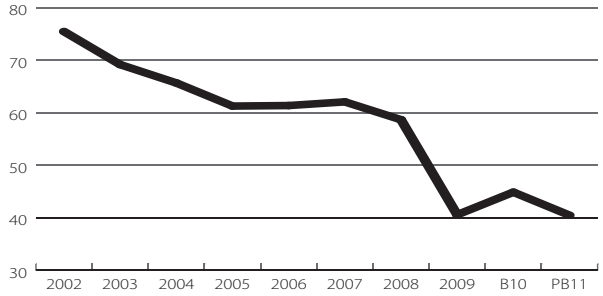
Enfin, une augmentation du budget relatif à l'achat de mobilier urbain de 0.5 mio ainsi qu'un augmentation des charges d'entretien des véhicules au service Logistique et Manifestations de 0.4 mio peut être relevée.

Chapitre 32 : Intérêts passifs

PB2011	B2010	C2009	Écart PB11–B10		Écart PB11–C09	
40.5	44.9	40.6	-4.4	-9.8%	-0.1	-0.1%

(en mios)

La politique instillée par le Conseil administratif en matière de gestion de la dette continue de porter ses fruits. La stratégie définie prévoit en effet qu'un tiers de l'encours de la dette est basé sur les taux courts. Cette stratégie trouve sa logique dans le fait qu'il existe une corrélation historique entre le niveau des taux courts et la situation conjoncturelle et/ou l'inflation. Au moment où les perspectives conjoncturelles sont mitigées, la charge de la dette se stabilise au niveau des comptes 2009. Ce bas niveau des intérêts passifs devrait se maintenir durablement, le Conseil administratif ayant profité des taux à très long terme extrêmement bas pour couvrir une partie de son endettement à taux variable.



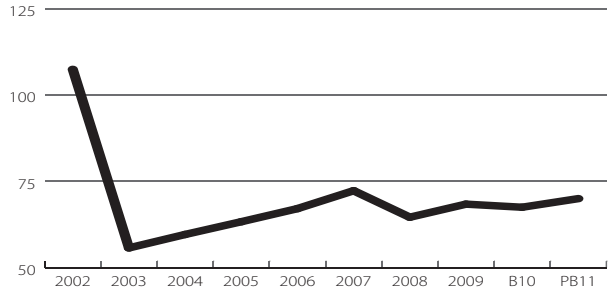
Chapitre 33 : Amortissements

PB2011	B2010	C2009	Écart PB11–B10		Écart PB11–C09	
70.0	67.5	68.4	+2.5	+3.7%	+1.7	+2.4%

(en mios)

Les amortissements sont en très légère augmentation par rapport au budget 2010 de 2.5 mios.

Leurs montants sont déterminés objet par objet conformément aux dispositions légales en matière d'amortissements, notamment la loi sur l'administration des communes et son règlement d'application.

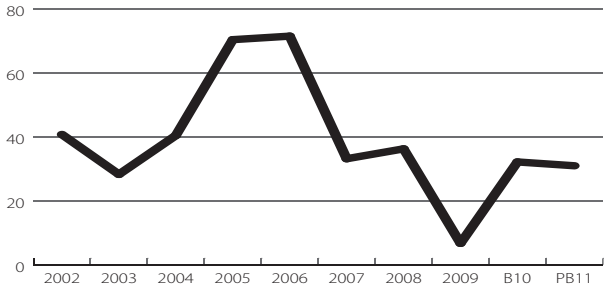


Groupe 334 : Pertes sur débiteurs

PB2011	B2010	C2009	Écart PB11–B10		Écart PB11–C09	
31.0	32.2	6.7	-1.2	-3.7%	+24.3	+363.7%

(en mios)

Le montant budgété tient à nouveau compte d'un revenu important, précédemment non budgété, et pour lequel l'encaissement est pour le moins incertain. À noter qu'en 2011, comme pour les autres années, Une partie importante de ce chapitre (15 mios) concerne le budget de pertes sur débiteurs relatives aux centimes additionnels, budget déterminé en fonction du niveau des pertes y relatives constatées en 2009.



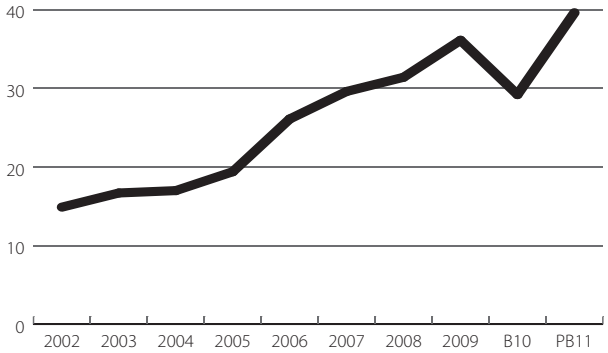
Chapitre 34 : Contribution à d'autres collectivités

PB2011	B2010	C2009	Écart PB11–B10		Écart PB11–C09	
39.6	29.2	36.1	+10.4	+35.6%	+3.4	+9.5%

(en mios)

Le chapitre 34 enregistre la compensation financière versée aux communes frontalières, ainsi que les effets de la nouvelle péréquation intercommunale. La compensation aux communes frontalières s'inscrit en forte hausse par rapport au budget 2010 (+5.0 mios). Cette hausse s'explique par la progression continue du nombre de travailleurs-euses en provenance des communes frontalières. La fin des dispositions transitoires instituées par la loi 10077 relative à l'alimentation par les communes du fonds d'équipement communal explique l'écart entre les comptes 2009 et le budget 2010.

Par ailleurs, les effets de la nouvelle péréquation intercommunale ont été budgétés à hauteur de 11.6 mios, en hausse de 5.4 mios par rapport à 2010. Plusieurs facteurs expliquent cette hausse. D'une part, la production 2010 de la taxe professionnelle, prise en compte dans les calculs péréquatifs a été exceptionnellement élevée. D'autre part, d'importantes communes contributrices ont vu leurs revenus plus touchés que d'autres par les effets de la crise financière. La Ville de Genève s'est ainsi retrouvée relativement plus aisée que précédemment.



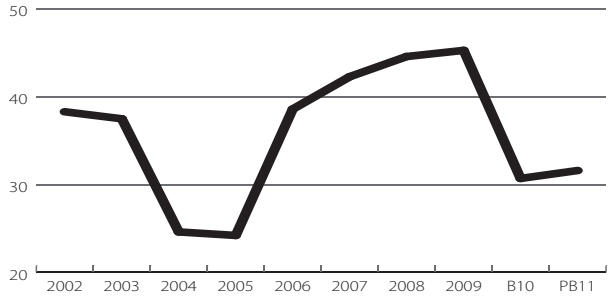
Chapitre 35 : Dédommagements à des collectivités publiques

PB2011	B2010	C2009	Écart PB11–B10		Écart PB11–C09	
31.6	30.7	45.3	+1.0	+3.2%	-13.7	-30.2%

(en mios)

L'entrée en vigueur de la nouvelle péréquation intercommunale a sonné le glas des dispositions transitoires des lois 9679 et 10077. Le retour à la normale en matière de frais de perception intervenu en 2010 a entraîné une diminution du montant budgété de près de 12 mios de 2009 à 2012. Ces charges pour 2011 s'inscrivent en droite ligne de celles budgétées en 2010. La légère augmentation s'explique par la hausse des frais de perception budgétés, en lien avec la hausse des recettes fiscales.

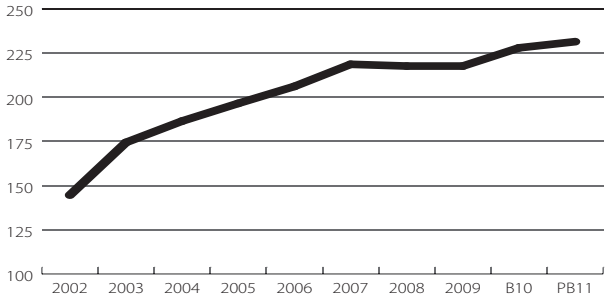
Par ailleurs, une augmentation importante (+1.0 mio) a été budgétée afin de tenir compte du financement additionnel que la Ville verse au Groupement Intercommunal pour l'Animation Parascolaire (GIAP). A terme, la part communale directe devra atteindre 90%. La part prise en charge par les communes devrait à nouveau augmenter, le nouveau fonds intercommunal devant normalement réduire le pourcentage de sa participation 2011. Cette hausse sera destinée à faire face à l'augmentation du nombre de prestations délivrées ainsi qu'à l'application des mécanismes salariaux des employé-e-s du GIAP.



Chapitre 36 : Transferts à des tiers : subventions et allocations

PB2011	B2010	C2009	Écart PB11–B10		Écart PB11–C09	
231.4	227.9	217.6	+3.5	+1.5%	+13.8	+6.3%
-37.9	-37.8	-37.1		- subventions en nature		
193.5	190.2	180.6	+3.3	+1.7%	+12.9	+7.2%

(en mios)



Les subventions allouées par la Ville de Genève s'inscrivent globalement en augmentation de 3.5 mios. Toutefois, si l'on neutralise la diminution de la subvention du Grand Théâtre liée à la municipalisation de 41.85 postes pour un montant de 4.3 mios, les subventions s'inscrivent en hausse de 7.8 mios.

L'application des mécanismes salariaux au secteur de la petite enfance engendre une augmentation de la subvention y relative de 2.4 mios. La professionnalisation des ludothécaires souhaitée par le Conseil municipal amène une augmentation des subventions de 1.7 mio dont 1.4 mio au bénéfice de la FASe. Une nouvelle subvention de 1 mio est prévue pour l'association Genève Futur Hockey, dont 0.5 mio uniquement pour 2011. Les subventions dans le domaine de la culture augmentent de 0.9 mio. Enfin, 0.5 mio sont prévus pour Rousseau 2012 et la garantie de déficit du Grand Théâtre est à nouveau portée à 1 mio en augmentation de 0.5 mio par rapport au budget 2010.

Analyses des revenus par chapitre

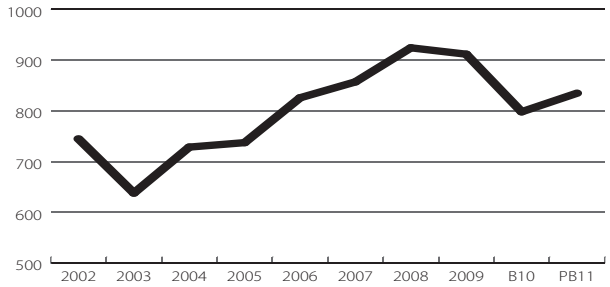
Comparaison entre les comptes 2009, le budget 2010 et le projet de budget 2011

Chapitre 40 : Impôts

PB2011	B2010	C2009	Écart PB11–B10		Écart PB11–C09	
835.0	798.3	911.8	+36.8	+4.6%	-76.8	-8.4%

(en mios)

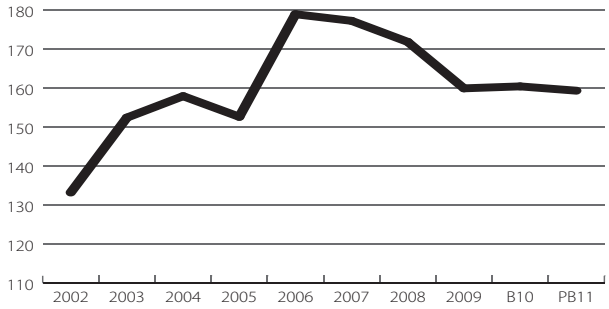
Voir l'analyse détaillée à la page I-12 (Fiscalité)



Chapitre 42 : Revenus des biens

PB2011	B2010	C2009	Écart PB11–B10		Écart PB11–C09	
159.2	160.3	159.8	-1.1	-0.7%	-0.6	-0.4%
-35.8	-35.9	-34.8	- revenus de subventions en nature			
123.4	124.4	125.0	-1.0	-0.8%	-1.6	-1.2%

(en mios)

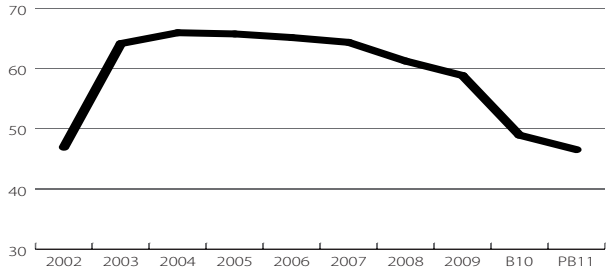


Les revenus des biens s'inscrivent dans la continuité aussi bien des comptes 2009 que du budget 2010 voté. A relever toutefois la diminution de la redevance d'utilisation du domaine public versée par les SIG de 2.0 mios.

Chapitre 43 : Revenus divers

PB2011	B2010	C2009	Écart PB11–B10		Écart PB11–C09	
46.5	48.9	58.8	-2.4	-4.9%	-12.2	-20.8%
-2.2	-1.9	-2.3	- revenus de subventions en nature			
44.4	47.0	56.5	-2.7	-5.7%	-12.1	-21.5%

(en mios)

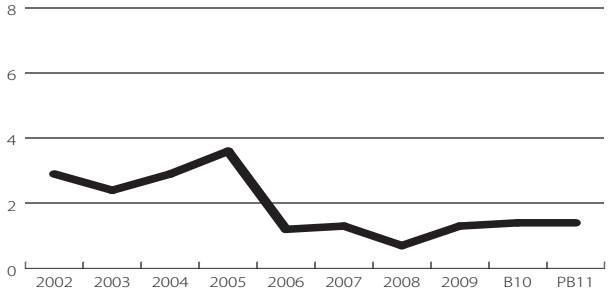


Les revenus des amendes sont responsables de la diminution des revenus divers. Le Service de la sécurité et des espaces publics anticipe une réduction du montant des amendes de 1.5 mio. L'introduction du nouveau passeport biométrique délivré uniquement par l'État induit une diminution des émoluments perçus par le Service de l'État Civil de 1.3 mio. Enfin, les prestations du personnel réalisées en faveur des investissements induisent un revenu de 3.2 mios, en augmentation de 0.7 mio par rapport au budget 2010 voté.

Chapitre 44 : Parts et contributions

PB2011	B2010	C2009	Écart PB11–B10		Écart PB11–C09	
1.4	1.4	1.3	+0.0	+2.9%	+0.1	+7.4%

(en mios)



Sur ce chapitre est budgété la rétrocession de l'assurance incendie au Service d'incendie et de secours (1.2 mio) ainsi que la part à des recettes cantonales de divers impôts pour 0.2 mio.

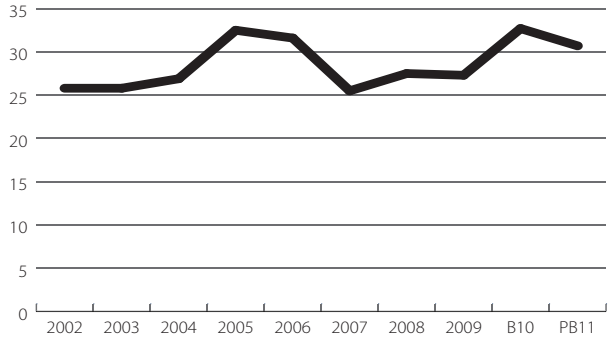
Chapitre 45 : Dédommagements de collectivités publiques

PB2011	B2010	C2009	Écart PB11–B10		Écart PB11–C09	
30.7	32.7	27.3	-1.9	-5.9%	+3.5	+12.8%

(en mios)

Le chapitre 45 enregistre pour 2011 un revenu exceptionnel de 3 mios, en diminution de 2 mios par rapport à 2010. Ce montant correspond à l'indemnité allouée par l'État de Genève dans le cadre de l'abandon de la prestation relative au contrôle du stationnement. En 2012, cette indemnité sera de 1 mio.

Par ailleurs, le Conseil administratif a décidé à nouveau de budgéter intégralement la subvention que le canton doit verser à la Ville en application de l'art. 20 de la loi sur les routes (15 mios). En effet, alors qu'il existe un réseau de routes cantonales à charge du canton sur l'ensemble du territoire, le réseau routier de la Ville se caractérise par le fait que ce ne sont que des routes communales. Ainsi, l'intégralité de l'entretien du réseau routier de la Ville incombe à la municipalité. Le législateur a prévu une subvention pour compenser cet état de fait.

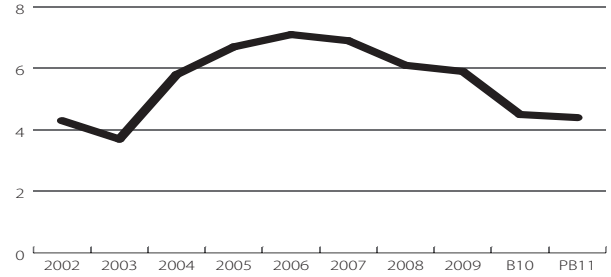


Chapitre 46 : Subventions acquises

PB2011	B2010	C2009	Écart PB11–B10		Écart PB11–C09	
4.4	4.5	5.9	-0.1	-2.7%	-1.5	-25.3%

(en mios)

Parmi les subventions acquises, relevons la subvention octroyée par le Fonds intercommunal pour le Grand Théâtre de Genève à hauteur de 2.0 mios. Ce même fonds participe également au financement de nouvelles places de crèches, participation budgétée à hauteur de 0.3 mio. La dîme du livre ainsi que la part sur les bénéfices du Sport-Toto complètent les revenus de ce chapitre.



CATALOGUES, OBJECTIFS ET PROJET DE BUDGET 2011 PAR MISSIONS ET PRESTATIONS

AUTORITÉS

Le Département des autorités poursuivra son action visant à renforcer et à développer les processus transversaux ainsi que la coordination entre les départements et les services de l'Administration municipale.

Les objectifs les plus marquants du Département des Autorités pour 2011 seront les suivants :

- Poursuivre la révision de l'ensemble des directives de gestion administrative (DGA) et les mettre à disposition de l'administration, en ligne ;
- Favoriser le déploiement d'un système de contrôle interne en l'étendant progressivement à l'ensemble des services du département, puis à l'ensemble de l'administration ;
- Après l'introduction des nouveaux statuts, adapter puis assurer la mise en place de l'ensemble des règlements et directives y relatives ;
- Regrouper certaines tâches transversales du département (ressources humaines, comptabilité, budget) au sein de l'Administration centrale et de la Direction générale ;
- Poursuivre la réorganisation de l'Office de l'état civil ;
- Étendre à l'arcade municipale le système de commande et de payement en ligne mis en place à l'Office de l'état civil ;
- Mettre en place l'unité de communication Web, chargée de la gestion du site Internet et de la communication ;
- Poursuivre le soutien à la politique mise en place par le CA relative au rôle de Genève en tant que ville internationale. Renforcer la présence de la Ville de Genève dans certains réseaux de villes.

SERVICE DE LA DIRECTION GÉNÉRALE

Service de la Direction générale

Missions et prestations

Missions		Prestations		Descriptions
1	**Assistance et conseil aux Autorités politiques**	11	Soutien au CA, CM et Magistrat-e-s	Assistance au CA, à la Magistrate ou au Magistrat en charge, dans l'accomplissement de ses responsabilités du pouvoir exécutif municipal.
2	**Développement des priorités stratégiques**	21	Mise en œuvre de la politique du département	Orientation et adaptation des stratégies générales de la politique du département. Application et mise en œuvre des décisions du CA.
		22	Mise en œuvre de la politique budgétaire et financière du département	Orientation, adaptation et contrôle de la politique du département concernant le budget de fonctionnement et le plan financier des investissements en application des décisions du CA et des objectifs stratégiques du département.
		23	Mise en œuvre de la politique des ressources humaines du département	Orientation, adaptation et contrôle de la politique du département en matière de ressources humaines en application du Statut du personnel de l'administration.
		24	Mise en œuvre de la politique d'attribution des subventions du département	Orientation, adaptation et contrôle de la politique du département en matière de prestations financières et de prestations en nature en faveur de tiers (subventions).
3	**Direction et coordination**	31	Direction et coordination départementale	Supervision, coordination, information et communication aux services du département. Mise en place de directives et de procédures de travail. Développement des synergies et des collaborations interservices. Gestion des ressources.
		32	Direction et coordination interdépartementale	Participation aux groupes de coordination interdépartementaux. Pilotage, coordination et gestion transversale des grands projets.
		33	Assistance juridique	Soutien, assistance et conseils aux services en matière juridique. Élaboration de règlements, traitement et suivi des dossiers, appui juridique en matière de marchés publics.
4	**Relations externes**	41	Information publique et communication	Mise en œuvre et suivi de l'information à destination du CM, du public, des partenaires et des médias.
		42	Représentation	Représentation du département et de la Ville de Genève dans des manifestations officielles, auprès d'organismes subventionnés, de fondations ou de sociétés. Participation à des séminaires, colloques ou conférences.
		43	Coordination externe	Relation et coordination avec les partenaires externes privés ou publics afin de préparer, faire connaître et défendre les prises de position du département et de la Ville de Genève dans le cadre de la définition de politiques publiques, de renouvellement de convention, etc.

Service de la Direction générale

Priorités et perspectives

La Direction générale continuera à développer et consolider les processus transversaux et à coordonner les activités interdépartementales, tout en poursuivant les objectifs déjà énoncés en introduction pour le département.

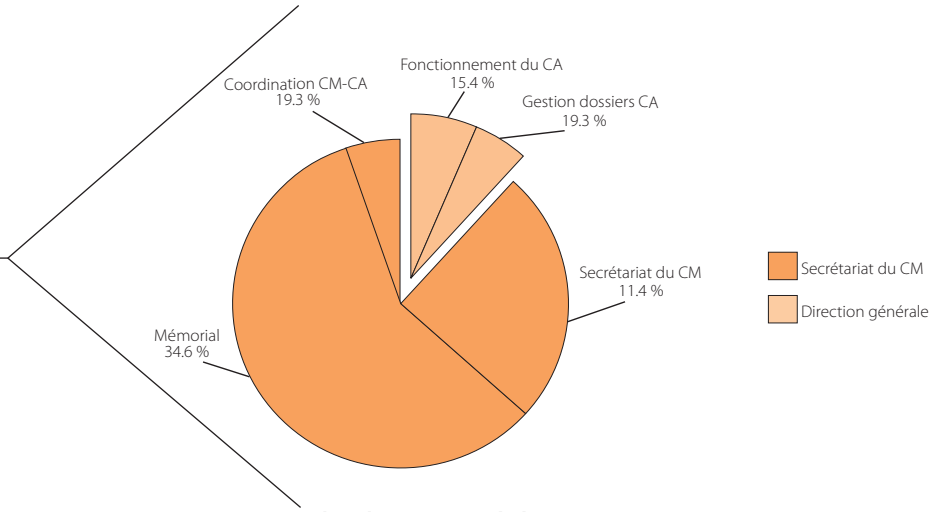
Objectif	Prestation(s) concernée(s)	Indicateur	Valeur cible
Coordonner le développement de l'application CandiDEUX.	11 et 31	Date de mise en production.	Application en production au 31.12.2011.
Orienter et adapter l'organisation de l'Office de l'état civil.	23, 31 et 41	Degré d'avancement du projet.	Digitalisation des registres.
Favoriser le déploiement d'un système de contrôle interne (SCI).	11 et 32	Nombre de services appliquant un SCI.	Tous les services du Département des Autorités appliquent un SCI.
Mettre à jour les directives de gestion administrative (DGA).	33	Pourcentage d'actualisation.	50% du recueil des DGA sous REPAIR est actualisé.

Service de la Direction générale

Charges et revenus par missions et prestations (en milliers de francs)	Projet de budget 2011 Charges	%	Revenus	%	Budget 2010 Charges	%	Revenus	%	Comptes 2009 Charges	%	Revenus	%
1 Assistance et conseil aux Autorités politiques	**2'459.4**	**73.2**	**-**	**-**	**2'344.1**	**74.3**	**-**	**-**	**2'279.6**	**73.4**	**-**	**-**
11 Soutien au CA, CM, et Magistrat-e-s	2'459.4	73.2	-	-	2'344.1	74.3	-	-	2'279.6	73.4	-	-
2 Développement des priorités stratégiques	**69.5**	**2.1**	**-**	**-**	**66.1**	**2.1**	**-**	**-**	**62.4**	**2.0**	**-**	**-**
21 Mise en œuvre de la politique du département	23.2	0.7	-	-	22.0	0.7	-	-	20.8	0.7	-	-
22 Mise en œuvre de la politique budgétaire et financière du département	23.2	0.7	-	-	22.0	0.7	-	-	20.8	0.7	-	-
23 Mise en œuvre de la politique des ressources humaines du département	11.6	0.3	-	-	11.0	0.3	-	-	10.4	0.3	-	-
24 Mise en œuvre de la politique d'attribution des subventions du département	11.6	0.3	-	-	11.0	0.3	-	-	10.4	0.3	-	-
3 Direction et coordination	**696.8**	**20.7**	**-**	**-**	**611.2**	**19.4**	**-**	**-**	**636.2**	**20.5**	**-**	**-**
31 Direction et coordination départementale	63.6	1.9	-	-	60.5	1.9	-	-	57.1	1.8	-	-
32 Direction et coordination interdépartementale	478.6	14.2	-	-	403.6	12.8	-	-	440.3	14.2	-	-
33 Assistance juridique	154.5	4.6	-	-	147.0	4.7	-	-	138.8	4.5	-	-
4 Relations externes	**136.2**	**4.1**	**-**	**-**	**133.0**	**4.2**	**-**	**-**	**127.2**	**4.1**	**-**	**-**
41 Information publique et communication	72.5	2.2	-	-	72.5	2.3	-	-	70.0	2.3	-	-
42 Représentation	57.9	1.7	-	-	55.1	1.7	-	-	52.0	1.7	-	-
43 Coordination externe	5.8	0.2	-	-	5.5	0.2	-	-	5.2	0.2	-	-
Total comptabilité analytique	**3'361.8**	**100.0**	**-**	**-**	**3'154.4**	**100.0**	**-**	**-**	**3'105.3**	**100.0**	**-**	**-**
Charges et revenus présentés en diminution des charges et revenus	4.0		4.0		-		-		8.2		8.2	
Total comptabilité générale	**3'365.8**		**4.0**		**3'154.4**		**-**		**3'113.4**		**8.2**	

Service de la Direction générale

	Charges par chapitres comptables					Revenus par chapitres comptables	
	30	31	39	Support	Total	43	Total
1	**2'030.8**	**321.2**	**104.3**	**3.0**	**2'459.4**	**-**	**-**
11	2'030.8	321.2	104.3	3.0	2'459.4	-	-
2	**66.2**	**1.3**	**2.0**	**-**	**69.5**	**-**	**-**
21	22.1	0.4	0.7	-	23.2	-	-
22	22.1	0.4	0.7	-	23.2	-	-
23	11.0	0.2	0.3	-	11.6	-	-
24	11.0	0.2	0.3	-	11.6	-	-
3	**666.3**	**12.2**	**18.3**	**-**	**696.8**	**-**	**-**
31	60.6	1.2	1.8	-	63.6	-	-
32	458.4	8.1	12.1	-	478.6	-	-
33	147.2	2.9	4.4	-	154.5	-	-
4	**124.5**	**6.7**	**5.0**	**-**	**136.2**	**-**	**-**
41	63.8	5.5	3.2	-	72.5	-	-
42	55.1	1.1	1.6	-	57.9	-	-
43	5.5	0.1	0.2	-	5.8	-	-
	2'887.7	**341.5**	**129.6**	**3.0**	**3'361.8**	**-**	**-**
	4.0	-	-	-	4.0	4.0	4.0
	2'891.7	**341.5**	**129.6**	**3.0**	**3'365.8**	**4.0**	**4.0**



Répartition des charges 2011 de la prestation 11

Projet de budget 2011 par chapitres comptables

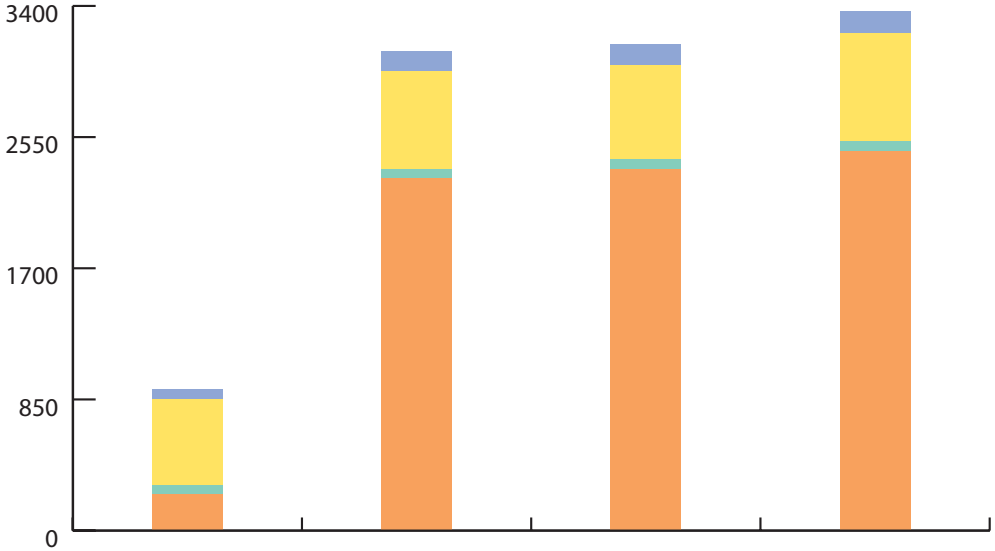
30	Charges de personnel
31	Biens, services et marchandises
32	Intérêts passifs
33	Amortissements
34	Parts et contributions sans affectation
35	Dédommagements collectivités publiques
36	Subventions accordées
37	Subventions redistribuées
38	Attributions aux financements spéciaux
39	Imputations internes
40	Impôts
42	Revenus des biens
43	Contributions
44	Parts à des recettes & contrib. s/ affect.
45	Dédommagements de collectivités publ.
46	Subventions acquises
47	Subventions à redistribuer
48	Prélévements sur financements spéciaux
49	Imputations internes

Service de la Direction générale

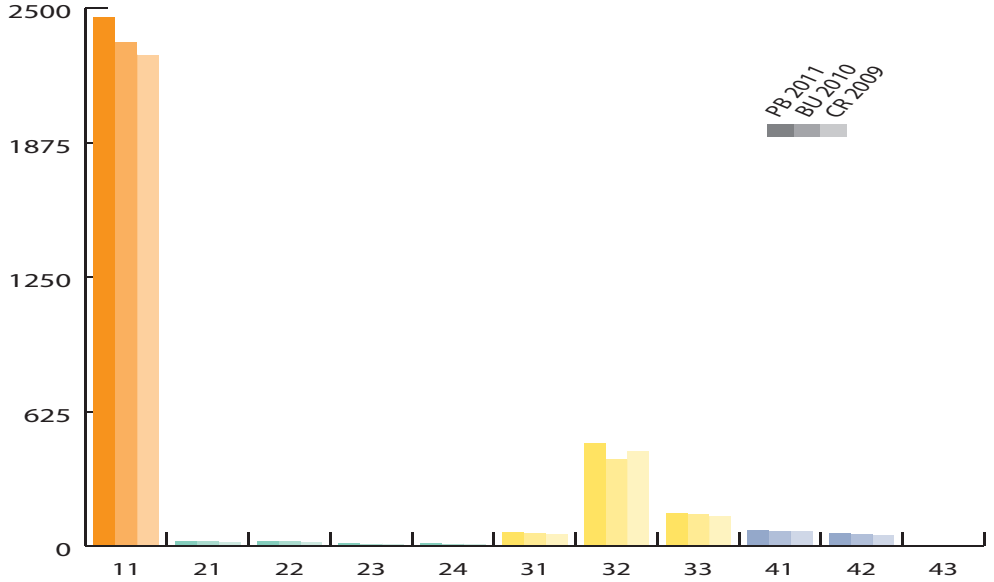
Commentaires

Selon les principes retenus pour l'ensemble des services concernés, les remboursements d'assurance pour perte de salaire ont été déduits des charges de fonctionnement (cf. « Charges et revenus présentés en diminution des revenus et des charges »).

11 Depuis 2010 le secrétariat du CM est rattaché à la Direction générale. Toutefois, afin de permettre une comparaison pluri-annuelle, les 3 exercices présentés tiennent compte de ce rattachement.



Évolution des charges par missions (en milliers de francs)



Évolution des charges par prestations (en milliers de francs)

ADMINISTRATION CENTRALE

Administration centrale

Missions et prestations

Missions		Prestations		Descriptions
1	**Support au Conseil adminstratif et à l'Administration municipale**	11	Appui logistique	Appui logistique au CA dans le cadre des représentations officielles.
		12	Aide à la décision	Informations, analyses et autres contributions soutenant les prises de décision du CA.
2	**Gestion des archives municipales**	21	Conseil aux services	Conseiller et assister les services de l'Administration municipale dans la gestion des documents qu'ils produisent et qu'ils reçoivent.
		22	Collecte et conservation	Réception des fonds des services et acquisition de fonds privés. Classement, cotation et mesures concernant la conservation physique des documents et leur restauration.
		23	Mise à disposition	Mettre les documents conservés à la disposition du public et de l'Administration municipale.
		24	Gestion documentaire	Acquisition, description, classement, élaboration de l'index des procès-verbaux du CA, versement aux archives municipales. Gestion administrative des règlements municipaux.
3	**Information et communication**	31	Communication interne	Coordination de la transmission d'informations liées aux décisions et aux activités du CM, CA, Directions et services.
		32	Communication externe	Mise en œuvre et suivi de l'information municipale à destination du public et des médias.

Administration centrale

Priorités et perspectives

En 2011, le Département des Autorités va mettre en place une gestion transversale des ressources humaines en créant un pool de compétence interservices regroupant les gestionnaires RH du département sous la conduite d'un responsable des ressources humaines. Ce réseau permettra de coordonner la gestion du personnel et d'unifier les procédures dans l'ensemble des domaines concernés (recrutement et engagement du personnel, mise en œuvre des nouveaux statuts, introduction du nouveau règlement sur l'horaire de travail, évaluation harmonisée des collaborateurs et collaboratrices, traitement unifié d'indemnisation, etc.).

Objectif	Prestation(s) concernée(s)	Indicateur	Valeur cible
Création d'un pool de compétence pour la gestion transversale des ressources humaines.	11	Nombre de séances interservices.	Création du réseau RH.
Finaliser le catalogue des procédures du service.	12	Diagrammes de flux.	100%.
Mettre en place une procédure de traitement des documents électroniques versés aux Archives de la Ville de Genève en vue de leur conservation à long terme.	24	Date d'entrée en vigueur de la procédure.	31 décembre 2011.
Accompagner le lancement du nouveau site internet officiel de la Ville de Genève et assurer sa mise à jour en collaboration avec la DSIC.	32	Pourcentage de pages web mises à jour.	80%.

Administration centrale

Charges et revenus par missions et prestations	Projet de budget 2011				Budget 2010				Comptes 2009			
(en milliers de francs)	Charges	%	Revenus	%	Charges	%	Revenus	%	Charges	%	Revenus	%
1 Support au CA et à l'Administration municipale	**2'191.5**	**34.2**	**-**	**-**	**2'186.7**	**35.6**	**-**	**-**	**1'722.9**	**31.6**	**-**	**-**
11 Appui logistique	1'354.7	21.2	-	-	1'341.9	21.9	-	-	1'164.0	21.4	-	-
12 Aide à la décision	836.8	13.1	-	-	844.8	13.8	-	-	558.9	10.3	-	-
2 Gestion des archives municipales	**1'313.6**	**20.5**	**-**	**-**	**1'300.8**	**21.2**	**-**	**-**	**1'203.0**	**22.1**	**-**	**-**
21 Conseil aux services	128.7	2.0	-	-	125.4	2.0	-	-	124.5	2.3	-	-
22 Collecte et conservation	323.3	5.0	-	-	319.4	5.2	-	-	285.5	5.2	-	-
23 Mise à disposition	572.7	8.9	-	-	574.2	9.4	-	-	545.3	10.0	-	-
24 Gestion documentaire	288.9	4.5	-	-	281.9	4.6	-	-	247.8	4.6	-	-
3 Information et communication	**2'897.7**	**45.3**	**727.0**	**100.0**	**2'650.2**	**43.2**	**717.0**	**100.0**	**2'519.2**	**46.3**	**522.1**	**100.0**
31 Communication interne	296.3	4.6	-	-	273.3	4.5	-	-	310.2	5.7	-	-
32 Communication externe	2'601.4	40.6	727.0	100.0	2'376.9	38.7	717.0	100.0	2'209.0	40.6	522.1	100.0
Total comptabilité analytique	**6'402.8**	**100.0**	**727.0**	**100.0**	**6'137.7**	**100.0**	**717.0**	**100.0**	**5'445.2**	**100.0**	**522.1**	**100.0**
Charges et revenus présentés en diminution des revenus et des charges	0.4		0.4		-		-		2.3		2.3	
Charges et revenus non incorporables	2.0		-		2.0		4.0		0.1		15.9	
Subventions en francs	6.2		-		6.2		-		-		-	
Total comptabilité générale	**6'411.3**		**727.4**		**6'145.9**		**721.0**		**5'447.6**		**540.4**	

Administration centrale

	Charges par chapitres comptables							Revenus par chapitres comptables		
	30	31	33	36	39	Support	Total	43	Support	Total
1	**751.0**	**481.4**	**23.2**	**-**	**138.4**	**797.5**	**2'191.5**	**-**	**-**	**-**
11	714.3	86.7	23.2	-	131.8	398.7	1'354.7	-	-	-
12	36.7	394.8	-	-	6.6	398.7	836.8	-	-	-
2	**830.4**	**128.5**	**-**	**-**	**66.8**	**287.9**	**1'313.6**	**-**	**-**	**-**
21	50.8	1.2	-	-	4.7	72.0	128.7	-	-	-
22	192.1	44.9	-	-	14.4	72.0	323.3	-	-	-
23	394.3	77.0	-	-	29.5	72.0	572.7	-	-	-
24	193.2	5.5	-	-	18.3	72.0	288.9	-	-	-
3	**1'010.3**	**1'539.5**	**-**	**-**	**57.7**	**290.1**	**2'897.7**	**727.0**	**-**	**727.0**
31	77.1	77.7	-	-	6.2	135.2	296.3	-	-	-
32	933.2	1'461.8	-	-	51.5	154.9	2'601.4	727.0	-	727.0
	2'591.7	**2'149.5**	**23.2**	**-**	**262.9**	**1'375.5**	**6'402.8**	**727.0**	**-**	**727.0**
	-	-	-	-	-	0.4	0.4	0.4	-	0.4
	-	-	-	-	2.0	-	2.0	-	-	-
	-	-	-	6.2	-	-	6.2	-	-	-
	2'591.7	**2'149.5**	**23.2**	**6.2**	**264.9**	**1'375.9**	**6'411.3**	**727.4**	**-**	**727.4**

Projet de budget 2011 par chapitres comptables

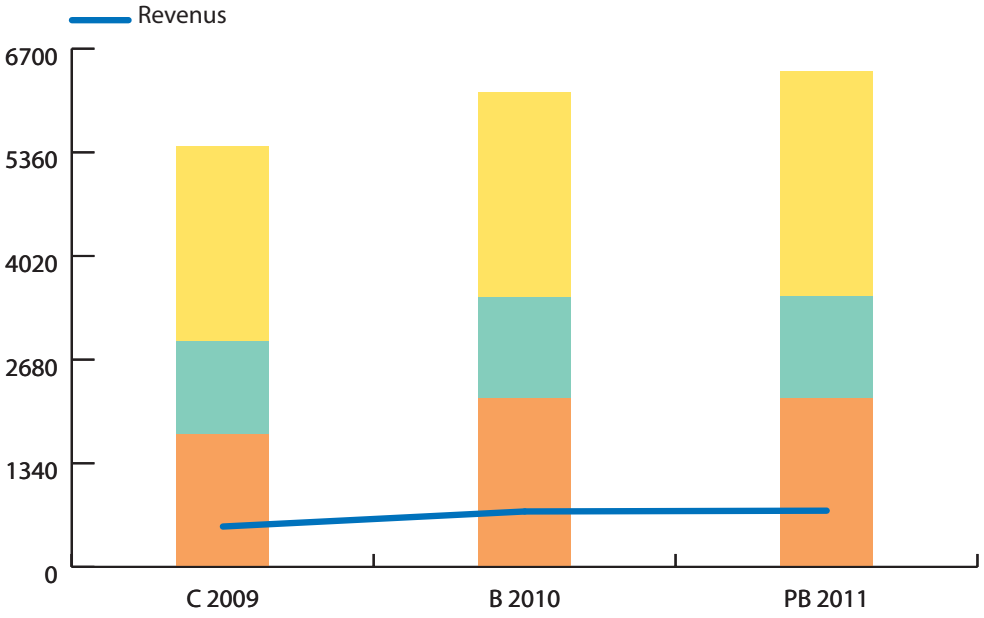
30	Charges de personnel
31	Biens, services et marchandises
32	Intérêts passifs
33	Amortissements
34	Parts et contributions sans affectation
35	Dédommagements collectivités publiques
36	Subventions accordées
37	Subventions redistribuées
38	Attributions aux financements spéciaux
39	Imputations internes
40	Impôts
42	Revenus des biens
43	Contributions
44	Parts à des recettes & contrib. s/ affect.
45	Dédommagements de collectivités publ.
46	Subventions acquises
47	Subventions à redistribuer
48	Prélévements sur financements spéciaux
49	Imputations internes

Administration centrale

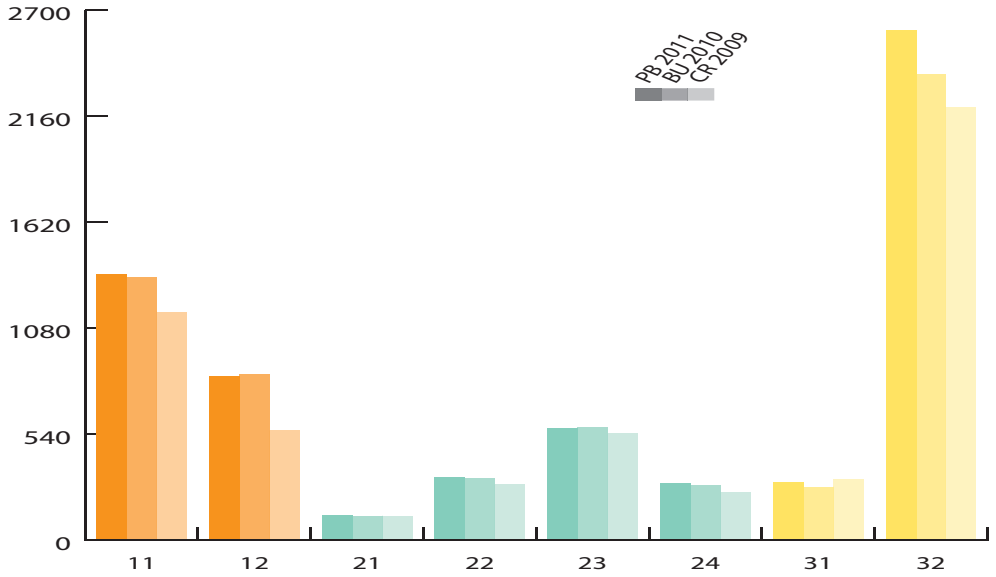
Commentaires

Selon les principes retenus pour l'ensemble des services concernés, les remboursements d'assurance pour perte de salaire ont été déduits des charges de fonctionnement (cf. « Charges et revenus présentés en diminution des revenus et des charges »). De plus, les « Charges et revenus non incorporables », ainsi que les « Subventions » n'ont pas été intégrés dans la répartition analytique.

L'augmentation significative des revenus de l'Unité d'information et de communication de presque 40% entre les comptes 2009 et le budget 2011 reflète l'augmentation des prestations fournies à la population genevoise, notamment en terme de mise à disposition de cartes journalières CFF conformément à la volonté du CA et du CM de renforcer la mobilité douce.



Évolution des charges et revenus par missions (en milliers de francs)



Évolution des charges par prestations (en milliers de francs)

SERVICE JURIDIQUE

Service juridique

Missions et prestations

Missions		Prestations		Descriptions
1	**Assistance et conseil au Conseil administratif en matière juridique**	11	Assistance et conseil	Études et recherches juridiques selon les méthodes habituelles ainsi qu'avec l'aide de bases de données juridiques comprenant jurisprudence et doctrine. Rédaction d'avis de droit à l'attention du CA ainsi que du Directeur général et de son adjoint. Interprétation de la législation et de la réglementation en vigueur. Assistance et conseil juridiques au CA et à la Direction générale durant des réunions, soutien durant les négociations.
		12	Procédures judiciaires	Conduite de procédures civiles, pénales et administratives. Rédaction d'actes et de mémoires juridiques dans le cadre de procédures judiciaires ou arbitrales. Assistance et représentation de la Ville de Genève et des entités qui lui sont rattachées auprès des juridictions civile, pénale et administrative.
		13	Procédures disciplinaires	Conduite et participation à des procédures disciplinaires et enquêtes administratives. Interprétation du statut du personnel et de la réglementation connexe.
		14	Coordination	Coordination des ressources afin de gérer au mieux les dossiers juridiques globaux du CA. Constitution et maintenance de bases de données juridiques ainsi que d'outils de recherche à l'intention des juristes de la Ville de Genève. Constitution et maintien d'une documentation et d'une bibliothèque juridiques. Coordination et surveillance des mandataires professionnellement qualifiés (avocats, experts, auditeurs, etc.).
		15	Veille législative	Suivi de la législation fédérale et cantonale. Participation à l'élaboration de la réglementation communale. Propositions et suggestions au CA en vue d'améliorer le corpus réglementaire communal.
2	**Secrétariat du Conseil administratif**	21	Préparation des séances du CA	Coordination des séances, préparation des ordres du jour, élaboration des procès-verbaux et suivi administratif.
		22	Suivi des dossiers du CA	Assurer la transmission des dossiers du CA au sein de l'Administration municipale.

Service juridique

Priorités et perspectives

La priorité du Service juridique est d'apporter en tout temps conseil et assistance aux Autorités en matière juridique et judiciaire.

Objectif	Prestation(s) concernée(s)	Indicateur	Valeur cible
Analyser les besoins organisationnels et informatiques permettant d'assurer un meilleur suivi des séances du CA (projet CandiDEUX, phase 1).	21 et 22	Degré d'avancement du projet.	Production d'une analyse et soumission de propositions d'ici le deuxième semestre 2011.
Assurer la mise en production de la base HyperLEX et l'enrichissement des données (doctrine et jurisprudence) accessibles via cette base.	14	Volume de documents reprenant la doctrine et la jurisprudence accessibles dans la base.	100% des documents accessibles et mis à jour régulièrement dans la base.
Création d'un centre de documentation juridique ouvert à l'ensemble de l'Administration municipale et coordination des accès aux principales bases de données juridiques.	14	Degré d'avancement du projet « centre de documentation ».	Diffusion des références à disposition pour l'ensemble des juristes de l'administration.

Service juridique

Charges et revenus par missions et prestations (en milliers de francs)	Projet de budget 2011 Charges	%	Revenus	%	Budget 2010 Charges	%	Revenus	%	Comptes 2009 Charges	%	Revenus	%
1 Assistance et conseil au Conseil administratif en matière juridique	**963.0**	**57.2**	**-**	**-**	**699.5**	**51.9**	**-**	**-**	**698.4**	**54.2**	**-**	**-**
11 Assistance et conseil	296.1	17.6	-	-	266.1	19.7	-	-	239.1	18.6	-	-
12 Procédures judiciaires	249.8	14.8	-	-	224.4	16.7	-	-	196.3	15.2	-	-
13 Procédures disciplinaires	100.9	6.0	-	-	90.7	6.7	-	-	83.2	6.5	-	-
14 Coordination	297.3	17.7	-	-	101.3	7.5	-	-	168.3	13.1	-	-
15 Veille législative	19.0	1.1	-	-	17.0	1.3	-	-	11.4	0.9	-	-
2 Secrétarait du Conseil administratif	**720.8**	**42.8**	**-**	**-**	**647.7**	**48.1**	**-**	**-**	**590.3**	**45.8**	**-**	**-**
21 Préparation séances	507.2	30.1	-	-	455.8	33.8	-	-	435.2	33.8	-	-
22 Suivi des dossiers	213.6	12.7	-	-	192.0	14.2	-	-	155.1	12.0	-	-
Total comptabilité analytique	**1'683.8**	**100.0**	**-**	**-**	**1'347.2**	**100.0**	**-**	**-**	**1'288.6**	**100.0**	**-**	**-**
Charges et revenus présentés en diminution des revenus et des charges	-		-		-		-		2.6		2.6	
Total comptabilité générale	**1'683.8**		**-**		**1'347.2**		**-**		**1'291.2**		**2.6**	

Service juridique

Charges par chapitres comptables

	30	31	33	39	Support	Total
1	**886.7**	**1.5**	**1.3**	**21.3**	**52.2**	**963.0**
11	269.8	0.5	0.4	7.3	18.0	296.1
12	227.6	0.4	0.4	6.2	15.2	249.8
13	91.9	0.2	0.1	2.5	6.1	100.9
14	280.0	0.3	0.3	4.8	11.8	297.3
15	17.3	0.0	0.0	0.5	1.2	19.0
2	**654.4**	**1.3**	**1.1**	**17.8**	**46.3**	**720.8**
21	460.5	0.9	0.7	12.5	32.5	507.2
22	193.9	0.4	0.3	5.3	13.7	213.6
	1'541.1	**2.8**	**2.3**	**39.1**	**98.4**	**1'683.8**
	-	-	-	-	-	-
	1'541.1	**2.8**	**2.3**	**39.1**	**98.4**	**1'683.8**

Projet de budget 2011 par chapitres comptables

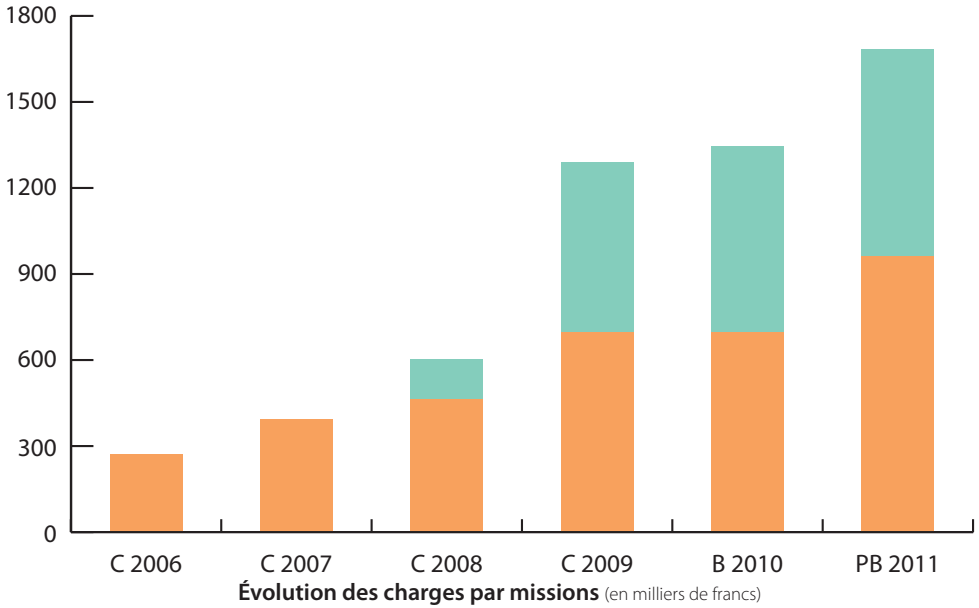
30	Charges de personnel
31	Biens, services et marchandises
32	Intérêts passifs
33	Amortissements
34	Parts et contributions sans affectation
35	Dédommagements collectivités publiques
36	Subventions accordées
37	Subventions redistribuées
38	Attributions aux financements spéciaux
39	Imputations internes
40	Impôts
42	Revenus des biens
43	Contributions
44	Parts à des recettes & contrib. s/ affect.
45	Dédommagements de collectivités publ.
46	Subventions acquises
47	Subventions à redistribuer
48	Prélévements sur financements spéciaux
49	Imputations internes

Service juridique

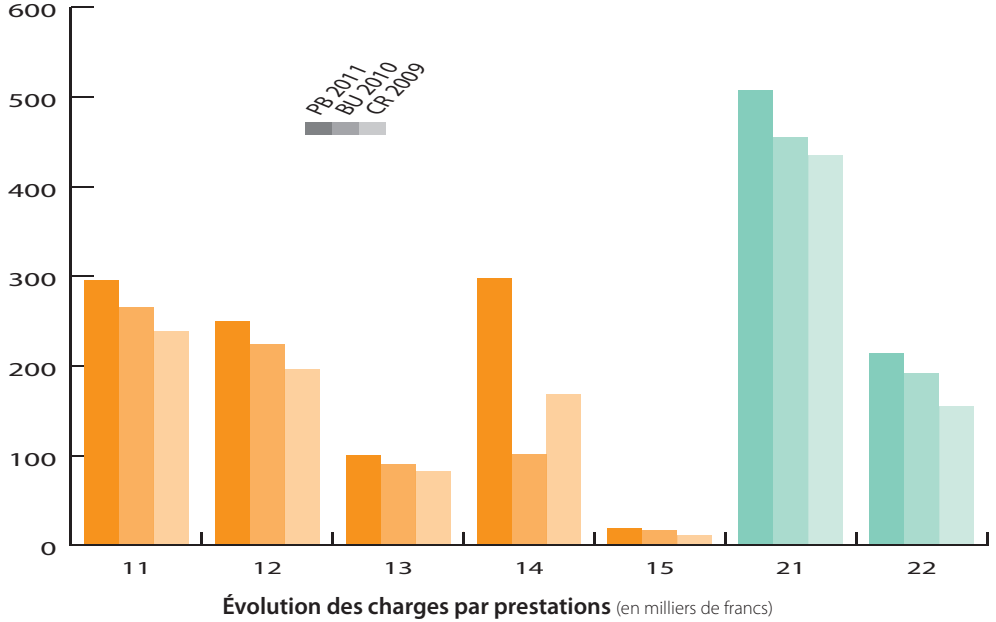
Commentaires

Selon les principes retenus pour l'ensemble des services concernés, les remboursements d'assurance pour perte de salaire ont été déduits des charges de fonctionnement (cf. « Charges et revenus présentés en diminution des revenus et des charges »).

14 La variation au PB 2011 par rapport au budget 2010 découle principalement de l'augmentation de la nature comptable 301190 « C-DRH » Salaires personnel temporaire. Cette équipe, composée de 1 à 3 personnes selon l'avancement du travail, est engagée dans le cadre du projet HyperLEX, relatif à la mise à disposition de l'Administration municipale, comme du public, de l'ensemble du corpus réglementaire de la Ville de Genève sur Internet.



Évolution des charges par missions (en milliers de francs)



Évolution des charges par prestations (en milliers de francs)

RELATIONS EXTÉRIEURES

Relations extérieures

Missions et prestations

Missions		Prestations		Descriptions
1	**Assistance et conseil au Conseil administratif en matière de relations extérieures**	11	Informations, analyses, synthèses, veille et documentation	Recherche d'informations et de documentation, rédaction de textes de synthèse et d'analyse, élaboration de dossiers, suivi des évolutions et des développements de la « Genève internationale », des réseaux de villes dont Genève est membre, et des villes partenaires. Gestion des dossiers et de la documentation relative aux relations extérieures.
		12	Représentation du CA	Suivi administratif et logistique des invitations reçues par le CA, à savoir : inscription à l'ordre du jour, traitement des réponses et appui logistique.
2	**Mise en œuvre de la politique du Conseil administratif en matière de relations extérieures**	21	Organisation de manifestations	Organisation de manifestations visant à promouvoir l'image de la Ville de Genève. Mise sur pied du «Geneva Opera Pool» en partenariat avec le Grand Théâtre et de la cérémonie de remise du prix Martin Ennals pour les défenseurs des droits de l'homme en partenariat avec la Fondation Martin Ennals. Mise sur pied de la journée d'accueil des nouveaux habitants en coordination avec les services municipaux et cantonaux. Co-organisation avec le Comité d'organisation du 1er août et les services municipaux concernés de la fête du 1er août. Appui logistique au CA, incluant le cas échéant, la préparation et l'organisation de déplacements à l'étranger. Coordination interdépartementale.
		22	Promotion de la « Genève internationale »	Participation aux réunions du Groupe interdépartemental de l'État aux affaires internationales et du Groupe de coordination des activités promotionnelles de Genève (GCAPG). Représentation de la Ville de Genève aux comités du Centre d'accueil-Genève internationale, au comité du Club suisse de la presse et au comité du Club diplomatique. Organisation ou participation financière à des réceptions dans le cadre de la Genève internationale.
		23	Relations avec d'autres villes en Suisse et à l'étranger ainsi qu'avec les réseaux de villes dont la Ville de Genève est membre	Suivi et, le cas échéant, appui dans la mise en œuvre des projets élaborés dans le cadre des accords bilatéraux signés avec d'autres municipalités. Participation aux réunions des réseaux de villes. Préparation et organisation des déplacements des membres du CA et, le cas échéant, assistance aux Magistrats sur place.
		24	Communication externe	Rédaction des pages internationales du «Vivre à Genève», un journal d'information destiné aux habitant-e-s de la Ville de Genève (5 fois par an, 112'000 exemplaires). Rédaction des communiqués de presse concernant les relations extérieures de la Ville de Genève. Contribution aux discours du CA dans le domaine des relations extérieures. Mise à jour des informations relatives aux relations extérieures sur le site Internet de la Ville de Genève.
		25	Solidarité internationale	Appui au CA dans la mise en œuvre de ses projets de coopération décentralisée et de coopération au développement. Subvention à des projets ponctuels qui œuvrent en faveur de la solidarité internationale. Participation à la Délégation Genève Ville Solidaire.
		26	Appui spécifique au Maire	Organisation d'événements spécifiques dans le cadre de la Mairie. Appui au Maire dans ses tâches de représentation.
3	**Protocole** **Accueil** **Réceptions**	31	Protocole	Accueil des hôtes du CA, organisation de leur programme de visite, organisation de réceptions et de repas et application du « protocole décès ».
		32	Réceptions pour des manifestations organisées par la Ville de Genève ou par des tiers	Réceptions pour les vernissages, les inaugurations, les manifestations sportives et autres manifestations. Organisation de manifestations honorifiques (par exemple la remise de la Médaille Genève reconnaissante).
		33	Réceptions pour des cérémonies destinées aux collaborateurs et collaboratrices et retraité-e-s de l'administration	Organisation des réceptions pour les apprenti-e-s, les nouveaux collaborateurs et nouvelles collaboratrices, les départs à la retraite ainsi que les vœux de début d'année des Magistrat-e-s à leur département.

Relations extérieures

Priorités et perspectives

Le Service des relations extérieures visera à optimiser le rôle de ville hôte de Genève en renforçant la cohésion et la coordination au sein de la Ville de Genève et avec les partenaires extérieurs. Ce rôle de ville hôte sera également valorisé dans les relations extérieures de la municipalité. Comme toutes les années, le SRE aura pour responsabilité d'assurer le soutien à la mairie.

Objectif	Prestation(s) concernée(s)	Indicateur	Valeur cible
Co-organiser des manifestations à la demande du CA.	21 et 26	Réalisation de la Fête du 1er août selon un modèle validé par le CA (sous réserve de l'attribution du budget).	Les demandes spécifiques du CA (ou de la Mairie) sont intégrées dans cette manifestation.
Évaluer de façon structurée les événements et manifestations organisées par le SRE.	21	Nombre d'événements et manifestations évalués.	Trois manifestations évaluées, dont deux pour la deuxième fois.
Valoriser les lieux d'accueil du CA.	31	Nombre de plaquettes publiées.	1 nouvelle plaquette publiée (Palais Eynard).

Relations extérieures

Charges et revenus par missions et prestations (en milliers de francs)		Projet de budget 2011 Charges	%	Revenus	%	Budget 2010 Charges	%	Revenus	%	Comptes 2009 Charges	%	Revenus	%
1	**Assistance et conseil au Conseil administratif en matière de relations extérieures**	**401.9**	**12.2**	**-**	**-**	**363.8**	**12.2**	**-**	**-**	**340.6**	**12.0**	**0.0**	**0.6**
11	Informations, analyses, synthèses, veille et documentation	320.3	9.7	-	-	289.6	9.7	-	-	278.9	9.8	0.0	0.5
12	Représentation du Conseil administratif	81.6	2.5	-	-	74.2	2.5	-	-	61.7	2.2	0.0	0.1
2	**Mise en œuvre de la politique du Conseil administratif en matière de relations extérieures**	**1'546.5**	**46.9**	**-**	**-**	**1'445.1**	**48.5**	**-**	**-**	**1'198.7**	**42.1**	**0.1**	**1.0**
21	Organisation de manifestations	637.0	19.3	-	-	579.1	19.4	-	-	385.5	13.5	0.0	0.4
22	Promotion de la «Genève internationale»	259.9	7.9	-	-	251.3	8.4	-	-	182.3	6.4	0.0	0.1
23	Relations avec d'autres villes en Suisse et à l'étranger ainsi qu'avec les réseaux de villes dont la Ville de Genève est membre	316.0	9.6	-	-	304.8	10.2	-	-	224.0	7.9	0.0	0.2
24	Communication externe	46.5	1.4	-	-	40.3	1.4	-	-	41.5	1.5	0.0	0.1
25	Solidarité internationale	28.8	0.9	-	-	26.8	0.9	-	-	26.8	0.9	0.0	0.0
26	Appui spécifique au Maire	258.3	7.8	-	-	242.8	8.2	-	-	338.7	11.9	0.0	0.2
3	**Protocole, accueil et réceptions**	**1'348.2**	**40.9**	**-**	**-**	**1'168.9**	**39.3**	**-**	**-**	**1'307.8**	**45.9**	**5.7**	**98.4**
31	Protocole	313.4	9.5	-	-	276.3	9.3	-	-	250.6	8.8	0.0	0.3
32	Réceptions pour des manifestations organisées par la Ville de Genève ou par des tiers	820.4	24.9	-	-	703.8	23.6	-	-	851.2	29.9	5.7	98.0
33	Réceptions pour des cérémonies destinées aux collaborateurs et retraités de l'administration	214.4	6.5	-	-	188.8	6.3	-	-	206.0	7.2	0.0	0.2
Total comptabilité analytique		**3'296.6**	**100.0**			**2'977.9**	**100.0**			**2'847.0**	**100.0**	**5.8**	**100.0**
Charges et revenus présentés en diminution des revenus et des charges		-		-		-		-		3.5		3.5	
Subventions en francs		50.0		-		50.0		-		53.2		-	
Subventions en nature		-		-		-		-		74.1		-	
Total comptabilité générale		**3'346.6**				**3'027.9**				**2'977.8**		**9.3**	

Relations extérieures

	Charges par chapitres comptables					
	30	**31**	**36**	**39**	**Support**	**Total**
1	**317.7**	**5.1**	**-**	**-**	**79.1**	**401.9**
11	253.9	5.1	-	-	61.2	320.3
12	63.8	-	-	-	17.9	81.6
2	**592.8**	**816.3**	**-**	**37.8**	**99.7**	**1'546.5**
21	254.5	321.7	-	18.0	42.8	637.0
22	57.7	188.1	-	3.8	10.3	259.9
23	127.0	164.6	-	5.6	18.8	316.0
24	39.4	0.2	-	-	6.9	46.5
25	20.0	0.6	-	4.4	3.8	28.8
26	94.1	141.1	-	5.9	17.1	258.3
3	**524.6**	**647.6**	**-**	**99.0**	**77.0**	**1'348.2**
31	146.0	116.7	-	28.4	22.3	313.4
32	281.7	453.5	-	47.6	37.7	820.4
33	96.9	77.3	-	23.1	17.1	214.4
	1'435.1	**1'469.0**	**-**	**136.8**	**255.8**	**3'296.6**
	-	-	-	-	-	-
	-	-	50.0	-	-	50.0
	-	-	-	-	-	-
	1'435.1	**1'469.0**	**50.0**	**136.8**	**255.8**	**3'346.6**

Projet de budget 2011 par chapitres comptables

30	Charges de personnel
31	Biens, services et marchandises
32	Intérêts passifs
33	Amortissements
34	Parts et contributions sans affectation
35	Dédommagements collectivités publiques
36	Subventions accordées
37	Subventions redistribuées
38	Attributions aux financements spéciaux
39	Imputations internes
40	Impôts
42	Revenus des biens
43	Contributions
44	Parts à des recettes & contrib. s/ affect.
45	Dédommagements de collectivités publ.
46	Subventions acquises
47	Subventions à redistribuer
48	Prélévements sur financements spéciaux
49	Imputations internes

Relations extérieures

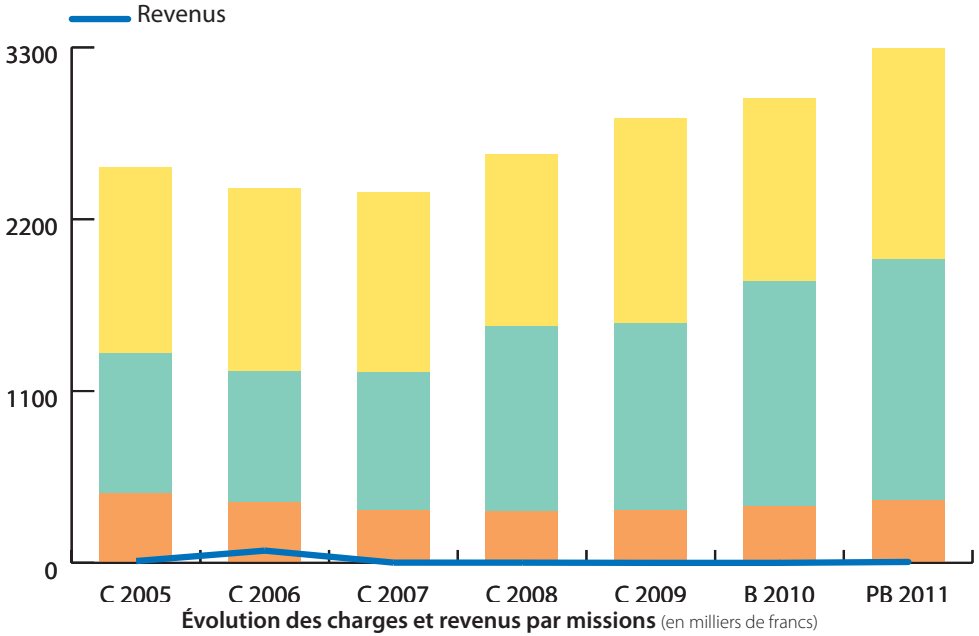
Commentaires

Selon les principes retenus pour l'ensemble des services concernés, les remboursements d'assurance pour perte de salaire ont été déduits des charges de fonctionnement (cf. « Charges et revenus présentés en diminution des revenus et des charges »). De plus, les « Subventions » n'ont pas été intégrées dans la répartition analytique.

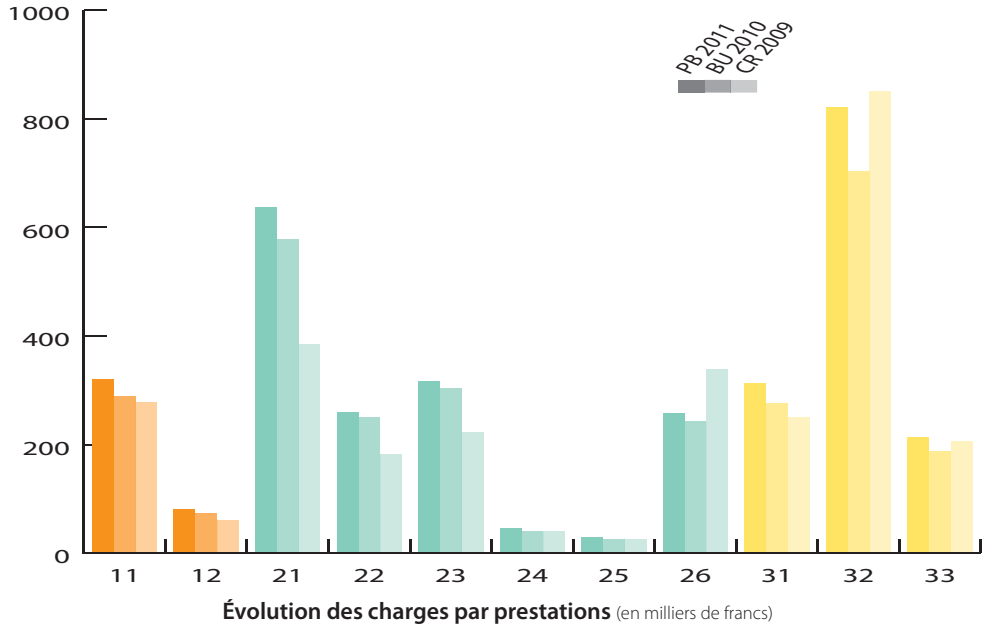
21 et 26 Une partie importante des charges budgétées sur la prestation «Organisation des manifestations» a été affectée à la prestation «Appui spécifique au Maire» en 2009.

Quant aux autres prestations, la répartition des charges est relativement stable d'un exercice à l'autre.

32 Une augmentation de CHF 100'000.- a été inscrite au PB 2011 afin d'anticiper les dépassements qui ont eu lieu ces trois dernières années pour les réceptions officielles.



Évolution des charges et revenus par missions (en milliers de francs)



Évolution des charges par prestations (en milliers de francs)

OFFICE DE L'ÉTAT CIVIL

Office de l'état civil

Missions et prestations

Missions		Prestations		Descriptions
1	**Gestion des événements d'état civil**	11	Naissances	Gestion des naissances qui surviennent sur le territoire de la Ville de Genève.
		12	Reconnaissances	Renseignements et enregistrement des reconnaissances en paternité.
		13	Mariages	Gestion des procédures de mariage pour les fiancés domiciliés sur le territoire de la Ville de Genève.
		14	Partenariats enregistrés entre personnes de même sexe	Gestion des procédures de partenariat pour les partenaires domiciliés sur le territoire de la Ville de Genève.
		15	Décès	Gestion des décès qui surviennent sur le territoire de la Ville de Genève.
		16	Registre des personnes	Gestion du registre des personnes originaires de la Ville de Genève.
		17	Déclarations de nom	Enregistrement des déclarations de nom après divorce.
		18	Recherches	Diverses recherches d'état civil.
		19	Informations	Diverses informations au public.
2	**Cartes d'identité**	21	Cartes d'identité	Enregistrer la demande en vue de l'établissement des pièces d'identité.
3	**Autres prestations à la population**	31	Certificats de vie	Enregistrer la demande en vue de l'établissement des certificats de vie.
		32	Attestations OCP	Mise à jour des domiciles des citoyens suisses dans la base de données Calvin.

Office de l'état civil

Priorités et perspectives

L'Office de l'état civil devra, dès le 1er janvier 2011, adapter les procédures de mariages et de partenariats aux modifications légales fixant comme condition la régularité du séjour des fiancés et des partenaires.

L'office procédera à la dématérialisation des registres afin d'être plus efficient dans les prestations d'état civil et de permettre une plus grande souplesse organisationnelle.

Il continuera également à développer et à améliorer l'offre et la qualité des prestations offertes au public.

Objectif	Prestation(s) concernée(s)	Indicateur	Valeur cible
Améliorer la gestion documentaire du service.	11 à 17	Pourcentage de documents papier (registres et feuillets de famille) numérisés.	100% des documents papier sont numérisés.
Améliorer l'offre de prestations en ligne au public.	32	Niveau de mise en œuvre du projet d'extension des commandes d'actes en ligne.	Les attestations et certificats relatifs aux domiciles de Confédéré-e-s peuvent être commandés et payés en ligne au 31.12.2011.
Étendre l'offre de prestations au public.	13 et 14	Niveau de mise en œuvre du projet « Mariages et enregistrements de partenariats dans des lieux d'exception ».	Accord politique au 31.12.2011.
Diminuer le taux de rotation du personnel.	11 à 19	Nombre de départs par an.	Maximum 1 départ.
Favoriser la formation continue des collaboratrices et des collaborateurs de l'état civil.	11 à 19	Taux de réussite des collaboratrices et collaborateurs au brevet fédéral d'officier de l'état civil.	100% de réussite.

Office de l'état civil

Charges et revenus par missions et prestations		Projet de budget 2011				Budget 2010				Comptes 2009			
(en milliers de francs)		Charges	%	Revenus	%	Charges	%	Revenus	%	Charges	%	Revenus	%
1	**Gestion des événements d'état civil**	**3'092.1**	**71.9**	**1'043.5**	**69.0**	**3'101.5**	**62.9**	**1'043.8**	**37.5**	**2'863.6**	**62.1**	**1'068.7**	**43.3**
11	Naissances	838.2	19.5	288.3	19.1	833.8	16.9	286.7	10.3	793.9	17.2	309.4	12.5
12	Reconnaissances	240.0	5.6	83.3	5.5	239.9	4.9	82.5	3.0	218.4	4.7	83.0	3.4
13	Mariages	829.6	19.3	276.6	18.3	821.2	16.7	270.5	9.7	800.3	17.4	292.7	11.9
14	Partenariat enregistré entre personnes de même sexe	81.9	1.9	25.7	1.7	82.3	1.7	25.5	0.9	84.0	1.8	28.2	1.1
15	Décès	205.7	4.8	65.8	4.3	206.2	4.2	65.1	2.3	200.5	4.3	68.7	2.8
16	Registre des personnes	616.0	14.3	210.4	13.9	636.6	12.9	220.7	7.9	519.0	11.3	195.5	7.9
17	Déclarations de nom	13.0	0.3	2.8	0.2	13.1	0.3	2.8	0.1	14.0	0.3	2.9	0.1
18	Recherches	102.4	2.4	33.5	2.2	102.6	2.1	33.1	1.2	76.2	1.7	26.2	1.1
19	Informations	165.2	3.8	57.2	3.8	165.9	3.4	56.8	2.0	157.4	3.4	62.3	2.5
2	**Pièces d'identité**	**1'064.3**	**24.7**	**447.3**	**29.6**	**1'716.9**	**34.8**	**1'726.8**	**62.1**	**1'696.2**	**36.8**	**1'381.3**	**56.0**
	Passeports	-	-	-	-	853.5	17.3	940.5	33.8	836.6	18.1	746.5	30.3
21	Cartes d'identité	1'064.3	24.7	447.3	29.6	863.3	17.5	786.3	28.3	859.6	18.7	634.8	25.7
3	**Autres prestations à la population**	**146.7**	**3.4**	**22.5**	**1.5**	**110.8**	**2.2**	**12.0**	**0.4**	**49.5**	**1.1**	**16.0**	**0.7**
31	Certificat de vie	104.8	2.4	16.0	1.1	79.2	1.6	12.0	0.4	41.1	0.9	15.9	0.6
32	Attestation OCP	41.9	1.0	6.5	0.4	31.7	0.6	-	-	8.4	0.2	0.2	0.0
Total comptabilité analytique		**4'303.0**	**100.0**	**1'513.3**	**100.0**	**4'929.2**	**100.0**	**2'782.6**	**100.0**	**4'609.3**	**100.0**	**2'466.1**	**100.0**
Charges et revenus présentés en diminution des revenus et des charges		-		-		-		-		66.2		66.2	
Total comptabilité générale		**4'303.0**		**1'513.3**		**4'929.2**		**2'782.6**		**4'675.6**		**2'532.3**	

Office de l'état civil

	Charges par chapitres comptables						Revenus par chapitres comptables		
	30	31	35	39	Support	Total	43	Support	Total
1	**2'290.0**	**271.9**	**-**	**182.2**	**347.9**	**3'092.1**	**938.0**	**105.5**	**1'043.5**
11	632.7	72.4	-	37.0	96.1	838.2	259.2	29.1	288.3
12	182.9	20.5	-	8.8	27.8	240.0	74.9	8.4	83.3
13	606.9	73.8	-	56.6	92.2	829.6	248.6	28.0	276.6
14	56.4	7.7	-	9.2	8.6	81.9	23.1	2.6	25.7
15	144.3	19.0	-	20.5	21.9	205.7	59.1	6.6	65.8
16	461.6	53.6	-	30.7	70.1	616.0	189.1	21.3	210.4
17	6.2	1.5	-	4.3	0.9	13.0	2.5	0.3	2.8
18	73.4	9.3	-	8.6	11.2	102.4	30.1	3.4	33.5
19	125.4	14.2	-	6.6	19.1	165.2	51.4	5.8	57.2
2	**654.4**	**80.8**	**263.5**	**0.2**	**65.3**	**1'064.3**	**430.7**	**16.6**	**447.3**
	-	-	-	-	-	-	-	-	-
21	654.4	80.8	263.5	0.2	65.3	1'064.3	430.7	16.6	447.3
3	**118.4**	**28.2**	**-**	**-**	**-**	**146.7**	**22.5**	**-**	**22.5**
31	84.6	20.2	-	-	-	104.8	16.0	-	16.0
32	33.8	8.1	-	-	-	41.9	6.5	-	6.5
	3'062.9	**381.0**	**263.5**	**182.4**	**413.2**	**4'303.0**	**1'391.2**	**122.1**	**1'513.3**
	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	3'062.9	**381.0**	**263.5**	**182.4**	**413.2**	**4'303.0**	**1'391.2**	**122.1**	**1'513.3**

Projet de budget 2011 par chapitres comptables

30	Charges de personnel
31	Biens, services et marchandises
32	Intérêts passifs
33	Amortissements
34	Parts et contributions sans affectation
35	Dédommagements collectivités publiques
36	Subventions accordées
37	Subventions redistribuées
38	Attributions aux financements spéciaux
39	Imputations internes
40	Impôts
42	Revenus des biens
43	Contributions
44	Parts à des recettes & contrib. s/ affect.
45	Dédommagements de collectivités publ.
46	Subventions acquises
47	Subventions à redistribuer
48	Prélévements sur financements spéciaux
49	Imputations internes

Office de l'état civil

Commentaires

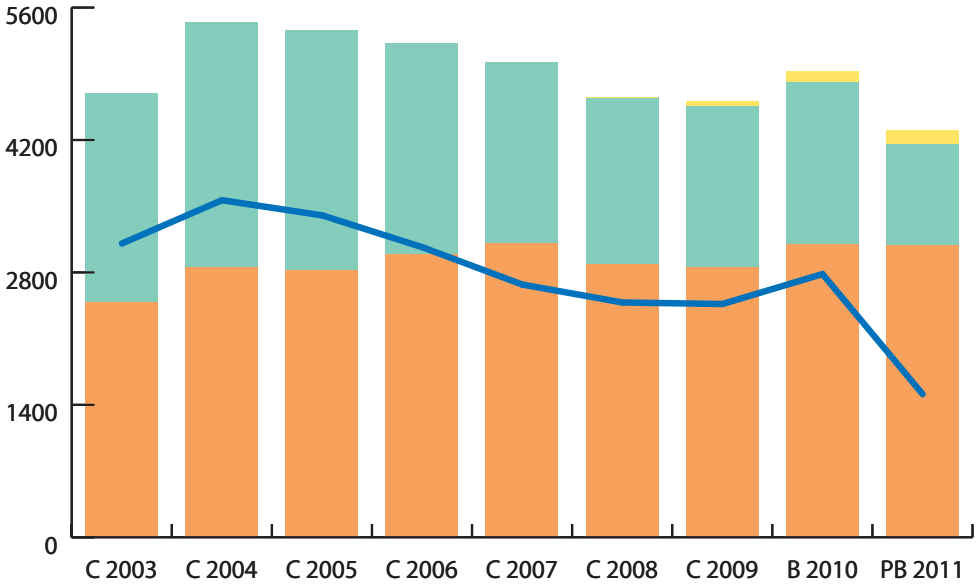
Selon les principes retenus pour l'ensemble des services concernés, les remboursements d'assurance pour perte de salaire ont été déduits des charges de fonctionnement (cf. « Charges et revenus présentés en diminution des revenus et des charges »).

21 Dès le 1er mars 2010, le canton est seul compétent pour les commandes de passeports ainsi que les commandes groupées de passeports et de cartes d'identité. Les communes conservent seulement la compétence de prendre les commandes des cartes d'identité. L'effectif de l'arcade des pièces d'identité se répartit dès lors différemment en 2010 sur les prestations restantes. Cette situation explique l'augmentation des charges afférentes à la prestation des certificats de vie. Une réorganisation est prévue courant 2010.

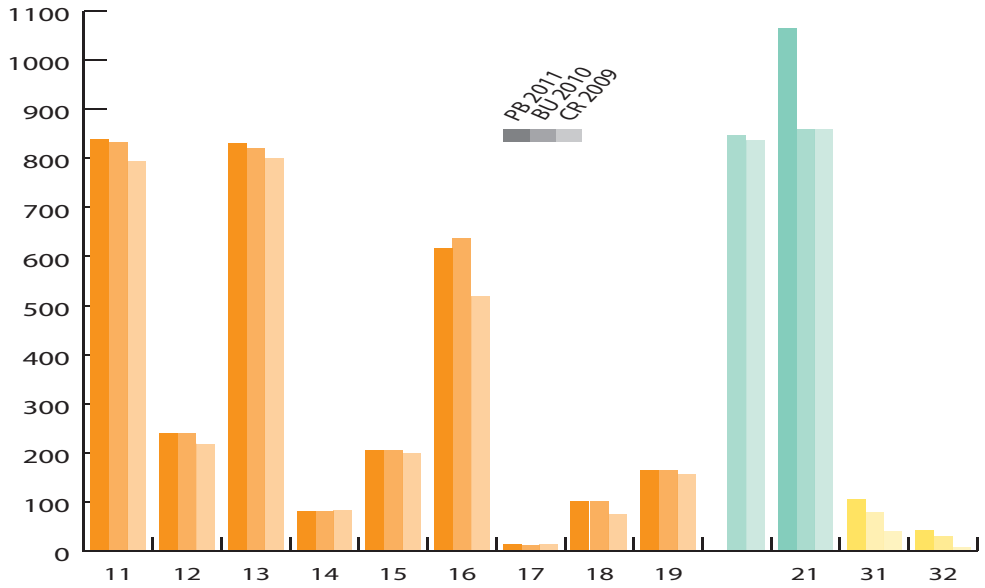
32 Cette prestation a débuté le 1er décembre 2009. La charge effective nécessaire pour réaliser cette mission s'est donc accrue en 2010.

Diminution des charges et des revenus 2010 – 2011

L'établissement des commandes de pièces d'identité génère un émolument comptabilisé dans la rubrique 431, comprenant la part d'émolument dû au canton et à la Confédération. Les commandes de passeports n'étant plus de la compétence des communes depuis le 1er mars 2010, ceci entraîne une diminution des revenus. En conséquence, le montant à rétrocéder au canton et à la Confédération, comptabilisé dans la rubrique 351, subi également une diminution.



Évolution des charges et revenus par missions (en milliers de francs)



Évolution des charges par prestations (en milliers de francs)

CONTRÔLE FINANCIER

Contrôle financier

Missions et prestations

Missions		Prestations		Descriptions
1	**Audit interne**	11	Audit des services	Assurer les tâches de surveillance et de contrôle en Ville de Genève sur délégation du CA (promotion d'un contrôle interne efficace à titre préventif et à moindre coût).
		12	Vérifications spécifiques	Effectuer des vérifications spécifiques comme le contrôle d'entités subventionnées, procéder à des contrôles transversaux, contrôles de caisse, fermage, inventaires, etc.
2	**Révision externe**	21	Contrôle des comptes Ville de Genève	Vérifier la tenue de la comptabilité et la présentation des comptes annuels de la Ville de Genève.
		22	Contrôle des comptes autres entités	Vérifier la comptabilité et les comptes annuels des entités pour lesquelles le Contrôle financier a été nommé organe de contrôle ou de révision.
3	**Missions particulières**	31	Conseils	Étudier et proposer des solutions aux problèmes soumis par les différents bénéficiaires en matières organisationnelle, financière, comptable, logistique, opérationnelle, etc. (préventif).
		32	Assistance	Apporter le savoir-faire du Contrôle financier au service demandeur pour des sujets précis (curatif).
		33	Expertise	Procéder à des travaux d'expertise commandés par l'urgence (détournements, malversations, etc.) ou par des dysfonctionnements graves. Réaliser des travaux d'expertise sur demande d'un conseiller administratif, du CA ou de la Commission des finances.
		34	Formation des tiers	Former et sensibiliser les services de la Ville de Genève aux principes comptables en matière de tenue de comptabilité, de contrôle interne, ainsi qu'à la conception et l'adaptation des procédures ; et les former aux domaines spécifiques de contrôle d'entités subventionnées.

Contrôle financier

Priorités et perspectives

Le règlement du Contrôle financier (CFI) ne définit pas la mission d'auditeur interne ou le cadre de ses missions particulières. Il contient également un nombre important de dispositions obsolètes.

Par ailleurs, le manuel d'audit interne du CFI a été établi au début des années 80. Son référentiel n'est pas conforme aux normes professionnelles actuelles en matière d'audit interne.

En conséquence, l'adaptation du règlement du CFI et la refonte de son manuel d'audit interne sont des actions prioritaires pour 2011.

Objectif	Prestation(s) concernée(s)	Indicateur	Valeur cible
Établissement, adoption par les autorités et entrée en vigueur du nouveau règlement du Contrôle financier à la fin de l'année 2011 au plus tard.	Toutes	Degré d'avancement de l'objectif (en %).	Entrée en vigueur du nouveau règlement = 100 %.
Réalisation et mise à disposition des collaborateurs du Contrôle financier du nouveau manuel d'audit interne d'ici la fin de l'année 2011 au plus tard.	11 et 12	Degré de réalisation du manuel d'audit en %.	Mise à disposition des collaborateurs et collaboratrices du service = 100%.

Contrôle financier

Charges et revenus par missions et prestations	Projet de budget 2011				Budget 2010				Comptes 2009			
(en milliers de francs)	Charges	%	Revenus	%	Charges	%	Revenus	%	Charges	%	Revenus	%
1 Audit interne	**1'614.2**	**64.7**	**-**	**-**	**1'535.1**	**64.4**	**-**	**-**	**1'265.0**	**55.9**	**-**	**-**
11 Audit des services	1'401.6	56.2	-	-	1'332.8	55.9	-	-	1'071.6	47.4	-	-
12 Vérifications spécifiques	212.5	8.5	-	-	202.3	8.5	-	-	193.3	8.5	-	-
2 Révision externe	**711.9**	**28.5**	**-**	**-**	**685.6**	**28.8**	**-**	**-**	**529.3**	**23.4**	**-**	**-**
21 Contrôle des comptes Ville de Genève	683.2	27.4	-	-	658.2	27.6	-	-	497.0	22.0	-	-
22 Contrôle des comptes autres entités	28.7	1.2	-	-	27.4	1.1	-	-	32.3	1.4	-	-
3 Missions particulières	**170.1**	**6.8**	**-**	**-**	**162.0**	**6.8**	**-**	**-**	**467.5**	**20.7**	**-**	**-**
31 Conseils	27.5	1.1	-	-	26.2	1.1	-	-	48.7	2.2	-	-
32 Assistance	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
33 Expertise	131.6	5.3	-	-	125.3	5.3	-	-	418.8	18.5	-	-
34 Formation des tiers	11.0	0.4	-	-	10.5	0.4	-	-	-	-	-	-
Total comptabilité analytique	**2'496.2**	**100.0**	**-**	**-**	**2'382.7**	**100.0**	**-**	**-**	**2'261.8**	**100.0**	**-**	**-**
Charges et revenus présentés en diminution des revenus et des charges	-		-		-		-		15.1		15.1	
Total comptabilité générale	**2'496.2**		**-**		**2'382.7**		**-**		**2'276.9**		**15.1**	

Contrôle financier

Charges par chapitres comptables

	30	31	33	39	Support	Total
1	**1'170.0**	**100.0**	**0.4**	**35.4**	**308.4**	**1'614.2**
11	1'011.0	93.2	0.3	30.6	266.5	1'401.6
12	159.0	6.8	0.1	4.8	41.9	212.5
2	**467.6**	**100.0**	**0.2**	**14.1**	**130.0**	**711.9**
21	446.3	99.1	0.2	13.5	124.1	683.2
22	21.3	0.9	0.0	0.6	5.9	28.7
3	**119.5**	**5.1**	**0.0**	**3.6**	**41.9**	**170.1**
31	19.3	0.8	0.0	0.6	6.8	27.5
32	-	-	-	-	-	-
33	92.4	4.0	0.0	2.8	32.4	131.6
34	7.7	0.3	0.0	0.2	2.7	11.0
	1'757.1	**205.1**	**0.6**	**53.1**	**480.3**	**2'496.2**
	-	-	-	-	-	-
	1'757.1	**205.1**	**0.6**	**53.1**	**480.3**	**2'496.2**

Projet de budget 2011 par chapitres comptables

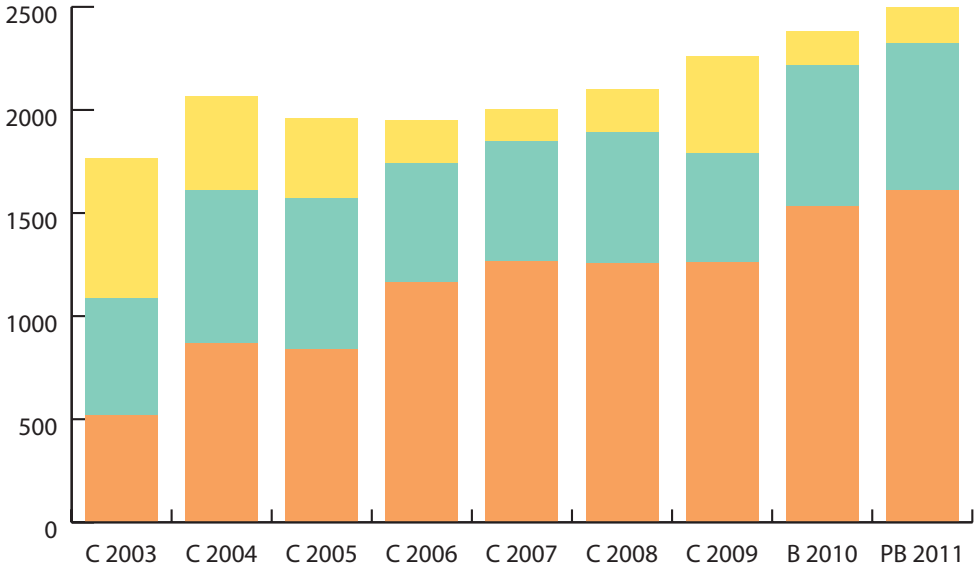
30	Charges de personnel
31	Biens, services et marchandises
32	Intérêts passifs
33	Amortissements
34	Parts et contributions sans affectation
35	Dédommagements collectivités publiques
36	Subventions accordées
37	Subventions redistribuées
38	Attributions aux financements spéciaux
39	Imputations internes
40	Impôts
42	Revenus des biens
43	Contributions
44	Parts à des recettes & contrib. s/ affect.
45	Dédommagements de collectivités publ.
46	Subventions acquises
47	Subventions à redistribuer
48	Prélévements sur financements spéciaux
49	Imputations internes

Contrôle financier

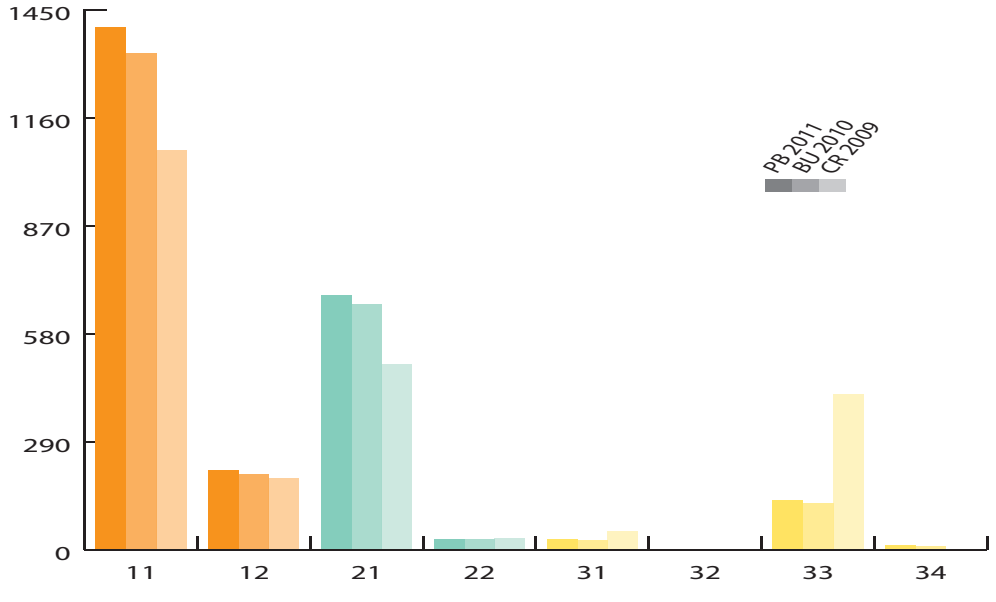
Commentaires

Selon les principes retenus pour l'ensemble des services concernés, les remboursements d'assurance pour perte de salaire ont été déduits des charges de fonctionnement (cf. « Charges et revenus présentés en diminution des revenus et des charges »).

Les mandats d'expertise, confiés au Contrôle financier, peuvent varier en fonction de leur importance et de leur degré d'urgence. En conséquence, les écarts entre le budget et les comptes peuvent être significatifs. Les proportions indiquées pour le projet de budget 2011 correspondent à l'équilibre optimal entre les missions d'audit, de révision et d'expertise.



Évolution des charges par missions (en milliers de francs)



Évolution des charges par prestations (en milliers de francs)

DIRECTION DES FINANCES ET DU LOGEMENT

Au terme de la réorganisation structurelle du Département des finances et du logement, grâce à cette nouvelle organisation, 2011 permettra aux services du département de déployer leurs prestations en optimisant leurs missions.

Les réformes entreprises seront consolidées, l'effort sera porté prioritairement sur les axes suivants :

- Renforcer le volet social des activités du département ;
- Mettre en œuvre le nouveau statut du personnel ;
- Initier une démarche de gestion des risques et améliorer la qualité de l'information.

Renforcer le volet social des activités du département

Sous ce point, les actions menées par les services s'inscrivent dans la volonté d'intégrer et d'assurer la prise en compte des aspects humains et sociaux. Ainsi :

- Au sein de la Gérance immobilière municipale, poursuivre la mise en place d'une organisation et de méthodes de travail permettant aux collaborateur/trice-s de s'épanouir tout en assurant les missions d'une régie sociale, continuer une politique du logement social servant les plus défavorisé-e-s, être attentif/ve à maintenir une vie dans les quartiers et, enfin, développer une base de données commune des demandeur/esse-e-s de logement avec le canton et les Fondations immobilières de droit public facilitant les démarches des citoyen-nne-s.
- Au sein de la Délégation à l'Agenda 21, conduire le processus de mise en œuvre des Engagements d'Aalborg au sein de la Ville de Genève, développer la mise en œuvre de véritables politiques en matière d'égalité et de diversité, favoriser les activités de proximité liées à la promotion d'une économie locale et durable, poursuivre une politique active de réinsertion socioprofessionnelle notamment par le biais du Fonds chômage, et, aussi, piloter la démarche tripartite (avec les patronats et syndicats) visant à renforcer et compléter les critères environnementaux et sociaux de la Ville de Genève dans les marchés publics.
- Au sein de la Direction des ressources humaines, les réformes et actions transversales entamées pour faire de la Ville de Genève une employeure exemplaire seront poursuivies sous l'angle de l'égalité de traitement et dans le souci de promouvoir la diversité. Une collaboration proche et une participation active de tous les départements permettront d'offrir un environnement de travail serein et épanouissant aux collaborateur/trice-s tout en dotant l'administration d'outils et de pratiques modernes de gestion des ressources humaines.

Mettre en œuvre le nouveau Statut du personnel

Depuis près de 25 ans le statut en vigueur n'avait pas été revu. Sa refonte permettra à la Ville de disposer d'instruments modernes de gestion du personnel adaptés aux évolutions de la société. Ainsi les principaux progrès introduits sont de :

- Favoriser les débuts de carrière des employé-e-s par une progression salariale un peu accélérée dans la première partie de leur carrière, soit souvent au moment où nombre d'entre eux/elles fondent une famille ;
- Soutenir les familles par le versement d'une allocation familiale supplémentaire en regard de celle prévue par la loi, porter le congé maternité à 20 semaines pour toutes les collaboratrices sans condition liée à l'allaitement, introduire le congé parental et le congé paternité ;
- Simplifier le système des traitements par l'adoption du principe « une classe – une fonction », octroyer automatiquement les annuités ordinaires qui intègrent les augmentations extraordinaires, soit supprimer la notion d'annuité extraordinaire ;
- Revaloriser les classes salariales les plus basses ;
- Réduire la période d'essai à deux ans ;
- Promouvoir et élaborer une politique de l'égalité entre femmes et hommes au sein de l'administration constitue une priorité ;
- Faire du « pont » de fin d'année un congé statutaire ;
- Simplifier les procédures d'engagements et rééquilibrer les procédures de licenciement.

Initier une démarche de gestion des risques et améliorer la qualité de l'information

La création d'une direction financière permettra un fonctionnement optimal des activités « finances » et de redéfinir les rôles et responsabilités entre le Service de la Comptabilité générale et du budget d'une part et de l'unité du Contrôle de gestion d'autre part. Soulignons que cette évolution s'intègre aussi dans la volonté d'initier une gestion des risques globale et homogène au sein de la Ville de Genève. Cette perspective verra ainsi le début du déploiement d'un système de contrôle interne. L'objectif qui sous-tend à cette démarche est une revue des procédures en place avec le développement d'outils d'aide à la décision dans le but d'améliorer la qualité et de la pertinence de l'information ainsi que d'assurer une meilleure transparence des données communiquées par l'administration.

Direction des finances et du logement

Missions et prestations

Missions		Prestations		Descriptions
1	**Assistance et conseils aux Autorités politiques**	11	Soutien au CA, CM et Magistrat-e-s	Assistance au CA, à la Magistrate ou au Magistrat en charge, dans l'accomplissement de ses responsabilités du pouvoir exécutif municipal.
2	**Développement des priorités stratégiques**	21	Mise en œuvre de la politique du département	Orientation et adaptation des stratégies générales de la politique du département. Application et mise en œuvre des décisions du CA.
		22	Mise en œuvre de la politique budgétaire et financière	Orientation, adaptation et contrôle de la politique de l'Administration municipale concernant le budget de fonctionnement et le plan financier des investissements en application des décisions du CA et des objectifs stratégiques.
		23	Mise en œuvre de la politique des ressources humaines du département	Orientation, adaptation et contrôle de la politique du département en matière de ressources humaines en application du Statut du personnel de l'administration.
		24	Mise en œuvre de la politique d'attribution des subventions du département	Orientation, adaptation et contrôle de la politique du département en matière de prestations financières et de prestations en nature en faveur de tiers (subventions).
3	**Direction et coordination**	31	Direction et coordination départementale	Supervision, coordination, information et communication aux services du département. Mise en place de directives et de procédures de travail. Développement des synergies et des collaborations interservices. Gestion des ressources.
		32	Direction et coordination interdépartementale	Participation aux groupes de coordination interdépartementaux. Pilotage, coordination et gestion transversale des grands projets.
		33	Assistance juridique	Soutien, assistance et conseils aux services en matière juridique. Élaboration de règlements, traitement et suivi des dossiers, appui juridique en matière de marchés publics.
4	**Relations externes**	41	Information publique et communication	Mise en œuvre et suivi de l'information à destination du CM, du public, des partenaires et des médias.
		42	Représentation	Représentation du département et de la Ville de Genève dans des manifestations officielles, auprès d'organismes subventionnés, de fondations ou de sociétés. Participation à des séminaires, colloques ou conférences.
		43	Coordination externe	Relation et coordination avec les partenaires externes privés ou publics afin de préparer, faire connaître et défendre les prises de position du département et de la Ville de Genève dans le cadre de la définition de politiques publiques, de renouvellement de convention, etc.

Direction des finances et du logement

Priorités et perspectives

Pour la Direction du département, l'année 2011 verra le plein essor de la nouvelle structure départementale mise en place en 2010 et orientée sur ses pôles d'activités, avec notamment la création d'une Direction financière. Rappelons que cette dernière comprend les Services de la Comptabilité générale et du budget (CGE), la Taxe professionnelle communale (TPC), la Centrale municipale d'achat et d'impression (CMAI) ainsi que l'unité du Contrôle de gestion (CDG). En ce sens, la Direction du département s'impliquera dans la mise en place d'un fonctionnement optimal des activités « finances ». Cette mise en place permettra d'une part de redéfinir les rôles et les responsabilités de la CGE et du CDG et, d'autre part, de s'intégrer dans une nouvelle approche définie avec la mise en œuvre d'un système de contrôle interne (SCI).

En effet, l'objectif de la Direction est d'améliorer la transparence des données communiquées par l'administration ainsi que la qualité et la pertinence de l'information. Dans cette perspective, les procédures en place seront repensées et des instruments d'aide à la décision seront développés. Dans le même registre, la Direction a la volonté de mettre en place une gestion des risques. Dès lors, 2011 sera le début du déploiement d'un système de contrôle interne en Ville de Genève.

Dans le cadre de ses missions, la Direction du département continuera tant à s'assurer de la bonne réalisation des priorités stratégiques développées dans les services que de la conduite des projets clés. Elle sera plus particulièrement attentive aux nombreux projets en cours menés par la Direction des ressources humaines ainsi qu'à ceux conduits par la Gérance immobilière municipale.

En terme de management, la Direction du département devra procéder à l'engagement d'un-e futur-e Directeur/trice des ressources humaines en raison du départ à la retraite en juin 2011 de la titulaire actuelle. Ce remplacement sera mené dans le souci de maintenir et de poursuivre l'avancement des réformes entamées depuis 2008 dans la gestion des ressources humaines de la Ville de Genève.

Objectif	Prestation(s) concernée(s)	Indicateur	Valeur cible
Mettre en place la Direction des finances, fixer ses missions et ses priorités.	31	Publier un organigramme fonctionnel et/ou hiérarchique.	Un organigramme est publié.
Accompagner la mise en place d'un système de contrôle interne en Ville de Genève.	31 et 32	Taux d'avancement du projet.	1/4 du projet est mis en place confromément au planning de mise en œuvre établi.
Diffuser des tableaux de bord de pilotage.	31 et 32	Définition des tableaux de bord.	Le contenu et la périodicitié des tableaux de bord sont définis.
Optimiser le processus budgétaire en place en Ville de Genève.	22	Projet établi avec calendrier et/ou processus révisés.	Mise en place pour le PB 2012.
Maîtriser les impacts de l'évolution de la dette.	22	Taux moyen fixe.	Le taux moyen fixe est inférieur à 2.8%.

Direction des finances et du logement

Charges et revenus par missions et prestations (en milliers de francs)	Projet budget 2011				Budget 2010				Comptes 2009			
	Charges	%	Revenus	%	Charges	%	Revenus	%	Charges	%	Revenus	%
1 Assistance et conseil aux Autorités politiques	**1'050.0**	**38.8**	**-**	**-**	**984.0**	**39.6**	**-**	**-**	**573.2**	**29.8**	**-**	**-**
11 Soutien au CA, CM et Magistrat-e-s	1'050.0	38.8	-	-	984.0	39.6	-	-	573.2	29.8	-	-
2 Développement des priorités stratégiques	**673.2**	**24.9**	**41.6**	**100.0**	**576.4**	**23.2**	**41.6**	**100.0**	**396.6**	**20.6**	**41.6**	**100.0**
21 Mise en œuvre de la politique du département	162.6	6.0	-	-	147.9	6.0	-	-	142.9	7.4	-	-
22 Mise en œuvre de la politique budgétaire et financière	358.9	13.3	41.6	100.0	290.8	11.7	41.6	100.0	163.3	8.5	41.6	100.0
23 Mise en œuvre de la politique des ressources humaines du département	26.0	1.0	-	-	24.6	1.0	-	-	27.2	1.4	-	-
24 Mise en œuvre de la politique d'attribution des subventions du département	125.6	4.6	-	-	113.1	4.6	-	-	63.3	3.3	-	-
3 Direction et coordination	**441.0**	**16.3**	**-**	**-**	**413.3**	**16.6**	**-**	**-**	**573.6**	**29.8**	**-**	**-**
31 Direction et coordination départementale	312.9	11.6	-	-	293.2	11.8	-	-	463.7	24.1	-	-
32 Direction et coordination interdépartementale	128.1	4.7	-	-	120.0	4.8	-	-	109.9	5.7	-	-
33 Assistance juridique	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
4 Relations externes	**542.8**	**20.1**	**-**	**-**	**508.5**	**20.5**	**-**	**-**	**381.9**	**19.8**	**-**	**-**
41 Information publique et communication	408.4	15.1	-	-	382.7	15.4	-	-	251.7	13.1	-	-
42 Représentation	64.4	2.4	-	-	60.1	2.4	-	-	62.6	3.2	-	-
43 Coordination externe	70.0	2.6	-	-	65.6	2.6	-	-	67.6	3.5	-	-
Total comptabilité analytique	**2'707.0**	**100.0**	**41.6**	**100.0**	**2'482.1**	**100.0**	**41.6**	**100.0**	**1'925.4**	**100.0**	**41.6**	**100.0**
Charges et revenus présentées en diminution des revenus et des charges	15.0		15.0		-		-		11.6		11.6	
Charges et revenus non incorporables	-		150.0		-		200.0		-		150.6	
Total comptabilité générale	**2'722.0**		**206.6**		**2'482.1**		**241.6**		**1'937.0**		**203.9**	

Direction des finances et du logement

	Charges par chapitres comptables			Revenus par chapitres comptables		
	30	Support	Total	43	44	Total
1	**185.2**	**864.8**	**1'050.0**	**-**	**-**	**-**
11	185.2	864.8	1'050.0	-	-	-
2	**513.7**	**159.5**	**673.2**	**41.6**	**-**	**41.6**
21	124.0	38.5	162.6	-	-	-
22	273.9	85.1	358.9	41.6	-	41.6
23	19.8	6.2	26.0	-	-	-
24	95.9	29.8	125.6	-	-	-
3	**205.0**	**236.0**	**441.0**	**-**	**-**	**-**
31	145.5	167.4	312.9	-	-	-
32	59.5	68.5	128.1	-	-	-
33	-	-	-	-	-	-
4	**461.6**	**81.2**	**542.8**	**-**	**-**	**-**
41	347.3	61.1	408.4	-	-	-
42	54.8	9.6	64.4	-	-	-
43	59.5	10.5	70.0	-	-	-
	1'365.5	**1'341.5**	**2'707.0**	**41.6**	**-**	**41.6**
	15.0	-	15.0	15.0	-	15.0
	-	-	-	-	150.0	150.0
	1'380.5	**1'341.5**	**2'722.0**	**56.6**	**150.0**	**206.6**

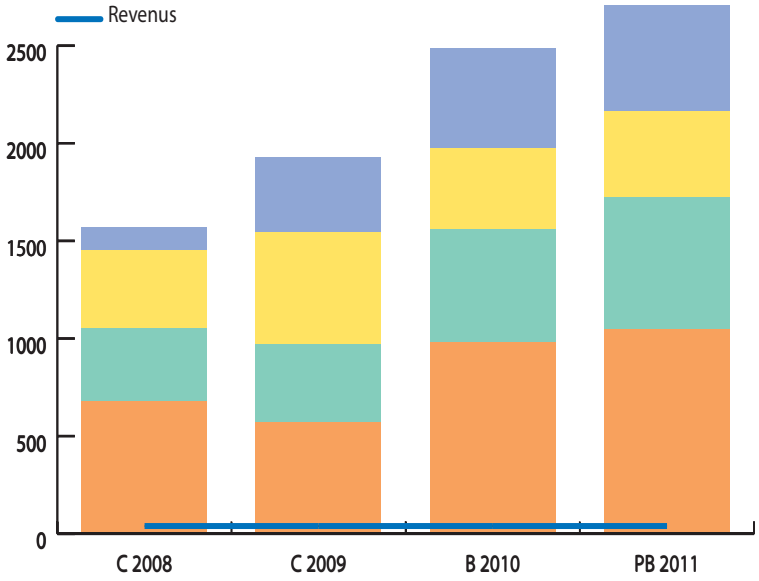
Projet de budget 2011 par chapitres comptables

30	Charges de personnel
31	Biens, services et marchandises
32	Intérêts passifs
33	Amortissements
34	Parts et contributions sans affectation
35	Dédommagements collectivités publiques
36	Subventions accordées
37	Subventions redistribuées
38	Attributions aux financements spéciaux
39	Imputations internes
40	Impôts
42	Revenus des biens
43	Contributions
44	Parts à des recettes & contrib. s/ affect.
45	Dédommagements de collectivités publ.
46	Subventions acquises
47	Subventions à redistribuer
48	Prélévements sur financements spéciaux
49	Imputations internes

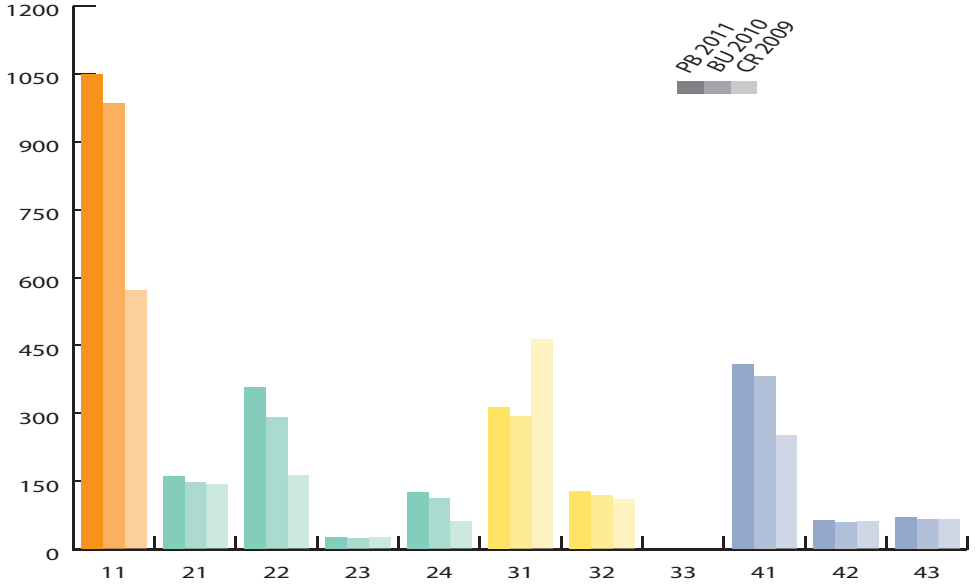
Direction des finances et du logement

Commentaires

Selon les principes retenus pour l'ensemble des services concernés, les remboursements d'assurance pour perte de salaire ont été déduits des charges de fonctionnement (cf. « Charges et revenus présentés en diminution des revenus et des charges »). De plus, les « Charges et revenus non incorporables » n'ont pas été intégrés dans la répartition analytique.



Évolution des charges et revenus par missions (en milliers de francs)



Évolution des charges par prestations (en milliers de francs)

AGENDA 21

Agenda 21

Missions et prestations

Missions		Prestations		Descriptions
1	**Mise en œuvre d'une politique du développement durable, d'égalité et de diversité**	11	Appui à la Magistrate et aux services	Information et conseil à la Magistrate ainsi qu'aux départements et services. Examen et rédaction de rapport pour le CA, réponses aux questions du CM.
		12	Monitoring du développement durable, de l'égalité et de la diversité en Ville de Genève	Suivi des objectifs locaux spécifiques et des indicateurs dans le cadre de la politique du développement durable (processus d'Aalborg). Suivi du « Cercle d'indicateurs ». Suivi et mise en œuvre du règlement sur l'égalité entre femmes et hommes dans l'Administration municipale. Initier la réflexion sur une politique de diversité.
		13	Subventions à des projets de développement durable, de l'égalité et de diversité	Examen et suivi des projets.
2	**Promotion économique municipale**	21	Subventions de projets en matière d'économie de proximité	Examen des demandes de soutien et suivi des projets soutenus.
		22	Mise en place d'un outil d'aide à la création et à l'hébergement d'entreprises	Planifier et réaliser un Écopôle sur la zone industrielle des Charmilles, comprenant un incubateur et une pépinière d'entreprises en partenariat avec la Fondetec et la Chambre d'économie sociale et solidaire.
3	**Soutien à l'insertion socio-professionnelle**	31	Subventions à des projets visant à l'insertion socio-professionnelle	Examen et suivi des projets. Fonds chômage.
		32	Développement de partenariat public-associatif visant à l'insertion socio-professionnelle	Dans le cadre du dispositif cantonal existant, soutien aux services désirant développer ce type de projets.
4	**Promotion et sensibilisation au développement durable, à l'égalité et à la diversité**	41	Information et communication	Rédaction d'articles pour les journaux et publications municipales, et pour le site Internet. Organisation d'actions et d'événements.
		42	Formation	Mise en place de formations internes dans le cadre du catalogue général de la DRH ou formations sur mesure internes/externes.

Agenda 21

Priorités et perspectives

L'unité A21, renommée Délégation A21 a, depuis trois ans, revu ses missions et prestations. En effet, le CA a non seulement étendu son champs de compétence puisque désormais elle s'occupe des questions d'égalité et de diversité mais elle mène également une véritable politique du développement durable tant du point de vue environnemental, social qu'économique.

Afin de mesurer les actions menées par la Ville de Genève, le CA a choisi les engagements d'Aalborg. Conçus comme moyen privilégié de réaliser la Ville durable, ces 10 engagements ont été traduits, en Ville de Genève, en 13 objectifs prioritaires et spécifiques. Ces derniers ont été validés en mars 2010 et la Délégation à l'A21 a pour mission, en 2011, de suivre et de coordonner leur mise en œuvre. Il s'agira de suivre ces engagements sous l'angle qualitatif et financier et de communiquer sur leurs effets.

De manière plus spécifique, 2011 sera l'occasion pour la Délégation de :

- Mener des projets liés à la promotion d'une économie locale durable et vivante en favorisant les activités de proximité et en promouvant l'agriculture de proximité durable ;
- Mettre en œuvre une politique de diversité, en dressant, dans une premier temps, un état des lieux de ce qui se fait en Ville de Genève ;
- Poursuivre la mise en œuvre du règlement sur l'égalité entre femmes et hommes dans l'administration municipale ;
- Poursuivre une politique de réinsertion socio-professionnelle via le Fonds chômage.

Objectif	Prestation(s) concernée(s)	Indicateur	Valeur cible
Suivre la mise en œuvre des Engagements d'Aalborg.	12	% d'engagements dont la mise en œuvre a débuté.	50%.
Mettre en œuvre une politique de la diversité en intégrant la Ville de Genève dans un réseau de villes interculturelles.	13	Nombre de mesures proposées.	5 mesures sont proposées.
Réaliser un monitoring du développement durable sur le territoire de la Ville (2009-2011) grâce aux données du projet « Cercle Indicateurs ».	12	Tableau de bord actualisé.	Actualisation des données 2009 (l'actualisation s'effectue tous les 2 ans).
Sensibiliser les habitant-e-s de Genève aux enjeux socio-économiques du développement durable.	21	Nombre d'actions significatives menées.	- Participer au Festival du Développement Durable, - Faire une campagne d'affichage sur l'égalité entre femmes et hommes, - Organiser une manifestation mettant en avant les productions agricoles locales et durables.
Mettre en œuvre le règlement du CA pour la réalisation de l'égalité entre femmes et hommes dans l'administration municipale.	11	Degré de mise en œuvre des décisions du CA.	La mise en œuvre débute en 2011 à hauteur de 50%.

Agenda 21

Charges et revenus par missions et prestations		Projet de budget 2011				Budget 2010				Comptes 2009			
(en milliers de francs)		Charges	%	Revenus	%	Charges	%	Revenus	%	Charges	%	Revenus	%
1	**Mise en œuvre d'une politique du développement durable, d'égalité et de diversité**	**1'154.1**	**38.3**	**-**	**-**	**834.6**	**52.5**	**-**	**-**	**516.1**	**53.4**	**-**	**-**
11	Appui à la Magistrate et aux services	307.0	10.2	-	-	168.8	10.6	-	-	48.6	5.0	-	-
12	Monitoring du développement durable, de l'égalité et de la diversité en Ville de Genève	729.3	24.2	-	-	581.4	36.6	-	-	430.0	44.5	-	-
13	Subventions à des projets de développement durable, de l'égalité et de diversité	117.7	3.9	-	-	84.4	5.3	-	-	37.5	3.9	-	-
2	**Promotion économique municipale**	**1'269.3**	**42.1**	**-**	**-**	**261.6**	**16.5**	**-**	**-**	**160.2**	**16.6**	**-**	**-**
21	Subventions de projets en matière d'économie de proximité	1'169.0	38.8	-	-	170.4	10.7	-	-	77.2	8.0	-	-
22	Mise en place d'un outil d'aide à la création et à l'hébergement d'entreprises	100.3	3.3	-	-	91.2	5.7	-	-	83.0	8.6	-	-
3	**Soutien à l'insertion socio-professionnelle**	**217.5**	**7.2**	**-**	**-**	**152.7**	**9.6**	**-**	**-**	**86.5**	**8.9**	**-**	**-**
31	Subventions à des projets visant à l'insertion socio-professionnelle	143.6	4.8	-	-	100.8	6.3	-	-	69.2	7.2	-	-
32	Développement de partenariat public-associatif visant à l'insertion socio-professionnelle	74.0	2.5	-	-	51.9	3.3	-	-	17.3	1.8	-	-
4	**Promotion et sensibilisation au développement durable, à l'égalité et à la diversité**	**373.1**	**12.4**	**-**	**-**	**340.9**	**21.4**	**-**	**-**	**204.3**	**21.1**	**-**	**-**
41	Information et communication	373.1	12.4	-	-	340.9	21.4	-	-	204.3	21.1	-	-
42	Formation	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total comptabilité analytique		**3'014.0**	**100.0**	**-**	**-**	**1'589.9**	**100.0**	**-**	**-**	**967.1**	**100.0**	**-**	**-**
Charges et revenus présentés en diminution des revenus et des charges		-		-		-		-		14.1		14.1	
Charges et revenus non incorporables		208.7		50.0		220.5		50.0		1'961.7		98.7	
Subventions en francs		6'364.6		-		6'364.6		-		1'773.8		-	
Subventions en nature		49.1		-		24.0		-		28.7		-	
Total comptabilité générale		**9'636.5**		**50.0**		**8'199.0**		**50.0**		**4'745.4**		**112.8**	

Agenda 21

	Charges par chapitres comptables						Revenus par chapitres comptables	
	30	31	33	36	Sup.	Total	45	Total
1	**609.3**	**246.2**	**-**	**-**	**298.6**	**1'154.1**	**-**	**-**
11	114.4	162.2	-	-	30.4	307.0	-	-
12	428.9	84.0	-	-	216.5	729.3	-	-
13	66.0	-	-	-	51.7	117.7	-	-
2	**126.0**	**28.0**	**1'000.3**	**-**	**115.1**	**1'269.3**	**-**	**-**
21	65.6	28.0	1'000.3	-	75.2	1'169.0	-	-
22	60.4	-	-	-	39.9	100.3	-	-
3	**178.5**	**-**	**-**	**-**	**39.0**	**217.5**	**-**	**-**
31	117.8	-	-	-	25.7	143.6	-	-
32	60.7	-	-	-	13.3	74.0	-	-
4	**83.3**	**257.5**	**-**	**-**	**32.3**	**373.1**	**-**	**-**
41	83.3	257.5	-	-	32.3	373.1	-	-
42	-	-	-	-	-	-	-	-
	997.1	**531.7**	**1'000.3**	**-**	**484.9**	**3'014.0**	**-**	**-**
	-	-	-	-	-	-	-	-
	208.2	-	0.6	-	-	208.7	50.0	50.0
	-	-	-	6'364.6	-	6'364.6	-	-
	-	-	-	49.1	-	49.1	-	-
	1'205.3	**531.7**	**1'000.8**	**6'413.7**	**484.9**	**9'636.5**	**50.0**	**50.0**

Projet de budget 2011 par chapitres comptables

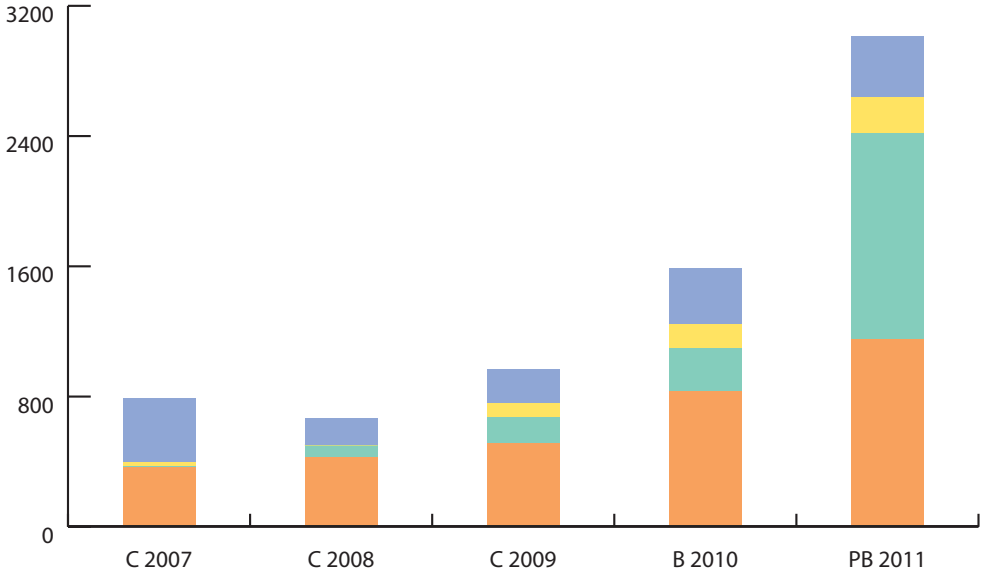
30	Charges de personnel
31	Biens, services et marchandises
32	Intérêts passifs
33	Amortissements
34	Parts et contributions sans affectation
35	Dédommagements collectivités publiques
36	Subventions accordées
37	Subventions redistribuées
38	Attributions aux financements spéciaux
39	Imputations internes
40	Impôts
42	Revenus des biens
43	Contributions
44	Parts à des recettes & contrib. s/ affect.
45	Dédommagements de collectivités publ.
46	Subventions acquises
47	Subventions à redistribuer
48	Prélévements sur financements spéciaux
49	Imputations internes

Agenda 21

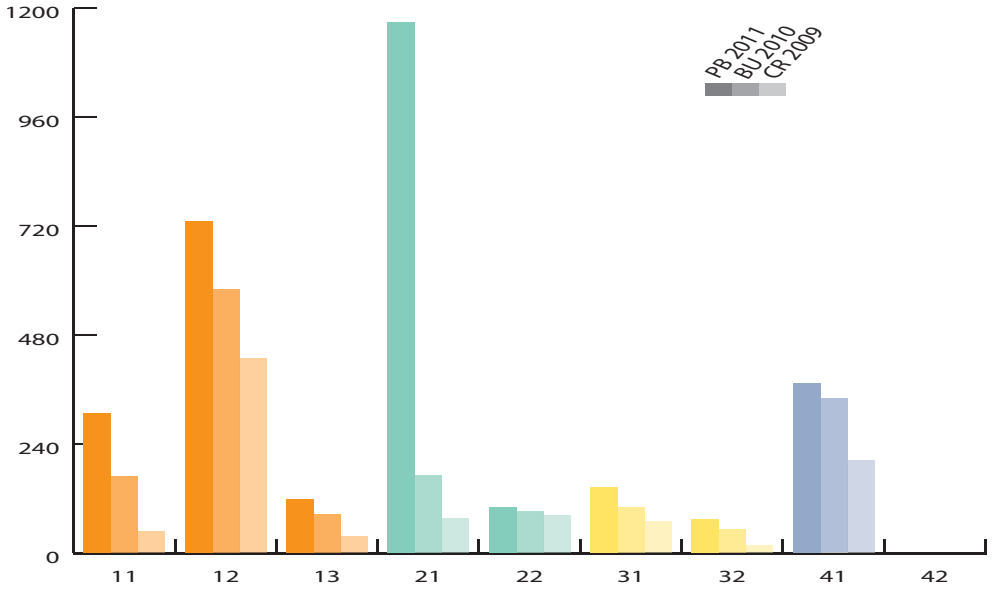
Commentaires

Selon les principes retenus pour l'ensemble des services concernés, les remboursements d'assurance pour perte de salaire ont été déduits des charges de fonctionnement (cf. « Charges et revenus présentés en diminution des revenus et des charges »). De plus, les « Charges et revenus non incorporables », ainsi que les « Subventions » n'ont pas été intégrés dans la répartition analytique.

Globalement, le budget de la Délégation à l'Agenda 21 augmente entre 2010 et 2011. Cette croissance correspondant d'une part, à l'intégration des amortissements du capital de dotation de la Fondetec à hauteur de CHF 1 mio et d'autre part à l'augmentation des charges de la Délégation afin de concrétiser la volonté de réaliser la « Ville durable ».



Évolution des charges et revenus par missions (en milliers de francs)



Évolution des charges par prestations (en milliers de francs)

CONTRÔLE DE GESTION

Contrôle de gestion

Missions et prestations

Missions		Prestations		Descriptions
1	**Renforcer la capacité décisionnelle de l'Administration municipale**	11	Grandes procédures	Coordination des grandes procédures, de l'élaboration à la publication à l'attention des Autorités (catalogue des missions et prestations, rapport à l'appui du projet de budget, projet de budget par missions et prestations, rapport à l'appui des comptes, grandes manifestations).
		12	Mandats spéciaux	Réalisation de mandats d'analyses ponctuels en matière d'organisation ou de calcul des coûts.
		13	Soutien, formation et conseils	Soutien et conseils à l'utilisation des outils de contrôle de gestion. Organisation et animation de séminaires et formations.
		14	Systèmes d'information de gestion	Élaboration et déploiement des outils de contrôle de gestion au sein des services municipaux. Gestion des évolutions des modèles de contrôle de gestion. Exploitation des modules analytiques du progiciel SAP et déploiement de nouvelles fonctionnalités.
2	**Assurer une meilleure maîtrise des risques de l'Administration municipale**	21	Évaluation, analyse et formalisation des processus, procédures et contrôles	Évaluation, analyse des processus et procédures en vigueur et formalisation des contrôles associés.
		22	Soutien, formation et conseils à la gestion des risques	Soutien aux départements dans l'identification, l'évaluation et la gestion des risques, établissement d'une cartographie Ville de Genève à l'attention du CA.

Contrôle de gestion

Priorités et perspectives

L'année 2011 devra permettre au Contrôle de gestion d'initier au sein de l'Administration municipale une nouvelle démarche globale et homogène de gestion des risques par la mise en place d'un système de contrôle interne. Cette approche devra être soutenue par le CA, l'ensemble des directions départementales et les services municipaux, afin d'atteindre les objectifs escomptés. Les premières étapes consisteront dans la formalisation d'une cartographie des macro processus de la Ville de Genève, la rédaction d'un référentiel et l'évaluation des procédures en vigueur dans l'administration.

Cette année sera aussi marquée par la poursuite de la refonte globale des documents financiers transmis aux Conseillères municipales et Conseillers municipaux, afin de leur permettre de prendre des décisions en regard d'éléments significatifs et pertinents. Les principales améliorations concerneront les catalogues de missions et prestations des services municipaux, les processus de définition et d'évaluation des objectifs, ainsi que la mise en place de nouvelles analyses transversales.

Enfin, dans un but de mieux faire connaître les activités du Contrôle de gestion, ainsi que de faire évoluer les compétences des gestionnaires, un effort spécifique sera consenti en 2011 dans le but d'étoffer le catalogue de formation de la Ville de Genève par des cours ciblés, relatifs aux domaines du contrôle de gestion et du contrôle interne.

Objectif	Prestation(s) concernée(s)	Indicateur	Valeur cible
Mettre en place, au sein de la Ville de Genève, des outils de pilotage.	11, 13 et 14	Nombre de nouvelles analyses publiées.	Publication d'au moins 2 nouvelles analyses intra- et inter-départementales au Projet de budget 2012.
		Nombre de tableaux de bord produits.	2 tableaux de bord produits dans le courant du 2e trimestre 2011.
Participer activement à l'évolution de la culture de gestion au sein de l'Administration municipale en offrant aux répondant-e-s financiers une formation ciblée sur les activités du Contrôle de gestion et ses outils.	13 et 22	Nombre de formations inscrites au catalogue de la Ville de Genève.	2 cours inscrits au catalogue en 2011.
Mettre en place un système de contrôle interne en Ville de Genève.	21	Taux d'avancement de la cartographie des macro processus de la Ville de Genève.	80% des macros processus sont définis et mentionnent les risques majeurs et les contrôles clés.
		% d'avancement de la rédaction.	1 référentiel de contrôle interne est rédigé.

Contrôle de gestion

Charges et revenus par missions et prestations		Projet de budget 2011				Budget 2010				Comptes 2009			
(en milliers de francs)		Charges	%	Revenus	%	Charges	%	Revenus	%	Charges	%	Revenus	%
1	**Renforcer la capacité décisionnelle de l'Administration municipale**	**1'409.3**	**86.9**	**-**	**-**	**1'552.1**	**88.9**	**-**	**-**	**1'295.1**	**100.0**	**-**	**-**
11	Grandes procédures	619.0	38.2	-	-	665.0	38.1	-	-	562.4	43.4	-	-
12	Mandats spéciaux	61.3	3.8	-	-	66.1	3.8	-	-	54.3	4.2	-	-
13	Soutien, formation et conseils	294.2	18.1	-	-	334.3	19.1	-	-	233.5	18.0	-	-
14	Systèmes d'information de gestion	434.8	26.8	-	-	486.7	27.9	-	-	444.9	34.4	-	-
2	**Assurer une meilleure maîtrise des risques de l'Administration municipale**	**212.3**	**13.1**	**-**	**-**	**193.5**	**11.1**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
21	Evaluation, analyse et formalisation des processus, procédures et contrôles	125.2	7.7	-	-	109.4	6.3	-	-	-	-	-	-
22	Soutien, formation et conseils à la gestion des risques	87.1	5.4	-	-	84.1	4.8	-	-	-	-	-	-
Total comptabilité générale		**1'621.6**		**-**		**1'745.6**		**-**		**1'295.1**		**-**	

Contrôle de gestion

Charges par chapitres comptables

	30	31	Support	Total
1	**1'260.7**	**32.5**	**116.1**	**1'409.3**
11	537.6	32.5	48.8	619.0
12	56.5	-	4.8	61.3
13	272.7	-	21.5	294.2
14	393.9	-	41.0	434.8
2	**184.8**	**-**	**27.5**	**212.3**
21	107.6	-	17.6	125.2
22	77.2	-	9.9	87.1
	1'445.5	**32.5**	**143.6**	**1'621.6**

Projet de budget 2011 par chapitres comptables

30	Charges de personnel
31	Biens, services et marchandises
32	Intérêts passifs
33	Amortissements
34	Parts et contributions sans affectation
35	Dédommagements collectivités publiques
36	Subventions accordées
37	Subventions redistribuées
38	Attributions aux financements spéciaux
39	Imputations internes
40	Impôts
42	Revenus des biens
43	Contributions
44	Parts à des recettes & contrib. s/ affect.
45	Dédommagements de collectivités publ.
46	Subventions acquises
47	Subventions à redistribuer
48	Prélévements sur financements spéciaux
49	Imputations internes

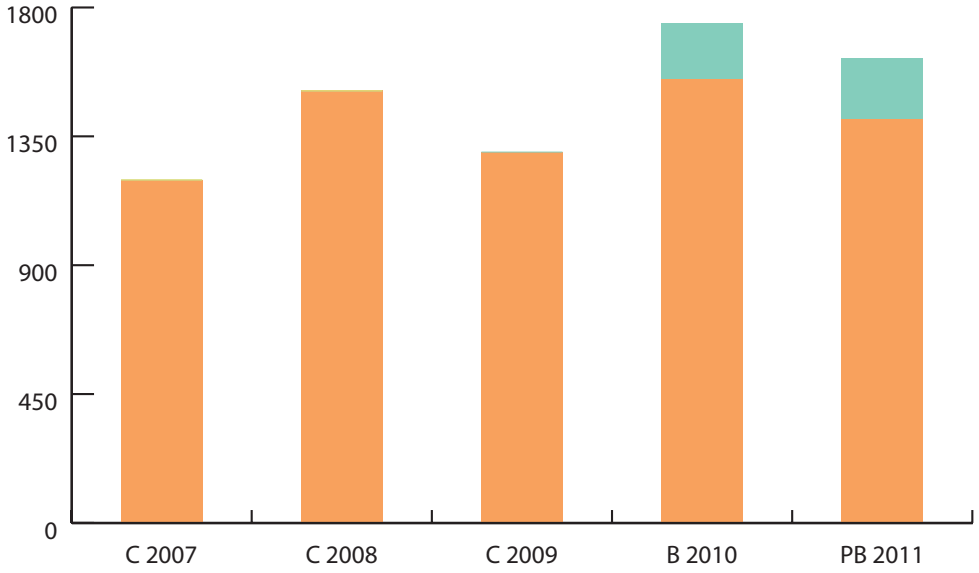
Contrôle de gestion

Commentaires

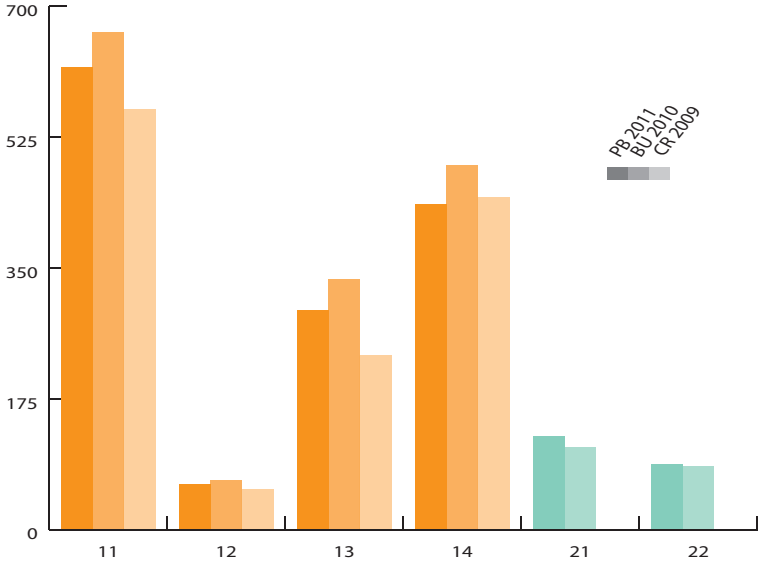
Selon les principes retenus pour l'ensemble des services concernés, les remboursements d'assurance pour perte de salaire ont été déduits des charges de fonctionnement (cf. « Charges et revenus présentés en diminution des revenus et des charges »). De plus, les « Charges et revenus non incorporables » n'ont pas été intégrés dans la répartition analytique.

Aux comptes 2009, l'Unité Contrôle de gestion a fonctionné avec 2 postes en moins (1 directeur de division et 1 adjoint de direction). Ceci explique l'écart important entre les comptes et les exercices budgétaires 2010 et 2011.

Dès 2010, l'Unité Contrôle de gestion se voit attribuer une nouvelle mission de contrôle interne avec le même effectif, malgré un projet de budget revu à la baisse par rapport à 2010.



Évolution des charges par missions (en milliers de francs)



Évolution des charges par prestations (en milliers de francs)

COMPTABILITÉ GÉNÉRALE ET BUDGET

Comptabilité générale et budget

Missions et prestations

Missions		Prestations		Descriptions
1	**Élaboration, publication et suivi du budget**	11	Collecte et saisie des données	S'assurer que les données des services sont entrées ou reçues. Produire et saisir les données pour certaines rubriques.
		12	Contrôle et corrections	Contrôler la cohérence des données reçues. Apporter les corrections et modifications en collaboration avec les services.
		13	Rapports et publications	Fournir les états financiers prévisionnels à la Direction du département des finances et du logement et au CA. Expliquer les variations, donner des explications à la Direction du département des finances et du logement, au CA, à la Commission des finances et aux services. Publier le projet de budget et le budget.
2	**Tenue, clôture et publication des comptes**	21	Contrôle et paiement des factures fournisseurs	Contrôler la saisie des factures, leur validation, leur imputation comptable, les classer. Gérer le fichier fournisseurs/débiteurs – tiers unique – (nom, adresse, données de paiement). Payer les factures à l'échéance, répondre aux questions des fournisseurs.
		22	Gestion des comptes de trésorerie	Saisir et tenir à jour les liquidités. Gérer les excédents (placements) et les prévisions hebdomadaires.
		23	Élaboration et saisie des écritures de comptabilité générale	Contrôler et saisir les virements établis par les services. Établir les virements correctifs et périodiques.
		24	Gestion des immobilisations	Saisir les propositions de crédits d'investissement, les crédits votés, suivre ces derniers (bouclements, amortissements, intérêts intercalaires, honoraires de promotion, etc.). Établir le baromètre financier.
		25	Clôtures, rapports, publication des comptes	Fournir les renseignements et les états financiers à la Direction du département des finances et du logement et aux services. Expliquer les variations par rapport au budget. Publier les comptes et rapports y relatifs, ainsi que certaines statistiques.
		26	Gestion des systèmes informatiques	Gérer le plan comptable, les opérations régulières, les interfaces, les fichiers divers, les clôtures, etc.
3	**Formation, assistance, instructions**	31	Formation permanente sur le système informatique	Cours, formations individuelles, dépannages immédiats.
		32	Formation permanente sur les règles légales et comptables	Cours, formations individuelles, directives, procédures.

Comptabilité générale et budget

Priorités et perspectives

En 2011, la Direction financière du département s'attachera à identifier les processus en cours tant au Service de la comptabilité qu'au sein de la section du budget.

Un état de situation des procédures en vigueur au sein de ces 2 entités sera établi de façon à optimiser les contrôles et activités déployées.

Cet examen va dans le sens de l'amélioration de la qualité des prestations offertes à l'ensemble des services de la Ville de Genève.

Cette amélioration va viser principalement :

- Le fichier des tiers fournisseurs qui sera contrôlé et mis à jour (intégration des codes IBAN et suppression des doublons) ;
- Les informations financières. La description des processus financiers sera initiée et participera à la réflexion des rôles et responsabilités des services de la Ville d'une part et de la Comptabilité générale d'autre part ;
- Le déploiement de plate forme de paiement via Internet.

Objectif	Prestation(s) concernée(s)	Indicateur	Valeur cible
Assurer la qualité des informations du fichier des tiers fournisseurs.	21	Nombre de codes IBAN actualisés/Total des tiers fournisseurs actifs.	100% des tiers fournisseurs sont mis à jour.
Améliorer la qualité des informations financières.	31 et 32	Nombre de demandes de formation assurées/Nombre total des demandes.	100% des demandes de formation des services sont assurées par la CGE & Budget.
Favoriser le développement de la plate-forme de paiement via Internet.	22 et 23	Nombre de comptes de réconciliation/ Nombre total des demandes.	100% des demandes de création de comptes de réconciliation sont traitées.

Comptabilité générale et budget

Charges et revenus par missions et prestations	Projet de budget 2011				Budget 2010				Comptes 2009			
(en milliers de francs)	Charges	%	Revenus	%	Charges	%	Revenus	%	Charges	%	Revenus	%
1 Elaboration, publication et suivi du budget	**467.0**	**17.2**	**-**	**-**	**458.5**	**17.7**	**-**	**-**	**447.3**	**17.1**	**2.8**	**11.2**
11 Collecte et saisie des données	87.6	3.2	-	-	87.1	3.4	-	-	82.0	3.1	1.0	4.1
12 Contrôle et corrections	75.7	2.8	-	-	75.2	2.9	-	-	72.8	2.8	0.8	3.3
13 Rapports et publication	303.8	11.2	-	-	296.2	11.4	-	-	292.5	11.2	1.0	3.8
2 Tenue, clôture et publication des comptes	**1'597.1**	**58.9**	**16.0**	**100.0**	**1'498.0**	**57.9**	**16.0**	**100.0**	**1'596.2**	**60.9**	**19.7**	**77.6**
21 Contrôle et paiement des factures fournisseurs	543.6	20.0	1.6	10.0	532.0	20.6	1.6	10.0	518.2	19.8	2.8	11.1
22 Gestion des comptes de trésorerie	302.5	11.2	13.6	85.0	253.2	9.8	13.6	85.0	378.9	14.5	14.8	58.2
23 Elaboration et saisie des écritures de comptabilité générale	272.2	10.0	0.8	5.0	260.0	10.0	0.8	5.0	293.1	11.2	1.4	5.4
24 Gestion des immobilisations	103.7	3.8	-	-	98.0	3.8	-	-	86.2	3.3	0.2	0.8
25 Clôtures, rapports, publication des comptes	274.5	10.1	-	-	259.9	10.0	-	-	236.0	9.0	0.4	1.4
26 Gestion des systèmes informatiques	100.6	3.7	-	-	94.9	3.7	-	-	83.8	3.2	0.2	0.7
3 Formation, assistance, instructions	**648.6**	**23.9**	**-**	**-**	**631.7**	**24.4**	**-**	**-**	**576.9**	**22.0**	**2.8**	**11.2**
31 Formation permanente sur le système informatique	449.3	16.6	-	-	438.9	17.0	-	-	409.2	15.6	1.8	7.2
32 Formation permanente sur les règles légales et comptables	199.4	7.3	-	-	192.8	7.4	-	-	167.7	6.4	1.0	3.9
Total comptabilité analytique	**2'712.8**	**100.0**	**16.0**	**100.0**	**2'588.2**	**100.0**	**16.0**	**100.0**	**2'620.4**	**100.0**	**25.4**	**100.0**
Charges et revenus présentés en diminution des revenus et des charges	5.5		5.5		5.5		5.5		18.1		18.1	
Charges et revenus non incorporables	-		-		-		-		-0.5		-	
Total comptabilité générale	**2'718.3**		**21.5**		**2'593.7**		**21.5**		**2'638.0**		**43.6**	

Comptabilité générale et budget

	Charges par chapitres comptables						Revenus par chapitres comptables		
	30	31	33	39	Support	Total	42	43	Total
1	**390.8**	**58.1**	**0.1**	**12.9**	**5.0**	**467.0**	**-**	**-**	**-**
11	78.2	4.9	0.0	2.6	1.8	87.6	-	-	-
12	67.7	4.3	0.0	2.2	1.5	75.7	-	-	-
13	244.9	49.0	0.1	8.1	1.7	303.8	-	-	-
2	**1'408.2**	**137.8**	**0.3**	**45.7**	**5.1**	**1'597.1**	**15.0**	**1.0**	**16.0**
21	495.3	30.7	0.1	15.4	2.0	543.6	1.5	0.1	1.6
22	263.6	29.3	0.1	8.7	0.8	302.5	12.8	0.9	13.6
23	234.1	29.4	0.1	7.8	0.9	272.2	0.8	0.1	0.8
24	94.2	5.9	0.0	3.1	0.4	103.7	-	-	-
25	229.4	36.8	0.1	7.6	0.6	274.5	-	-	-
26	91.4	5.7	0.0	3.0	0.3	100.6	-	-	-
3	**587.1**	**36.9**	**0.1**	**19.5**	**5.0**	**648.6**	**-**	**-**	**-**
31	406.9	25.5	0.1	13.5	3.3	449.3	-	-	-
32	180.2	11.3	0.0	6.0	1.8	199.4	-	-	-
	2'386.2	**232.9**	**0.6**	**78.1**	**15.1**	**2'712.8**	**15.0**	**1.0**	**16.0**
	-	5.5	-	-	-	5.5	-	5.5	5.5
	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2'386.2	**238.4**	**0.6**	**78.1**	**15.1**	**2'718.3**	**15.0**	**6.5**	**21.5**

Projet de budget 2011 par chapitres comptables

30	Charges de personnel
31	Biens, services et marchandises
32	Intérêts passifs
33	Amortissements
34	Parts et contributions sans affectation
35	Dédommagements collectivités publiques
36	Subventions accordées
37	Subventions redistribuées
38	Attributions aux financements spéciaux
39	Imputations internes
40	Impôts
42	Revenus des biens
43	Contributions
44	Parts à des recettes & contrib. s/ affect.
45	Dédommagements de collectivités publ.
46	Subventions acquises
47	Subventions à redistribuer
48	Prélévements sur financements spéciaux
49	Imputations internes

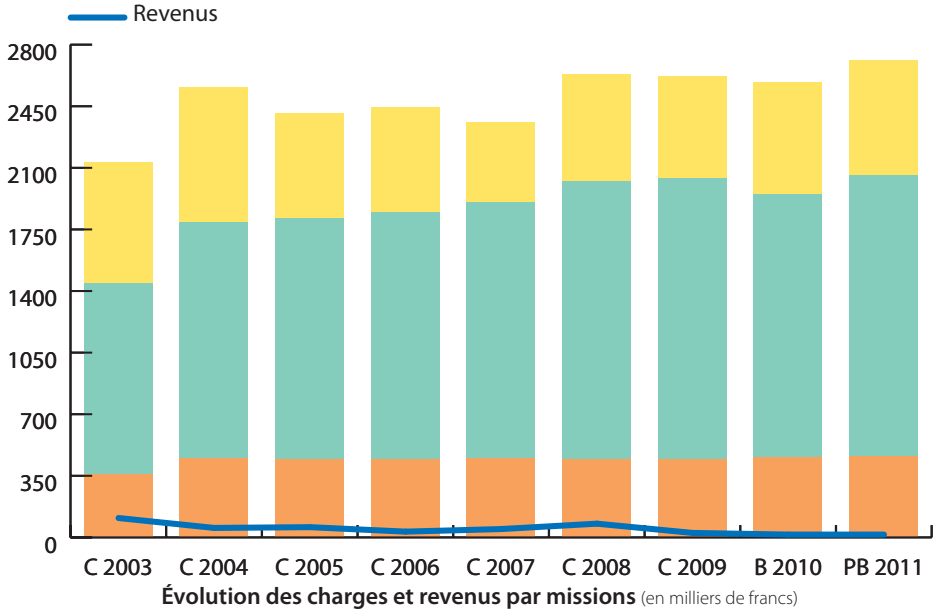
Comptabilité générale et budget

Commentaires

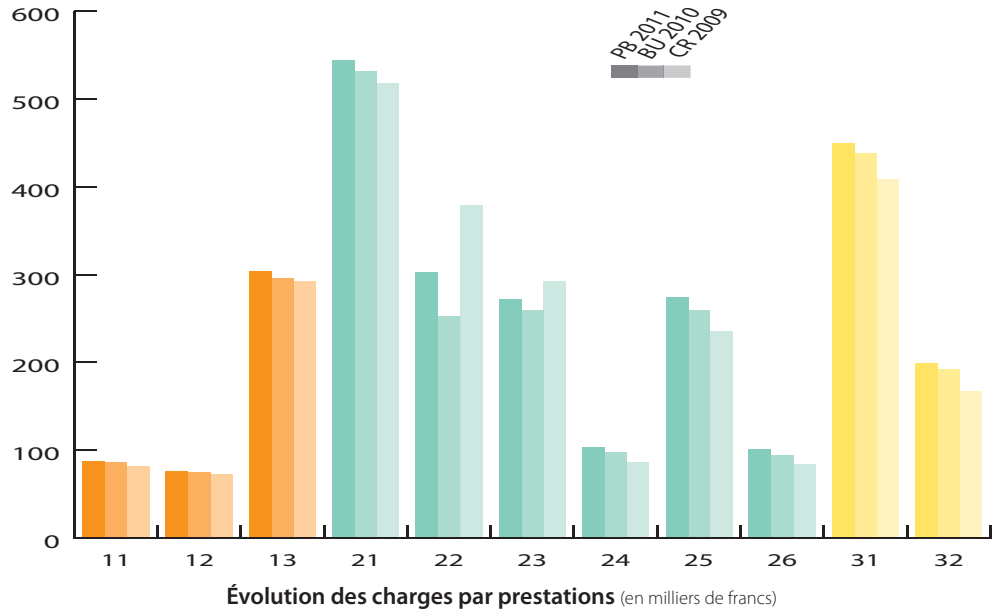
Selon les principes retenus pour l'ensemble des services concernés, les remboursements d'assurance pour perte de salaire ont été déduits des charges de fonctionnement (cf. « Charges et revenus présentés en diminution des revenus et des charges »). De plus, les « Charges et revenus non incorporables » n'ont pas été intégrés dans la répartition analytique.

22 La légère hausse figurant au projet de budget 2011 par rapport au budget 2010 est liée à l'engagement d'une nouvelle comptable.

La diminution au budget 2010 en regard des comptes 2009 est due à la suppression de la caisse municipale.



Évolution des charges et revenus par missions (en milliers de francs)



Évolution des charges par prestations (en milliers de francs)

TAXE PROFESSIONNELLE COMMUNALE

Taxe professionnelle communale

Missions et prestations

Missions		Prestations		Descriptions
1	**Appliquer les dispositions légales relatives à la taxe professionnelle communale (Articles 301 à 318 C LCP)**	11	Assujettissement des contribuables	Procéder à l'enrôlement des contribuables remplissant les conditions d'assujettissement à la taxe professionnelle communale et en assurer le suivi.
		12	Taxation des assujettis	Procéder à la taxation des contribuables assujettis en leur notifiant les bordereaux de taxation.
		13	Recouvrement des créances fiscales	Saisir les écritures et procéder au recouvrement, par le biais de rappels et poursuites, des montants dus et impayés. Effectuer les remboursements des taxes perçues en trop.
		14	Gestion des litiges	Assurer la défense des intérêts de la Ville de Genève dans les procédures de réclamation et de recours intentées devant les autorités administratives et judiciaires.
		15	Participation à la Commission permanente du Conseil d'État	Procéder aux travaux préparatoires de la Commission permanente nommée par le Conseil d'État et chargée de fixer les taux applicables aux différents groupes professionnels (art. 307 al. 8 LCP).
		16	Uniformisation des politiques communales	Prendre les mesures adéquates en vue d'assurer, en collaboration avec les autres communes du canton, une uniformisation des principes de taxation sur le plan cantonal.

Taxe professionnelle communale

Priorités et perspectives

Les priorités fixées par le Service de la taxe professionnelle communale (TPC) en 2011 dans le domaine de la taxation sont les suivantes :

Poursuivre le recensement de catégories particulières de contribuables plus complexes à appréhender. Cette opération vise à améliorer la qualité et l'équité de traitement des dossiers.

Réaliser les objectifs budgétaires fixés et traiter l'ensemble des déclarations de l'année en cours d'ici à la fin du mois de février de l'année suivante.

Poursuivre le travail du calcul des cœfficients de taxation dans le cadre de la Commission permanente du Conseil d'État.

Participer aux séances organisées avec les représentants TPC des autres communes genevoises, afin de continuer à uniformiser les pratiques des différentes autorités de taxation.

Par ailleurs, le service créera des tableaux de bord regroupant des informations statistiques établies sur plusieurs années. À titre d'exemple on peut citer des renseignements concernant le personnel du service (années travaillées, absences, etc.), les enquêtes (état du rôle des contribuables, création et suppression de contribuables, etc.), la taxation (nombre de déclarations expédiées, de rappels notifiés, de délais accordés pour le retour de la déclaration, etc.), l'encaissement et la gestion du contentieux (perception, rappels de paiements, poursuites, rachats d'ADB, etc). Cet outil vise à fournir des éléments de pilotage au service.

Objectif	Prestation(s) concernée(s)	Indicateur	Valeur cible
Achever le traitement des déclarations reçues.	12	Taux de déclarations traités.	80% des déclarations traitées au 31 décembre. 99% des déclarations traitées au 28 février de l'année suivante.
Réviser le manuel de taxation.	12	Taux de chapitres révisés.	100% des chapitres révisés.
Initier le recouvrement des actes de défaut de biens.	13	Nombre d'actes de défauts de biens négociés.	Nombre estimé : 5.
Constituer un tableau d'indicateurs statistiques du service.	support	Nombre d'indicateurs répertoriés sur le total à répertorier.	Un tableau d'indicateurs réalisé au 31 décembre.

Taxe professionnelle communale

Charges et revenus par missions et prestations		Projet de budget 2011				Budget 2010				Comptes 2009			
(en milliers de francs)		Charges	%	Revenus	%	Charges	%	Revenus	%	Charges	%	Revenus	%
1	**Appliquer les dispositions légales relatives à la taxe professionnelle communale (Articles 301 à 318 C LCP)**	**3'043.6**	**100.0**	**113'108.1**	**100.0**	**2'964.2**	**100.0**	**102'260.1**	**100.0**	**2'702.1**	**100.0**	**150'047.2**	**100.0**
11	Assujettissement des contribuables	622.2	20.4	-	-	629.1	21.2	-	-	569.0	21.1	-	-
12	Taxation des assujettis	1'545.3	50.8	101'755.0	90.0	1'562.2	52.7	91'998.5	90.0	1'456.7	53.9	134'905.4	89.9
13	Recouvrement des créances fiscales	466.7	15.3	11'353.1	10.0	471.8	15.9	10'261.6	10.0	428.7	15.9	15'141.8	10.1
14	Gestion des litiges	166.7	5.5	-	-	168.2	5.7	-	-	127.8	4.7	-	-
15	Participation à la Commission permanente du Conseil d'Etat	198.2	6.5	-	-	88.1	3.0	-	-	80.2	3.0	-	-
16	Uniformisation des politiques communales	44.4	1.5	-	-	44.9	1.5	-	-	39.7	1.5	-	-
Total comptabilité analytique		**3'043.6**	**100.0**	**113'108.1**	**100.0**	**2'964.2**	**100.0**	**102'260.1**	**100.0**	**2'702.1**	**100.0**	**150'047.2**	**100.0**
Charges et revenus présentés en diminution des revenus et des charges		36.8		36.8		36.8		36.8		53.6		53.6	
Charges non incorporables		1'350.0		-		1'350.0		-		-9'436.6		-	
Total comptabilité générale		**4'430.4**		**113'144.9**		**4'351.0**		**102'296.9**		**-6'680.9**		**150'100.8**	

Taxe professionnelle communale

	Charges par chapitres comptables						Revenus par chapitres comptables				
	30	31	33	39	Support	Total	40	42	43	45	Total
1	**2'426.9**	**374.0**	**16.3**	**226.4**	**-**	**3'043.6**	**113'000.0**	**53.1**	**-**	**55.0**	**113'108.1**
11	503.0	71.3	0.9	47.0	-	622.2	-	-	-	-	-
12	1'239.6	175.8	14.2	115.7	-	1'545.3	101'700.0	-	-	55.0	101'755.0
13	377.3	53.5	0.7	35.2	-	466.7	11'300.0	53.1	-	-	11'353.1
14	111.2	45.3	0.2	10.1	-	166.7	-	-	-	-	-
15	159.9	22.9	0.3	15.1	-	198.2	-	-	-	-	-
16	35.9	5.1	0.1	3.4	-	44.4	-	-	-	-	-
	2'426.9	**374.0**	**16.3**	**226.4**	**-**	**3'043.6**	**113'000.0**	**53.1**	**-**	**55.0**	**113'108.1**
	1.8	35.0	-	-	-	36.8	-	-	36.8	-	36.8
	-	-	1'350.0	-	-	1'350.0	-	-	-	-	-
	2'428.7	**409.0**	**1'366.3**	**226.4**	**-**	**4'430.4**	**113'000.0**	**53.1**	**36.8**	**55.0**	**113'144.9**

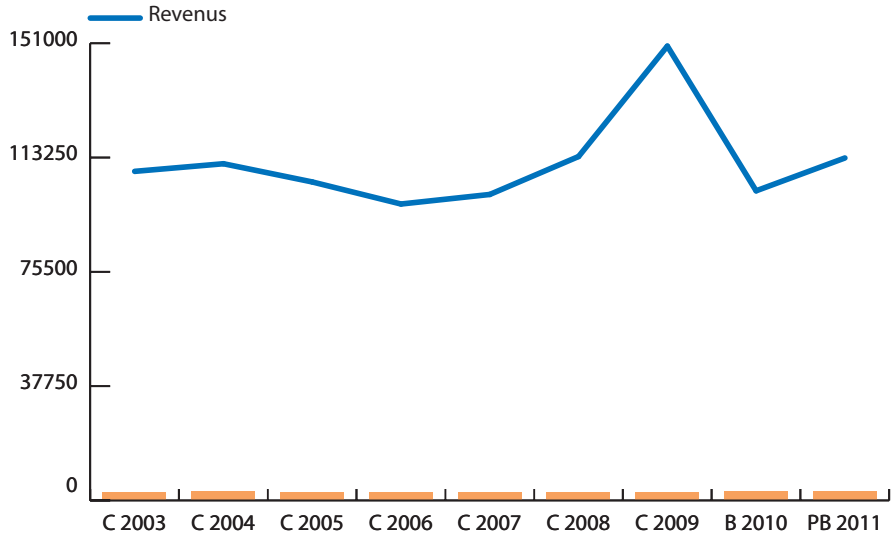
Projet de budget 2011 par chapitres comptables

30	Charges de personnel
31	Biens, services et marchandises
32	Intérêts passifs
33	Amortissements
34	Parts et contributions sans affectation
35	Dédommagements collectivités publiques
36	Subventions accordées
37	Subventions redistribuées
38	Attributions aux financements spéciaux
39	Imputations internes
40	Impôts
42	Revenus des biens
43	Contributions
44	Parts à des recettes & contrib. s/ affect.
45	Dédommagements de collectivités publ.
46	Subventions acquises
47	Subventions à redistribuer
48	Prélévements sur financements spéciaux
49	Imputations internes

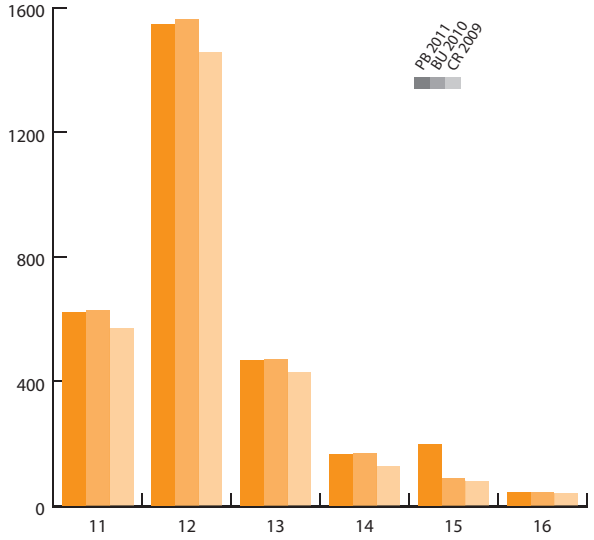
Taxe professionnelle communale

Commentaires

Selon les principes retenus pour l'ensemble des services concernés, les remboursements d'assurance pour perte de salaire ont été déduits des charges de fonctionnement (cf. « Charges et revenus présentés en diminution des revenus et des charges »).



Évolution des charges et revenus par missions (en milliers de francs)



Évolution des charges par prestations (en milliers de francs)

CENTRALE MUNICIPALE D'ACHAT ET D'IMPRESSION

Centrale municipale d'achat et d'impression

Missions et prestations

Missions		Prestations		Descriptions
1	**Définir et faire évoluer une stratégie d'achat et d'impression pour la Ville de Genève**	11	Stratégie d'achat et d'impression	Mettre en place une stratégie d'achat et d'impression intégrant les nouvelles missions de la Centrale municipale d'achat et d'impression (CMAI). Faire évoluer la stratégie en fonction des contextes social, environnemental et économique.
		12	Règlement d'achat et d'impression	Établir, édicter et faire appliquer les nouvelles règles d'achat et d'impression.
		13	Information et communication	Informer et communiquer tous les processus mis en place par la CMAI. Informer les services municipaux sur les règles « marchés publics » auxquelles sont soumises les administrations.
2	**Application d'une politique d'achat en Ville de Genève**	21	Recensement des besoins	Déterminer les besoins des services de l'Administration municipale pour le mobilier et les appareils spécifiques (PAM) et élaborer les demandes de crédit. Recenser également les achats de biens, fournitures et prestations afin de lancer des appels d'offres globaux Ville de Genève.
		22	Processus achat	Appels d'offres selon l'Accord Intercantonal sur les Marchés Publics (AIMP) : Établissement des cahiers des charges en partenariat avec les services clients. Lancement des appels d'offres par la CMAI représentante de l'autorité adjudicatrice. Adjudication des marchés, établissement de contrats cadres et information aux services des fournisseurs qui ont remportés les marchés. Achats ponctuels sur demande des services. Dans le cadre du PAM, acquisition des biens, gestion et suivi budgétaire pour l'ensemble des services municipaux.
		23	Conseils et soutien	Rechercher des fournisseurs et mener des études de marché sur demande des services, assurer une hotline, informer les services et former les utilisateurs et les utilisatrices.
3	**Application d'une politique d'impression en Ville de Genève**	31	Recensement des besoins	Déterminer les besoins des services de l'Administration municipale en matière d'impression (numérique, offset noir et couleur et travaux de finition), en vue de planifier les activités de l'atelier d'impression et, le cas échéant, de lancer les appels d'offres futurs.
		32	Processus impression	Évaluer et planifier les travaux à effectuer en interne et/ou en externe, élaborer et lancer, le cas échéant, les appels d'offres. Effectuer les travaux de prépresse sur demande des services. Réaliser les travaux d'impression de masse en numérique ou en offset (documents et enveloppes à en-tête), les travaux de finition (mise sous pli, reliure, etc.). Facturer aux services municipaux les prestations d'impression (main d'œuvre et fournitures).
		33	Conseils et soutien	À la demande des services, les conseiller et les informer en matière de prépresse et d'impression. Communiquer aux services les prestations délivrées par l'Unité Impression.
4	**Gestion du portefeuille assurances et conseils**	41	Gestion des assurances « choses »	Gérer les contrats, suivre toute la gestion des sinistres depuis la déclaration aux assureurs jusqu'à leur liquidation pour ce qui concerne le patrimoine mobilier et immobilier de la Ville de Genève.
		42	Gestion des assurances « patrimoines »	Gérer les contrats, suivre toute la gestion des sinistres depuis la déclaration aux assureurs jusqu'à leur liquidation pour ce qui concerne l'ensemble des cas liés à la responsabilité civile de la Ville de Genève.
		43	Gestion des assurances « personnes »	Régler les primes d'assurances et traiter les cas particuliers relatifs aux assurances accidents.
		44	Conseils et soutien	Porter assistance et renseigner les services pour les procédures administratives à suivre en cas de sinistre. Sensibiliser les services porteurs de risques en matière d'assurance. Donner tout conseil utile aux administré-e-s lorsque ceux-ci et celles-ci sollicitent notre service.

Centrale municipale d'achat et d'impression

Priorités et perspectives

La CMAI poursuivra, en 2011, son travail visant à optimaliser les processus d'approvisionnement.

Dans le but de respecter les règlements en matière de marchés publics, d'une part, et de réaliser des économies d'échelles, d'autre part, elle continuera le lancement des appels d'offres pour les domaines suivants :

- Articles de nettoyage ;
- Acquisition et entretien des vêtements de travail ;
- Assurances «choses», vols avec effraction ;
- Prestations d'impressions offset couleur ;
- Contrats de nettoyage de la Gérance immobilière municipale et du Service des écoles ;
- Équipements de nettoyage ;
- Location de personnes - auxiliaires d'entretien, notamment pour le Service des écoles.

Par ailleurs, elle relancera les appels d'offres qui arrivent à l'échéance des 4 ans (durée maximum d'un contrat suite à un appel d'offres, selon les règlements sur les marchés publics):

- Contrats de nettoyage des bâtiments administratifs (poursuivre la relance initiée en 2010) ;
- Fournitures de bureau et de papier.

Il s'agira également de définir une nouvelle stratégie en terme d'impression en fonction des résultats obtenus (tests des en-têtes et des enveloppes) et rationaliser le parc des machines de l'Unité impression.

Enfin, en partenariat avec la Direction départementale, la Délégation à l'agenda 21 et les partenaires sociaux, la CMAI poursuivra son travail visant à intégrer les critères sociaux et environnementaux dans ses appels d'offres.

Objectif	Prestation(s) concernée(s)	Indicateur	Valeur cible
Lancer de nouveaux appels d'offres dans le respect des normes de l'Accord Intercantonal sur les Marchés Publics (AIMP).	22, 32 et 41	Nombre d'appels d'offres réalisés.	6 à 8 appels d'offres réalisés.
Relancer les appels d'offres qui arrivent à échéance.	22	Nombre d'appels d'offres relancés.	2 appels d'offres relancés.
Optimiser le processus d'approvisionnement par le lancement d'appels d'offres de biens.	11, 12 et 13	Limitation des stocks d'articles de nettoyage et de vêtements de travail dans les services.	Prise en charge des stocks par les adjudicataires.
Améliorer l'efficacité et l'efficience du parc machines par l'analyse des techniques d'impression et une meilleure rationalisation.	32 et 33	Taux de renouvellement du parc machines.	Plus de 20% du parc machines modernisé.
Garantir la couverture d'assurance pour les biens mobiliers de la Ville de Genève.	41	Améliorer la couverture d'assurance d'assurance des collections des musées de la Ville de Genève et celles confiées par des tiers.	Augmentation des valeurs d'assurance des collections par événement à 15 millions de francs ou prise d'assurance tous risques pour les collections en consignation.

Centrale municipale d'achat et d'impression

Charges et revenus par missions et prestations	Projet de budget 2011				Budget 2010				Comptes 2009			
(en milliers de francs)	Charges	%	Revenus	%	Charges	%	Revenus	%	Charges	%	Revenus	%
1 Définir et faire évoluer une stratégie d'achat et d'impression pour la Ville de Genève	**321.0**	**7.7**	**-**	**-**	**159.1**	**4.0**	**-**	**-**	**154.2**	**4.6**	**0.0**	**0.0**
11 Stratégie d'achat et d'impression	60.7	1.5	-	-	85.3	2.1	-	-	82.7	2.4	0.0	0.0
12 Règlement d'achat et d'impression	171.6	4.1	-	-	29.6	0.7	-	-	28.6	0.8	0.0	0.0
13 Information et Communication	88.7	2.1	-	-	44.2	1.1	-	-	42.9	1.3	0.0	0.0
2 Application d'une politique d'achat en Ville de Genève	**1'965.3**	**47.4**	**-**	**-**	**2'085.7**	**51.8**	**1.2**	**0.2**	**1'758.2**	**52.0**	**1.4**	**0.2**
21 Recensement des besoins	112.9	2.7	-	-	114.2	2.8	0.1	0.0	125.6	3.7	0.1	0.0
22 Processus achat	1'533.0	37.0	-	-	1'829.8	45.5	1.0	0.1	1'448.5	42.9	1.1	0.2
23 Conseils et soutien	319.4	7.7	-	-	141.7	3.5	0.1	0.0	184.1	5.4	0.1	0.0
3 Application d'une politique d'impression en Ville de Genève	**1'508.0**	**36.4**	**700.0**	**100.0**	**1'395.0**	**34.7**	**700.0**	**99.8**	**908.6**	**26.9**	**572.3**	**99.8**
31 Recensement des besoins	158.1	3.8	-	-	258.8	6.4	-	-	240.8	7.1	0.0	0.0
32 Processus impression	1'097.0	26.5	700.0	100.0	877.6	21.8	700.0	99.8	427.1	12.6	572.2	99.7
33 Conseils et soutien	252.9	6.1	-	-	258.7	6.4	-	-	240.7	7.1	0.0	0.0
4 Gestion du portefeuille assurances et conseils	**349.8**	**8.4**	**-**	**-**	**383.9**	**9.5**	**-**	**-**	**558.5**	**16.5**	**0.0**	**0.0**
41 Gestion des assurances «choses»	140.0	3.4	-	-	153.5	3.8	-	-	198.2	5.9	0.0	0.0
42 Gestion des assurances «patrimoines»	175.9	4.2	-	-	153.5	3.8	-	-	206.6	6.1	0.0	0.0
43 Gestion des assurances «personnes»	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
44 Conseils et soutien	33.9	0.8	-	-	76.8	1.9	-	-	153.7	4.5	0.0	0.0
Total comptabilité analytique	**4'144.1**	**100.0**	**700.0**	**100.0**	**4'023.7**	**100.0**	**701.2**	**100.0**	**3'379.5**	**100.0**	**573.7**	**100.0**
Charges et revenus présentés en diminution des revenus et des charges	-		-		-		-		16.4		16.4	
Charges et revenus non incorporables	2'824.9		1'270.0		2'852.4		1'270.0		2'823.7		1'657.9	
Total comptabilité générale	**6'969.0**		**1'970.0**		**6'876.1**		**1'971.2**		**6'219.6**		**2'248.0**	

Centrale municipale d'achat et d'impression

	Charges par chapitres comptables						Revenus par chapitres comptables			
	30	31	33	39	Support	Total	43	49	Support	Total
1	**274.7**	**0.5**	**-**	**-**	**45.7**	**321.0**	**-**	**-**	**-**	**-**
11	52.0	0.1	-	-	8.6	60.7	-	-	-	-
12	146.9	0.3	-	-	24.5	171.6	-	-	-	-
13	75.9	0.1	-	-	12.6	88.7	-	-	-	-
2	**1'129.5**	**2.1**	**19.4**	**0.8**	**813.5**	**1'965.3**	**-**	**-**	**-**	**-**
21	64.9	0.1			47.9	112.9	-	-	-	-
22	881.1	1.6	19.4	0.8	630.1	1'533.0	-	-	-	-
23	183.5	0.4			135.6	319.4	-	-	-	-
3	**77.8**	**571.9**	**33.0**	**1.0**	**824.4**	**1'508.0**	**-**	**700.0**	**-**	**700.0**
31	10.9	0.0	-	-	147.2	158.1	-	-	-	-
32	49.6	571.8	33.0	1.0	441.6	1'097.0	-	700.0	-	700.0
33	17.3	0.0	-	-	235.5	252.9	-	-	-	-
4	**231.6**	**0.4**	**-**	**-**	**117.7**	**349.8**	**-**	**-**	**-**	**-**
41	92.7	0.2	-	-	47.1	140.0	-	-	-	-
42	116.5	0.2	-	-	59.2	175.9	-	-	-	-
43	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
44	22.4	0.0	-	-	11.4	33.9	-	-	-	-
	1'713.6	**575.0**	**52.4**	**1.8**	**1'801.3**	**4'144.1**	**-**	**700.0**	**-**	**700.0**
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	0.8	2'410.3	396.7	17.1	-	2'824.9	1'270.0	-	-	1'270.0
	1'714.4	**2'985.2**	**449.1**	**18.9**	**1'801.3**	**6'969.0**	**1'270.0**	**700.0**	**-**	**1'970.0**

Projet de budget 2011 par chapitres comptables

30	Charges de personnel
31	Biens, services et marchandises
32	Intérêts passifs
33	Amortissements
34	Parts et contributions sans affectation
35	Dédommagements collectivités publiques
36	Subventions accordées
37	Subventions redistribuées
38	Attributions aux financements spéciaux
39	Imputations internes
40	Impôts
42	Revenus des biens
43	Contributions
44	Parts à des recettes & contrib. s/ affect.
45	Dédommagements de collectivités publ.
46	Subventions acquises
47	Subventions à redistribuer
48	Prélévements sur financements spéciaux
49	Imputations internes

Centrale municipale d'achat et d'impression

Commentaires

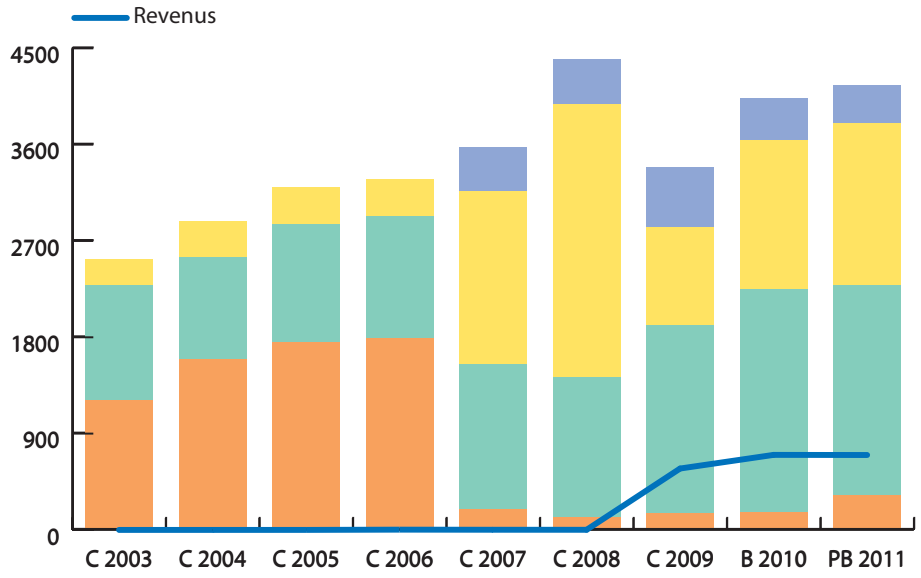
Selon les principes retenus pour l'ensemble des services concernés, les remboursements d'assurance pour perte de salaire ont été déduits des charges de fonctionnement (cf. « Charges et revenus présentés en diminution des revenus et des charges »). De plus, les « Charges et revenus non incorporables » n'ont pas été intégrés dans la répartition analytique.

L'engagement d'une juriste figurant au projet de budget 2011 impacte directement les prestations 12 et 23.

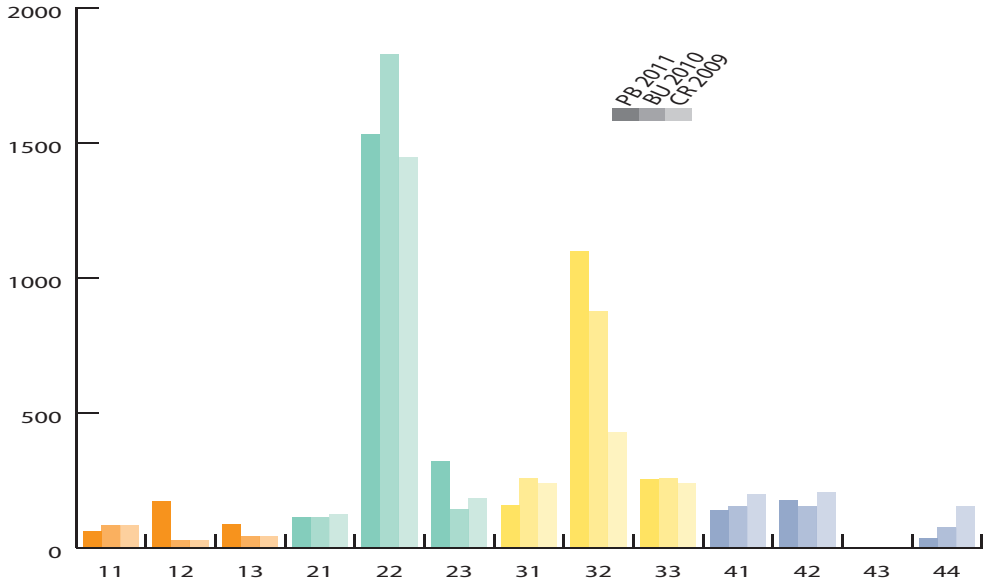
3 et 31 Suite à la mise en place d'une nouvelle politique d'impression (mission 3), un recensement auprès des services municipaux des divers types d'impressions a été réalisé. Celui-ci a abouti à la réalisation d'un appel d'offres et à son adjudication. La prestation 31 se voit ainsi, pour le projet de budget 2011, quelque peu diminuée.

43 Cette prestation devra être supprimée du fait de son transfert complet à la DRH.

44 La diminution de cette prestation provient essentiellement du transfert à la DRH du poste d'adjoint de direction, responsable du secteur des assurances.



Évolution des charges et revenus par missions (en milliers de francs)



Évolution des charges par prestations (en milliers de francs)

GÉRANCE IMMOBILIÈRE MUNICIPALE

Gérance immobilière municipale

Missions et prestations

Missions		Prestations		Descriptions
1	**Gestion et entretien des immeubles**	11	Gestion financière ordinaire	Gérer et tenir les comptes d'immeubles, établir des budgets par immeuble, encaisser les loyers et assurer leur recouvrement et payer les factures d'entretien.
		12	Gestion locative ordinaire	Établir et gérer les baux des logements, des parkings, des locaux commerciaux et des établissements publics. Assurer le suivi des locataires et régler les éventuels problèmes liés à la gestion d'immeuble et aux relations de voisinage. Gérer les locaux communs. Représenter la Ville de Genève en tant que propriétaire.
		13	Gestion technique ordinaire	Gérer le service de conciergerie des immeubles. Veiller à l'entretien courant des appartements et aux réparations qui sont de la compétence des gérant-e-s. Procéder aux états des lieux d'entrée et de sortie.
		14	Prestations spéciales de gérance	Gérer les droits de superficie et les droits de propriété. Examiner les dossiers juridiques et représenter la Ville de Genève dans les procédures judiciaires ou d'évacuation. Gérer les salles communales et être un soutien dans le cadre des manifestations. Développer des projets liés au logement social.
		15	Gestion des locaux occupés par l'Administration municipale	Analyser les besoins des services pour les locaux relevant du patrimoine financier. Établir et suivre les conventions internes.
2	**Application de la politique sociale de la Ville de Genève**	21	Gestion des demandes pour les locations à caractère social	Enregistrer les dossiers de demande pour un logement social et en assurer la gestion administrative. Effectuer des entretiens personnalisés avec les demandeurs et demandeuses. Préparer les dossiers pour la Commission d'attribution. Collaborer avec le Service social de la Ville de Genève (ULT), avec les acteurs sociaux (Hospice général, Cass, etc.) et avec les régies privées. Procéder à des relogements d'urgence.
		22	Gestion des loyers	Appliquer le règlement sur les logements à caractère social et calculer le loyer en conformité. Effectuer le suivi des dossiers individuels, afin de garantir un loyer adapté à la situation économique et familiale des locataires, notamment suite à des changements de situation.
		23	Aides financières	Gérer les mises à disposition gratuite des locaux à des tiers, rabais consentis sur le prix de location y compris des salles communales. S'assurer de leur pertinence.

Gérance immobilière municipale

Priorités et perspectives

En 2011, la Direction du service devra poursuivre l'optimisation de l'exercice des missions du service. Il s'agit, en premier lieu, d'achever la formalisation des processus et procédures visant au bon fonctionnement du service.

La GIM poursuivra également la mise en œuvre du règlement relatif aux conditions de location des logements à caractère social de la Ville de Genève entré en vigueur en avril 2009. L'objectif visé est que les deux tiers des locataires de logements à caractère social de la Ville de Genève soient soumis au nouveau règlement fin 2011, leurs loyers étant calculés sur cette base règlementaire.

Par ailleurs le service contribuera activement à la mise en œuvre du projet de base commune des demandeurs-ses de logements avec l'État de Genève et les Fondations Immobilières de droit public. Ce projet devrait permettre l'intégration de l'ensemble des besoins et exigences spécifiques de la GIM dans le système d'information « SIDLO » en cours d'élaboration. À noter que cette démarche sera accompagnée d'une réflexion plus large au sujet des systèmes d'information de la GIM, en collaboration avec la direction compétente de la Ville de Genève, notamment en ce qui concerne la gestion électronique des données et du courrier. Cela comporte la mise à jour d'applications spécifiques telles OFIGER d'une part, et la gestion des flux d'information entre départements (services des bâtiments, de l'architecture et de l'énergie en particulier) d'autre part.

Objectif	Prestation(s) concernée(s)	Indicateur	Valeur cible
Optimiser l'exercice des missions du service.	Toutes	Taux de formalisation des processus et procédures.	Tous les processus clés sont clarifiés et modélisés, et la moitié des procédures du service sont identifiées et formalisées.
Assurer l'application du nouveau règlement lié aux logements à caractère social de la Ville de Genève.	22	Pourcentage de locataires soumis au nouveau règlement.	2/3 des locataires sont soumis au nouveau règlement.
Utiliser le nouveau système d'information du logement (SIDLO).	21	Degré d'intégration des besoins de la GIM dans le plan de développement informatique de l'État.	Les besoins de la GIM sont pris en compte par les mandataires chargés du développement de l'application SIDLO conduite par l'État.
Mettre en œuvre une nouvelle gestion de l'attribution et de la tarification des parkings.	12	Taux de locataires pendulaires. Taux de mise en œuvre de la nouvelle tarification (en fonction du profil du locataire).	Diminution des locataires pendulaires de 30%. 50% des locataires sont au bénéfice de la nouvelle tarification.

Gérance immobilière municipale

Charges et revenus par missions et prestations (en milliers de francs)			Projet de budget 2011			Budget 2010			Comptes 2009			
			Charges	%	Revenus	%	Charges	%	Revenus	%	Charges	%	Revenus	%
1	**Gestion et entretien des immeubles**		**6'800.0**	**76.6**	**6'551.4**	**100.0**	**6'569.3**	**78.1**	**6'899.4**	**100.0**	**6'216.8**	**78.1**	**7'241.4**	**100.0**
11	Gestion financière ordinaire		861.2	9.7	708.4	10.8	825.1	9.8	727.6	10.5	605.5	7.6	757.7	10.5
12	Gestion locative ordinaire		2'423.4	27.3	3'156.7	48.2	2'318.1	27.6	3'242.0	47.0	2'172.3	27.3	3'375.5	46.6
13	Gestion technique ordinaire		1'988.6	22.4	1'508.0	23.0	1'987.5	23.6	1'548.8	22.4	1'749.7	22.0	1'613.0	22.3
14	Prestations spéciales de gérance		1'494.0	16.8	1'178.4	18.0	1'407.2	16.7	1'381.0	20.0	1'659.7	20.8	1'495.1	20.6
15	Gestion des locaux occupés par l'Administration municipale		32.9	0.4	-	-	31.5	0.4	-	-	29.6	0.4	-	-
2	**Application de la politique sociale de la VG**		**2'074.1**	**23.4**	**-**	**-**	**1'840.7**	**21.9**	**-**	**-**	**1'743.8**	**21.9**	**-**	**-**
21	Gestion des demandes pour les locations à caractère social		1'852.6	20.9	-	-	1'644.1	19.5	-	-	1'423.4	17.9	-	-
22	Gestion des loyers		221.5	2.5	-	-	196.6	2.3	-	-	320.4	4.0	-	-
Total comptabilité analytique			**8'874.1**	**100.0**	**6'551.4**	**100.0**	**8'410.1**	**100.0**	**6'899.4**	**100.0**	**7'960.6**	**100.0**	**7'241.4**	**100.0**
Charges et revenus présentés en diminution des revenus et des charges			20.0		20.0		20.0		20.0		40.1		40.1	
Total comptabilité générale			**8'894.1**		**6'571.4**		**8'430.1**		**6'919.4**		**8'000.7**		**7'281.5**	
23	Aides financières :	Subventions en francs	3'000.0		-		3'000.0		-		3'583.8		-	
		Subventions en nature	5'969.6		-		6'004.6		-		6'569.6		-	

Gérance immobilière municipale

	Charges par chapitres comptables							Revenus par chapitres comptables	
	30	31	33	36	39	Support	Total	43	Total
1	**4'893.0**	**192.8**	**4.6**	**-**	**1'100.4**	**609.2**	**6'800.0**	**6'551.4**	**6'551.4**
11	633.9	120.2	0.6	-	29.3	77.2	861.2	708.4	708.4
12	2'106.9	-	2.0	-	97.4	217.1	2'423.4	3'156.7	3'156.7
13	1'062.6	1.1	1.0	-	745.8	178.2	1'988.6	1'508.0	1'508.0
14	1'061.0	71.5	1.0	-	226.7	133.9	1'494.0	1'178.4	1'178.4
15	28.6	-	-	-	1.3	2.9	32.8	-	-
2	**1'878.1**	**-**	**1.8**	**-**	**86.8**	**107.4**	**2'074.1**	**-**	**-**
21	1'677.6	-	1.6	-	77.5	95.9	1'852.6	-	-
22	200.5	-	0.2	-	9.3	11.5	221.5	-	-
	6'771.1	**192.8**	**6.4**	**-**	**1'187.2**	**716.6**	**8'874.1**	**6'551.4**	**6'551.4**
	20.0	-	-	-	-	-	20.0	20.0	20.0
	6'791.1	**192.8**	**6.4**	**-**	**1'187.2**	**716.6**	**8'894.1**	**6'571.4**	**6'571.4**
23	-	-	-	3'000.0	-	-	-	-	-
	-	-	-	5'969.6	-	-	-	-	-

Projet de budget 2011 par chapitres comptables

30	Charges de personnel
31	Biens, services et marchandises
32	Intérêts passifs
33	Amortissements
34	Parts et contributions sans affectation
35	Dédommagements collectivités publiques
36	Subventions accordées
37	Subventions redistribuées
38	Attributions aux financements spéciaux
39	Imputations internes
40	Impôts
42	Revenus des biens
43	Contributions
44	Parts à des recettes & contrib. s/ affect.
45	Dédommagements de collectivités publ.
46	Subventions acquises
47	Subventions à redistribuer
48	Prélévements sur financements spéciaux
49	Imputations internes

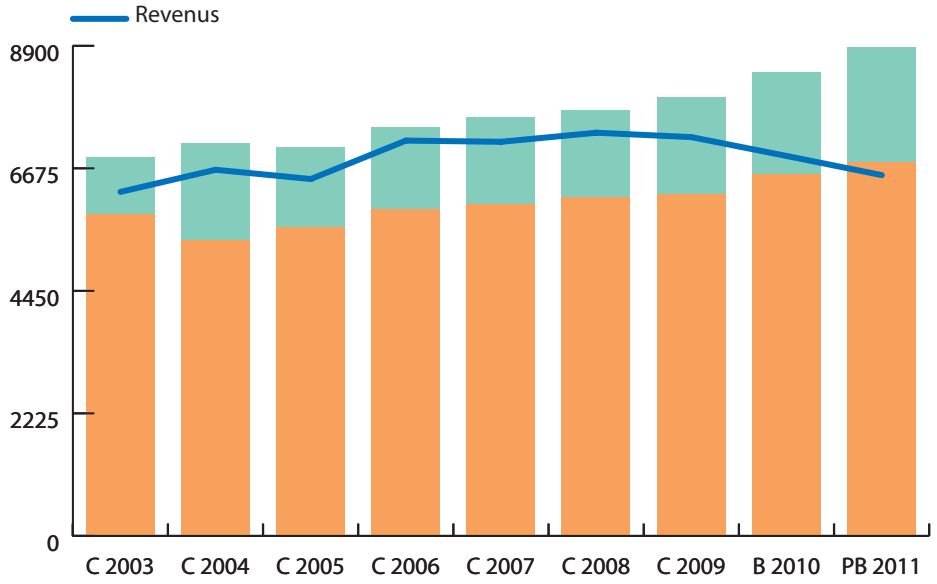
Gérance immobilière municipale

Commentaires

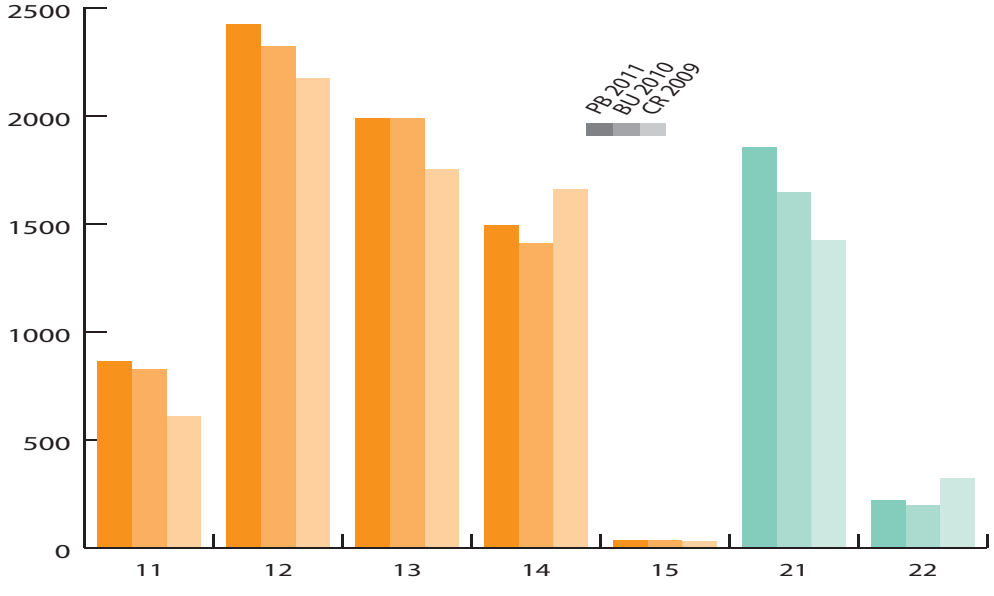
Selon les principes retenus pour l'ensemble des services concernés, les remboursements d'assurance pour perte de salaire ont été déduits des charges de fonctionnement (cf. « Charges et revenus présentés en diminution des revenus et des charges »).

Même si le poids des 2 missions reste stable sur les 3 exercices, certaines réalocations de ressources humaines, souhaitées par la nouvelle direction, engendrent un rééquilibrage des prestations entre les comptes 2009 et le budget 2010.

La baisse de revenus figurant au projet de budget 2011 est liée à la suppression de l'aide personnalisée dans le nouveau règlement de la GIM qui engendre une diminution des tarifs de location et par voie de conséquence des revenus de régie associés.



Évolution des charges et revenus par missions (en milliers de francs)



Évolution des charges par prestations (en milliers de francs)

DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES

Direction des ressources humaines

Missions et prestations

Missions		Prestations		Description
1	**Gestion de l'organisation et du personnel**	11	Gestion du personnel	Gérer administrativement et financièrement les dossiers du personnel. Établir les budgets «RH» de la Ville de Genève. Élaborer les certificats et les attestations de travail.
		12	Statut du personnel et affaires juridiques	Veiller au respect des dispositions statutaires et légales en apportant conseil et expertise. Participer aux discussions avec les partenaires sociaux dans le cadre des dossiers du personnel. Traiter les dossiers du personnel en matière de droit du travail et des assurances sociales.
		13	Analyse de fonction	Effectuer des études et apporter des conseils dans l'organisation des structures. Effectuer des analyses conformément au règlement du CA fixant la procédure en matière d'évaluation des fonctions dans l'administration municipale. Procéder aux évaluations des fonctions.
		14	Relation avec les partenaires sociaux et communication	Maintenir un contact privilégié avec les partenaires sociaux afin de promouvoir le dialogue social. Informer et consulter régulièrement les partenaires sociaux sur l'évolution des réformes de l'administration afin de négocier dans un climat de confiance et de transparence. Offrir à l'ensemble des responsables, des collaboratrices et collaborateurs une information claire et facile d'accès sur tout ce qui concerne la gestion des ressources humaines.
2	**Gestion de carrière et développement des compétences**	21	Recrutement	Assurer une gestion prévisionnelle de l'emploi, afin de rechercher l'adéquation optimale entre les besoins de l'administration et les ressources humaines. Instaurer une méthode de recrutement, en fonction notamment des types de compétences requis dans l'optique d'obtenir une qualité optimale des prestations.
		22	Formation	Favoriser la formation continue par le biais d'un programme de formation, de formations sur mesure et de différentes possibilités de perfectionnement métiers afin d'apporter une réponse mieux adaptée aux besoins spécifiques de l'administration. Offrir aux jeunes un large choix d'apprentissages, de stages et d'emplois : - évaluer les besoins et engager des apprenti-e-s, des stagiaires, des jeunes durant l'été et des civilistes, - apporter conseil et soutien aux formatrices et formateurs, ainsi qu'aux apprenti-e-s.
		23	Gestion de carrières	Recenser les compétences présentes par le biais d'un référentiel de compétences requises pour les différents postes.Instaurer une politique de suivi des compétences et des carrières. Promouvoir les compétences des personnes sans limitation d'aptitude au travail, en vue d'un transfert de leurs compétences de manière évolutive. Suivre et gérer l'évolution des membres du personnel, en particulier celle des cadres, pour établir les perspectives d'évolution professionnelle et repérer les futurs dirigeantes et dirigeants. Être à l'écoute des besoins, afin de mieux orienter les membres du personnel en fonction de leurs souhaits d'évolution professionnelle, de leurs compétences ainsi que des besoins de l'administration.
3	**Régulation de la qualité de vie au travail**	31	Intégration socio-professionnelle	Contribuer à trouver une solution aux difficultés relationnelles et communicationnelles entre les collaboratrices et collaborateurs, aux dysfonctionnements professionnels engendrés par la dépendance, aux inaptitudes physiques ou psychiques en regard de l'activité professionnelle et aux dysfonctionnements psycho-sociaux de tous types rencontrés par une collaboratrice ou un collaborateur.
		32	Santé et sécurité	Sensibiliser et informer le personnel au travers notamment de campagnes de communication et d'actions d'information. Prévenir les accidents et maladies professionnels et accidents non professionnels. Promouvoir la santé et la sécurité au travail.

Direction des ressources humaines

Priorités et perspectives

La Direction des ressources humaines (DRH) a pour mission de doter la Ville de Genève d'une organisation, d'outils et de pratiques modernes de gestion RH. Il s'agit plus particulièrement de développer une culture basée sur le professionnalisme et la valeur ajoutée. Dans ce contexte l'équipe de direction a été renforcée, afin de pouvoir mettre en œuvre des concepts novateurs et apporter son expertise.

Pour l'année 2011 plusieurs objectifs visant à mettre en œuvre cette volonté ont été identifiés :

- L'élaboration de tableaux de bord servant de base à la gestion prévisionnelle des emplois au sein de la Ville de Genève. Cet outil facilitera le pilotage de la masse salariale, en permettant de maîtriser et de prévoir les coûts, de mieux expliquer les écarts entre prévisions et coûts réels pour proposer des actions correctives, de donner des indications sur les besoins en recrutement tenant compte de l'âge et du principe d'égalité ;

- La poursuite de la mise en place de gestion des absences non planifiées. Ce programme indique notamment la répartition des absences non planifiées (en nombre de personnes et/ou de jours et/ou de cas) par département et par service, en mentionnant le type d'absence (maladie avec ou sans certificat, accident professionnel ou non professionnel). Il indique également le coût de ces absences et le pourcentage que ces dernières représentent. Les absences non planifiées incontournables (maladie, accident) sont à distinguer de celles qui pourraient être évitées (en lien avec l'environnement professionnel), en développant une politique de prévention et de formation à la gestion des ressources humaines pour tous les cadres ;

- L'amélioration du système d'évaluation des fonctions dans le but d'harmoniser les pratiques dans les différents services et d'assurer l'égalité de traitement. L'objectif est de mettre à jour le dictionnaire des fonctions SAP, de créer des fonctions-types et de les positionner les unes par rapport aux autres sur la grille de rémunération. S'appuyant sur ce catalogue, il s'agira de réviser les critères d'évaluation des fonctions pour tenir compte des changements intervenus dans le monde du travail depuis ces trente dernières années et de rendre le système accessible et transparent.

Ces objectifs illustrent une dynamique visant à professionnaliser le domaine des ressources humaines en Ville de Genève et à assurer une plus grande équité de traitement de tous et de toutes.

Enfin, la DRH devra assurer le suivi et le bon déroulement de la mise en œuvre du nouveau statut du personnel.

Objectif	Prestation(s) concernée(s)	Indicateur	Valeur cible
Élaborer un tableau de bord permettant le suivi de la masse salariale et des postes.	11	Degré d'avancement du tableau de bord de la masse salariale et des postes.	Le tableau de bord de la masse salariale et des postes est mis en œuvre avant le 31.12.2011.
Améliorer le système d'évaluation des fonctions en élaborant un nouveau dictionnaire des fonctions, définissant des normes, créant des fonctions-types, en positionnant les fonctions les unes par rapport aux autres et en précisant les critères d'évaluation des fonctions puis en les appliquant sur l'ensemble des fonctions.	13	Taux d'application des critères révisés sur les fonctions.	80%.
Élaborer et déployer un système de suivi et de gestion des absences pour l'ensemble des départements.	32	Degré d'avancement du projet «Système de suivi et de gestion des absences».	Tous les départements appliquent le système.

Direction des ressources humaines

Charges et revenus par missions et prestations (en milliers de francs)		Projet de budget 2011				Budget 2010				Comptes 2009			
		Charges	%	Revenus	%	Charges	%	Revenus	%	Charges	%	Revenus	%
1	**Gestion du personnel et de l'organisation**	**4'550.1**	**47.8**	**10.0**	**7.1**	**3'852.5**	**44.1**	**10.0**	**7.1**	**3'622.5**	**49.9**	**11.1**	**6.4**
11	Gestion du personnel	2'768.1	29.1	10.0	7.1	2'241.6	25.7	10.0	7.1	1'989.4	27.4	11.1	6.4
12	Statut et affaires juridiques	677.0	7.1	-	-	620.9	7.1	-	-	674.2	9.3	-	-
13	Analyse de fonction	494.8	5.2	-	-	503.3	5.8	-	-	381.5	5.3	-	-
14	Relation avec les partenaires sociaux et communication	610.2	6.4	-	-	486.6	5.6	-	-	577.5	7.9	-	-
2	**Gestion de carrière et développement des compétences**	**2'234.9**	**23.5**	**130.0**	**92.9**	**2'217.3**	**25.4**	**130.0**	**92.9**	**2'068.7**	**28.5**	**163.1**	**93.6**
21	Recrutement	686.3	7.2	-	-	698.8	8.0	-	-	522.9	7.2	-	-
22	Formation	1'168.5	12.3	130.0	92.9	1'115.7	12.8	130.0	92.9	1'165.1	16.0	163.1	93.6
23	Gestion de carrières	380.1	4.0	-	-	402.8	4.6	-	-	380.7	5.2	-	-
3	**Régulation de la qualité de vie au travail**	**2'736.7**	**28.7**	**-**	**-**	**2'665.9**	**30.5**	**-**	**-**	**1'573.4**	**21.7**	**-**	**-**
31	Intégration socio-professionnelle	942.3	9.9	-	-	971.3	11.1	-	-	359.6	5.0	-	-
32	Santé et sécurité	1'794.4	18.8	-	-	1'694.5	19.4	-	-	1'213.8	16.7	-	-
Total comptabilité analytique		**9'521.7**	**100.0**	**140.0**	**100.0**	**8'735.7**	**100.0**	**140.0**	**100.0**	**7'264.6**	**100.0**	**174.2**	**100.0**
Charges et revenus présentés en diminution des revenus et des charges		10.0		10.0		10.0		10.0		54.7		54.7	
Charges et revenus non incorporables		2'644.6		3'150.0		5'321.2		3'150.0		12'245.6		556.8	
Total comptabilité générale		**12'176.3**		**3'300.0**		**14'066.9**		**3'300.0**		**19'564.9**		**785.6**	

Direction des ressources humaines

	Charges par chapitres comptables						Revenus par chapitres comptables			
	30	31	32	39	Support	Total	43	45	49	Total
1	**3'107.1**	**64.6**	**-**	**99.1**	**1'279.2**	**4'550.1**	**-**	**-**	**10.0**	**10.0**
11	1'753.2	42.8	-	37.2	935.0	2'768.1	-	-	10.0	10.0
12	526.1	12.4	-	37.8	100.7	677.0	-	-	-	-
13	436.7	5.1	-	14.5	38.5	494.8	-	-	-	-
14	391.2	4.3	-	9.7	205.0	610.2	-	-	-	-
2	**1'891.5**	**39.0**	**-**	**97.4**	**207.0**	**2'234.9**	**-**	**130.0**	**-**	**130.0**
21	636.1	1.9	-	11.4	36.9	686.3	-	-	-	-
22	923.5	32.2	-	73.7	139.0	1'168.5	-	130.0	-	130.0
23	332.0	4.8	-	12.2	31.1	380.1	-	-	-	-
3	**2'362.7**	**122.3**	**-**	**38.1**	**213.7**	**2'736.7**	**-**	**-**	**-**	**-**
31	838.1	3.4	-	14.4	86.5	942.3	-	-	-	-
32	1'524.5	118.9	-	23.7	127.2	1'794.4	-	-	-	-
	7'361.3	**225.9**	**-**	**234.6**	**1'699.9**	**9'521.7**	**-**	**130.0**	**10.0**	**140.0**
	10.0	-	-	-	-	10.0	10.0	-	-	10.0
	1'902.6	395.3	342.2	4.6	-	2'644.6	3'150.0	-	-	3'150.0
	9'274.0	**621.1**	**342.2**	**239.2**	**1'699.9**	**12'176.3**	**3'160.0**	**130.0**	**10.0**	**3'300.0**

Projet de budget 2011 par chapitres comptables

30	Charges de personnel
31	Biens, services et marchandises
32	Intérêts passifs
33	Amortissements
34	Parts et contributions sans affectation
35	Dédommagements collectivités publiques
36	Subventions accordées
37	Subventions redistribuées
38	Attributions aux financements spéciaux
39	Imputations internes
40	Impôts
42	Revenus des biens
43	Contributions
44	Parts à des recettes & contrib. s/ affect.
45	Dédommagements de collectivités publ.
46	Subventions acquises
47	Subventions à redistribuer
48	Prélévements sur financements spéciaux
49	Imputations internes

Direction des ressources humaines

Commentaires

Selon les principes retenus pour l'ensemble des services concernés, les remboursements d'assurance pour perte de salaire ont été déduits des charges de fonctionnement (cf. « Charges et revenus présentés en diminution des revenus et des charges »). De plus, les « Charges et revenus non incorporables » n'ont pas été intégrés dans la répartition analytique. L'essentiel de ceux-ci correspondent à des montants comptabilisés à la DRH dans la cellule 130100 « Divers RH » qui ne sont pas directement générés par l'activité de ce service (Jeunes, civilistes, pensionné-e-s, personnes handicapées, etc.). De même, sont exclues de la répartition analytique les charges de formation de l'ensemble des services de la Ville de Genève, budgétées globalement et portées au budget de la DRH.

En outre les charges et revenus liés à la Caisse d'assurance du personnel (CAP) et figurant au budget dans la cellule 130200 sont exclues de l'analyse et n'apparaissent pas dans le présent document.

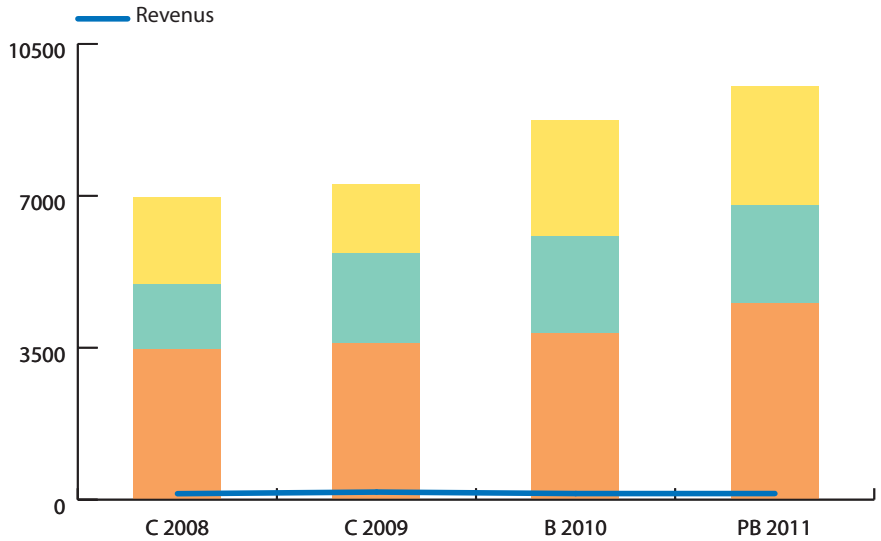
Les montants de charges budgétés en 2010 et en 2011 ont étés corrigés par une réduction des charges de personnel de CHF 10'000'000.- et CHF 13'000'000.-. Cette réduction budgétaire pour postes vacants est inclue sous la rubrique «Charges et revenus non incorporables». Les principaux écarts restants dans cette rubrique proviennent notamment :

- Du budget global de formation pour la Ville de Genève d'environ CHF 1'800'000 ;
- Du traitement social pour environ CHF 700'000 ;
- De la mobilité pour environ CHF 500'000 ;
- De l'emploi des jeunes pour environ CHF 500'000 (apprentis, jobs d'été et stagiaires).

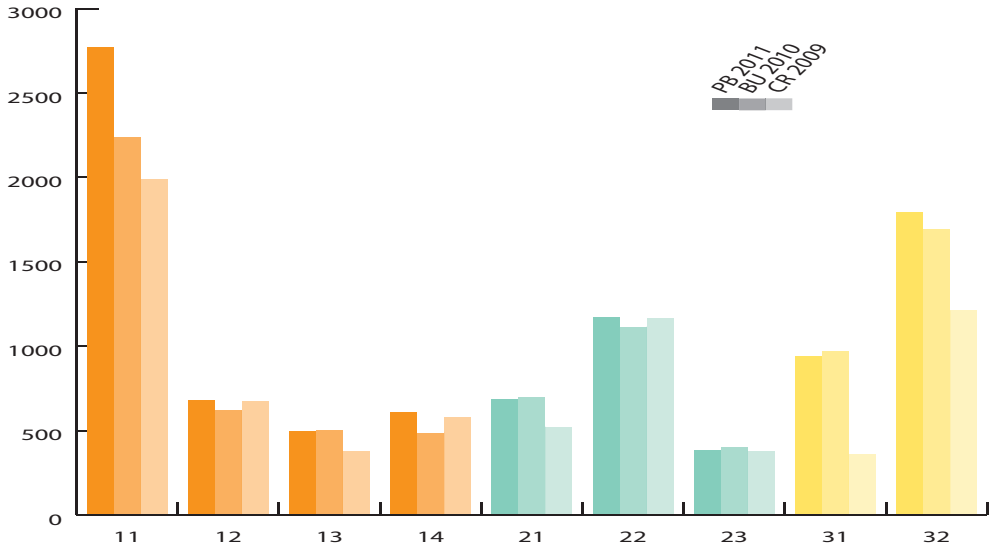
Tous ces montants sont ressortis de l'analyse car ils concernent l'ensemble des services municipaux et non le fonctionnement de la DRH.

Les revenus considérés comme non incorporables correspondent à la prévision de remboursements pour perte de salaire de l'ensemble des collaboratrices et collaborateurs de la Ville (CHF 2'750'000).

Les charges globales budgétées en 2010 ainsi qu'en 2011 prennent en compte une augmentation du nombre de postes. Cette augmentation est principalement destinée à la mission 3 «Régulation de la qualité de vie au travail».



Évolution des charges et revenus par missions (en milliers de francs)



Évolution des charges par prestations (en milliers de francs)

CONSTRUCTIONS
ET AMÉNAGEMENT

Ces trois dernières années, le Département des constructions et de l'aménagement a mis en œuvre l'outil de pilotage qu'est le Plan financier d'investissement. Il s'est également doté de moyens prospectifs, intégrés dans le Plan directeur communal. Il s'agit pour 2011 - et la prochaine législature - de monter en puissance, grâce à l'utilisation conjointe de ces outils. L'ensemble des productions de ce département va augmenter en suivant comme ligne de conduite les priorités politiques urbanistiques déclinées par notre planification.

Quelles sont ces priorités ? Il s'agit de créer des logements sur la commune de Genève et d'y offrir des loyers abordables. Le département veillera à maintenir une ville et des quartiers pluriels, où la diversité sociale garantit une société intégrée. L'autre grand pôle du Plan directeur communal est lié à la mobilité douce. Seule l'amélioration conjointe des moyens de transports doux et des transports en commun pourra répondre au défi de l'augmentation de la mobilité individuelle dans et vers la ville. Ce travail doit être accompli en collaboration avec les communes de Genève et au niveau régional et transfrontalier.

Dans le détail, et dans les limites des compétences communales, l'opération de reconquête de l'espace public et d'amélioration de la qualité de vie en ville s'articulera autour des quatre axes principaux suivants :

- Étendre les zones à priorité piétonne et améliorer la qualité de vie dans les quartiers ;
- Accompagner les « grands projets » initiés par des tiers par l'aménagement d'espaces publics et d'infrastructures de mobilités ;
- Lutter contre les nuisances sonores par la mise en application de l'ordonnance fédérale sur la protection contre le bruit ;
- Mettre en œuvre le plan lumière et réduire la consommation énergétique de l'éclairage public.

La stratégie d'acquisition foncière se poursuivra pour permettre avant tout la construction de logements sociaux. La réalisation de nouveaux logements est aujourd'hui majoritairement confiée à la Fondation de la Ville de Genève pour le logement social (FVGLS). Certaines opérations seront toutefois également menées par la Ville de Genève ou confiées à des coopératives.

Concernant le parc des logements de la Ville de Genève, plusieurs opérations de rénovation sont prévues pour les années à venir, avec un accent particulier sur les quartiers des Grottes, de Saint-Gervais, de Plainpalais et de la Jonction. S'agissant des grands ensembles, deux opérations de grande envergure sont d'ores et déjà programmées : la première sur le groupe d'immeubles des Minoteries, puis la seconde sur la Cité-Jonction. Les aspects énergétiques constitueront le fil rouge de ces interventions.

DIRECTION DES CONSTRUCTIONS ET DE L'AMÉNAGEMENT

Direction des constructions et de l'aménagement

Missions et prestations

Missions		Prestations		Descriptions
1	**Assistance et conseils aux Autorités politiques**	11	Soutien au CA, CM et Magistrat-e-s	Assistance au CA, à la Magistrate ou au Magistrat en charge, dans l'accomplissement de ses responsabilités du pouvoir exécutif municipal.
2	**Développement des priorités stratégiques**	21	Mise en œuvre de la politique du département	Orientation et adaptation des stratégies générales de la politique du département. Application et mise en œuvre des décisions du CA.
		22	Mise en œuvre de la politique budgétaire et financière du département	Orientation, adaptation et contrôle de la politique du département concernant le budget de fonctionnement et le plan financier des investissements en application des décisions du CA et des objectifs stratégiques du département.
		23	Mise en œuvre de la politique des ressources humaines du département	Orientation, adaptation et contrôle de la politique du département en matière de ressources humaines en application du Statut du personnel de l'administration.
		24	Mise en œuvre de la politique d'attribution des subventions du département	Orientation, adaptation et contrôle de la politique du département en matière de prestations financières et de prestations en nature en faveur de tiers (subventions).
3	**Direction et coordination**	31	Direction et coordination départementale	Supervision, coordination, information et communication aux services du département. Mise en place de directives et de procédures de travail. Développement des synergies et des collaborations interservices. Gestion des ressources.
		32	Direction et coordination interdépartementale	Participation aux groupes de coordination interdépartementaux. Pilotage, coordination et gestion transversale des grands projets.
		33	Assistance juridique	Soutien, assistance et conseils aux services en matière juridique. Élaboration de règlements, traitement et suivi des dossiers, appui juridique en matière de marchés publics.
4	**Relations externes**	41	Information publique et communication	Mise en œuvre et suivi de l'information à destination du CM, du public, des partenaires et des médias.
		42	Représentation	Représentation du département et de la Ville de Genève dans des manifestations officielles, auprès d'organismes subventionnés, de fondations ou de sociétés. Participation à des séminaires, colloques ou conférences.
		43	Coordination externe	Relation et coordination avec les partenaires externes privés ou publics afin de préparer, faire connaître et défendre les prises de position du département et de la Ville de Genève dans le cadre de la définition de politiques publiques, de renouvellement de convention, etc.

Direction des constructions et de l'aménagement

Priorités et perspectives

Pour agir, le département doit disposer d'une véritable stratégie. Le maître mot de toute opération de construction ou d'aménagement doit être le consensus. Le Magistrat et la direction recherchent à créer une convergence entre architectes, entrepreneurs et promoteurs, afin de faire aboutir des projets. Le département met d'importants moyens en œuvre pour informer la population des projets en cours. Un soin particulier est apporté à la communication avec le CM. Ses membres reçoivent à temps toutes les explications nécessaires sur les démarches entreprises en vue de la réalisation de nouveaux projets. Ces consensus sont facilités par des rapports de confiance construits dans le temps.

Parallèlement, les procédures administratives qui permettent aux projets d'être réalisés doivent être revues et améliorées. La mise en place et l'optimisation d'un véritable système de contrôle interne ainsi que le renforcement du contrôle de gestion au sein du département seront menés suite à l'engagement d'un responsable du contrôle interne, en collaboration avec l'unité Contrôle de gestion.

Objectif	Prestation(s) concernée(s)	Indicateur	Valeur cible
Formaliser l'organisation de la direction et des services du département.	31	Pourcentage d'actualisation des organigrammes et des cahiers des charges.	100 % des organigrammes et cahiers des charges à jour.
Poursuivre l'unification et la réorganisation des procédures d'attribution des mandats d'études et des marchés publics de constructions par l'application de critères homogènes.	31 et 33	Date de validation de la procédure.	Procédure d'attribution des marchés publics de constructions contenant des critères de sélections homogènes rédigée au 31.12.2012.
Renforcer la politique d'information et de communication du département pour mieux faire connaître ses activités au plus grand nombre de citoyens et citoyennes.	41	Clics sur les pages du site.	Pages Internet du département analysées en terme de consultation.
Participer à la mise en place d'un système de contrôle interne coordonné en sein de l'Administration municipale.	11, 21 et 31	Taux d'avancement de la cartographie des macro processus du département.	Les processus du département sont définis et mentionnent les risques majeurs et les contrôles clés.
Poursuivre l'instauration d'un mode de gestion par projets au sein des différents services du département.	11, 31, 32 et 41	Date de réalisation des tableaux de bord.	Tableaux de bord élaborés au 31.12.2012.

Direction des constructions et de l'aménagement

Charges et revenus par missions et prestations	Projet budget 2011				Budget 2010				Comptes 2009			
(en milliers de francs)	Charges	%	Revenus	%	Charges	%	Revenus	%	Charges	%	Revenus	%
1 Assistance et conseil aux Autorités politiques	**634.7**	**7.8**	**-**	**-**	**593.7**	**7.3**	**1.2**	**2.1**	**583.3**	**8.6**	**1.1**	**7.8**
11 Soutien au CA, CM et Magistrat-e-s	634.7	7.8	-	-	593.7	7.3	1.2	2.1	583.3	864.2	1.1	7.8
2 Développement des priorités stratégiques	**3'708.9**	**45.8**	**-**	**-**	**3'711.4**	**45.8**	**2.4**	**4.2**	**3'086.6**	**45.7**	**2.2**	**15.5**
21 Mise en œuvre de la politique départementale	2'729.6	33.7	-	-	2'805.0	34.6	1.2	2.1	2'432.6	36.0	1.1	7.8
22 Mise en œuvre de la politique budgétaire et financière	891.2	11.0	-	-	823.1	10.2	0.6	1.0	544.9	8.1	0.5	3.9
23 Mise en œuvre de la politique des ressources humaines	88.0	1.1	-	-	83.3	1.0	0.6	1.0	109.0	1.6	0.5	3.9
24 Mise en œuvre de la politique d'attribution des subventions	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
3 Direction et coordination	**2'188.9**	**27.0**	**22.0**	**100.0**	**2'252.2**	**27.8**	**53.3**	**92.7**	**1'792.8**	**26.6**	**10.2**	**72.8**
31 Direction et coordination départementale	461.6	5.7	2.0	9.1	614.1	7.6	2.7	4.7	186.3	2.8	1.7	12.4
32 Direction et coordination interdépartementale	315.7	3.9	-	-	287.3	3.5	0.6	1.0	297.3	4.4	0.5	3.9
33 Assistance juridique	1'411.6	17.4	20.0	90.9	1'350.7	16.7	50.0	87.0	1'309.2	19.4	7.9	56.5
4 Relations externes	**1'572.7**	**19.4**	**-**	**-**	**1'545.0**	**19.1**	**0.6**	**1.0**	**1'286.7**	**19.1**	**0.5**	**3.9**
41 Information publique et communication	1'398.7	17.3	-	-	1'373.2	16.9	-	-	1'136.2	16.8	-	-
42 Représentation	127.5	1.6	-	-	123.0	1.5	0.6	1.0	110.5	1.6	0.5	3.9
43 Coordination externe	46.5	0.6	-	-	48.8	0.6	-	-	40.1	0.6	-	-
Total comptabilité analytique	**8'105.1**	**100.0**	**22.0**	**100.0**	**8'102.3**	**100.0**	**57.5**	**100.0**	**6'749.4**	**100.0**	**14.0**	**100.0**
Charges et revenus présentées en diminution des revenus et des charges	11.0		11.0		-		-		3.9		3.9	
Charges et revenus non incorporables	-		-		-		-		-		-0.6	
Subventions en francs	108.0		-		50.9		-		40.0		-	
Total comptabilité générale	**8'224.1**		**33.0**		**8'153.2**		**57.5**		**6'793.3**		**17.3**	

Direction des constructions et de l'aménagement

	Charges par chapitres comptables							Revenus par chapitres comptables	
	30	31	33	36	39	Support	Total	43	Total
1	**533.8**	**6.4**	**-**	**-**	**-**	**94.5**	**634.7**	**-**	**-**
11	533.8	6.4	-	-	-	94.5	634.7	-	-
2	**3'016.4**	**375.5**	**49.7**	**0.0**	**174.3**	**93.0**	**3'708.9**	**-**	**-**
21	2'127.7	363.8	49.7	0.0	174.3	14.2	2'729.6	-	-
22	808.9	10.6	-	-	-	71.8	891.2	-	-
23	79.9	1.1	-	-	-	7.1	88.0	-	-
24	-	-	-	-	-	-	-	-	-
3	**1'434.4**	**321.3**	**-**	**-**	**-**	**433.1**	**2'188.9**	**22.0**	**22.0**
31	89.1	281.2	-	-	-	91.3	461.6	2.0	2.0
32	249.9	3.3	-	-	-	62.5	315.7	-	-
33	1'095.4	36.8	-	-	-	279.3	1'411.6	20.0	20.0
4	**937.1**	**357.6**	**2.2**	**0.0**	**182.8**	**93.0**	**1'572.7**	**-**	**-**
41	857.2	356.5	2.2	0.0	182.8	0.0	1'398.7	-	-
42	79.9	1.1	-	-	-	46.5	127.5	-	-
43	-	-	-	-	-	46.5	46.5	-	-
	5'921.7	**1'060.8**	**51.9**	**-**	**357.0**	**713.7**	**8'105.1**	**22.0**	**22.0**
	11.0	-	-	-	-	-	11.0	11.0	11.0
	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	-	-	-	108.0	-	-	108.0	-	-
	5'932.7	**1'060.8**	**51.9**	**108.0**	**357.0**	**713.7**	**8'224.1**	**33.0**	**33.0**

Projet de budget 2011 par chapitres comptables

30	Charges de personnel
31	Biens, services et marchandises
32	Intérêts passifs
33	Amortissements
34	Parts et contributions sans affectation
35	Dédommagements collectivités publiques
36	Subventions accordées
37	Subventions redistribuées
38	Attributions aux financements spéciaux
39	Imputations internes
40	Impôts
42	Revenus des biens
43	Contributions
44	Parts à des recettes & contrib. s/ affect.
45	Dédommagements de collectivités publ.
46	Subventions acquises
47	Subventions à redistribuer
48	Prélévements sur financements spéciaux
49	Imputations internes

Direction des constructions et de l'aménagement

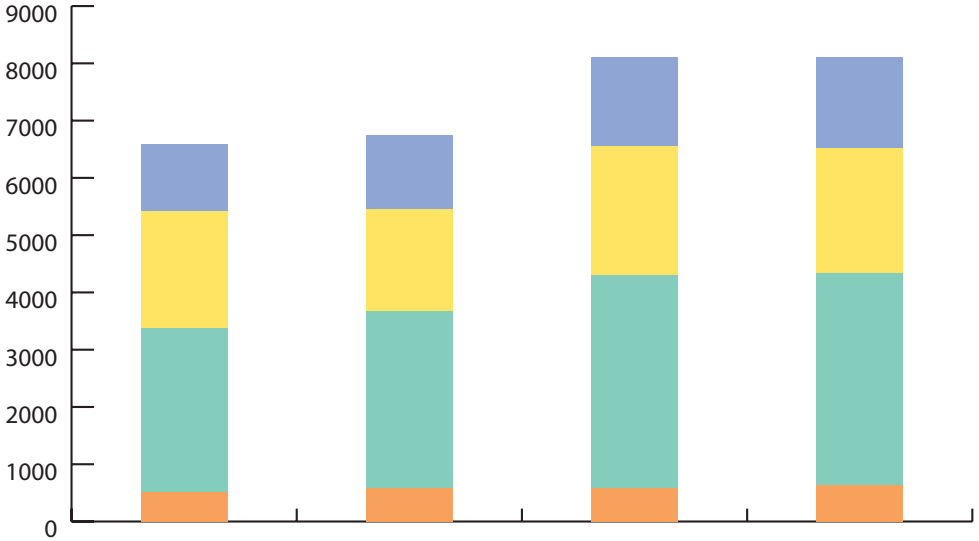
Commentaires

Selon les principes retenus pour l'ensemble des services concernés, les remboursements d'assurance pour perte de salaire ont été déduits des charges de fonctionnement (cf. « Charges et revenus présentés en diminution des revenus et des charges »). De plus, les « Charges et revenus non incorporables », ainsi que les « Subventions » n'ont pas été intégrés dans la répartition analytique.

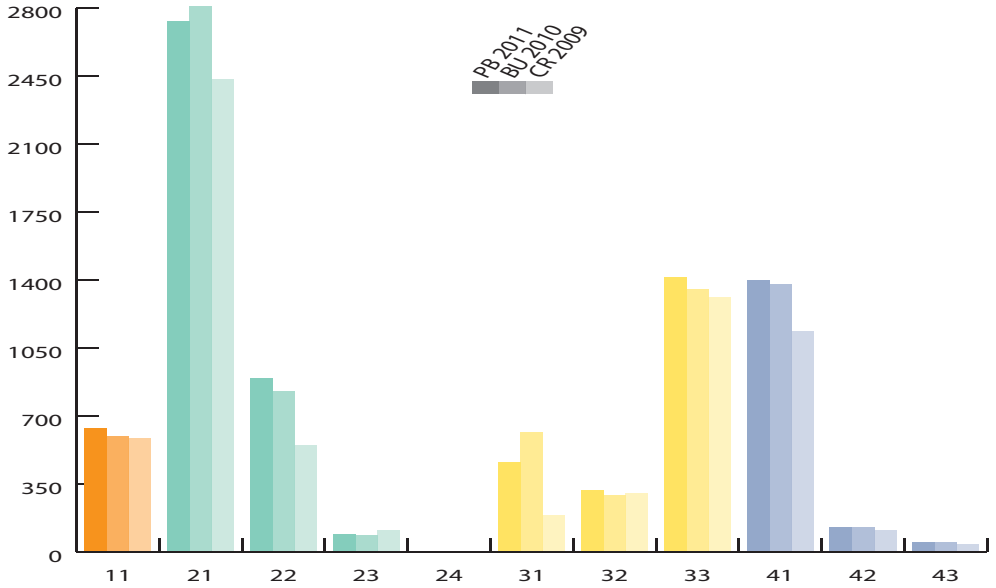
Globalement le poids des prestations est relativement stable sur les 3 exercices. L'augmentation en valeur par rapport aux comptes 2009 s'explique quant à elle par des sommes non engagées dans des mandats externes et par l'engagement tardif de personnel prévu au budget 2009.

22 L'augmentation au budget 2010 est essentiellement liée au nouveau poste de «responsable du contrôle interne».

31 Non dépensé en 2009 par rapport au montant budgété en raison du nombre de mandats externes confiés moins conséquent que prévu.



Évolution des charges et revenus par missions (en milliers de francs)



Évolution des charges par prestations (en milliers de francs)

URBANISME

Urbanisme

Missions et prestations

Missions		Prestations		Descriptions
1	**Évaluation des transformations du territoire communal et des besoins de la population**	11	Instruments d'évaluation	Conception, constitution et exploitation cartographique de bases de données sur les composantes du territoire, telles que UrbaSit, MémoCité, observatoire de la production du logement.
		12	Maquette de la Ville de Genève	Traitement des plans cadastraux, élaboration des photogrammétries et plans-maquettes pour la réalisation des modules au 1: 500 ainsi que leur mise à jour.
		13	Définition des besoins en équipements de proximité	Planification pour la Ville de Genève des équipements scolaires sur la base du potentiel à bâtir, de l'évolution de la population scolarisable et de l'inventaire des locaux disponibles en collaboration avec les services constructeurs et gestionnaires. Sous contrat de l'ACG, établissement des prévisions des effectifs scolaires et des recommandations de planification des équipements pour les 14 communes genevoises urbaines.
2	**Planification du territoire communal en application des lois et plans-cadre cantonaux et des principes du développement durable**	21	Préavis d'aménagement	À partir d'une connaissance approfondie du territoire (maquette, bases de données, visite de terrain) expertises de toute action ou événement ayant un impact sur l'aménagement et la planification : dispositions légales (ordonnances, lois, réglements, etc.), options politiques, droits de préemption, requête en autorisation de construire.
		22	Planification directrice initiée par la Ville de Genève	Élaboration, construction et mise en œuvre des instruments (directeurs et impératifs) de compétence communale, évaluation. Traitement de leurs incidences socio-politiques ainsi que simulation des conséquences foncières et financières pour la Ville de Genève.
		23	Instruments et mesures impératives de la Ville de Genève	Accompagnement technique et administratif des plans d'affectation initiés par l'autorité compétente, impliquant la rédaction du préavis technique et de la proposition du CA au CM ainsi que la mise en application de la position du pouvoir législatif.
		24	Relation mobilité — aménagement du territoire	Contribution, expertise, préavis sur la conception de la mobilité (réseaux de circulation-transport, projets d'infrastructures) et ses corrélations avec l'aménagement du territoire.
3	**Assistance, vulgarisation et échanges professionnels sur la connaissance du territoire**	31	Assistance aux instances exécutives et législatives	Apport technique et contributions administratives aux choix stratégiques du département, du CA et à la Commission de l'aménagement et de l'environnement du CM. Contribution à la cohérence du domaine « organisation urbaine » par l'organisation des séances « Politique foncière et urbanisme ».
		32	Concertation sur des projets d'aménagement	Mise en place et suivi de l'information-communication, afin d'obtenir une large adhésion collective autour des projets d'aménagement.
		33	Information et promotion pour le grand public	Mise sur pied d'événements et élaboration de documents d'information et promotionnels destinés aux professionnels de l'urbanisme, aux médias et à la population, afin de les sensibiliser à divers options et projets d'aménagement-mobilité impliquant parfois des changements de modes de vie.
		34	Échanges professionnels	Représentation de la Ville de Genève à diverses instances (Aspan, projet d'agglomération, commission consultatives, etc.), accueil de délégations et diverses contributions professionnelles (université, congrès, séminaires, etc.).

Priorités et perspectives

Le plan directeur communal (PDCom) de la Ville de Genève a été approuvé par le Conseil d'Etat le 14 octobre 2009. L'année 2010 a été principalement consacrée à mettre en œuvre les projets de logements prioritaires. L'horizon annuel pour l'établissement des objectifs est peu compatible avec les projets urbains qui, par essence, sont des processus de longue haleine. Malgré cela, le service d'urbanisme en a défini cinq, dans la lignée des objectifs du Plan directeur.

1) Certains secteurs de la ville demandent une réorientation des visions stratégiques de développement susceptibles de guider les projets ponctuels qui viennent s'y implanter. Le comblement de cette lacune devrait mieux orienter les acteurs privés dans leur discussion voire négociation avec la Ville. Une réflexion visant à établir des démarches (outils d'aménagement à mettre en place par exemple) permettrait de tenir un discours clair et cohérent. Les secteurs visés à ce stade sont : Soret, Vieusseux, Cornavin-Montbrillant, Forêt-Mervelet, Chandieu, Rosemont-Alliè-res-Petite Boissière.

Urbanisme

2) Le service d'urbanisme s'investit particulièrement dans la traduction formelle des projets de développement. La création de logements passe souvent par l'élaboration d'un plan localisé de quartier (Eidguenots, JLPrevost, Rieu-Malagnou, Eaux-Vives, Allières). Ces plans sont en général du ressort du Canton, toutefois la Ville peut prendre l'initiative. Un des objectifs consiste à prendre une part de plus en plus active dans le montage, voire le dessin, de ces projets. Cette nouvelle orientation de l'action de la Ville de Genève est susceptible de faire coïncider plus justement les plans d'affectation et les projets des constructeurs, améliorant ainsi leurs chances de réalisation.

3) Parallèlement au PDCom, l'usage veut qu'un plan directeur des chemins pour piétons (PDCP) soit établi. Ce PDCP est en cours d'élaboration et tire profit des travaux du PDCom et également du projet de la Voie Verte qui servira de colonne vertébrale à ce réseau piétons. Cet outil permettra, par le biais d'aménagements concrets, de faciliter les déplacements des 36% de ménages n'ayant pas de voitures et d'encourager encore d'autres dans cette voie.

4) Un des grands «chantiers» du service est la digitalisation des plans de la maquette. Cet outil de travail pratique pour les architectes et projeteurs doit être actualisé afin de pouvoir être transmis et utilisé dans les conditions de travail du 21e siècle. La concrétisation de cet objectif demande d'une part que la PR 717 amendée concernant la digitalisation d'une partie des plans soit votée et, d'autre part, l'acquisition du logiciel adéquat permettant au service à long terme de mettre à jour les plans digitalisés.

5) L'adoption du PDCom le 14 octobre 2009 a été l'aboutissement d'un travail soutenu au sein du service. Toutefois, ce n'est pas un but en soi: il s'agit maintenant d'organiser le suivi, ou le «monitoring», permettant ainsi de nous situer par rapport aux objectifs annoncés. Ce suivi passe par la construction d'indicateurs quantifiables et la mise sur pied d'une structure d'observation statistique.

Ces objectifs recouvrent des projets en cours ou en « gestation » qui devraient être, cas échéant, accompagnés d'une communication adaptée. La communication n'est pas un objectif en soi du service mais constitue une mesure de nature à améliorer la faisabilité des projets d'urbanisme.

Objectif	Prestation(s) concernée(s)	Indicateur	Valeur cible
Mettre en place des stratégies de réhabilitation de secteurs sensibles ou définis dans le PDCom.	22	Nombre de secteurs validés par le Département 2 et le Canton (Direction générale de l'aménagement du territoire).	2 secteurs.
Accompagner la politique de création de logements de la Ville de Genève par le montage de projets.	23 et 31	Nombre de PLQ adoptés.	5 (Eidguenots, JL Prevost, Rieu-Malagnou, Eaux-Vives, Allières).
Réviser et adopter le Plan directeur des chemins pour piétons.	22, 24 et 33	Nouvel arrêté en vigueur.	Arrêté CE avant le 31 décembre 2011.
Mettre en œuvre la digitalisation des plans de la maquette.	12	Nombre de plans digitalisés.	12 plans digitalisés.
Mettre en place un tableau de bord de pilotage des indicateurs de suivi des requêtes en autorisation de construire et en lien avec le PDCom.	11, 13 et 22	Nombre de domaines couverts.	3 domaines couverts (logements sociaux, dérogations PUS, surélévations).

Urbanisme

Charges et revenus par missions et prestations (en milliers de francs)		Projet de budget 2011				Budget 2010				Comptes 2009			
		Charges	%	Revenus	%	Charges	%	Revenus	%	Charges	%	Revenus	%
1	**Evaluation des transformations du territoire communal et des besoins de la population**	**1'039.3**	**29.2**	**24.5**	**96.1**	**954.6**	**26.5**	**24.5**	**96.1**	**929.7**	**27.7**	**24.5**	**100.0**
11	Instruments d'évaluation	489.8	13.7	-	-	380.9	10.6	-	-	470.1	14.0	-	-
12	Maquette de la Ville de Genève	434.4	12.2	-	-	429.6	11.9	-	-	404.2	12.0	-	-
13	Définition des besoins en équipements de proximité	115.1	3.2	24.5	96.1	144.2	4.0	24.5	96.1	55.3	1.6	24.5	100.0
2	**Planification du territoire communal en application des lois et plans-cadre cantonaux et des principes du développement durable**	**1'810.6**	**50.8**	**-**	**-**	**1'875.1**	**52.1**	**-**	**-**	**1'765.5**	**52.5**	**-**	**-**
21	Préavis d'aménagement	427.2	12.0	-	-	381.4	10.6	-	-	380.8	11.3	-	-
22	Planification directrice initiée par la V.ille de Genève	924.5	26.0	-	-	1'099.2	30.6	-	-	1'041.0	31.0	-	-
23	Instruments et mesures impératives de la Ville de Genève	361.9	10.2	-	-	291.9	8.1	-	-	279.1	8.3	-	-
24	Relation mobilité – aménagement du territoire	97.0	2.7	-	-	102.7	2.9	-	-	64.6	1.9	-	-
3	**Assistance, vulgarisation et échanges professionnels sur la connaissance du territoire**	**712.4**	**20.0**	**1.0**	**3.9**	**766.4**	**21.3**	**1.0**	**3.9**	**664.9**	**19.8**	**-**	**-**
31	Assistance aux instances exécutives et législatives	182.5	5.1	-	-	214.8	6.0	-	-	174.6	5.2	-	-
32	Concertation sur des projets d'aménagement	72.1	2.0	-	-	61.4	1.7	-	-	61.2	1.8	-	-
33	Information et promotion pour le grand public	234.3	6.6	1.0	3.9	280.6	7.8	1.0	3.9	236.4	7.0	-	-
34	Echanges professionnels	223.5	6.3	-	-	209.6	5.8	-	-	192.7	5.7	-	-
Total comptabilité analytique		**3'562.3**	**100.0**	**25.5**	**100.0**	**3'596.1**	**100.0**	**25.5**	**100.0**	**3'360.1**	**100.0**	**24.5**	**100.0**
Charges et revenus présentées en diminution des revenus et des charges		-		-		-		-		95.8		95.8	
Total comptabilité générale		**3'562.3**		**25.5**		**3'596.1**		**25.5**		**3'455.9**		**120.3**	

Urbanisme

	Charges par chapitres comptables						Revenus par chapitres comptables	
	30	31	33	39	Support	Total	43	Total
1	**525.8**	**205.5**	**27.1**	**2.6**	**278.3**	**1'039.3**	**24.5**	**24.5**
11	297.3	40.0	-	-	152.5	489.8	-	-
12	180.0	125.5	27.1	2.6	99.1	434.4	-	-
13	48.5	40.0	-	-	26.7	115.1	24.5	24.5
2	**862.5**	**334.3**	**202.6**	**11.3**	**399.8**	**1'810.6**	**-**	**-**
21	288.6	0.1	-	-	138.5	427.2	-	-
22	375.2	169.2	202.6	11.3	166.1	924.5	-	-
23	160.1	125.0	-	-	76.8	361.9	-	-
24	38.5	40.0	-	-	18.5	97.0	-	-
3	**292.3**	**80.1**	**-**	**3.4**	**336.6**	**712.4**	**1.0**	**1.0**
31	83.5	1.6	-		97.4	182.5	-	-
32	30.3	5.3	-	1.1	35.3	72.1	-	-
33	80.3	62.5	-	2.3	89.3	234.3	1.0	1.0
34	98.2	10.7	-	-	114.5	223.5	-	-
	1'680.6	**619.9**	**229.7**	**17.4**	**1'014.7**	**3'562.3**	**25.5**	**25.5**
	-	-	-	-	-	-	-	-
	1'680.6	**619.9**	**229.7**	**17.4**	**1'014.7**	**3'562.3**	**25.5**	**25.5**

Projet de budget 2011 par chapitres comptables

30	Charges de personnel
31	Biens, services et marchandises
32	Intérêts passifs
33	Amortissements
34	Parts et contributions sans affectation
35	Dédommagements collectivités publiques
36	Subventions accordées
37	Subventions redistribuées
38	Attributions aux financements spéciaux
39	Imputations internes
40	Impôts
42	Revenus des biens
43	Contributions
44	Parts à des recettes & contrib. s/ affect.
45	Dédommagements de collectivités publ.
46	Subventions acquises
47	Subventions à redistribuer
48	Prélévements sur financements spéciaux
49	Imputations internes

Urbanisme

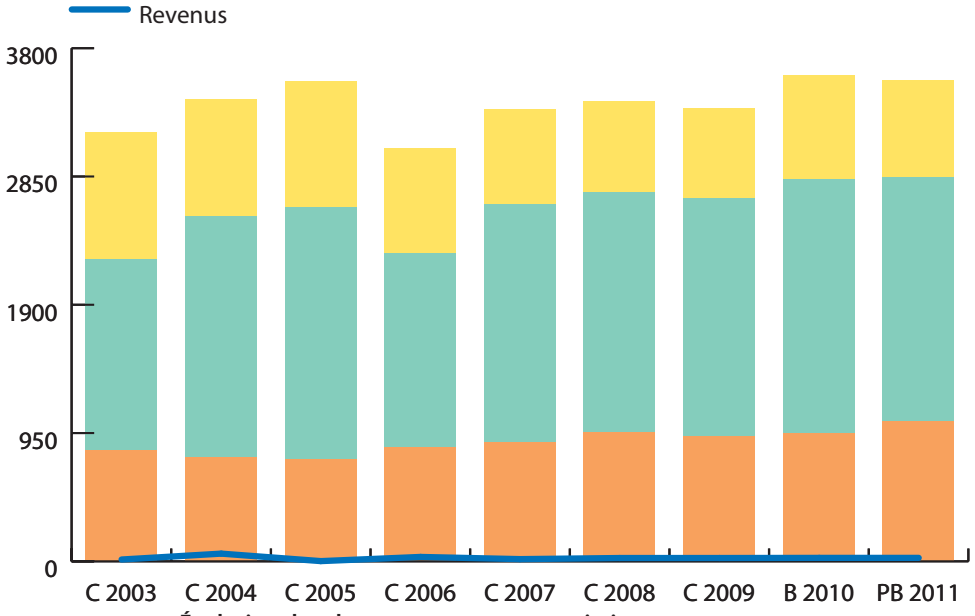
Commentaires

Selon les principes retenus pour l'ensemble des services concernés, les remboursements d'assurance pour perte de salaire ont été déduits des charges de fonctionnement (cf. « Charges et revenus présentés en diminution des revenus et des charges »).

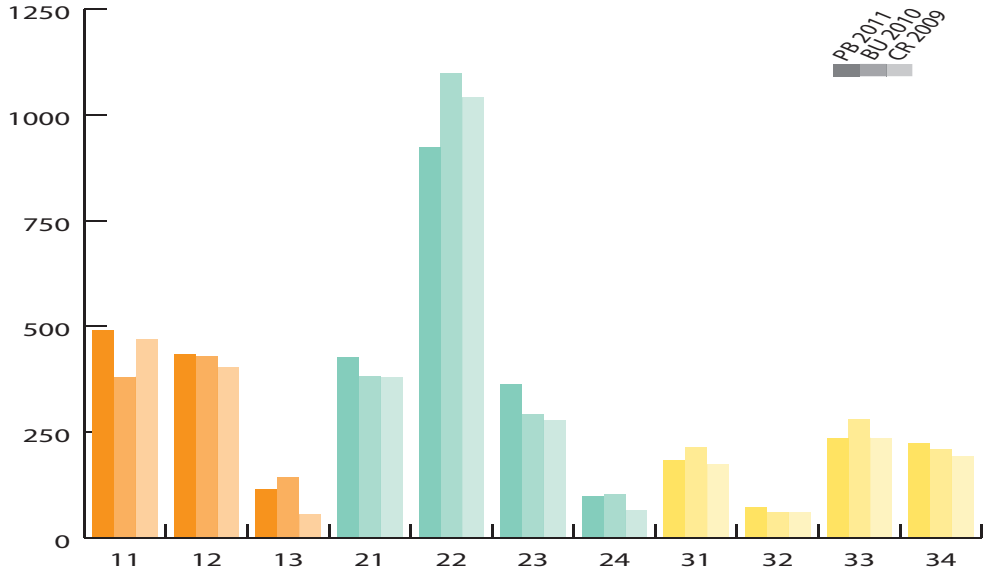
1 L'augmentation de la part de cette mission est due principalement à la mise en œuvre des indicateurs de suivi du Plan Directeur Communal (voir objectifs 2011).
Par ailleurs, la frontière entre la mission 1 et la mission 2 en ce qui concerne les indicateurs est très perméable.

2 La légère diminution provient de la baisse de la prestation 2200 (planification directrice initiée par la Ville de Genève) suite à l'adoption du Plan Directeur Communal le 14 octobre 2009.

3 L'importance de la mission 3 reste stable.



Évolution des charges et revenus par missions (en milliers de francs)



Évolution des charges par prestations (en milliers de francs)

ARCHITECTURE

Architecture

Missions et prestations

Missions		Prestations		Descriptions
1	**Construire et rénover le patrimoine immobilier de la Ville de Genève**	11	Élaborer des études de faisabilité	Élaborer des études de faisabilité, des programmes pour les services utilisateurs et établir les chiffrages et la planification.
		12	Planifier, coordonner et gérer les crédits d'étude	Planifier, coordonner et gérer les crédits d'étude jusqu'au devis général et l'établissement de la demande de crédit de construction ou l'abandon du projet. Organiser les concours d'architecture et les procédures d'appel d'offres.
		13	Planifier, coordonner et gérer les crédits de réalisation	Planifier, coordonner et gérer les opérations de construction ou de rénovation. Assurer la documentation, le suivi financier, le bouclement final du crédit voté et l'archivage du dossier.
		14	Participer à l'élaboration d'une stratégie commune aux services d'architecture, des bâtiments et de l'énergie en matière de rénovation, d'énergie et de sécurité	Participer à l'élaboration de la stratégie, du PFI, des tableaux de bord et autres documents communs du département. Collaborer avec les services des bâtiments et de l'énergie à l'évolution du patrimoine immobilier en vue, notamment, de la réduction des coûts d'entretien et d'énergie, ainsi que la promotion de l'utilisation de matériaux écologiques, etc. Participer aux documents généraux et à la communication du département.
2	**Conduire pour la fondation de la Ville de Genève pour le logement social les projets de rénovation et de construction d'immeubles**	21	Élaborer des études de faisabilité, planifier, coordonner et gérer les budgets d'études et de réalisation	Élaborer des études de faisabilité et/ou des programmes ainsi que leur chiffrage et leur planification. Organiser les procédures d'appel d'offres. Planifier, coordonner et gérer les budgets d'étude et de réalisation, assurer leur suivi financier et leur bouclement final.
3	**Établir les préavis architecturaux**	31	Traiter les requêtes en autorisation de construire	Examiner, du point de vue de l'architecture et de l'habitabilité les requêtes en autorisation de construire déposées sur le territoire communal et rédiger les propositions de préavis à l'intention de la Direction du département.

Priorités et perspectives

Dans le cadre des objectifs prioritaires du service d'architecture, l'année 2011 va permettre la réalisation de logements sociaux et la concrétisation de 5 équipements culturels d'importance.

Pour le logement, les objectifs seront atteints par la poursuite des rénovations d'immeubles vétustes figurant à l'inventaire des rénovations prioritaires et par la construction d'immeubles.

Une assistance à la réalisation de nouveaux logements par la Fondation Ville de Genève pour le logement social (FVGLS) est également prévue sur la base du contrat d'assistance conclu en 2010.

En 2011, les opérations de logement suivantes seront en chantier :

- Cité-de-la-Corderie 10 ;
- Giuseppe-Motta 20 ;
- Industrie 8, 11 et 12 ;
- Place Saint-François 4 – Villa Freundler ;
- Etuves 15 et Grenus 2.

Les projets suivants seront à l'étude :

- Lausanne 27 et 27A ;
- Grottes 21 – Louis-Favre 24bis ;
- Tour-de-Boël 7 ;
- Servette 36.

Il convient de noter que la construction de l'immeuble Louis-Favre 24bis et la surélévation de l'immeuble Lausanne 27 permettront la concrétisation d'environ 20 nouveaux logements totalisant une centaine de pièces.

L'immeuble 27A sera destiné pour sa part à des ateliers d'artistes.

Architecture

Les infrastructures culturelles telles que l'agrandissement des Conservatoire et jardin botaniques ainsi que le Musée d'ethnographie seront en chantier. Cinq autres infrastructures seront à l'étude :

- Agrandissement et réaménagement du Musée d'art et d'histoire ;
- Rénovation et aménagement de la salle de l'Alhambra ;
- Construction de la Nouvelle Comédie ;
- Construction des dépôts pour les collections patrimoniales – Carré Vert ;
- Rénovation de l'herbier des Conservatoire et jardin botaniques à La Console.

En parallèle, l'étude et la construction ou rénovation d'autres équipements tels que des espaces de vie enfantine et d'écoles se poursuivront. Les opérations suivantes seront en chantier :

- Construction d'un espace de quartier au Foyer de Sécheron ;
- Aménagement de l'espace de vie enfantine à la rue du Cendrier 1-3 ;
- Rénovation de l'école de Saint-Jean 12.

Seront à l'étude :

- La rénovation de l'école des Crêts-de-Champel 40 ;
- La construction de l'espace de vie enfantine Cluses-Violette ;
- La surélévation de l'espace de vie enfantine de Chateaubriand ;
- La construction de la salle de gymnastique à l'école des Cropettes ;
- L'agrandissement et la rénovation de l'espace de vie enfantine rue Lamartine 2.

Le garage à vélos provisoire situé derrière la gare Cornavin sera également étudié.

Deux concours seront organisés :

- La construction d'un groupe scolaire, d'un espace de vie enfantine et d'un bassin de natation rue de Chandieu ;
- La construction d'un immeuble de logements rue des Grottes 8-10, Amis 9.

Une collaboration étroite avec le service de l'énergie permettra de trouver des solutions innovantes pour les constructions neuves et les rénovations.

Ainsi, plusieurs bâtiments utiliseront uniquement des énergies 100% renouvelables et des hautes performances énergétiques seront atteintes pour des immeubles rénovés comme Cité-de-la-Corderie 10 et Industrie 8, 11 et 12. Les immeubles neufs atteindront le standard Minergie et 2 nouvelles constructions répondront au standard Minergie P.

Enfin, le service d'architecture poursuivra le traitement des préavis des autorisations de construire déposées sur le territoire communal.

Objectif	Prestation(s) concernée(s)	Indicateur	Valeur cible
Déposer des demandes de crédit d'investissement pour des bâtiments à construire ou à rénover.	12 et 13	Nombre de demandes de crédits pour des bâtiments déposées.	7
Gérer des constructions ou des rénovations de logements et de bâtiments à usage public.	13 et 21	Nombre d'immeubles de logements en chantier en 2011.	8
Poursuivre et terminer la rénovation des immeubles très vétustes ou à faible performance énergétique du patrimoine immobilier de la Ville de Genève..	14 et 21	Nombre de bâtiments avec indice de dégradation inférieur à 0.5 (état 2011).	4
Construire ou rénover au plus près des labels « Minergie » ou « 100 % renouvelable ».	11, 12, 13, 14 et 21	Pourcentage de nouvelles constructions avec label Minergie ou 100 % renouvelable.	70%
Etablir les propositions de préavis architecturaux.	31	Pourcentage de réalisation de l'objectif.	100%

Architecture

Charges et revenus par missions et prestations (en milliers de francs)		Projet de budget 2011				Budget 2010				Comptes 2009			
		Charges	%	Revenus	%	Charges	%	Revenus	%	Charges	%	Revenus	%
1	**Construire et rénover le patrimoine immobilier de la Ville de Genève**	**3'203.1**	**94.9**	**670.0**	**93.1**	**3'167.3**	**94.8**	**600.0**	**92.3**	**2'774.6**	**96.3**	**662.1**	**100.0**
11	Élaborer des études de faisabilité	344.1	10.2	-	-	346.1	10.4	-	-	302.9	10.5	-	-
12	Planifier, coordonner et gérer les crédits d'étude	1'367.3	40.5	-	-	1'418.5	42.5	-	-	1'310.4	45.5	-	-
13	Planifier, coordonner et gérer les crédits de réalisation	1'383.6	41.0	670.0	93.1	1'298.4	38.9	600.0	92.3	1'057.4	36.7	662.1	100.0
14	Participer à l'élaboration d'une stratégie commune aux services d'architecture, des bâtiments et de l'énergie en matière de rénovation, d'énergie et de sécurité	108.1	3.2	-	-	104.3	3.1	-	-	103.8	3.6	-	-
2	**Conduire pour la fondation de la Ville de Genève pour le logement social les projets de rénovation et de construction d'immeubles**	**54.2**	**1.6**	**50.0**	**6.9**	**54.2**	**1.6**	**50.0**	**7.7**	**-**	**-**	**-**	**-**
21	Élaborer des études de faisabilité, planifier, coordonner et gérer les budgets d'études et de réalisation	54.2	1.6	50.0	6.9	54.2	1.6	50.0	7.7	-	-	-	-
3	**Établir les préavis architecturaux**	**118.9**	**3.5**	**-**	**-**	**118.0**	**3.5**	**-**	**-**	**107.3**	**3.7**	**-**	**-**
31	Traiter les requêtes en autorisation de construire	118.9	3.5	-	-	118.0	3.5	-	-	107.3	3.7	-	-
Total comptabilité analytique		**3'376.2**	**100.0**	**720.0**	**100.0**	**3'339.4**	**100.0**	**650.0**	**100.0**	**2'881.9**	**100.0**	**662.1**	**100.0**
Charges et revenus non incorporables		240.0		-		-		-		-0.2		-	
Total comptabilité générale		**3'616.2**		**720.0**		**3'339.4**		**650.0**		**2'881.7**		**662.1**	

Architecture

	Charges par chapitres comptables						Revenus par chapitres comptables	
	30	31	33	39	Support	Total	43	Total
1	**1'986.0**	**187.3**	**8.5**	**63.5**	**957.7**	**3'203.1**	**670.0**	**670.0**
11	236.2	22.3	1.0	7.6	77.1	344.1	-	-
12	895.5	84.4	3.9	28.6	354.9	1'367.3	-	-
13	806.8	76.1	3.5	25.8	471.4	1'383.6	670.0	670.0
14	47.6	4.5	0.2	1.5	54.4	108.1	-	-
2	**37.1**	**1.8**	**0.2**	**1.2**	**14.0**	**54.2**	**50.0**	**50.0**
21	37.1	1.8	0.2	1.2	14.0	54.2	50.0	50.0
3	**85.4**	**4.2**	**0.4**	**2.7**	**26.2**	**118.9**	**-**	**-**
31	85.4	4.2	0.4	2.7	26.2	118.9	-	-
	2'108.6	**193.2**	**9.1**	**67.4**	**997.9**	**3'376.2**	**720.0**	**720.0**
	-	240.0	-	-	-	240.0	-	-
	2'108.6	**433.2**	**9.1**	**67.4**	**997.9**	**3'616.2**	**720.0**	**720.0**

Projet de budget 2011 par chapitres comptables

30	Charges de personnel
31	Biens, services et marchandises
32	Intérêts passifs
33	Amortissements
34	Parts et contributions sans affectation
35	Dédommagements collectivités publiques
36	Subventions accordées
37	Subventions redistribuées
38	Attributions aux financements spéciaux
39	Imputations internes
40	Impôts
42	Revenus des biens
43	Contributions
44	Parts à des recettes & contrib. s/ affect.
45	Dédommagements de collectivités publ.
46	Subventions acquises
47	Subventions à redistribuer
48	Prélévements sur financements spéciaux
49	Imputations internes

Architecture

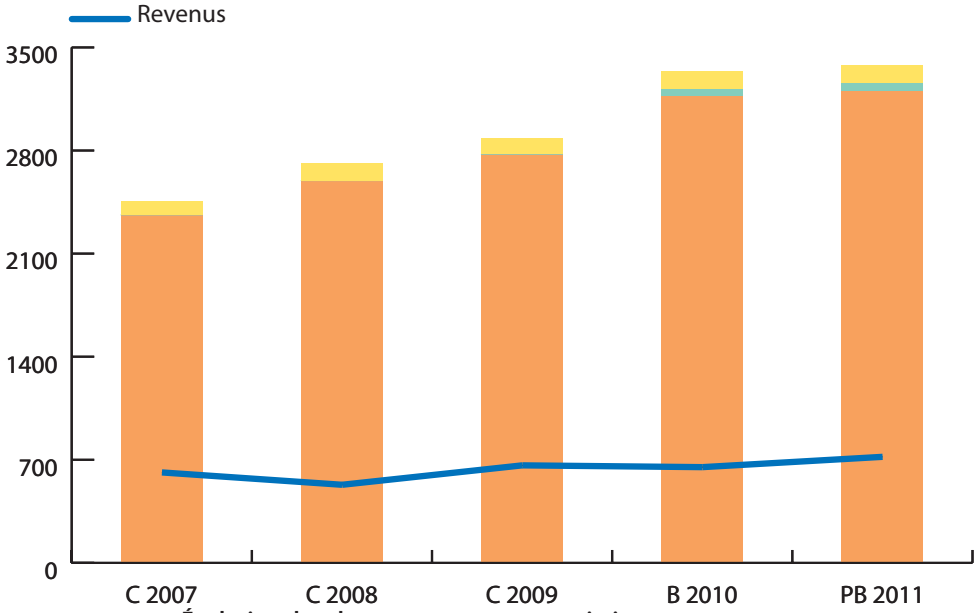
Commentaires

Selon les principes retenus pour l'ensemble des services concernés, les « Charges et revenus non incorporables » n'ont pas été intégrés dans la répartition analytique.

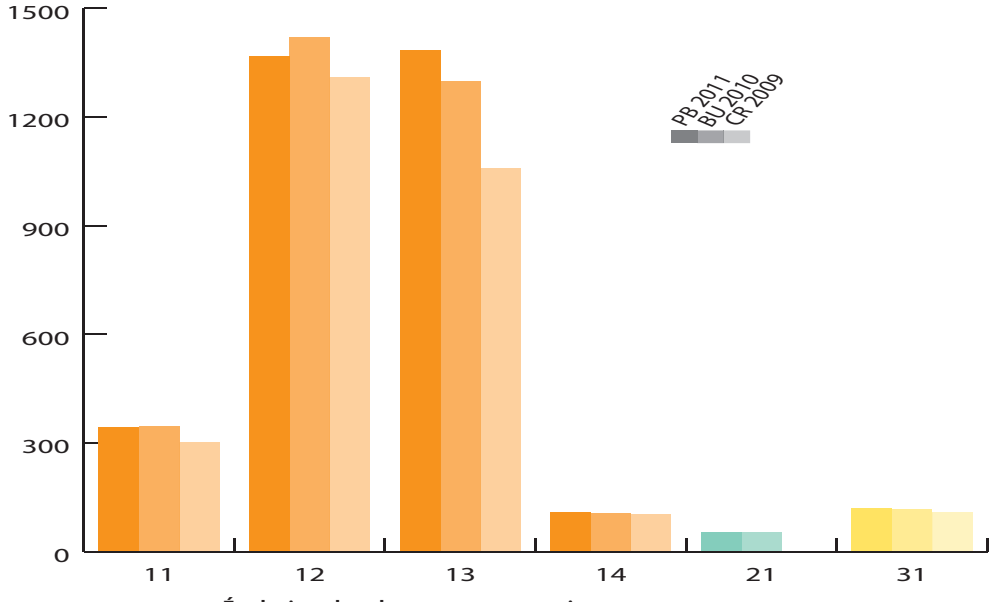
L'ensemble des activités du service reste stable.

Un certain nombre d'études se concluant fin 2010 ou début 2011, la part des crédits de réalisation augmente.

Les prestations d'assistance à la Fondation de la Ville de Genève pour le logement social devraient débuter en 2010 et se concrétiser en 2011.



Évolution des charges et revenus par missions (en milliers de francs)



Évolution des charges par prestations (en milliers de francs)

BÂTIMENTS

Bâtiments

Missions et prestations

Missions		Prestations		Descriptions
1	**Gestion, entretien, rénovation du patrimoine immobilier**	11	Entretenir et gérer le patrimoine financier	Analyses, décisions et planification des interventions, ainsi qu'études et gestion des rénovations et transformations avec ou sans mandataires en coordination avec les services bénéficiaires ; représentation du maître de l'ouvrage, maîtrise et contrôle des coûts et de la bienfacture des travaux, suivi des engagements envers les locataires (durée des interventions, rapports avec les occupant-e-s), gestion des contrats soit dans le cadre du budget de fonctionnement, soit par des crédits d'investissements.
		12	Entretenir et gérer le patrimoine administratif	Analyses, décisions et planification des interventions, ainsi qu'études et gestion des rénovations et transformations avec ou sans mandataires en coordination avec les services bénéficiaires ; représentation du maître de l'ouvrage, maîtrise et contrôle des coûts et de la bienfacture des travaux, suivi des engagements envers les locataires (durée des interventions, rapports avec les occupant-e-s), gestion des contrats soit dans le cadre du budget de fonctionnement, soit par des crédits d'investissements.
		13	Analyses	Recensement des états de dégradation des bâtiments avec les outils informatiques MER, MERIP, EPIQUR et STRATUS. Les critères de dégradation ou de maintenance sont remis à jour en fonction des interventions entreprises, d'où une planification plus proche de la réalité et une meilleure vision à long terme des sommes et crédits à engager.
		14	Études	Préparation des programmes d'étude, réalisation d'études de faisabilité, d'avant-projets, de projets et plans d'exécution du service, préparation des dossiers d'autorisation de construire, gestion et archivage des plans et dossiers répertoriés et conservés. Gestion de la documentation technique du service.
		15	Atelier CAD	Numérisation des plans des immeubles de la Ville de Genève. Mise à jour de la base de données accessible par les mandataires.
2	**Sécurité**	21	Assurer la sécurité des personnes et des biens	Gestion et application des concepts de sécurité sur la base des normes cantonales et fédérales en vigueur, ainsi que celles des assurances. Les concepts de sécurité s'appliquent aux personnes et aux biens dans les immeubles propriété de la Ville de Genève et dans les locaux loués par la Ville de Genève accueillant du public.

Bâtiments

Priorités et perspectives

Le Service des bâtiments poursuit sa mission principale qui est l'entretien du patrimoine, au quotidien comme à moyen et long terme. Les interventions quotidiennes sont essentiellement liées à des dépannages, réparations et autres interventions dites d'urgence donc non-planifiables. Les interventions à moyen ou long terme sont des opérations de plus grandes envergures qui découlent de diagnostics et de contrôles des besoins, et qui font en conséquence l'objet de mises au point, autorisations si nécessaire, devis ou mise en soumission, planification, le tout en étroite collaboration avec les bénéficiaires.

L'accent est porté sur une collaboration multi-orientée (Gérance immobilière municipale, Directions de départements, locataires, services utilisateurs, comptabilité générale, Direction des systèmes d'information et de communication, etc.).

L'année 2011 verra la mise en route de la première opération de rénovation d'enveloppe d'un grand ensemble de logements des années 60 de même que les ouvertures de chantiers dans les quartiers des Grottes et de St Gervais.

Objectif	Prestation(s) concernée(s)	Indicateur	Valeur cible
Réduire le nombre d'immeubles du patrimoine financier situés en dessous de l'indice 0.5 (niveau de dégradation des bâtiments).	11 et 14	Nombre de PR déposées.	4 PR déposées au 31.12.2011.
Poursuivre la politique de rénovation du patrimoine public et adminsitratif.	12, 14 et 21	Nombre de PR déposées en 2011.	10 PR déposées au 31.12.2011.
Poursuivre la numérisation des plans des bâtiments.	15	Taux de traitement de dossiers scannés.	90% des dossiers sont scannés.

Bâtiments

Charges et revenus par missions et prestations	Projet de budget 2011				Budget 2010				Comptes 2009			
(en milliers de francs)	Charges	%	Revenus	%	Charges	%	Revenus	%	Charges	%	Revenus	%
1 Gestion, entretien, rénovation du patrimoine immobilier	**5'071.7**	**91.9**	**1'566.7**	**100.0**	**4'733.9**	**91.2**	**1'350.0**	**100.0**	**4'241.6**	**92.2**	**1'576.8**	**100.0**
11 Entretenir et gérer le patrimoine financier	1'903.8	34.5	722.7	46.1	1'750.4	33.7	727.5	53.9	1'578.8	34.3	723.6	45.9
12 Entretenir et gérer le patrimoine administratif	1'677.3	30.4	844.0	53.9	1'644.5	31.7	622.5	46.1	1'380.4	30.0	853.2	54.1
13 Analyses	313.7	5.7	-	-	319.9	6.2	-	-	273.0	5.9	-	-
14 Études	686.7	12.4	-	-	450.9	8.7	-	-	508.6	11.1	-	-
15 Atelier CAD	490.2	8.9	-	-	568.3	11.0	-	-	501.0	10.9	-	-
2 Sécurité	**445.0**	**8.1**	**-**	**-**	**455.1**	**8.8**	**-**	**-**	**359.7**	**7.8**	**-**	**-**
21 Assurer la sécurité des personnes et des biens	445.0	8.1	-	-	455.1	8.8	-	-	359.7	7.8	-	-
Total comptabilité analytique	**5'516.7**	**100.0**	**1'566.7**	**100.0**	**5'189.1**	**100.0**	**1'350.0**	**100.0**	**4'601.3**	**100.0**	**1'576.8**	**100.0**
Charges et revenus présentés en diminution des revenus et des charges	-		-		-		-		23.2		23.2	
Charges et revenus non incorporables	142.5		-		596.4		-		255.3		-	
Total comptabilité générale	**5'659.1**		**1'566.7**		**5'785.5**		**1'350.0**		**4'879.9**		**1'600.1**	

Bâtiments

	Charges par chapitres comptables						Revenus par chapitres comptables		
	30	31	33	39	Support	Total	43	49	Total
1	**3'418.9**	**133.5**	**-**	**52.0**	**1'467.3**	**5'071.7**	**870.0**	**696.6**	**1'566.7**
11	1'292.3	30.8	-	26.0	554.7	1'903.8	130.5	592.2	722.7
12	1'087.2	97.5	-	26.0	466.6	1'677.3	739.5	104.5	844.0
13	218.8	1.0	-	-	93.9	313.7	-	-	-
14	478.6	2.7	-	-	205.4	686.7	-	-	-
15	341.9	1.5	-	-	146.7	490.2	-	-	-
2	**351.5**	**1.5**	**-**	**-**	**92.0**	**445.0**	**-**	**-**	**-**
21	351.5	1.5	-	-	92.0	445.0	-	-	-
	3'770.3	**135.0**	**-**	**52.0**	**1'559.3**	**5'516.7**	**870.0**	**696.6**	**1'566.7**
	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	-	-	131.5	11.0	-	142.5	-	-	-
	3'770.3	**135.0**	**131.5**	**63.0**	**1'559.3**	**5'659.1**	**870.0**	**696.6**	**1'566.7**

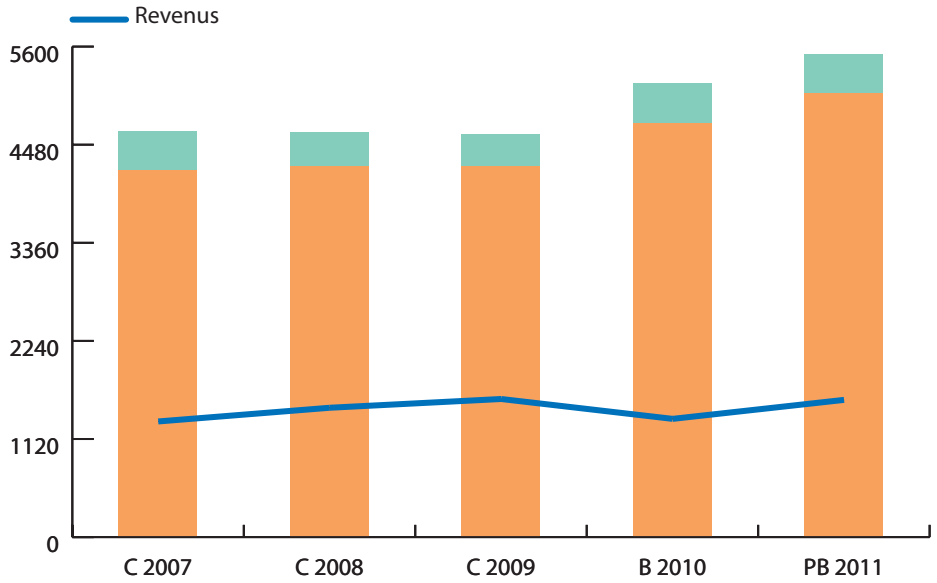
Projet de budget 2011 par chapitres comptables

30	Charges de personnel
31	Biens, services et marchandises
32	Intérêts passifs
33	Amortissements
34	Parts et contributions sans affectation
35	Dédommagements collectivités publiques
36	Subventions accordées
37	Subventions redistribuées
38	Attributions aux financements spéciaux
39	Imputations internes
40	Impôts
42	Revenus des biens
43	Contributions
44	Parts à des recettes & contrib. s/ affect.
45	Dédommagements de collectivités publ.
46	Subventions acquises
47	Subventions à redistribuer
48	Prélévements sur financements spéciaux
49	Imputations internes

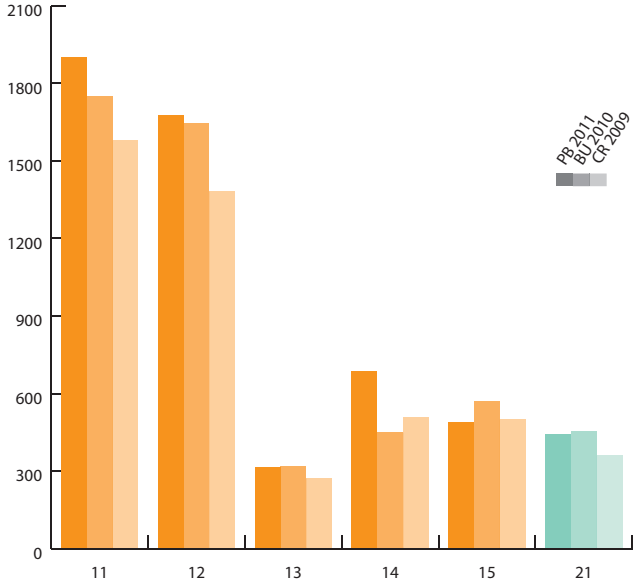
Bâtiments

Commentaires

Selon les principes retenus pour l'ensemble des services concernés, les remboursements d'assurance pour perte de salaire ont été déduits des charges de fonctionnement (cf. « Charges et revenus présentés en diminution des revenus et des charges »). De plus, les « Charges et revenus non incorporables » n'ont pas été intégrés dans la répartition analytique.



Évolution des charges et revenus par missions (en milliers de francs)



Évolution des charges par prestations (en milliers de francs)

ÉNERGIE

Énergie

Missions et prestations

Missions		Prestations		Descriptions
1	**Assurer la maintenance d'exploitation des installations thermiques du patrimoine immobilier de la Ville de Genève**	11	Logistique et maintenance	Planification, organisation, distribution et contrôle des tâches de maintenance et d'entretien liées à la gestion du patrimoine - gestion des contrats - achat des combustibles - achat des marchandises.
		12	Conduite et surveillance	Travaux de conduite et surveillance des installations de chauffage et de ventilation, suivi des consommations de combustible.
		13	Entretien et transformations	Travaux d'entretien et de transformation d'installations. Planification, mise en œuvre et suivi de travaux de transformation d'installations liés à des obligations légales, exécutés par des tiers.
2	**Application d'une politique énergétique basée sur la maîtrise des consommations, l'utilisation rationnelle des ressources, le développement et la valorisation des énergies renouvelables**	21	Ingénierie, recherche et développement	Appui technique auprès des services municipaux et de la Fondation de la Ville de Genève pour le logement social (FVGLS), lors de projets de construction ou de rénovation de bâtiments - analyses et études générales en relation avec le développement durable et la protection de l'environnement. Développement de méthodes originales en matière de gestion énergétique ou environnementale - évaluation de nouveaux produits - planification, réalisation et suivi d'installations pilotes ou de démonstration. Appui à la politique énergétique cantonale et fédérale - participation à des groupes de travail externes à l'administration - mise à disposition de tiers des compétences du service - audits, analyses et expertises hors patrimoine Ville de Genève.
		22	Maîtrise de l'énergie et développement des énergies renouvelables	Mise en œuvre de la politique de maîtrise des consommations et de développement des énergies renouvelables, études, réalisation et suivi de projets.
		23	Information et communication	Promotion interne et externe des activités du service - rédaction de publications - gestion du site Internet - participation en tant que conférencier à des séminaires, cours et conférences.
		24	Politique climatique municipale	Coordination et intégration des politiques en matière d'énergie, de mobilité, d'urbanisme, de construction et d'aménagement au sein d'une politique globale. Conduite des processus de labellisation « Cité de l'énergie » et « European Energy Award ».

Énergie

Priorités et perspectives

La Ville de Genève souhaite maintenir un niveau élevé en ce qui concerne les investissements dans le domaine de la politique énergétique et climatique.

S'agissant des besoins en chaleur, la Ville de Genève continuera à mettre en œuvre la stratégie générale « 100% renouvelable en 2050 » et à œuvrer afin :

- D'augmenter la performance énergétique des bâtiments et de la qualité thermique de leur enveloppe ;
- De développer des stratégies énergétiques de sites ou de quartier ;
- De mettre en œuvre de nouvelles solutions d'approvisionnement en énergies, telles que la récupération de la chaleur des eaux usées ou des rejets de chaleur de tiers ;
- Du renforcer les cadences de rénovation des chaufferies.

En matière d'électricité, le service de l'énergie a proposé en 2010 une stratégie générale, visant à diminuer les consommations et à renforcer de manière équilibrée la production d'électricité renouvelable et locale. En 2011, il s'agira de la déployer, tout en continuant par ailleurs à collaborer aux autres diverses réalisations en cours telles que la mise en œuvre de la stratégie « Éclairer mieux, consommer moins ».

Enfin une stratégie générale sur l'eau sera élaborée en collaboration avec le SEVE et proposée au CA.

Objectif	Prestation(s) concernée(s)	Indicateur	Valeur cible
Poursuite de la mise en œuvre de la stratégie générale « 100% renouvelable en 2050 ».	Toutes	% d'énergie renouvelable pour l'approvisionnement en chaleur.	Pour 2011: 6% d'énergie renouvelable pour l'approvisionnement en chaleur.
Respecter les engagements pris par la Ville de Genève en matière de réduction des émissions de CO2.	Toutes	Réduction du volume de CO2 par rapport à 2005.	Réduction de 2'740 tonnes.
Mise en œuvre de la stratégie électrique visant à diminuer la consommation et à renforcer de manière équilibrée la production d'électricité renouvelable et locale	21 et 22	Obtention des moyens de financement et démarrage des premiers projets.	Attribution des crédits et projets démarrés.
Mise en œuvre de la stratégie générale adoptée en matière de politique énergétique et climatique.	24	% d'avancement du plan d'action.	30% d'avancement du plan d'action, tous projets confondus.

Énergie

Charges et revenus par missions et prestations (en milliers de francs)		Projet de budget 2011				Budget 2010				Comptes 2009			
		Charges	%	Revenus	%	Charges	%	Revenus	%	Charges	%	Revenus	%
1	**Assurer la maintenance d'exploitation des installations thermiques du patrimoine immobilier de la Ville de Genève**	**4'248.9**	**71.4**	**1'782.0**	**98.5**	**4'089.6**	**72.0**	**1'785.2**	**99.4**	**3'691.7**	**72.6**	**1'767.1**	**97.2**
11	Logistique et maintenance	1'207.2	20.3	362.2	20.0	1'105.0	19.5	339.1	18.9	1'104.7	21.7	423.0	23.3
12	Conduite et surveillance	2'250.2	37.8	1'397.8	77.3	2'203.3	38.8	1'437.3	80.0	1'879.0	37.0	1'301.9	71.6
13	Entretien et transformations	791.6	13.3	22.1	1.2	781.3	13.8	8.8	0.5	708.1	13.9	42.2	2.3
2	**Application d'une politique énergétique basée sur la maîtrise des consommations, l'utilisation rationnelle des besoins, le développement et la valorisation des énergies renouvelables**	**1'699.7**	**28.6**	**27.0**	**1.5**	**1'588.3**	**28.0**	**10.8**	**0.6**	**1'391.2**	**27.4**	**51.6**	**2.8**
21	Ingénierie, recherche & développement	919.3	15.5	-	-	908.3	16.0	-	-	790.2	15.5	-	-
22	Maîtrise de l'énergie et développement des énergies renouvelables	460.9	7.7	27.0	1.5	365.8	6.4	10.8	0.6	341.5	6.7	51.6	2.8
23	Information et communication	82.6	1.4	-	-	81.3	1.4	-	-	67.8	1.3	-	-
23	Politique climatique municipale	236.9	4.0	-	-	232.9	4.1	-	-	191.7	3.8	-	-
Total comptabilité analytique		**5'948.6**	**100.0**	**1'809.0**	**100.0**	**5'677.9**	**100.0**	**1'796.0**	**100.0**	**5'082.9**	**100.0**	**1'818.7**	**100.0**
Charges et revenus présentés en diminution des revenus et des charges		-		-		-		-		5.6		5.6	
Charges et revenus non incorporables		-		-		-		-		-11.5		-	
Total comptabilité générale		**5'948.6**		**1'809.0**		**5'677.9**		**1'796.0**		**5'077.0**		**1'824.3**	

Énergie

	Charges par chapitres comptables						Revenus par chapitres comptables			
	30	31	33	39	Support	Total	43	49	Support	Total
1	**2'164.5**	**814.9**	**121.3**	**21.3**	**1'126.9**	**4'248.9**	**1'383.1**	**398.0**	**1.0**	**1'782.0**
11	333.2	699.8	-	-	174.2	1'207.2	362.0	-	0.2	362.2
12	1'454.7	39.9	-	-	755.6	2'250.2	999.0	398.0	0.8	1'397.8
13	376.6	75.3	121.3	0.0	197.1	791.6	22.1	-	0.0	22.1
2	**913.1**	**71.3**	**224.8**	**39.5**	**451.1**	**1'699.7**	**25.5**	**-**	**1.5**	**27.0**
21	589.5	24.4	-	-	305.5	919.3	-	-	-	-
22	127.1	3.1	224.8	39.5	66.4	460.9	25.5	-	1.5	27.0
23	49.1	9.2	-	-	24.3	82.6	-	-	-	-
23	147.4	34.6	-	-	55.0	236.9	-	-	-	-
	3'077.6	**886.2**	**346.0**	**60.8**	**1'578.0**	**5'948.6**	**1'408.6**	**398.0**	**2.4**	**1'809.0**
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	3'077.6	**886.2**	**346.0**	**60.8**	**1'578.0**	**5'948.6**	**1'408.6**	**398.0**	**2.4**	**1'809.0**

Projet de budget 2011 par chapitres comptables

30	Charges de personnel
31	Biens, services et marchandises
32	Intérêts passifs
33	Amortissements
34	Parts et contributions sans affectation
35	Dédommagements collectivités publiques
36	Subventions accordées
37	Subventions redistribuées
38	Attributions aux financements spéciaux
39	Imputations internes
40	Impôts
42	Revenus des biens
43	Contributions
44	Parts à des recettes & contrib. s/ affect.
45	Dédommagements de collectivités publ.
46	Subventions acquises
47	Subventions à redistribuer
48	Prélévements sur financements spéciaux
49	Imputations internes

Énergie

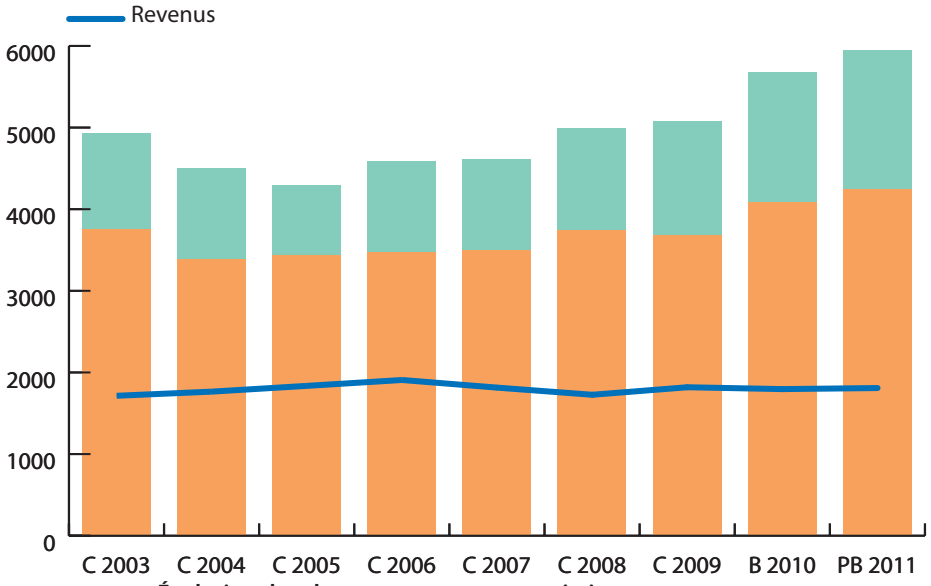
Commentaires

Selon les principes retenus pour l'ensemble des services concernés, les remboursements d'assurance pour perte de salaire ont été déduits des charges de fonctionnement (cf. « Charges et revenus présentés en diminution des revenus et des charges »). De plus, les « Charges et revenus non incorporables » n'ont pas été intégrés dans la répartition analytique.

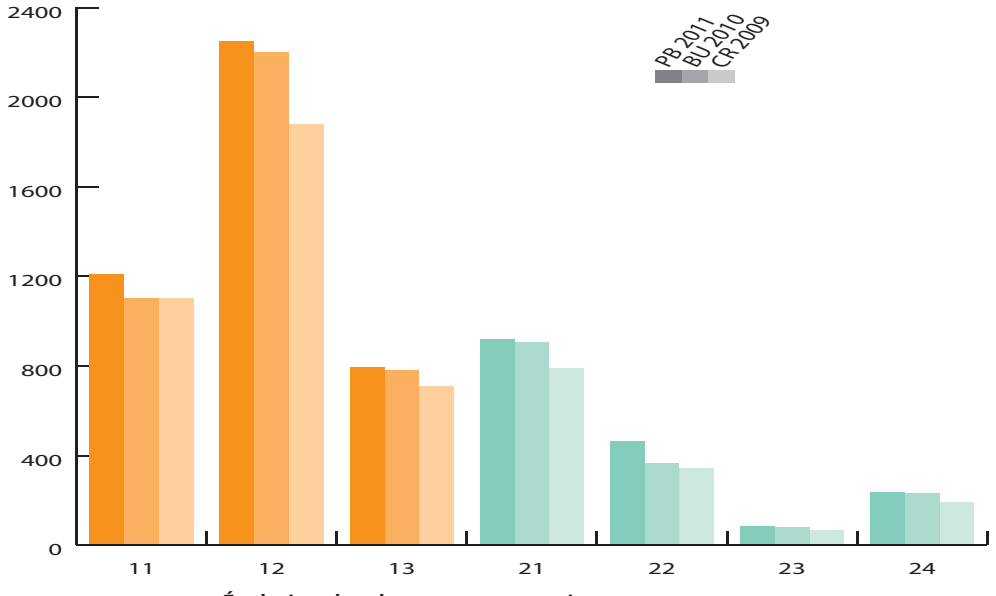
Les charges du Service de l'énergie sont en augmentation pour le projet de budget 2011 par rapport aux comptes 2009.

80% de ce montant, soit environ CHF 680'000.-, correspondent aux charges du personnel. Comme pour les années précédentes, il ne s'agit pas d'une augmentation à proprement parler. En effet, la progression linéaire des mécanismes salariaux n'entraîne qu'une légère augmentation de la masse salariale, alors que la quasi totalité de ce montant est liée à la comparaison de deux chiffres différents : dans les comptes 2009 seuls les postes occupés sont comptabilisés (charges réelles) alors que dans le projet de budget 2011 apparaissent autant les postes occupés que ceux vacants.

Les 20% restants sont à attribuer à l'augmentation des charges d'amortissement.



Évolution des charges et revenus par missions (en milliers de francs)



Évolution des charges par prestations (en milliers de francs)

AMÉNAGEMENT URBAIN ET MOBILITÉ

Aménagement urbain et mobilité

Missions et prestations

Missions		Prestations		Descriptions
1	**Assistance et conseils au Magistrat (ou le CA) via la direction du département dans la définition des options stratégiques en termes de construction et d'aménagement du territoire**	11	Planification directrice en termes d'espaces publics et de qualité de vie	Le SAM fait partie des services pilotes avec le GCI dans la mise en place d'un catalogue homogène pour tous les services du département. La refonte de ce catalogue a été effectuée dans le but de représenter les processus du département en lieu et place d'une vue spécifique orientée « service ». Cet exercice a été effectué début 2010 et sera finalisé par la revue des définitions de prestations.
		12	Assistance au Magistrat	
2	**Mise en œuvre de la politique d'acquisition, de construction et d'aménagement de la Ville de Genève**	21	Accompagnement des grands projets	
		22	Zones à priorité piétonnes	
		23	Qualité de vie dans les quartiers	
		24	Assainissement du bruit routier (OPB)	
		25	Plan lumière	
3	**Mise en œuvre de la politique d'exploitation, d'entretien et de maintenance du patrimoine de la Ville de Genève**	32	Espace public et qualité de vie dans les quartiers	
4	**Information, communication, promotion et représentation de la Ville de Genève auprès des différents partenaires**	41	Information et communication	
		42	Promotion	
		43	Échanges professionnels et représentation	

Priorités et perspectives

Cinq programmes stratégiques ont été élaborés et validés en 2009 et 2010. Ils constituent désormais l'ossature de l'activité du service. En effet, dans un domaine où les besoins et attentes sont pléthoriques, ils offrent la possibilité de prioriser les actions de terrain en convergence avec les grands objectifs de la Ville de Genève et des moyens disponibles.

Ces programmes concernent :

- Le développement des zones à priorités piétonnes ;
- L'amélioration et maintien de la qualité de vie dans les quartiers ;
- L'assainissement du bruit routier ;
- L'accompagnement des grands projets ;
- La mise en œuvre du plan lumière.

En 2011, ces programmes seront pour la plupart entrés dans leur phase de mise en œuvre.

D'une part, un plan d'actions ambitieux de piétonisation de rues et places sur l'ensemble du territoire de la Ville sera engagé. Ce plan constitue la concrétisation du programme stratégique « Développement des zones à priorités piétonnes » et fait suite également à l'initiative « 200 rues sont à vous ». Il prendra la forme d'études de circulation suivies de mesures d'aménagement simple des espaces publics restitués aux mobilités douces.

Par ailleurs, parmi les grands projets en cours, les études les plus emblématiques porteront sur :

- Le démarrage du projet d'aménagement des espaces publics du futur quartier de la gare CEVA des Eaux-Vives, suite au concours réalisé en 2010, et l'organisation du concours pour l'aménagement des espaces publics du plateau de Champel ;
- Une étude de réaménagement des quais rive gauche sera lancée pour valoriser les espaces libérés des activités lacustres suite à la création d'une plage aux Eaux-Vives par le Canton.

Au chapitre des réalisations, on relèvera :

- Le démarrage du chantier de construction de la passerelle Sécheron ;
- La réalisation de la place du Vélodrome, dans le quartier de la Jonction, concrétisant les premiers

Aménagement urbain et mobilité

aménagements d'accompagnant du TCOB avant sa mise en service;
- La mise en œuvre du projet d'aménagement de la place Longemalle ;
- La troisième et dernière étape de réaménagement de la plaine de Plainpalais.

D'autre part, l'action dans les quartiers, visant à tranquilliser les déplacements et améliorer le cadre de vie, sera poursuivie, dont notamment :
- Les contrats de quartiers Grottes et Saint-Gervais qui entreront dans leur phase opérationnelle avec la mise en œuvre de la feuille de route par l'engagement d'études ciblées ;
- Des projets d'assainissement du bruit routier ;
- Le partenariat avec l'Etat, les TPG et les communes pour la mise en place d'un système de vélos en libre service ;
- La prise de mesures visant une modération du trafic aux abords des écoles notamment et par la mise en place de zones 30.

Processus de travail

Des habitudes de collaborations développées avec les services partenaires de l'administration communale, visant une cohérence optimisée de l'aménagement du domaine public, sont à présent acquises.

Des difficultés demeurent dans la continuité des procédures cantonales dont dépend l'activité du service. Aussi, le rapprochement engagé avec les services techniques de l'Etat sera poursuivi. Le but est de parvenir à faire mieux comprendre à nos partenaires cantonaux les enjeux qui sous-tendent les projets d'aménagement qui leur sont soumis, de sorte à éviter les blocages courants et faciliter leur entrée en matière. Il s'agit en particulier à la Direction générale de la mobilité (DIM) pour tout ce qui relève de la gestion du trafic, et de la Direction de l'aménagement du territoire (DCTI) et de l'Office de l'environnement (DSPE) pour ce qui relève de l'assainissement du bruit routier.

Le service continuera à mettre ses compétences à disposition des autres services, dans les domaines tant de la mobilité, de l'éclairage public que du mobilier urbain.

Gestion du service

Un accroissement significatif de l'activité du service imposera sans doute de repenser la répartition des forces de travail et de prioriser, avec la direction du département, les actions à entreprendre.

Objectif	Prestation(s) concernée(s)	Indicateur	Valeur cible
Prendre des mesures pour un rééquilibrage de la répartition de l'espace public en faveur des mobilités douces (piétons, vélos, TC).	22	Mise en œuvre du programme stratégique de création de zones à priorités piétonnes.	Selon PR 785 et 787 déposées au CM en mai 2010 (étude générale « 200 rues piétonnes » achevée selon PR785 - ensemble des mandats d'études localisées confiés selon PR 785 - mandat d'étude circulation engagé selon PR 787 - crédit de travaux pour la fermeture d'un premier lot de 50 rues déposé au CM
Tendre à une amélioration du confort de vie quotidienne des habitants et usagers de la Ville par une réduction des émissions sonores dues au trafic routier, conformément aux exigences fédérales. Sensibiliser les instances et partenaires, ainsi que le public, sur les impacts d'une non-maîtrise du trafic motorisé pour la santé publique, et favoriser les mobilités alternatives.	23 et 24	Convention-programme, soit le plan d'actions quadriennal défini d'entente avec le canton et la Confédération.	Demandes de crédits travaux déposées au CM selon 6ème PFI.
Valoriser et sécuriser les usages nocturnes de l'espace public (rues, places, cheminements piétons) tout en contribuant à réduire la consommation d'énergie dans le domaine de l'éclairage public.	25	Etat d'avancement des projets pilotes Bourg de Four et Place Neuve selon le Plan lumière. Poursuite de la campagne de remplacement de 4'500 points lumineux visant des économies d'énergie.	Dépôts de requête en autorisation de construire et de demandes de crédit pour les projets pilotes. 4'500 points lumineux remplacés au 31.12.2011.

Aménagement urbain et mobilité

Charges et revenus par missions et prestations (en milliers de francs)		Projet de budget 2011				Budget 2010				Comptes 2009			
		Charges	%	Revenus	%	Charges	%	Revenus	%	Charges	%	Revenus	%
1	**Assistance et conseils au Magistrat (ou le CA) via la direction du département dans la définition des options stratégiques en termes de construction et d'aménagement du territoire**	**407.3**	**4.2**	**1.1**	**4.8**	**367.4**	**3.8**	**3.2**	**7.7**	**577.3**	**6.1**	**1.4**	**5.4**
11	Planification directrice en termes d'espaces publics et de qualité de vie	228.4	2.3	0.6	2.5	208.0	2.1	1.7	4.1	365.2	3.9	0.8	3.0
12	Assistance au Magistrat	179.0	1.8	0.5	2.3	159.4	1.6	1.5	3.6	212.1	2.2	0.6	2.3
2	**Mise en œuvre de la politique d'acquisition, de construction et d'aménagement de la Ville de Genève**	**3'898.0**	**39.8**	**5.7**	**26.0**	**3'970.6**	**40.8**	**17.2**	**40.9**	**3'668.5**	**38.8**	**8.0**	**31.4**
21	Accompagnement des grands projets	395.7	4.0	0.6	2.6	523.6	5.4	1.8	4.2	319.0	3.4	0.7	2.9
22	Zones à priorité piétonnes	809.3	8.3	1.7	7.5	749.4	7.7	5.1	12.0	850.3	9.0	2.3	9.1
23	Qualité de vie dans les quartiers	2'114.9	21.6	2.5	11.4	2'205.4	22.7	7.7	18.2	2'013.9	21.3	3.6	14.3
24	Assainissement du bruit routier (OPB)	212.1	2.2	-	-	178.9	1.8	-	-	46.8	0.5	0.1	0.3
25	Plan lumière	366.0	3.7	1.0	4.4	313.2	3.2	2.7	6.4	438.6	4.6	1.2	4.8
3	**Mise en œuvre de la politique d'exploitation, d'entretien et de maintenance du patrimoine de la Ville de Genève**	**4'171.3**	**42.6**	**1.4**	**6.5**	**4'128.3**	**42.4**	**4.2**	**10.1**	**3'919.5**	**41.4**	**1.7**	**6.6**
31	Espace public et qualité de vie dans les quartiers	4'171.3	42.6	1.4	6.5	4'128.3	42.4	4.2	10.1	3'919.5	41.4	1.7	6.6
4	**Information, communication, promotion et représentation de la Ville de Genève auprès des différents partenaires**	**1'317.7**	**13.5**	**13.8**	**62.7**	**1'268.0**	**13.0**	**17.4**	**41.3**	**1'298.9**	**13.7**	**14.4**	**56.6**
41	Information et communication	350.7	3.6	0.6	2.7	350.1	3.6	1.8	4.3	363.9	3.8	0.8	3.2
42	Promotion	418.4	4.3	12.0	54.7	440.5	4.5	12.1	28.8	329.5	3.5	12.1	47.7
43	Echanges professionnels et représentation	548.6	5.6	1.2	5.3	477.4	4.9	3.5	8.3	605.6	6.4	1.5	5.8
Total comptabilité analytique		**9'794.3**	**100.0**	**22.0**	**100.0**	**9'734.2**	**100.0**	**42.0**	**100.0**	**9'464.2**	**100.0**	**25.4**	**100.0**
Charges et revenus présentées en diminution des revenus et des charges		-		-		-		-		54.7		54.7	
Charges et revenus non incorporables		2.0		-		1'095.7		-		-		-	
Subventions en francs		754.5		-		1'181.5		-		1'211.6		-	
Total comptabilité générale		**10'550.8**		**22.0**		**12'011.4**		**42.0**		**10'730.6**		**80.1**	

Aménagement urbain et mobilité

	Charges par chapitres comptables							Revenus par chapitres comptables			
	30	31	33	36	39	Support	Total	43	46	Support	Total
1	**93.8**	**14.6**	**0.9**	**-**	**1.5**	**296.4**	**407.3**	**0.3**	**-**	**0.8**	**1.1**
11	53.3	14.6	0.5	-	1.0	158.9	228.4	0.1	-	0.4	0.6
12	40.5	0.1	0.4	-	0.5	137.5	179.0	0.1	-	0.4	0.5
2	**2'112.7**	**764.2**	**100.3**	**-**	**116.4**	**804.4**	**3'898.0**	**4.7**	**-**	**1.0**	**5.7**
21	209.7	97.6	2.3	-	4.7	81.3	395.7	0.5	-	0.1	0.6
22	509.0	59.9	5.3	-	9.5	225.6	809.3	1.4	-	0.3	1.7
23	1'020.1	552.6	88.6	-	93.1	360.5	2'114.9	2.1	-	0.5	2.5
24	186.9	0.1	2.7	-	8.2	14.3	212.1	-	-	-	-
25	187.0	54.0	1.5	-	0.7	122.7	366.0	0.8	-	0.2	1.0
3	**93.5**	**3'536.8**	**165.8**	**-**	**81.1**	**294.1**	**4'171.3**	**0.4**	**-**	**1.0**	**1.4**
31	93.5	3'536.8	165.8	-	81.1	294.1	4'171.3	0.4	-	1.0	1.4
4	**448.1**	**331.8**	**5.0**	**-**	**20.5**	**512.3**	**1'317.7**	**0.9**	**12.0**	**0.9**	**13.8**
41	164.3	6.6	1.9	-	4.3	173.6	350.7	0.3	-	0.3	0.6
42	76.3	307.2	1.1	-	12.7	21.0	418.4	0.0	12.0	0.0	12.0
43	207.4	17.9	2.1	-	3.4	317.7	548.6	0.6	-	0.6	1.2
	2'748.1	**4'647.4**	**272.1**	**-**	**219.5**	**1'907.3**	**9'794.3**	**6.3**	**12.0**	**3.7**	**22.0**
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	2.0	-	2.0	-	-	-	-
	-	-	-	754.5	-	-	754.5	-	-	-	-
	2'748.1	**4'647.4**	**272.1**	**754.5**	**221.5**	**1'907.3**	**10'550.8**	**6.3**	**12.0**	**3.7**	**22.0**

Projet de budget 2011 par chapitres comptables

30	Charges de personnel
31	Biens, services et marchandises
32	Intérêts passifs
33	Amortissements
34	Parts et contributions sans affectation
35	Dédommagements collectivités publiques
36	Subventions accordées
37	Subventions redistribuées
38	Attributions aux financements spéciaux
39	Imputations internes
40	Impôts
42	Revenus des biens
43	Contributions
44	Parts à des recettes & contrib. s/ affect.
45	Dédommagements de collectivités publ.
46	Subventions acquises
47	Subventions à redistribuer
48	Prélévements sur financements spéciaux
49	Imputations internes

Aménagement urbain et mobilité

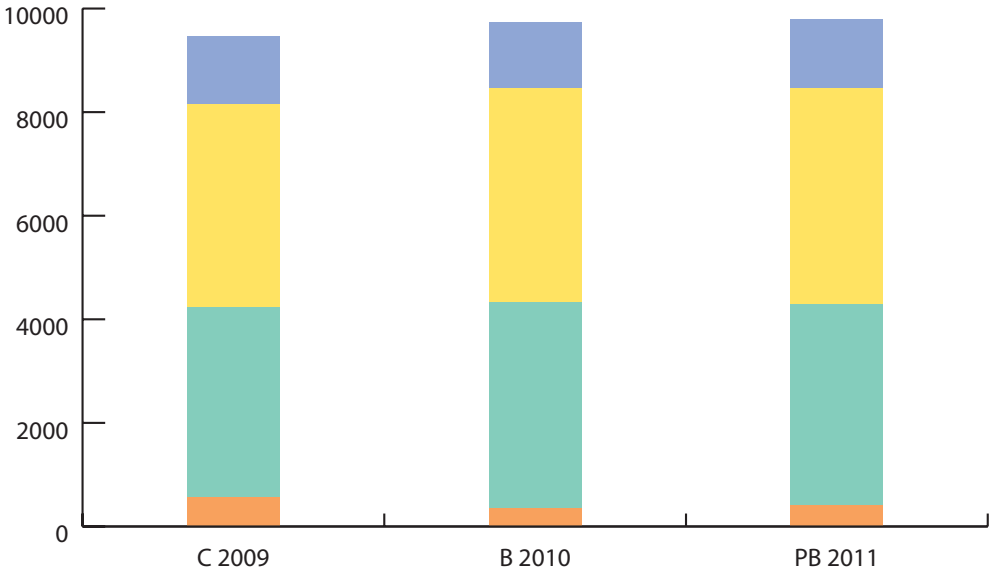
Commentaires

Selon les principes retenus pour l'ensemble des services concernés, les remboursements d'assurance pour perte de salaire ont été déduits des charges de fonctionnement (cf. « Charges et revenus présentés en diminution des revenus et des charges »). De plus, les « Charges et revenus non incorporables », ainsi que les « Subventions » n'ont pas été intégrés dans la répartition analytique.

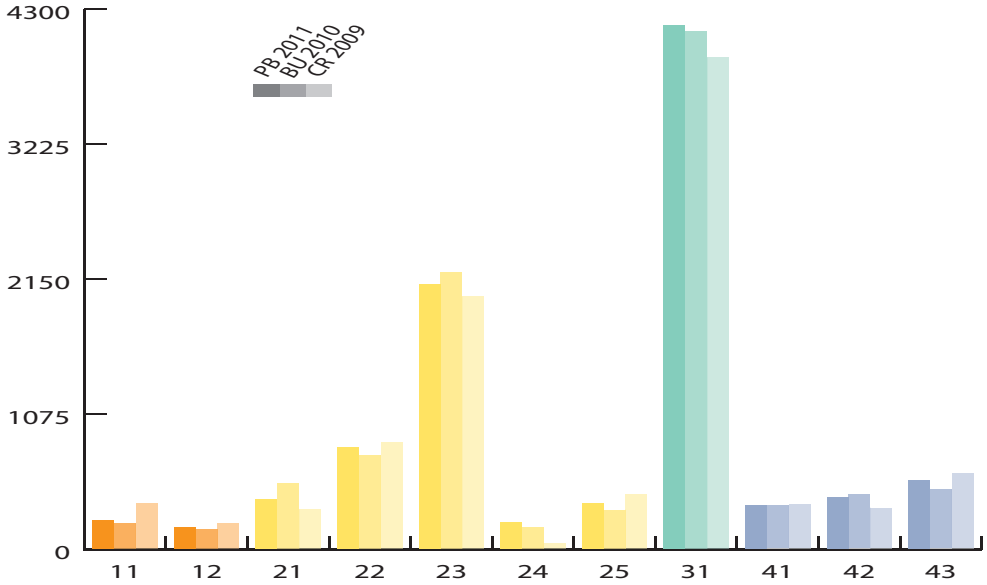
Le catalogue des missions et prestations a été entièrement revu pour le projet de budget 2011. Cette démarche a été menée conjointement avec le GCI et sera étendue à l'ensemble des services du département, de sorte à mettre en place une ossature commune reflétant la mise en œuvre de la politique de la Ville. Du fait de cette refonte complète, les charges et revenus sont répartis de manière totalement différente, donc incomparables avec l'exercice précédent.

Concernant l'amortissement des investissements, le montant de CHF 1'091'400 dans le budget 2010 concerne le remplacement de 4500 luminaires (éclairage public). Il n'est pas incorporé dans la répartition analytique du fait que son amortissement effectif est prévu dès 2013 et non dès 2010.

Jusqu'en 2010, la Ville de Genève accordait une subvention aux TPG pour l'exploitation des lignes de minibus 32, 35 et 36 desservant la Jonction, l'hôpital et la Vieille-Ville, etc. Dès 2011, ces lignes seront intégrées au contrat de prestation des TPG et ne nécessiteront donc plus aucune participation de la Ville. Il en découle une diminution de CHF 427'000.- au budget de fonctionnement du service.



Évolution des charges et revenus par missions (en milliers de francs)



Évolution des charges par prestations (en milliers de francs)

GÉNIE CIVIL

Génie civil

Missions		Prestations		Descriptions
1	**Assistance et conseils au Magistrat (ou le CA) via la direction du département dans la définition des options stratégiques en termes de construction et d'aménagement du territoire**	11	Planification directrice en termes d'espaces publics et de qualité de vie	Le GCI fait partie des services pilotes avec le SAM dans la mise en place d'un catalogue homogène pour tous les services du département. La refonte de ce catalogue a été effectuée dans le but de représenter les processus du département en lieu et place d'une vue spécifique orientée « service ». Cet exercice a été effectué début 2010 et sera finalisé par la revue des définitions de prestations.
		12	Assistance au Magistrat	
2	**Mise en œuvre de la politique d'acquisition, de construction et d'aménagement de la Ville de Genève**	21	Accompagnement des grands projets	
		22	Zones à priorité piétonnes	
		23	Qualité de vie dans les quartiers	
		24	Assainissement du bruit routier (OPB)	
		25	Patrimoine administratif	
3	**Mise en œuvre de la politique d'exploitation, d'entretien et de maintenance du patrimoine de la Ville de Genève**	31	Espace public et qualité de vie dans les quartiers	
		32	Patrimoine administratif	
4	**Information, communication, promotion et représentation de la Ville de Genève auprès des différents partenaires**	41	Information et communication	
		42	Promotion	
		43	Échanges professionnels et représentation	

Génie civil

Priorités et perspectives

Les objectifs principaux sont :

- La participation aux groupes d'études pluridisciplinaires chargés d'élaborer des projets importants d'aménagement de l'espace public, ainsi que les études techniques permettant la réalisation des travaux ;
- L'élaboration de demandes de crédits d'études et de travaux d'aménagements et d'entretien ;
- La direction et la réalisation de chantiers de génie civil répondants aux obligations légales d'entretien et de mise en conformité (réseaux d'assainissement, voies arrêts TPG, ouvrages d'art etc.), aux demandes de modération de trafic (zones 30, etc.) aux mesures d'accompagnements (construction de lignes de trams, de bus) aux demandes des citoyens (aménagements, sécurisations) ;
- La poursuite d'aménagements permettant d'apporter une sécurisation et un confort optimal aux déplacements des personnes à mobilité réduite ;
- Les études historiques et techniques des sites pollués, ainsi que la mise en œuvre de leurs assainissements ;
- La maintenance du domaine public et assimilé (comprenant chaussées, trottoirs, cheminements piétonniers, collecteurs et l'ensemble du mobilier urbain) ainsi que l'ensemble du patrimoine monuments et fontaines ;
- L'encadrement et la formation de stagiaires ;
- L'encadrement et la formation d'un(e) apprenant(e) dessinateur/dessinatrice en génie civil.

Objectif	Prestation(s) concernée(s)	Indicateur	Valeur cible
Respecter les plannings et enveloppes financières des grands projets.	21 à 25	% du degré d'avancement des travaux selon plannings. % du respect de l'utilisation des crédits d'investissement prévus dans les arrêtés votés.	95% des travaux sont exécutés dans les délais planifiés. Respect à 100% de l'enveloppe des dépenses prévues dans les crédits d'investissements votés.
Superviser et contrôler les travaux de tiers exécutés sur le domaine public.	21	% d'activités de services de tiers contrôlés.	95% des activités de tiers sur le domaine public font l'objet d'un contrôle et d'un suivi technique.
Maintenir et restaurer le patrimoine public par la réalisation d'inspection et de travaux d'entretiens adaptés.	11 et 12	Surface du domaine public inspecté.	¼ de la surface du domaine public inspectée.
Prévenir le nombre d'accidents professionnels.	21, 23 à 25 et 31	% de procédures de travail étudiées sous l'angle de la sécurisation. % mise en place et application in situ des mesures de sécurisation du personnel.	80 % des procédures de travail ont été analysées, les mesures de sécurité sont mises en avant. 95% des prescriptions de sécurisation éditées, sont appliquées.

Génie civil

Charges et revenus par missions et prestations (en milliers de francs)		Projet de budget 2011				Budget 2010				Comptes 2009			
		Charges	%	Revenus	%	Charges	%	Revenus	%	Charges	%	Revenus	%
1	**Assistance et conseils au Magistrat (ou le CA) via la direction du département dans la définition des options stratégiques en termes de construction et d'aménagement du territoire**	**52.7**	**0.1**	**-**	**-**	**52.7**	**0.2**	**-**	**-**	**39.1**	**0.1**	**-**	**-**
11	Planification directrice en termes d'espaces publics et de qualité de vie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
12	Assistance au Magistrat	52.7	0.1	-	-	52.7	0.2	-	-	39.1	0.1	-	-
2	**Mise en œuvre de la politique d'acquisition, de construction et d'aménagement de la Ville de Genève**	**6'645.5**	**18.0**	**980.0**	**63.8**	**7'667.4**	**22.8**	**840.0**	**65.8**	**7'826.1**	**25.7**	**1'047.8**	**65.9**
21	Accompagnement des grands projets	161.1	0.4	-	-	321.4	1.0	-	-	130.9	0.4	7.1	0.4
22	Zones à priorité piétonnes	205.9	0.6	-	-	223.1	0.7	-	-	205.9	0.7	-	-
23	Qualité de vie dans les quartiers	3'252.5	8.8	840.0	54.7	3'337.3	9.9	720.0	56.4	3'937.7	12.9	873.0	54.9
24	Assainissement du bruit routier (OPB)	110.6	0.3	-	-	112.0	0.3	-	-	89.7	0.3	-	-
25	Patrimoine administratif	2'915.4	7.9	140.0	9.1	3'673.6	10.9	120.0	9.4	3'461.8	11.4	167.6	10.5
3	**Mise en œuvre de la politique d'exploitation, d'entretien et de maintenance du patrimoine de la Ville de Genève**	**30'087.2**	**81.4**	**557.0**	**36.2**	**25'743.5**	**76.5**	**437.0**	**34.2**	**22'440.2**	**73.6**	**542.3**	**34.1**
31	Espace public et qualité de vie dans les quartiers	16'394.0	44.4	497.0	32.3	13'217.7	39.3	437.0	34.2	12'961.5	42.5	479.0	30.1
32	Patrimoine administratif	13'693.3	37.0	60.0	3.9	12'525.9	37.2	-	-	9'478.7	31.1	63.3	4.0
4	**Information, communication, promotion et représentation de la Ville de Genève auprès des différents partenaires**	**179.4**	**0.5**	**-**	**-**	**166.5**	**0.5**	**-**	**-**	**180.1**	**0.6**	**-**	**-**
41	Information et communication	59.8	0.2	-	-	55.5	0.2	-	-	60.0	0.2	-	-
42	Promotion	59.8	0.2	-	-	55.5	0.2	-	-	60.0	0.2	-	-
43	Echanges professionnels et représentation	59.8	0.2	-	-	55.5	0.2	-	-	60.0	0.2	-	-
Total comptabilité analytique		**36'964.8**	**100.0**	**1'537.0**	**100.0**	**33'630.1**	**100.0**	**1'277.0**	**100.0**	**30'485.4**	**100.0**	**1'590.0**	**100.0**
Charges et revenus présentés en diminution des revenus et des charges		-		-		-		-		172.3		172.3	
Charges et revenus non incorporables		1'127.0		-		1'156.0		-		826.1		-	
Total comptabilité générale		**38'091.8**		**1'537.0**		**34'786.1**		**1'277.0**		**31'483.8**		**1'762.3**	

Génie civil

	Charges par chapitres comptables						Revenus par chapitres comptables	
	30	31	33	39	Support	Total	43	Total
1	**12.6**	**-**	**-**	**-**	**40.0**	**52.7**	**-**	**-**
11	-	-	-	-	-	-	-	-
12	12.6	-	-	-	40.0	52.7	-	-
2	**2'723.2**	**572.2**	**1'757.6**	**622.2**	**970.3**	**6'645.5**	**980.0**	**980.0**
21	101.5	0.0	19.5	5.3	34.9	161.1	-	-
22	-	23.1	-	143.7	39.0	205.9	-	-
23	1'298.0	134.7	1'078.2	292.8	448.7	3'252.5	840.0	840.0
24	82.2	-	-	-	28.4	110.6	-	-
25	1'241.6	414.4	659.8	180.4	419.2	2'915.4	140.0	140.0
3	**7'093.1**	**5'024.2**	**13'364.8**	**3'590.4**	**1'014.6**	**30'087.2**	**557.0**	**557.0**
31	2'534.2	2'528.6	8'113.2	2'203.3	1'014.6	16'394.0	497.0	497.0
32	4'558.9	2'495.6	5'251.6	1'387.2	-	13'693.3	60.0	60.0
4	**-**	**-**	**-**	**-**	**179.4**	**179.4**	**-**	**-**
41	-	-	-	-	59.8	59.8	-	-
42	-	-	-	-	59.8	59.8	-	-
43	-	-	-	-	59.8	59.8	-	-
	9'829.0	**5'596.4**	**15'122.4**	**4'212.7**	**2'204.3**	**36'964.8**	**1'537.0**	**1'537.0**
	-	-	-	-	-	-	-	-
	-	-	886.3	240.7	-	1'127.0	-	-
	9'829.0	**5'596.4**	**16'008.7**	**4'453.4**	**2'204.3**	**38'091.8**	**1'537.0**	**1'537.0**

Projet de budget 2011 par chapitres comptables

30	Charges de personnel
31	Biens, services et marchandises
32	Intérêts passifs
33	Amortissements
34	Parts et contributions sans affectation
35	Dédommagements collectivités publiques
36	Subventions accordées
37	Subventions redistribuées
38	Attributions aux financements spéciaux
39	Imputations internes
40	Impôts
42	Revenus des biens
43	Contributions
44	Parts à des recettes & contrib. s/ affect.
45	Dédommagements de collectivités publ.
46	Subventions acquises
47	Subventions à redistribuer
48	Prélévements sur financements spéciaux
49	Imputations internes

Génie civil

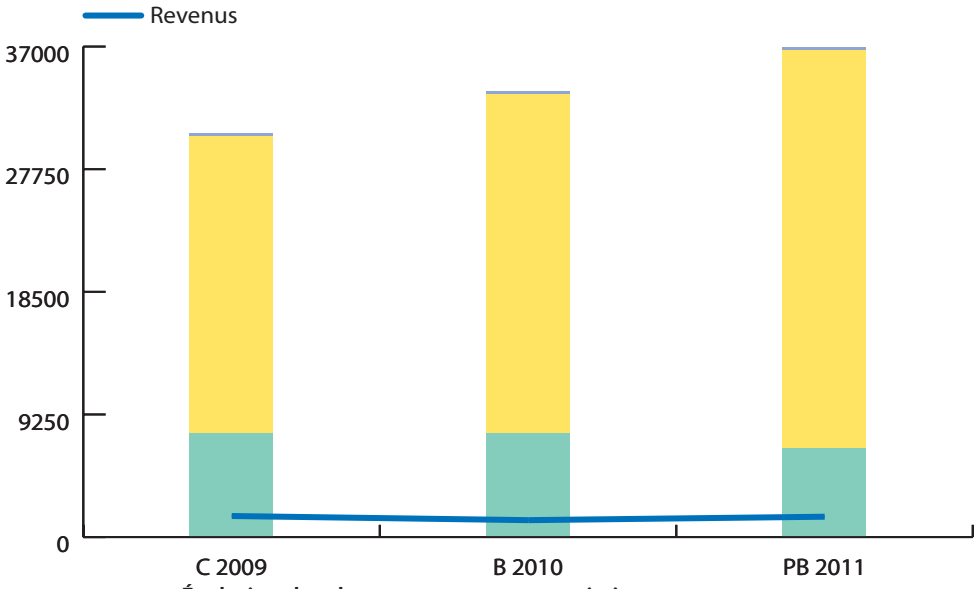
Commentaires

Selon les principes retenus pour l'ensemble des services concernés, les remboursements d'assurance pour perte de salaire ont été déduits des charges de fonctionnement (cf. « Charges et revenus présentés en diminution des revenus et des charges »). De plus, les « Charges et revenus non incorporables » n'ont pas été intégrés dans la répartition analytique.

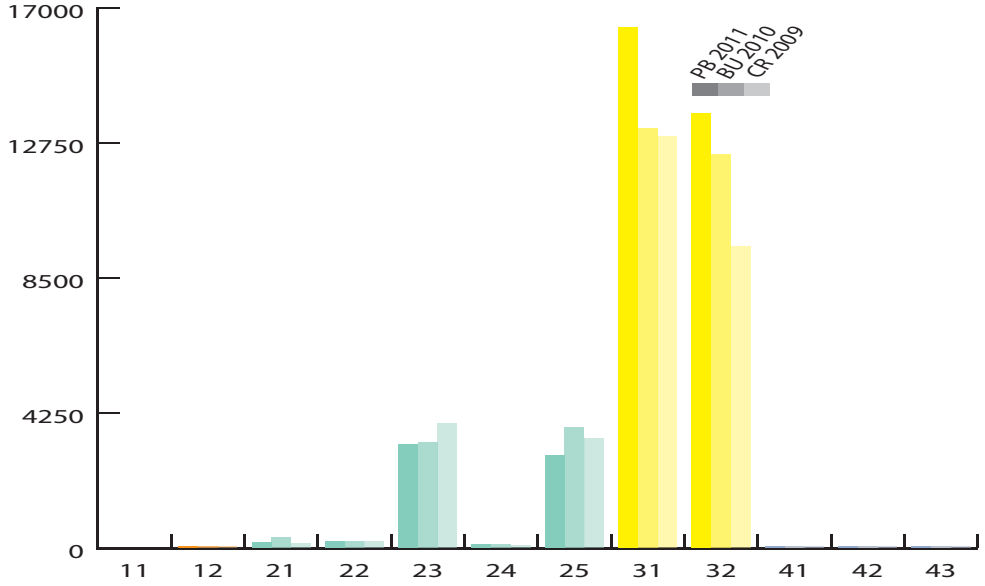
Le GCI fait partie des services pilotes avec le SAM pour la mise en place d'un catalogue par missions et prestations homogène pour tous les services du département. De ce fait, le catalogue du GCI a été entièrement revu.

25 La différence de charges entre 2010 et 2011 provient du dossier « Plan général d'évacuation des eaux » (PGEE) dont les coûts d'amortissements, encore existants au budget 2010, n'apparaissent plus en 2011.

31 L'augmentation de charges entre 2010 et 2011 s'explique par l'adjonction de nouveaux coûts d'amortissements liés à de grands aménagements tels que le TCMC, et le pont de la Machine.



Évolution des charges et revenus par missions (en milliers de francs)



Évolution des charges par prestations (en milliers de francs)

CULTURE

En 2011, l'action du Département de la culture (DC) s'inscrira de manière prioritaire en prolongement des engagements pris au cours de cette législature pour, d'une part, améliorer la qualité des prestations et des services offerts par les institutions culturelles à la population et, d'autre part, assurer le suivi des projets liés à la revalorisation de certains grands équipements culturels de la Ville de Genève.

Les publics

L'accès de tous et toutes à la culture demeure un champ d'action crucial. La mise en place d'une « passerelle d'observation des publics » (POP) permettra de récolter davantage d'informations sur les publics (et aussi les non–publics) afin de pouvoir proposer les réponses les mieux adaptées aux attentes et aux demandes des citoyen-ne-s. L'accent sera particulièrement mis sur les mesures destinées aux personnes atteintes d'un handicap. Enfin, l'objectif sera aussi d'évaluer la qualité de l'accueil dans les salles et les scènes de la Ville de Genève, c'est -à- dire les prestations offertes aux publics, mais aussi aux artistes, par le Service administratif et technique du département.

Les manifestations

L'année 2011 sera riche en manifestations culturelles d'envergure. La manifestation d'art contemporain (MAC), la Fureur de Lire, les Prix quadriennaux de la Ville de Genève ainsi que la préparation des événements qui seront proposées dans le cadre du projet « 2012 Rousseau pour tous » mobiliseront des ressources importantes. Leur promotion auprès des la population fera l'objet d'une large campagne de communication, afin de mettre en valeur l'engagement de la municipalité dans les différents domaines artistiques et sa volonté d'y associer tous les publics.

Les musées

À la suite de la restructuration du fonctionnement des Musées d'art et d'histoire, et dans la perspective de la rénovation et de l'agrandissement du bâtiment de la rue Charles-Galland, la réflexion portera sur la gestion des contraintes liées à la réalisation des travaux et à la probable fermeture temporaire du musée. Un avant-projet de réaménagement de la Maison tavel sera initié en cours d'année. Par ailleurs, un pôle de recherche en histoire des sciences sera développé dans le cadre de la réorganisation du Musée d'histoire des sciences. Un plan quinquennal pour les années 2013-2017 sera mis en place pour le Musée d'ethnographie, comprenant notamment la réalisation d'un centre de recherche en anthropologie. Outre la poursuite de la construction de Bot V, la création d'outils électroniques de pointe pour la diffusion numérique des collections botaniques fera partie des objectifs prioritaires des Conservatoire et jardin botaniques.

Les scènes

Dans le domaine des arts de la scène, l'action du DC se focalisera sur la réouverture du Théâtre de l'Orangerie, ainsi que sur le suivi des projets de rénovation de la salle de l'Alhambra et du Théâtre Pitoëff. Le DC sera également un partenaire proactif du projet de Nouvelle Comédie sur le site de la gare des Eaux Vives. Un nouveau mode de fonctionnement sera établi pour le théâtre situé dans le quartier des Grottes (ex-Théâtre Para-Surbeck). Par ailleurs, la mise en place d'un nouveau projet pour le Centre d'animation cinématographique à la Maison des arts du Grütli sera un objectif prioritaire de l'année.

Les bibliothèques.

Le DC poursuivra les efforts entrepris pour faciliter l'accès à ces lieux de savoirs que sont les bibliothèques municipales. L'objectif est en particulier de former et d'accompagner les usagers et usagères dans l'utilisation des technologies de l'information et de la communication. Dans le cadre de la mise en place du projet de développement de la Bibliothèque de Genève « Transition BGE », l'accent sera mis sur les travaux de rétroconversion et la poursuite des programmes de numérisation en cours.

Les subventions

Dans ce domaine, l'action du DC visera à renforcer le domaine des échanges et de l'aide aux tournées, afin de répondre aux demandes de soutien liées à des projets développés au sein de l'agglomération. Il continuera par ailleurs à participer activement aux négociations en vue de créer une Fondation romande pour le cinéma. L'année 2011 marquera également le renouvellement – et la signature – de plusieurs conventions de subventionnement, ainsi que la mise en place d'un partenariat consolidé entre la Ville de Genève, le Canton, la Société coopérative Migros Genève et la Fédération des coopératives Migros concernant le Bureau culturel.

La gestion

Plusieurs protocoles de gestion interne des ressources, humaines et financières, ont été mis en œuvre en cours de législature. Ces mesures feront l'objet d'évaluations. Le DC travaillera également à l'élaboration d'une procédure uniformisée et généralisée du traitement des subventions municipales. Un premier bilan des nouvelles missions confiées au Fonds municipal d'art contemporain (FMAC) et de l'utilisation des locaux communs du Bâtiment d'art contemporain (BAC) sera réalisé.

DIRECTION DE LA CULTURE

Direction de la culture

Missions et prestations

Missions		Prestations		Descriptions
1	**Assistance et conseils aux Autorités politiques**	11	Soutien au CA, CM et Magistrat-e-s	Assistance au CA, à la Magistrate ou au Magistrat en charge, dans l'accomplissement de ses responsabilités du pouvoir exécutif municipal.
2	**Développement des priorités stratégiques**	21	Mise en œuvre de la politique du département	Orientation et adaptation des stratégies générales de la politique du département. Application et mise en œuvre des décisions du CA.
		22	Mise en œuvre de la politique budgétaire et financière du département	Orientation, adaptation et contrôle de la politique du département concernant le budget de fonctionnement et le plan financier des investissements en application des décisions du CA et des objectifs stratégiques du département.
		23	Mise en œuvre de la politique des ressources humaines du département	Orientation, adaptation et contrôle de la politique du département en matière de ressources humaines en application du Statut du personnel de l'administration.
		24	Mise en œuvre de la politique d'attribution des subventions du département	Orientation, adaptation et contrôle de la politique du département en matière de prestations financières et de prestations en nature en faveur de tiers (subventions).
3	**Direction et coordination**	31	Direction et coordination départementale	Supervision, coordination, information et communication aux services du département. Mise en place de directives et de procédures de travail. Développement des synergies et des collaborations interservices. Gestion des ressources.
		32	Direction et coordination interdépartementale	Participation aux groupes de coordination interdépartementaux. Pilotage, coordination et gestion transversale des grands projets.
		33	Assistance juridique	Soutien, assistance et conseils aux services en matière juridique. Élaboration de règlements, traitement et suivi des dossiers, appui juridique en matière de marchés publics.
4	**Relations externes**	41	Information publique et communication	Mise en œuvre et suivi de l'information à destination du CM, du public, des partenaires et des médias.
		42	Représentation	Représentation du département et de la Ville de Genève dans des manifestations officielles, auprès d'organismes subventionnés, de fondations ou de sociétés. Participation à des séminaires, colloques ou conférences.
		43	Coordination externe	Relation et coordination avec les partenaires externes privés ou publics afin de préparer, faire connaître et défendre les prises de position du département et de la Ville de Genève dans le cadre de la définition de politiques publiques, de renouvellement de convention, etc.

Direction de la culture

Priorités et perspectives

Le principal fait marquant de l'année 2011 au Département de la culture sera le changement du Conseiller administratif chargé de ce département. La priorité de la Direction sera donc d'assurer cette transition dans les meilleures conditions.

La Direction poursuivra :

- Le travail amorcé en 2010 concernant la mise en place d'un système de contrôle interne unifié. Elle continuera également à préparer de nouvelles conventions de subventionnement et à évaluer puis renouveler les conventions quadriennales arrivant à échéance ;
- Les résultats de l'implémentation du protocole de gestion des absences non planifiées. Après un travail spécifique sur les absences de courte durée, un effort particulier et coordonné avec la DRH sera porté sur les absences de longue durée.

Comme tous les quatre ans, en fin de législature, la Direction organisera l'octroi des Prix quadriennaux de la Ville de Genève et la cérémonie de remise de ces prix, en collaboration avec le Service de la promotion culturelle.

La Direction continuera :

- À superviser l'organisation de la commémoration du tricentenaire de la naissance de Rousseau et à suivre attentivement la mise en œuvre des projets par les deux chefs de projets, les institutions de la Ville de Genève et les porteurs de projets lauréats. Elle suivra également la mise en œuvre des projets de médiation en faveur des publics atteints de handicaps dans le cadre du projet « culture et handicap » qui se déroule en collaboration avec l'État et avec le soutien financier de Pro Helvetia dans le contexte de « 2012 Rousseau pour tous ».

La Direction suivra, en collaboration avec le Département des constructions et de l'aménagement, les projets et les réalisations de rénovation et de construction des infrastructures culturelles conformément au PFI, dans l'objectif de poursuivre et terminer les nécessaires mises à niveau devant permettre aux institutions de poursuivre leurs missions : Muséum d'histoire naturelle, Conservatoire et jardin botaniques, Musée d'ethnographie, Musée d'art et d'histoire, Alhambra, BAC, Bibliothèque de Genève, Nouvelle Comédie, dépôt patrimonial, théâtre Pitoëff, Grand Théâtre, etc.

La Direction continuera :

- À suivre l'évolution du Grand Théâtre en fonction de l'orientation définie par le CA et le CM ;
- À rechercher et à saisir toute opportunité au sein du patrimoine municipal ou sur le territoire municipal pour doter les acteurs culturels de lieux de travail et de diffusion adéquats ;
- À participer aux travaux du Groupe de concertation culturelle, ainsi qu'à représenter la Ville de Genève dans différentes fondations et organismes, comme par exemple la Conférence des villes suisses en matière culturelle.

Avec l'entrée en fonction d'un-e nouveau-elle directeur-trice aux bibliothèques et discothèques municipales, la Direction mènera une réflexion sur le positionnement de celles-ci, afin d'anticiper les importantes évolutions métiers pressenties.

Objectif	Prestation(s) concernée(s)	Indicateur	Valeur cible
Mettre en place un système de contrôle interne unifié au Département de la culture.	21	Nombre de procédures intégrées dans le système de contrôle interne du Département de la culture.	Toutes les procédures actuellement utilisées par les services sont intégrées dans le système de contrôle interne du Département de la culture.

Direction de la culture

Charges et revenus par missions et prestations (en milliers de francs)		Projet budget 2011				Budget 2010				Comptes 2009			
		Charges	%	Revenus	%	Charges	%	Revenus	%	Charges	%	Revenus	%
1	**Assistance et conseil aux Autorités politiques**	**434.6**	**11.0**	**-**	**-**	**348.6**	**10.3**	**-**	**-**	**401.9**	**11.1**	**-**	**-**
11	Soutien au CA, CM et Magistrat-e-s	434.6	11.0	-	-	348.6	10.3	-	-	401.9	11.1	-	-
2	**Développement des priorités stratégiques**	**1'726.9**	**43.7**	**-**	**-**	**1'294.1**	**38.1**	**-**	**-**	**1'320.2**	**36.5**	**-**	**-**
21	Mise en œuvre de la politique du département	544.2	13.8	-	-	351.6	10.4	-	-	343.8	9.5	-	-
22	Mise en œuvre de la politique budgétaire et financière du département	179.9	4.5	-	-	164.0	4.8	-	-	193.0	5.3	-	-
23	Mise en œuvre de la politique des ressources humaines du département	801.7	20.3	-	-	650.3	19.2	-	-	624.7	17.3	-	-
24	Mise en œuvre de la politique d'attribution des subventions du département	201.1	5.1	-	-	128.2	3.8	-	-	158.7	4.4	-	-
3	**Direction et coordination**	**916.5**	**23.2**	**-**	**-**	**890.9**	**26.3**	**-**	**-**	**1'088.8**	**30.1**	**-**	**-**
31	Direction et coordination départementale	835.6	21.1	-	-	825.7	24.3	-	-	1'014.7	28.1	-	-
32	Direction et coordination interdépartementale	53.0	1.3	-	-	42.7	1.3	-	-	48.5	1.3	-	-
33	Assistance juridique	27.9	0.7	-	-	22.5	0.7	-	-	25.5	0.7	-	-
4	**Relations externes**	**876.0**	**22.2**	**75.0**	**100.0**	**860.1**	**25.3**	**75.0**	**100.0**	**803.1**	**22.2**	**19.0**	**100.0**
41	Information publique et communication	372.1	9.4	-	-	384.5	11.3	-	-	350.3	9.7	-	-
42	Représentation	84.7	2.1	75.0	100.0	36.1	1.1	75.0	100.0	65.6	1.8	19.0	100.0
43	Coordination externe	419.1	10.6	-	-	439.5	13.0	-	-	387.2	10.7	-	-
Total comptabilité analytique		**3'954.0**	**100.0**	**75.0**	**100.0**	**3'393.7**	**100.0**	**75.0**	**100.0**	**3'614.0**	**100.0**	**19.0**	**100.0**
Charges et revenus présentées en diminution des revenus et des charges		-		-		-		-		81.0		81.0	
Charges et revenus non incorporables		-		-		-		-		71.3		-	
Subventions en francs		1'425.1		-		601.1		-		795.8		-	
Total comptabilité générale		**5'379.1**		**75.0**		**3'994.8**		**75.0**		**4'562.0**		**100.0**	

Direction de la culture

	Charges par chapitres comptables							Revenus par chapitres comptables		
	30	31	35	36	39	Support	Total	42	43	Total
1	**213.1**	**23.3**	**-**	**-**	**-**	**198.1**	**434.6**	**-**	**-**	**-**
11	213.1	23.3	-	-	-	198.1	434.6	-	-	-
2	**1'015.0**	**415.0**	**-**	**-**	**-**	**296.9**	**1'726.9**	**-**	**-**	**-**
21	180.1	312.8	-	-	-	51.3	544.2	-	-	-
22	160.4	2.5	-	-	-	16.9	179.9	-	-	-
23	627.3	98.9	-	-	-	75.5	801.7	-	-	-
24	47.2	0.7	-	-	-	153.2	201.1	-	-	-
3	**402.6**	**226.9**	**-**	**-**	**-**	**287.0**	**916.5**	**-**	**-**	**-**
31	347.9	226.0	-	-	-	261.7	835.6	-	-	-
32	35.9	0.6	-	-	-	16.6	53.0	-	-	-
33	18.9	0.3	-	-	-	8.7	27.9	-	-	-
4	**438.8**	**79.7**	**30.0**	**-**	**1.0**	**326.5**	**876.0**	**60.0**	**15.0**	**75.0**
41	217.1	3.4	-	-		151.7	372.1	-	-	-
42	23.6	56.2	-	-	1.0	4.0	84.7	60.0	15.0	75.0
43	198.2	20.1	30.0	-		170.8	419.1	-	-	-
	2'069.6	**744.9**	**30.0**	**-**	**1.0**	**1'108.5**	**3'954.0**	**60.0**	**15.0**	**75.0**
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	-	-	-	1'425.1	-	-	1'425.1	-	-	-
	2'069.6	**744.9**	**30.0**	**1'425.1**	**1.0**	**1'108.5**	**5'379.1**	**60.0**	**15.0**	**75.0**

Projet de budget 2011 par chapitres comptables

30	Charges de personnel
31	Biens, services et marchandises
32	Intérêts passifs
33	Amortissements
34	Parts et contributions sans affectation
35	Dédommagements collectivités publiques
36	Subventions accordées
37	Subventions redistribuées
38	Attributions aux financements spéciaux
39	Imputations internes
40	Impôts
42	Revenus des biens
43	Contributions
44	Parts à des recettes & contrib. s/ affect.
45	Dédommagements de collectivités publ.
46	Subventions acquises
47	Subventions à redistribuer
48	Prélévements sur financements spéciaux
49	Imputations internes

Direction de la culture

Commentaires

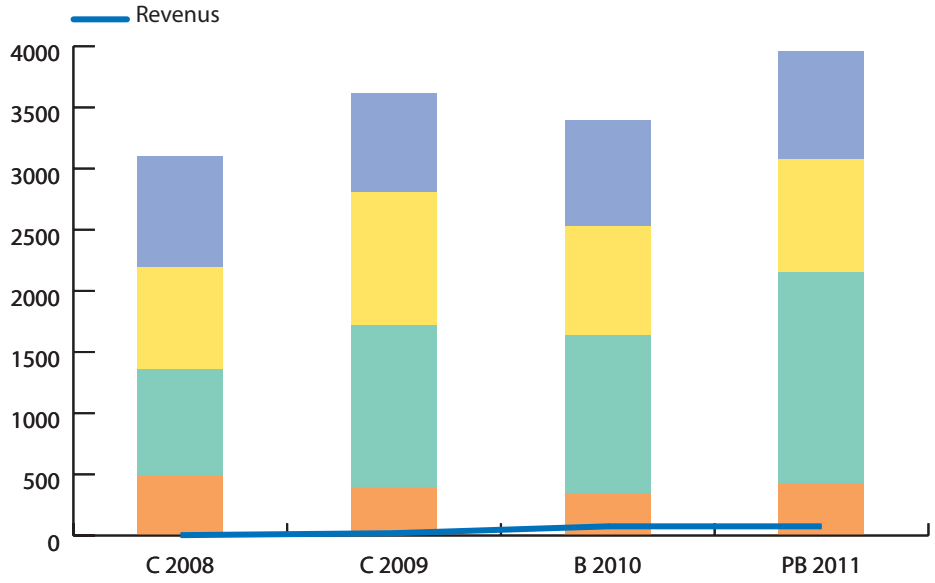
Selon les principes retenus pour l'ensemble des services concernés, les remboursements d'assurance pour perte de salaire ont été déduits des charges de fonctionnement (cf. « Charges et revenus présentés en diminution des revenus et des charges »). De plus, les « Charges et revenus non incorporables » ainsi que les « Subventions » n'ont pas été intégrés dans la répartition analytique.

21 La différence entre les exercices budgétaires 2010 et 2011 correspond à l'augmentation de la ligne achats d'oeuvres d'art et collections.

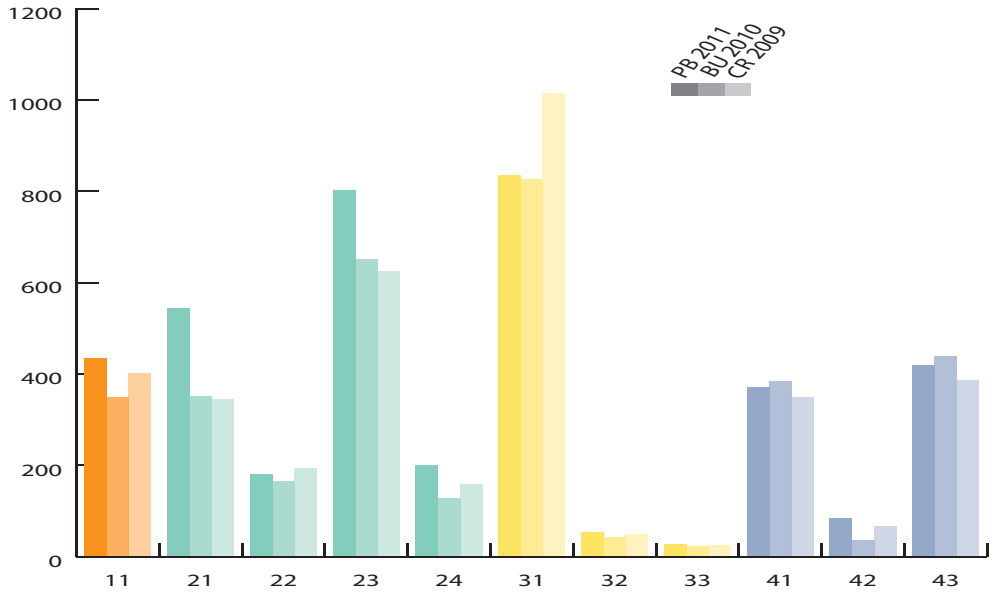
31 La différence entre les comptes 2009 et le budget 2010 est essentiellement due aux expertises effectuées par des tiers concernant l'audit du MAH.

Les charges et revenus non incorporables correspondent aux frais de surveillance et de vestiaire pris en charges par la Direction du département pour les MAH.

L'augmentation des subventions est due aux manifestations « 2012 Rousseau pour tous » et aux prix quadriennaux.



Évolution des charges et revenus par missions (en milliers de francs)



Évolution des charges par prestations (en milliers de francs)

SERVICE ADMINISTRATIF

ET TECHNIQUE

Service administratif et technique

Missions et prestations

Missions		Prestations		Descriptions
1	**Administration du Domaine art et culture (hors FMAC)**	11	Administration générale	Secrétariat, suivi des processus administratifs, gestion des ressources humaines, accueil et sécurité.
		12	Finances	Comptabilité du domaine art et culture, gestion financière et contrôle des subventionnés.
		13	Infrastructures	Suivi et gestion des bâtiments administratifs. Coordination, planification, aménagement et gestion de la sécurité des infrastructures.
		14	Logistique	Support en matière de technologie informatique de télécommunication et logistique.
2	**Section scènes culturelles**	21	Gestion, entretien et sécurité des salles de spectacles	Suivi, coordination et gestion des salles de spectacles.
		22	Administration des spectacles	Administration du personnel d'accueil du public et du personnel de billetterie.
		23	Technique de scènes	Réalisation scénique son, lumière et plateau. Coordination logistique.
3	**Ateliers de décors de théatre**	31	Décors	Administration, conception et construction des décors de théâtre.

Service administratif et technique

Priorités et perspectives

En 2011, il apparaît comme un objectif prioritaire de mesurer la qualité de l'accueil dans les salles gérées par la Section des scènes culturelles (SSC), tant au niveau des bénéficiaires des différents lieux que du public qui les fréquente en nombre. Cet objectif s'appliquera également à la Section des ateliers de décors de théâtre (SADT) au niveau des théâtres subventionnés qui bénéficient de leur savoir-faire.

Dans le but de maintenir les prestations du Service administratif et technique (SAT) vis-à-vis de l'extérieur de l'administration à un niveau de qualité optimal et de promouvoir l'image positive véhiculée par notre municipalité, des sondages, préalablement élaborés en interne, seront effectués auprès des bénéficiaires et du public dans les différents sites. Les résultats ainsi obtenus permettront de cibler les secteurs qui ne donneraient éventuellement pas entière satisfaction et, partant de ce constat, d'y remédier en prenant les mesures qui s'imposeraient pour les amener vers la qualité souhaitée.

Dans le souci de satisfaire au mieux le spectateur et la spectatrice des concerts qui se déroulent à la Scène Ella Fitzgerald, la régie technique sera transformée et déplacée. Cette action rationalisera non seulement le travail de montage et démontage des régisseurs sur le site, mais surtout, elle augmentera considérablement le nombre de places assises de qualité devant la scène. De plus, elle permettra au public debout placé derrière la régie d'avoir une meilleure visibilité de la scène.

Une formation continue sur les systèmes de sécurité et les mesures élémentaires à prendre en cas d'alarme sera dispensée aux huissiers et huissières de la SSC.

Dans le cadre du début probable de la rénovation du Théâtre de l'Alhambra, le SAT déplacera le point de vente billetterie dans un périmètre proche pour continuer de fournir cette prestation appréciée de nos citoyens et citoyennes.

En parallèle à ces objectifs, le SAT continuera de poursuivre son rôle d'appui administratif à l'ensemble du Domaine art et culture, ainsi qu'à la Direction du département.

Objectif	Prestation(s) concernée(s)	Indicateur	Valeur cible
Mesurer le niveau de qualité des prestations fournies par le SAT en externe.	22 et 32	Degré de satisfaction des personnes sondées.	80% de satisfaction.
Mieux satisfaire les spectateurs et spectatrices de la Scène Ella Fitzgerald.	23	Nombre de places assises.	50 places assises supplémentaires.
Améliorer la sécurité dans les salles de spectacles.	13	Pourcentage d'huissiers et d'huissières formé-e-s.	100 % d'huissiers et d'huissières formé-e-s.

Service administratif et technique

Charges et revenus par missions et prestations (en milliers de francs)		Projet de budget 2011				Budget 2010				Comptes 2009			
		Charges	%	Revenus	%	Charges	%	Revenus	%	Charges	%	Revenus	%
1	**Administration du Domaine art et culture (hors FMAC)**	**2'212.1**	**15.4**	**-**	**-**	**2'241.9**	**15.8**	**-**	**-**	**1'913.9**	**13.9**	**4.3**	**0.1**
11	Administration générale	551.5	3.8	-	-	565.1	4.0	-	-	530.1	3.9	0.2	0.0
12	Finances	489.6	3.4	-	-	501.7	3.5	-	-	369.0	2.7	3.9	0.1
13	Infrastructures	715.1	5.0	-	-	699.8	4.9	-	-	662.5	4.8	0.2	0.0
14	Logistique	455.9	3.2	-	-	475.3	3.3	-	-	352.3	2.6	0.1	0.0
2	**Scènes culturelles**	**10'711.9**	**74.4**	**3'244.4**	**93.9**	**10'586.0**	**74.6**	**3'019.3**	**93.5**	**10'468.5**	**76.2**	**3'198.7**	**94.2**
21	Gestion, entretien et sécurité des salles de spectacles	7'237.9	50.3	3'244.4	93.9	7'266.8	51.2	3'019.3	93.5	6'979.3	50.8	3'198.7	94.2
22	Administration des spectacles	1'784.4	12.4	-	-	1'690.5	11.9	-	-	1'845.8	13.4	-	-
23	Technique de scènes	1'689.5	11.7	-	-	1'628.6	11.5	-	-	1'643.4	12.0	-	-
3	**Ateliers de décors de théatre**	**1'475.2**	**10.2**	**211.3**	**6.1**	**1'368.6**	**9.6**	**211.3**	**6.5**	**1'351.3**	**9.8**	**193.5**	**5.7**
32	Décors	1'475.2	10.2	211.3	6.1	1'368.6	9.6	211.3	6.5	1'351.3	9.8	193.5	5.7
Total comptabilité analytique		**14'399.2**	**100.0**	**3'455.7**	**100.0**	**14'196.5**	**100.0**	**3'230.6**	**100.0**	**13'733.6**	**100.0**	**3'396.6**	**100.0**
Charges et revenus présentés en diminution des revenus et des charges		180.4		180.4		193.9		193.9		243.9		243.9	
Subventions en nature		565.4		-		397.5		-		595.3		-	
Total comptabilité générale		**15'144.9**		**3'636.1**		**14'787.9**		**3'424.5**		**14'572.9**		**3'640.5**	

Service administratif et technique

	Charges par chapitres comptables							Revenus par chapitres comptables			
	30	31	33	36	39	Support	Total	42	43	49	Total
1	**1'300.1**	**217.3**	**58.7**	**-**	**11.1**	**624.9**	**2'212.1**	**-**	**-**	**-**	**-**
11	393.0	2.2	-	-	-	156.3	551.5	-	-	-	-
12	335.0	15.8	-	-	-	138.8	489.6	-	-	-	-
13	267.0	177.7	58.7	-	11.1	200.6	715.1	-	-	-	-
14	305.1	21.6	-	-	-	129.2	455.9	-	-	-	-
2	**4'895.7**	**2'689.9**	**1'539.3**	**-**	**715.1**	**871.8**	**10'711.9**	**2'746.2**	**470.5**	**27.7**	**3'244.4**
21	2'149.5	2'416.2	1'539.3	-	714.9	418.0	7'237.9	2'746.2	470.5	27.7	3'244.4
22	1'528.3	23.0	-	-	-	233.1	1'784.4	-	-	-	-
23	1'217.9	250.7	-	-	0.2	220.7	1'689.5	-	-	-	-
3	**752.4**	**276.4**	**-**	**-**	**-**	**446.4**	**1'475.2**	**36.3**	**175.0**	**-**	**211.3**
32	752.4	276.4	-	-	-	446.4	1'475.2	36.3	175.0	-	211.3
	6'948.2	**3'183.7**	**1'598.0**	**-**	**726.2**	**1'943.1**	**14'399.2**	**2'782.5**	**645.5**	**27.7**	**3'455.7**
	177.5	-	-	-	-	2.9	180.4	-	180.4	-	180.4
	-	-	-	565.4	-	-	565.4	-	-	-	-
	7'125.7	**3'183.7**	**1'598.0**	**565.4**	**726.2**	**1'946.0**	**15'144.9**	**2'782.5**	**825.9**	**27.7**	**3'636.1**

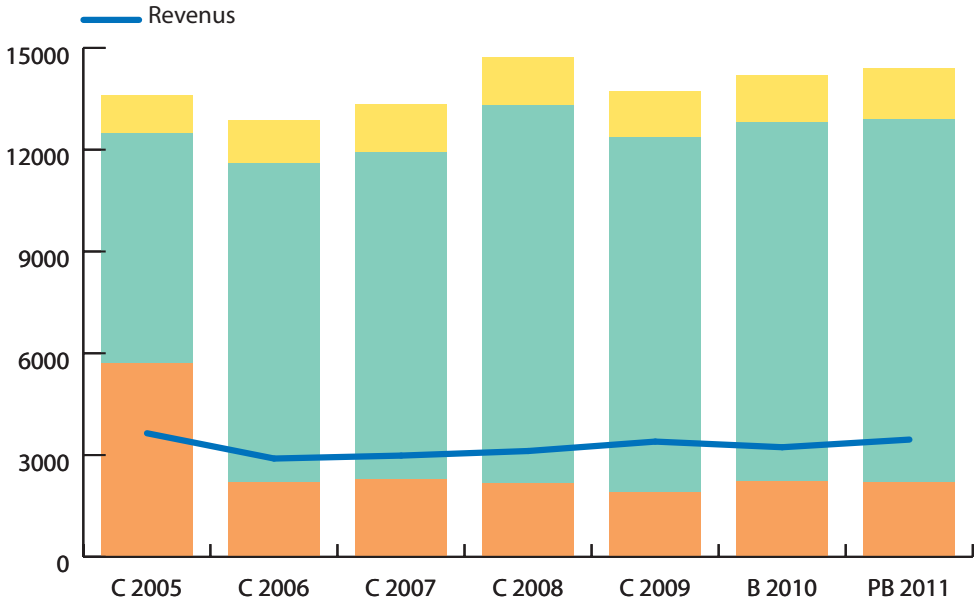
Projet de budget 2011 par chapitres comptables

30	Charges de personnel
31	Biens, services et marchandises
32	Intérêts passifs
33	Amortissements
34	Parts et contributions sans affectation
35	Dédommagements collectivités publiques
36	Subventions accordées
37	Subventions redistribuées
38	Attributions aux financements spéciaux
39	Imputations internes
40	Impôts
42	Revenus des biens
43	Contributions
44	Parts à des recettes & contrib. s/ affect.
45	Dédommagements de collectivités publ.
46	Subventions acquises
47	Subventions à redistribuer
48	Prélévements sur financements spéciaux
49	Imputations internes

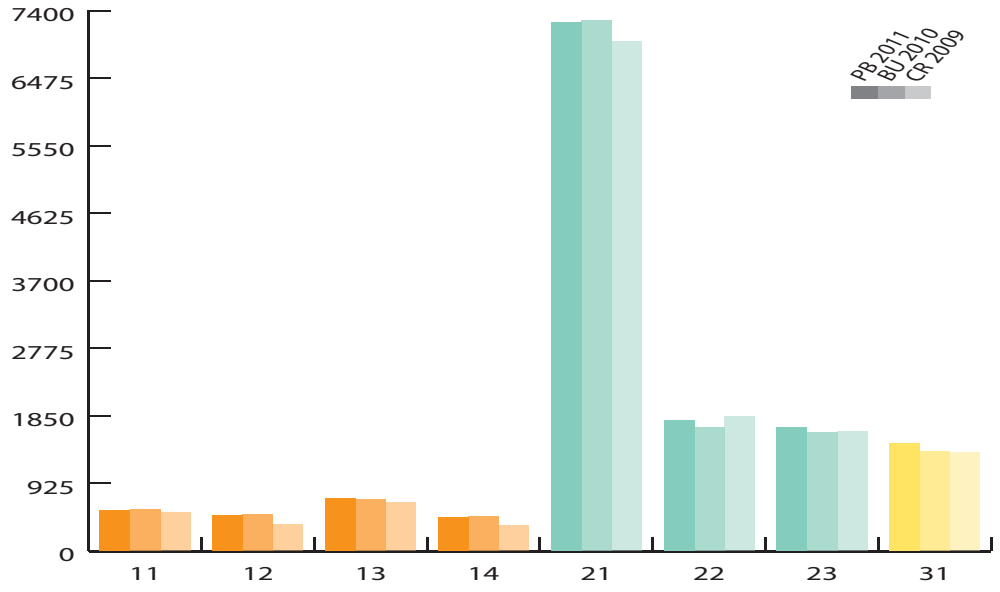
Service administratif et technique

Commentaires

Selon les principes retenus pour l'ensemble des services concernés, les remboursements d'assurance pour perte de salaire ont été déduits des charges de fonctionnement (cf. « Charges et revenus présentés en diminution des revenus et des charges »). De plus, les « Subventions » n'ont pas été intégrées dans la répartition analytique.



Évolution des charges et revenus par missions (en milliers de francs)



Évolution des charges par prestations (en milliers de francs)

PROMOTION CULTURELLE

Promotion culturelle

Missions et prestations

Missions		Prestations		Descriptions
1	**Missions de promotion**	11	Communication institutionnelle	Genève ville de culture : Élaboration de la stratégie de communication et mise en œuvre. Réalisation et diffusion des différents supports papiers et multimédias, relations presse et plan médias Agendas culturels, affichage et dépliants, lettre d'information, Vivre à Genève. Participation à des actions spécifiques relatives à la politique culturelle du Département. Animation du site Internet du DC. Support et conseil aux sites Internet des bibliothèques et musées municipaux. Réalisation et diffusion de vidéos sur les activités culturelles municipales genevoises. Promotion et diffusion des supports de promotion papiers et multimédias et relations presse pour les musées gratuits, les prix et les bourses. Participation au jury des prix et ateliers le cas échéant. Édition et diffusion de brochures et d'annuaires culturels thématiques regroupant des institutions culturelles municipales. Gestion des espaces d'affichage SGA et colonnes Morris. Assistance multimédia, réalisation de supports multimédias et prêt de matériel pour d'autres services de la Ville de Genève ou des subventionnés
		12	Grandes manifestations	Élaboration et mise en œuvre des stratégies de communication. Réalisation et diffusion des supports papiers et multimédias et relations presse pour les manifestations du DC : Fête de la Musique, Fureur de lire, Poésie en ville, Manifestation d'art contemporain, 2012 Rousseau pour tous, Prix de la Ville de Genève. Réalisation des sites Internet de la Nuit de la science et de la Ville est à vous.
		13	Art musical & scènes culturelles	Élaboration et mise en œuvre des stratégies de communication. Réalisation et diffusion des supports papiers et multimédias et relations presse pour les Concerts du dimanche, Musiques en été et Mai en fanfare ainsi que pour les scènes culturelles (Victoria Hall, Alhambra, Maison des arts du Grütli). Suivi des projets de signalétique des scènes culturelles.
2	**Missions en faveur du public**	21	Personnes âgées	Subventions aux organisateurs de spectacles et concerts pour les billets individuels à tarif réduit. Subvention de l'organisation de séances de cinéma en matinée. Achat et diffusion de lots de billets au grand théâtre et de cartes de répétitions OSR. Achat et organisation de représentations en matinée et billetterie.
		22	Populaires	Édition, promotion et diffusion du chéquier culture. Diffusion d'invitations aux spectacles à des organismes sociaux. Suivi des contacts avec les partenaires sociaux et culturels. Subventions aux organisateurs de spectacles et concerts partenaires des mesures destinées aux personnes à bas revenus. Réalisation et mise à disposition du guide des sorties culturelles à bas prix.
		23	Jeunes	Subventions aux organisateurs de spectacles et concerts pour les billets jeunes et 20 ans 20 francs. Promotion et diffusion de la carte 20 ans 20 francs. Gestion du réseau des détenteurs et des partenaires culturels. Gestion du réseau de difusion. Animation du site Internet et autres plateformes multimédias 20 ans 20 francs. Réalisation et diffusion de la lettre d'information.
		24	Handicapés	Mise à disposition de services techniques et réalisation de supports d'information facilitant l'accès à la culture pour les personnes atteintes de handicap.

Priorités et perspectives

2011 sera une année riche en événements avec la juxtaposition de plusieurs manifestations d'envergure. En effet, la manifestation d'art contemporain (MAC) et la Fureur de lire auront lieu en automne à quelques jours d'intervalle. Les prix de la Ville de Genève seront décernés également en 2011. Enfin, la promotion autour de la commémoration de « 2012 Rousseau pour tous » devra être préparée en 2011 en grande partie. La communication des autres événements annuels organisés par le Département de la culture feront l'objet d'un traitement soigné, avec une amélioration dans les relations presse et une vision élargie des publics cibles. Un challenge important doit donc être relevé par le SPC qui devra faire face à cette multiplicité d'actions à accomplir en 2011.

2011 permettra de rebondir sur certains objectifs 2010 avec entre autres l'optimisation des stratégies de communication d'événements promus par le SPC. Ce sera le cas notamment pour la MAC 2011 et la Fureur de lire.

Promotion culturelle

Dans le cadre de la communication institutionnelle, les efforts seront poursuivis afin d'inciter tout type de publics à profiter de l'offre culturelle genevoise. En passant par les pages Internet, les nouveaux supports multimédias ou les agendas culturels, le SPC continuera à optimiser ses supports en regard des retours statistiques obtenus à ce sujet.

La politique en faveur des jeunes sera poursuivie avec de nouvelles actions proposées aux détenteurs de la Carte 20 ans / 20 francs. Les aînés et les organismes sociaux se verront offrir une nouvelle prestation. Le système d'attribution du Chéquier culture sera amélioré et la diffusion sera amplifiée.

La mixité dans le cadre d'activités culturelles et l'intégration dans le domaine culturel des personnes atteintes de handicap seront privilégiées.

Une coordination de l'information concernant la médiation culturelle des institutions du Département de la culture sera assurée par le SPC. Cette communication sera destinée à l'enseignement public et privé.

Un effort sera fourni dans le registre de la promotion culturelle auprès du public anglophone, très présent à Genève.

Un accent sera mis sur la signalétique de certaines institutions, de scènes culturelles et d'événements du Département de la culture.

Une nouvelle identité visuelle sera créée pour l'Alhambra et le Casino Théâtre.

La communication autour des espaces d'information et billetteries sera maintenue.

Le travail d'information autour de la MAC 2011 visera à élargir le public concerné par l'art contemporain tout en optimisant la communication vers le grand public.

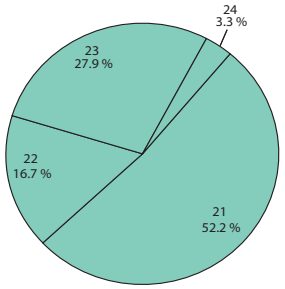
La promotion de la manifestation la Fureur de lire visera à accroître la notoriété de la manifestation auprès du grand public. L'intérêt de nouveaux publics pour la lecture et le livre en général sera renforcé par le biais de la thématique 2011 qui s'articulera autour du roman policier.

L'accès aux collections des musées pour de nouveaux publics sera favorisé. La mise en œuvre d'une série de modules multimédias visera à inciter le public à visiter une institution ou une exposition.

Objectif	Prestation(s) concernée(s)	Indicateur	Valeur cible
Optimiser le discours lié à l'art contemporain en utilisant notamment le médium photographique dans les supports de communication.	12	Statistiques de visites du site Internet MAC2011 (2'600 visites environ en 2009 dans la quinzaine autour de la MAC09).	Augmenter à 3100 le nombre de visites dans la période de la manifestation 2011, ce qui correspond à une augmentation de 20% par rapport à 2009.
Pour la Fureur de lire, mettre en œuvre un plan de communication et d'actions auprès de 3 publics cibles (scolaire, handicap, communauté linguistique).	12	Nombre de supports diffusés auprès de ces différentes cibles.	500 supports.
Faciliter l'accès au Chéquier culture en simplifiant son système d'attribution et en améliorant les critères d'attribution.	22	Nombre de chéquiers supplémentaires diffusés par rapport à 2009.	50 chéquiers supplémentaires, soit une augmentation de 7% par rapport à 2009.
Élargir la promotion des mesures liées au handicap et élaborer des partenariats avec des institutions culturelles subventionnées.	24	Nombre de nouveaux partenaires culturels participant au programme « handicap et culture ».	2 nouveaux partenaires.
Faciliter et promouvoir l'accès aux musées avec entre autres la mise à disposition de fichiers audio.	11	Nombre de fichiers de type mp3 à écouter sur le site Internet ou à télécharger en prévision d'une visite au musée.	10 fichiers audio publiés.

Promotion culturelle

Charges et revenus par missions et prestations (en milliers de francs)	Projet de budget 2011 Charges	%	Revenus	%	Budget 2010 Charges	%	Revenus	%	Comptes 2009 Charges	%	Revenus	%
1 Missions de promotion	**1'833.5**	**70.1**	**0.5**	**0.4**	**1'805.7**	**70.1**	**0.5**	**0.4**	**1'508.7**	**65.8**	**31.9**	**20.1**
11 Communication institutionnelle	936.1	35.8	0.3	0.2	979.9	38.0	0.3	0.2	799.7	34.9	0.5	0.3
12 Grandes manifestations	455.6	17.4	0.1	0.1	390.7	15.2	0.1	0.1	373.4	16.3	3.2	2.0
13 Art musical & scènes culturelles	441.9	16.9	0.1	0.1	435.1	16.9	0.1	0.1	335.6	14.6	28.1	17.7
2 Missions en faveur du public	**781.9**	**29.9**	**117.5**	**99.6**	**770.1**	**29.9**	**125.5**	**99.6**	**784.3**	**34.2**	**126.8**	**79.9**
21 Personnes âgées	407.8	15.6	76.3	64.6	404.9	15.7	76.3	60.5	442.0	19.3	76.7	48.3
22 Populaires	130.2	5.0	3.9	3.3	126.3	4.9	3.9	3.1	111.8	4.9	4.0	2.5
23 Jeunes	218.3	8.3	37.3	31.6	213.6	8.3	45.3	35.9	208.0	9.1	46.1	29.1
24 Handicapés	25.6	1.0	0.0	0.0	25.3	1.0	0.0	0.0	22.5	1.0	0.0	0.0
Total comptabilité analytique	**2'615.4**	**100.0**	**118.0**	**100.0**	**2'575.8**	**100.0**	**126.0**	**100.0**	**2'293.0**	**100.0**	**158.7**	**100.0**
Charges et revenus présentés en diminution des revenus et des charges	-		-		-		-		16.1		16.1	
Subventions en francs	868.0		170.0		838.0		170.0		794.3		170.0	
Total comptabilité générale	**3'483.4**		**288.0**		**3'413.8**		**296.0**		**3'103.4**		**344.8**	



Subventions 2011 par prestations

Promotion culturelle

	Charges par chapitres comptables					Revenus par chapitres comptables			
	30	31	36	Support	Total	43	49	Support	Total
1	**627.7**	**959.2**	**-**	**246.6**	**1'833.5**	**-**	**-**	**0.5**	**0.5**
11	406.2	404.0	-	125.9	936.1	-	-	0.3	0.3
12	169.9	224.4	-	61.3	455.6	-	-	0.1	0.1
13	51.7	330.8	-	59.4	441.9	-	-	0.1	0.1
2	**155.1**	**404.9**	**-**	**221.9**	**781.9**	**100.0**	**17.0**	**0.5**	**117.5**
21	22.2	319.3	-	66.3	407.8	76.1	-	0.1	76.3
22	44.3	57.3	-	28.6	130.2	3.9	-	0.1	3.9
23	66.5	28.3	-	123.5	218.3	20.0	17.0	0.3	37.3
24	22.2	0.0	-	3.4	25.6	-	-	0.0	0.0
	782.8	**1'364.1**	**-**	**468.5**	**2'615.4**	**100.0**	**17.0**	**1.0**	**118.0**
	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	-	-	868.0	-	868.0	-	170.0	-	170.0
	782.8	**1'364.1**	**868.0**	**468.5**	**3'483.4**	**100.0**	**187.0**	**1.0**	**288.0**

Projet de budget 2011 par chapitres comptables

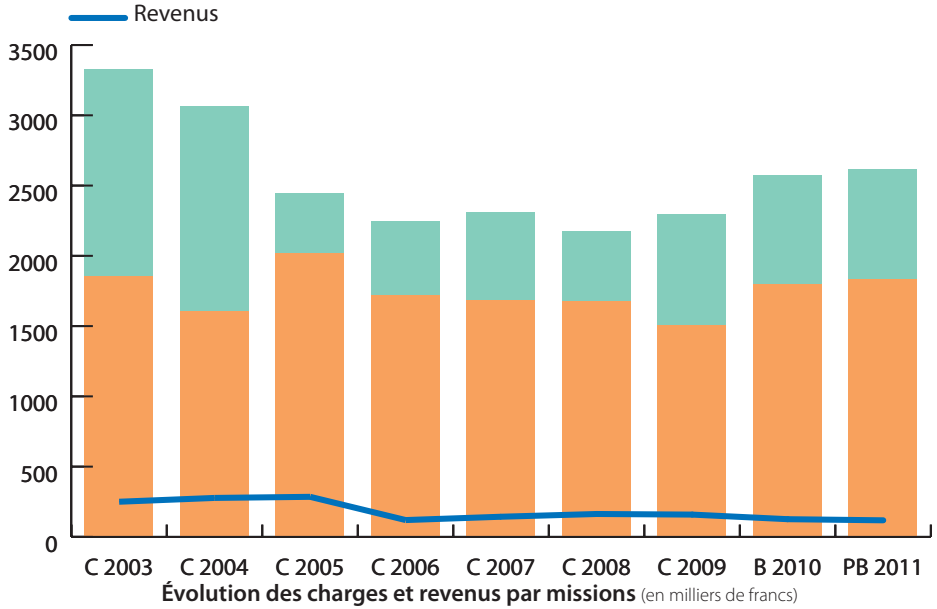
30	Charges de personnel
31	Biens, services et marchandises
32	Intérêts passifs
33	Amortissements
34	Parts et contributions sans affectation
35	Dédommagements collectivités publiques
36	Subventions accordées
37	Subventions redistribuées
38	Attributions aux financements spéciaux
39	Imputations internes
40	Impôts
42	Revenus des biens
43	Contributions
44	Parts à des recettes & contrib. s/ affect.
45	Dédommagements de collectivités publ.
46	Subventions acquises
47	Subventions à redistribuer
48	Prélévements sur financements spéciaux
49	Imputations internes

Promotion culturelle

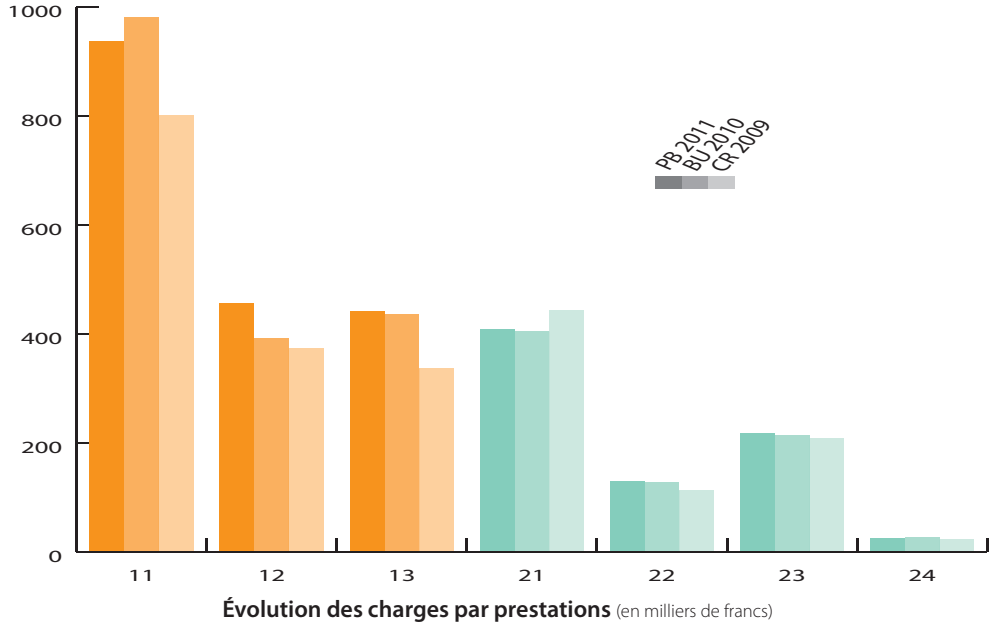
Commentaires

Selon les principes retenus pour l'ensemble des services concernés, les remboursements d'assurance pour perte de salaire ont été déduits des charges de fonctionnement (cf. « Charges et revenus présentés en diminution des revenus et des charges »). De plus, les « Subventions » n'ont pas été intégrées dans la répartition analytique.

11 La variation entre les comptes 2009 et les exercices budgétaires 2010 et 2011 est essentiellement due à la réalisation et la mise en valeur de supports d'information et de promotion par le biais des annonces publicitaires, des prestations de services, de graphistes et d'impression.



Évolution des charges et revenus par missions (en milliers de francs)



Évolution des charges par prestations (en milliers de francs)

SERVICE CULTUREL

Service culturel

Missions et prestations

Missions		Prestations		Descriptions
1	**Mise en place de la politique culturelle**	11	Assistance et conseil	Suivi de la vie culturelle et des événements artistiques. Participation à des commissions, bureaux, conseils, délégations, procès, médiations, groupes de travail, débats; pour la vie locale, nationale et internationale. Rapports au Magistrat. Analyse des demandes de subvention, en coordination avec les commissions de préavis. Rencontres individuelles et collectives avec les requérants. Présentation des préavis au Magistrat. Projets de réponses à des motions, questions écrites, projets d'arrêtés, de rapports, etc.
2	**Application de la politique culturelle**	21	Gestion des subventions en francs	Traitement administratif et validation comptable des dossiers, de l'étude des projets et leurs budgets jusqu'à l'examen des comptes et rapports d'activités, avec le Service administratif et technique. Conventions de subventionnement et évaluations, avec la Direction du DC. Participation à l'élaboration de règlements et critères d'attribution. Constitution et animation de commissions de préavis. Octroi, organisation et suivi administratif des bourses et des prix. Organisation de jurys et de concours selon les directives.
		22	Gestion des prestations en nature	Établissement de conventions de mise à disposition de locaux. Séances d'usagères et d'usagers. Attribution de locaux et ateliers d'artistes ou d'associations (préavis pour Grütli, Usine). Préavis pour services (nomades, ateliers de décors de théâtre) et activités. Mises à disposition de salles (Victoria Hall, Casino Théâtre, Alhambra, etc.) et de scènes (Cour de l'Hôtel-de-Ville, Scène Ella Fitzgerald, etc.).
3	**Organisation de manifestations**	31	Fête de la Musique	Participation au choix des lieux et des responsables des scènes. Programmation et engagement des artistes. Participation au suivi administratif, technique et promotionnel. Supervision des concerts et de la technique. Traitement comptable des indemnités et évaluation.
		32	Musiques en été	Participation au choix des responsables. Établissement de conventions. Suivi administratif et comptable des prestations et évaluation.
		33	Concerts-sérénade et Concerts du dimanche	Conception des saisons. Engagements des artistes. Choix et discussion des programmes. Organisation technique et gestion administrative. Co-gestion de la promotion. Supervision des concerts et de la technique. Accueil et accompagnement des artistes et évaluation.
		34	Concerts Kiosques en musique	Planification de la saison. Organisation technique et gestion administrative. Co-gestion de la promotion.
		35	Manifestations littéraires	Direction de projet, coordination et organisation des manifestations «Fureur de lire» et «Poésie en Ville». Participation à la manifestation «Lettres frontière». Choix des responsables, programmation et engagement des participants. Suivi administratif, technique et promotionnel, évaluation.
		36	La Ville est à vous	Établissement de partenariats avec les quartiers et détermination de l'échéancier des manifestations par quartier. Traitement et suivi administratif et comptable des demandes de subventions. Mise en relation des quartiers et des administrations publiques. Communication, conseil, assistance, évaluation et suivi des manifestations.
		37	Expositions d'artistes actifs à Genève et manifestations d'art contemporain	Organisation et gestion du concours en vue de l'exposition au Musée Rath et organisation de la Manifestation d'art contemporain (MAC).
		38	Autres manifestations	Manifestations ponctuelles et occasionnelles, partenariats.
4	**Conservation et diffusion d'art contemporain**	41	Gestion des collections d'art contemporain	Acquisition des œuvres. Conditionnement et stockage des œuvres dans les réserves. Contrôle de l'état des collections, identification et suivi des restaurations. Mise à l'inventaire et numérisation des images. Conception et réalisation d'œuvres ou interventions artistiques dans l'espace public.
		42	Présentation des œuvres de la collection du Fmac	Conception et organisation d'expositions, de présentations des œuvres de la collection du Fmac.
		43	Circulation des œuvres d'art contemporain	Prêts à l'Administration municipale : choix, transport, accrochage des œuvres. Prêt à des institutions externes. Traitement administratif et comptable des prêts (conditions, assurances).
		44	Diffusion	Signalétique des œuvres (cartels). Publications imprimées et électroniques (web) sur la présentation des collections et activités du FMAC. Expositions. Gestion de la médiathèque.
		45	Médiation culturelle	Présentation aux publics (enfants, adolescent-e-s et adultes) d'artistes, d'œuvres et de l'art contemporain genevois en général dans le cadre de cours, séminaires, conférences et autres manifestations.

Priorités et perspectives

Le Service culturel (SEC) poursuivra son engagement dans la mise en place d'une base de traitement des données relatives aux subventions à l'échelle de la Ville de Genève, en collaboration avec le Département de la cohésion sociale, de la jeunesse et des sports et le Département de l'environnement urbain et de la sécurité. Ce nouvel outil sera complété par l'élaboration d'une procédure uniformisée et généralisée du traitement des subventions dans tous les départements de la Ville de Genève.

Service culturel

Dans le domaine de l'art contemporain, il effectuera un bilan des nouvelles missions confiées au Fonds municipal d'art contemporain (Fmac), notamment de la mise à disposition des espaces communs du Bâtiment d'Art Contemporain (BAC). Par ailleurs, il poursuivra l'inventaire de la collection du fonds Iten et mettra en place une programmation régulière des œuvres de la nouvelle médiathèque. Il organisera la manifestation d'art contemporain biennale (MAC 11) en lien avec l'exposition des artistes actifs à Genève au Musée Rath et l'exposition du Fonds municipal. Pour la première fois à Genève et en collaboration avec d'autres villes suisses, le Fmac organisera le prix national de la performance.

Le SEC accompagnera la mise en place d'un nouveau projet pour le Centre d'animation cinématographique, d'entente avec le Canton. De nouvelles conventions de subventionnement entreront en vigueur, notamment avec Fonction :Cinéma et le Festival du film et forum international sur les droits humains (FIFDH). Le SEC suivra avec attention le projet de Fondation romande pour le cinéma dont le siège est prévu à Genève. Une réflexion sera menée autour du développement des festivals de cinéma.

Le SEC suivra l'évolution du projet de la Nouvelle Comédie, en collaboration avec l'association de la Nouvelle Comédie, la Fondation d'art dramatique et le Département 2. Les projets de rénovation de l'Alhambra et de la scène du Théâtre Pitoëff nécessiteront également un suivi. Enfin, la rénovation de l'Orangerie terminée permettra la réouverture du théâtre pour l'été. Une nouvelle gestion du théâtre du quartier des Grottes (ancien théâtre Para-Surbeck) sera mise en place. Les recherches pour la réalisation d'un Pavillon de la danse continueront et des projets de médiation autour de la danse seront soutenues avec plusieurs autres communes.

Comme chaque année, le SEC réalisera de nombreuses manifestations musicales : le festival Musiques en été, les Concerts sérénade, Mai en fanfares dans les kiosques, la Fête de la Musique (qui fêtera ses vingt ans d'existence) et les Concerts du Dimanche en saison d'hiver au Victoria Hall. Un état des lieux est envisagé dans le domaine du classique contemporain, afin de cerner les évolutions possibles et les priorités souhaitables.

Dans le domaine du livre et de la littérature, le SEC organisera le prix BD de la Ville de Genève et inaugurera un nouveau prix dans le domaine de la bande dessinée en collaboration avec le Canton. La manifestation littéraire La Fureur de lire se déroulera en septembre dans de nouveaux lieux. Le service poursuivra sa participation à la concrétisation du projet Rousseau 2012. Il soutiendra la concrétisation de la Maison de la littérature (MLG), notamment en affectant une ligne budgétaire pour ses activités.

Le SEC suivra avec attention la question des lieux, que ce soit pour les activités délogées (Théâtre du Galpon, Cave 12) ou pour la création de nouveaux espaces (PAV, pointe de la Jonction, etc.). Les actions concernant le problème des nuisances sonores dans le quartier des Volontaires seront poursuivies, toujours d'entente avec l'Usine et les habitant-e-s. Enfin, une dizaine de quartiers participeront aux manifestations de La Ville est à vous.

Le projet du Bureau culturel sera pérennisé notamment grâce à l'entrée en vigueur d'une convention signée avec le Pourcent culturel Migros, le Département 5 et le Canton.

Le domaine des échanges et de l'aide aux tournées sera renforcé, afin de répondre aux projets artistiques développés dans l'agglomération.

Le SEC suivra l'évolution des travaux autour de la nouvelle loi cantonale sur la culture ainsi que de la Constituante et continuera à participer au Groupe de concertation culturelle.

Objectif	Prestation(s) concernée(s)	Indicateur	Valeur cible
Signer des conventions de subventionnement avec les principales associations et fondations subventionnées.	21	Nombre de conventions de subventionnement signées.	Évaluation et renouvellement des 9 conventions arrivant à échéance en 2011 : Ateliers d'ethnomusicologie, Archipel, La Bâtie, Fondamco et les compagnies Greffe, 7273, Alias, Jobin et Foofwa.
Organiser des manifestations culturelles.	31 à 38	Nombre de manifestations culturelles organisées.	Organisation de 10 manifestations et séries de concerts : Fête de la Musique, Concerts d'été, Concerts du dimanche, Mai en fanfares, Fureur de lire, la Ville est à vous, Manifestation d'art contemporain, Exposition d'artistes actifs à Genève, Prix de la performance, Prix de la bande dessinée.

Service culturel

Charges et revenus par missions et prestations (en KCHF)	Projet de budget 2011				Budget 2010				Comptes 2009			
(en milliers de francs)	Charges	%	Revenus	%	Charges	%	Revenus	%	Charges	%	Revenus	%
1 Mise en place de la politique culturelle	**627.7**	**7.4**	**-**	**-**	**640.7**	**8.2**	**-**	**-**	**848.5**	**9.7**	**-**	**-**
11 Assistance et conseil	627.7	7.4	-	-	640.7	8.2	-	-	848.5	9.7	-	-
2 Application de la politique culturelle	**1'158.2**	**13.7**	**-**	**-**	**1'190.8**	**15.2**	**-**	**-**	**1'400.0**	**16.0**	**-**	**-**
21 Gestion des subventions en francs	1'064.2	12.6	-	-	1'096.0	14.0	-	-	1'298.9	14.9	-	-
22 Gestion des prestations en nature	94.0	1.1	-	-	94.8	1.2	-	-	101.1	1.2	-	-
3 Organisation de manifestations	**4'834.0**	**57.2**	**385.0**	**100.0**	**4'333.9**	**55.2**	**385.0**	**100.0**	**4'834.0**	**55.4**	**413.4**	**99.5**
31 Fête de la Musique	2'399.2	28.4	135.0	35.1	2'248.3	28.6	135.0	35.1	2'381.5	27.3	201.9	48.6
32 Musiques en été	653.3	7.7	-	-	640.7	8.2	-	-	750.6	8.6	-	-
33 Concerts-sérénade et Concerts du dimanche	344.3	4.1	250.0	64.9	374.3	4.8	250.0	64.9	442.6	5.1	210.8	50.7
34 Concerts Kiosques en musique	58.6	0.7	-	-	16.1	0.2	-	-	30.7	0.4	-	-
35 Manifestations littéraires	376.2	4.5	-	-	23.0	0.3	-	-	463.3	5.3	0.7	0.2
36 La Ville est à vous	573.2	6.8	-	-	669.2	8.5	-	-	532.8	6.1	-	-
37 Expositions d'artistes actifs à Genève et manifestations d'art contemporain	133.6	1.6	-	-	70.6	0.9	-	-	67.2	0.8	-	-
38 Autres manifestations	295.6	3.5	-	-	291.6	3.7	-	-	165.3	1.9	-	-
4 Conservation et diffusion art contemporain	**1'826.2**	**21.6**	**-**	**-**	**1'688.1**	**21.5**	**-**	**-**	**1'647.5**	**18.9**	**2.2**	**0.5**
41 Gestion des collections d'art contemporain	1'100.4	13.0	-	-	1'143.8	14.6	-	-	949.9	10.9	1.3	0.3
42 Circulation des oeuvres d'art contemporain	390.7	4.6	-	-	273.6	3.5	-	-	326.0	3.7	0.4	0.1
43 Diffusion	166.8	2.0	-	-	0.1	1.7	-	-	168.4	1.9	0.2	0.1
44 Médiation culturelle	168.4	2.0	-	-	136.2	1.7	-	-	203.2	2.3	0.3	0.1
Total comptabilité analytique	**8'446.1**	**100.0**	**385.0**	**100.0**	**7'853.5**	**100.0**	**385.0**	**100.0**	**8'730.1**	**100.0**	**415.6**	**100.0**
Charges et revenus présentés en diminution des revenus et des charges	1.0		1.0		1.0		1.0		7.6		7.6	
Subventions en francs	45'541.9		-		44'548.1		-		43'560.5		-	
Subventions en nature	6'172.0		2'580.8		6'055.3		2'485.1		6'046.0		2'563.2	
Total comptabilité générale	**60'160.9**		**2'966.8**		**58'457.9**		**2'871.1**		**58'344.2**		**2'986.5**	

Service culturel

	Charges par chapitres comptables							Revenus par chapitres comptables		
	30	31	33	36	39	Support	Total	42	43	Total
1	**92.9**	**2.8**	**216.8**	**-**	**-**	**315.2**	**627.7**	**-**	**-**	**-**
11	92.9	2.8	216.8	-	-	315.2	627.7	-	-	-
2	579.7	4.0	216.8	-	-	357.7	1'158.2	-	-	-
21	527.5	3.7	201.3	-	-	331.6	1'064.2	-	-	-
22	52.1	0.3	15.5	-	-	26.1	94.0	-	-	-
3	**1'341.8**	**2'429.8**	**216.8**	**-**	**546.5**	**299.1**	**4'834.0**	**65.0**	**320.0**	**385.0**
31	650.2	1'487.8	12.5	-	231.5	17.2	2'399.2	65.0	70.0	135.0
32	29.3	310.3	73.1	-	139.7	100.8	653.3	-	-	-
33	68.4	250.8	10.6	-	-	14.6	344.3	-	250.0	250.0
34	11.4	27.3	6.6	-	4.3	9.0	58.6	-	-	-
35	89.6	141.0	35.2	-	61.8	48.6	376.2	-	-	-
36	277.0	37.4	64.1	-	106.2	88.5	573.2	-	-	-
37	91.6	42.0		-	-	-	133.6	-	-	-
38	124.2	133.3	14.8	-	3.0	20.4	295.6	-	-	-
4	**733.0**	**169.9**	**421.9**	**-**	**-**	**501.4**	**1'826.2**	**-**	**-**	**-**
41	412.3	131.7	254.2	-	-	302.1	1'100.4	-	-	-
42	155.8	37.4	90.3	-	-	107.3	390.7	-	-	-
43	82.5	-	38.5	-	-	45.8	166.8	-	-	-
44	82.5	0.8	38.9	-	-	46.2	168.4	-	-	-
	2'747.3	**2'606.5**	**1'072.4**		**546.5**	**1'473.5**	**8'446.1**	**65.0**	**320.0**	**385.0**
	1.0	-	-	-	-	-	1.0	-	1.0	1.0
	-	-	-	45'541.9	-	-	45'541.9	-	-	-
	-	-	-	6'172.0	-	-	6'172.0	2'580.8	-	2'580.8
	2'748.3	**2'606.5**	**1'072.4**	**51'713.9**	**546.5**	**1'473.5**	**60'160.9**	**2'645.8**	**321.0**	**2'966.8**

Projet de budget 2011 par chapitres comptables

30	Charges de personnel
31	Biens, services et marchandises
32	Intérêts passifs
33	Amortissements
34	Parts et contributions sans affectation
35	Dédommagements collectivités publiques
36	Subventions accordées
37	Subventions redistribuées
38	Attributions aux financements spéciaux
39	Imputations internes
40	Impôts
42	Revenus des biens
43	Contributions
44	Parts à des recettes & contrib. s/ affect.
45	Dédommagements de collectivités publ.
46	Subventions acquises
47	Subventions à redistribuer
48	Prélévements sur financements spéciaux
49	Imputations internes

Service culturel

Commentaires

Selon les principes retenus pour l'ensemble des services concernés, les remboursements d'assurance pour perte de salaire ont été déduits des charges de fonctionnement (cf. « Charges et revenus présentés en diminution des revenus et des charges »). De plus, les « Subventions » n'ont pas été intégrées dans la répartition analytique.

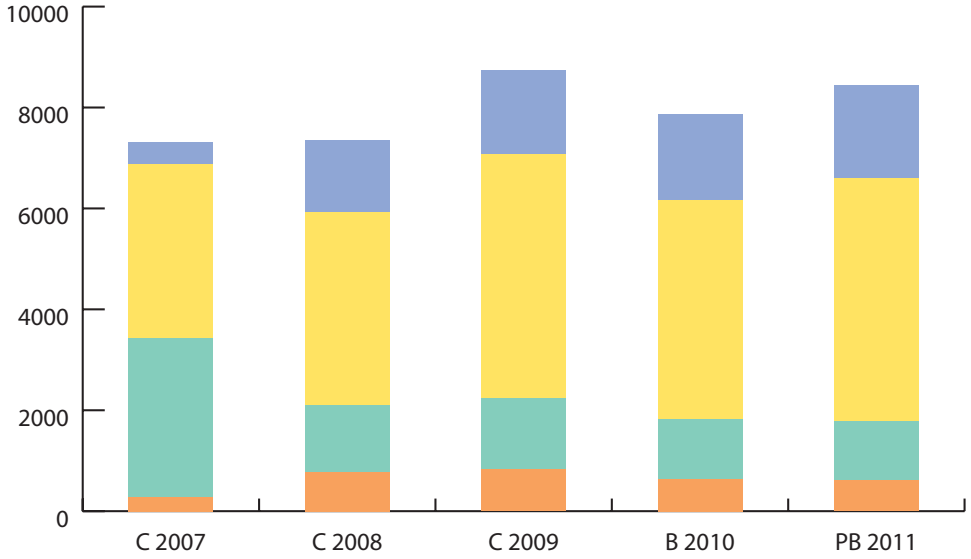
11 L'écart entre les comptes 2009 et le budget 2010 correspond au transfert de ressources humaines à la Direction du département.

35 L'écart entre les exercices budgétaires 2010 et 2011 correspond à la biennalité de la Fureur de lire.

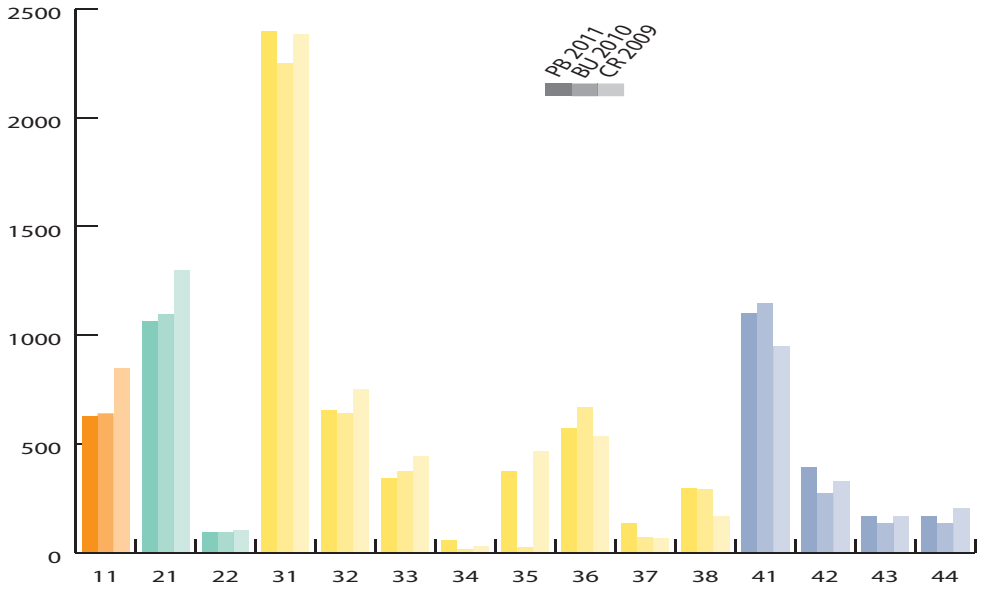
36 L'écart entre les exercices budgétaires 2010 et 2011 correspond essentiellement à la réorganisation de la cellule de coordination de la Ville est à vous. Création de deux postes d'assistant de coordination à 50 % en remplacement d'un poste de coordinateur principal.

37 L'écart entre les exercices budgétaires 2010 et 2011 correspond à la biennalité de la manifestation d'art contemporain.

La variation des subventions en francs entre les exercices budgétaires 2010 et 2011 correspond aux augmentations liées aux conventions de subventionnement signées et à l'encouragement des domaines du théâtre indépendant et institutionnel et des grandes manifestations cinématographiques.



Évolution des charges et revenus par missions (en milliers de francs)



Évolution des charges par prestations (en milliers de francs)

CONSERVATOIRE ET JARDIN BOTANIQUES

Conservatoire et jardin botaniques

Missions et prestations

Missions		Prestations		Descriptions
1	**Conservation patrimoniale**	11	Constitution et augmentation des collections	Travail de terrain (y compris préparation administrative et rapport de mission). Récolte de matériel biologique et photographique. Récolte de graines en vue d'échanges. Établissement du catalogue (Index Seminum). Gestion des achats et des dons.
		12	Traitement et classement des collections	Travail relatif au stockage des collections. Tri et préparation des échantillons, étiquetage, identification et intégration de nouveaux spécimens aux collections. Réorganisation des collections. Travail d'intégration du matériel de terrain.
		13	Inventaires et informatisation des collections	Travail relatif à la saisie informatique des inventaires des collections.
		14	Conservation et entretien des collections	Contrôle permanent de l'état de conservation des collections. Traitements ponctuels et d'entretien effectués sur les collections. Étude de cas sur le terrain. Observations, relevés de la végétation, récolte de matériel. Identification d'échantillons par des chercheurs externes aux CJB. Prêt de collections. Protection des plantes dans et hors de leur milieu en vue de replantation ultérieure. Gestion du patrimoine végétal sur le Canton, ainsi qu'aux niveaux national et international. Participation à des commissions. Programmes de multiplication d'espèces, replantations, conservation de graines à long terme.
2	**Recherche**	21	Recherche	Recherche effectuée dans les laboratoires des CJB en systématique, phylogénie, biogéographie et floristique (y compris travaux in vitro, séquenceur d'ADN et MEB). Recherches bibliographiques et nomenclaturales, ainsi que sur des collections dans d'autres musées. Travail relatif à la rédaction d'articles, à la publication et l'édition de recherches effectuées par les collaborateurs et collaboratrices des CJB. Rédaction d'expertises.
		22	Échanges scientifiques	Temps passé à l'organisation ou à la participation à des congrès, des commissions et autres associations se déroulant aux et hors CJB. Travail effectué pour la publication et l'édition des revues dont les textes sont écrits par des scientifiques externes aux CJB. Formation scientifique se déroulant hors CJB.
		23	Formation	Préparation des cours, enseignement (systématique, floristique, biodiversité, etc.), réception des étudiants.
3	**Communication, diffusion et médiation**	31	Collections permanentes vivantes	Entretien du Jardin botanique, soins aux animaux, renouvellement régulier des massifs horticoles.
		32	Expositions temporaires	Travail relatif à la conception scientifique et technique, à la réalisation, la mise en place et au démontage d'une exposition temporaire, y compris la surveillance.
		33	Activités didactiques	Participation aux animations pédagogiques pour les écoles et réalisation de documents pédagogiques à leur intention. Réalisation de documents de vulgarisation, pédagogiques. Formation continue des enseignants. Visites guidées (aux CJB ou à l'extérieur), conférences, événements ponctuels de vulgarisation et brochures de vulgarisation.
		34	Relations avec les publics	Travail relatif à l'accueil des visiteurs et du public, à la garde, à la surveillance, à la réception de la bibliothèque (y compris consultation en salle de lecture, prêt aux lecteurs, prêt entre bibliothèques). Formation s'y rapportant. Activités effectuées pour et avec des services externes aux CJB (autres services de la Ville de Genève ou autres). Promotion spécifique (médias, affiches, Internet, etc.). Travail relatif à l'accueil des clients du Botshop et à la gestion du point de vente. Mise à disposition du grand public et des scientifiques du Patrimoine virtuel. Actions pour le développement durable sur le Canton. Gestion de projets destinés à utiliser la diversité végétale et ses usages pour combattre la précarité dans des villes du sud (éducation environnementale, ethnobotanique appliquée).

Priorités et perspectives

La construction de Bot. V, commencée en janvier 2010, devrait être terminée au printemps 2012. 2011 sera donc encore une année de perturbations importantes au Jardin botanique et nécessitera d'accompagner le projet auprès du public. Dans la suite de cette réalisation, l'élaboration du projet de rénovation de La Console fera appel aux compétences d'utilisateurs des CJB, tout comme le projet de rénovation de Bot. III incluant celle de la bibliothèque.

Le thème de la grande exposition temporaire annuelle des CJB sera l'« Edelweiss ». Cette exposition, préparée depuis plusieurs années, sera réalisée en collaboration avec le Jardin botanique de l'Université de Zürich. C'est la même exposition (bilingue) qui sera présentée à Zürich et à Genève. Elle devrait servir de support à de nombreuses activités culturelles du Département de l'Instruction Publique.

Au niveau du Jardin, 2011 verra l'aboutissement d'une grande réflexion sur les collections vivantes de l'institution. Ce travail, qui bénéficie de l'apport d'un travail de master de l'Université de Genève en 2010, aura nécessité de terminer l'inventaire complet de ces collections, de faire des choix sur

Conservatoire et jardin botaniques

leur maintien, de développer une stratégie d'acquisition et d'entretien de celles-ci, et de publier un document définissant une « politique des gestions des collections vivantes ».

L'inventaire de toutes les espèces connues en Afrique a permis aux CJB de proposer pour la première fois une base de données, accessible sur Internet, de tous les noms connus, soit 185'773 noms, dont 89'424 sont des noms acceptés (état en avril 2010). Cette base de données représente la seule liste de plantes maintenue à jour à l'échelle d'un continent : c'est un pas capital vers le «Target 1» de la Stratégie Globale pour la Conservation des Plantes de la Convention sur la Diversité biologique (http://www.ville-ge.ch/musinfo/bd/cjb/africa). Les travaux pour 2011 permettront de proposer les données de cette base dans une présentation améliorée, ainsi que d'y ajouter des informations bibliographiques et sur les formes biologiques. Le second volume du Catalogue d'Afrique du Nord sera publié dans ce contexte.

Prémices d'une Flore électronique de Suisse, les CJB diffuseront sur le Web la première Flore numérique des lichens de Suisse. C'est un pas important vers la création d'outils électroniques complémentaires aux livres pour la diffusion des données botaniques et l'aide à la détermination de la végétation suisse. Les CJB réaffirmeront ainsi leur « leadership » dans le domaine de la botanique au niveau national.

Outre ces projets, les CJB poursuivront les travaux courants dans leurs différents domaines d'activités. On notera en particulier la poursuite de l'effort de digitalisation d'échantillons d'herbier grâce à l'apport de financements externes, la poursuite des travaux d'acquisition de graines d'espèces menacées du canton afin de les stocker vivantes dans la banque de semences et de répondre ainsi aux attentes de la Convention sur la diversité biologique, le développement d'une méthode permettant la cartographie automatisée des milieux naturels de la région genevoise, la publication de nombreux articles scientifiques.

Objectif	Prestation(s) concernée(s)	Indicateur	Valeur cible
Communiquer sur le chantier de Bot V (herbiers et accueil des publics) et apporter une expertise sur le suivi des études de restauration du bâtiment Bot III, d'agrandissement de la bibliothèque, ainsi que de restauration de La Console.	14 et 34	Nombre de réponses données au public et aux médias. Participation aux séances liées aux projets de restauration.	Une réponse est apportée à toutes les questions formulées par le public et les médias. Présence d'experts des CJB à toutes les séances.
Organiser et présenter l'exposition bilingue et nationale «Edelweiss», en plein air et conjointement avec le Jardin botanique de Zurich.	32 à 34	Nombre de visiteurs et de scolaires attendus.	100'000 visiteurs et/ou 200 classes (GE et ZH) attendus.
Définir la politique de gestion des collections vivantes des CJB.	14	Publication de la politique de gestion des collections vivantes des CJB.	Politique de gestion des collections vivantes publiée avant fin 2011.
Diffuser sur le web l'ensemble des noms des espèces d'Afrique, assortis de leur forme biologique et de la référence aux données bibliographiques principales et finaliser la publication du catalogue d'Afrique du Nord.	21	Nombre de fiches espèces standardisées disponibles sur le site web des CJB. Publication de la fin du Catalogue de la flore d'Afrique du Nord.	60'000 fiches espèces standardisées et disponibles sur le site web des CJB. Deux volumes publiés.
Diffuser sur le web la Flore numérique des lichens de Suisse, impliquant la création d'un outil de gestion des informations et d'un site Internet.	34	Nombre d'espèces publiées on line sur le site de la Flore numérique des lichens de Suisse.	Publication d'au moins 50 espèces avant fin 2011 (premier groupe traité: le genre Parmelia s. l.).

Conservatoire et jardin botaniques

Charges et revenus par missions et prestations (en milliers de francs)	Projet de budget 2011				Budget 2010				Comptes 2009			
	Charges	%	Revenus	%	Charges	%	Revenus	%	Charges	%	Revenus	%
1 Conservation Patrimoniale	**6'803.9**	**42.2**	**16.3**	**7.1**	**6'868.5**	**43.7**	**17.0**	**7.5**	**7'145.1**	**44.5**	**345.7**	**39.6**
11 Constitution et augmentation des collections	279.0	1.7	0.0	0.0	262.5	1.7	0.0	0.0	218.8	1.4	0.0	0.0
12 Traitement et classement des collections	3'353.8	20.8	11.2	4.9	3'070.7	19.5	11.6	5.1	3'047.8	19.0	37.2	4.3
13 Inventaires et informatisation des collections	1'083.2	6.7	0.1	0.1	1'687.1	10.7	0.3	0.1	1'966.4	12.3	292.4	33.5
14 Conservation et entretien des collections	2'088.0	13.0	4.9	2.1	1'848.2	11.8	5.0	2.2	1'912.2	11.9	16.1	1.8
2 Recherche	**1'864.8**	**11.6**	**59.4**	**25.9**	**1'817.5**	**11.6**	**58.4**	**25.7**	**1'770.3**	**11.0**	**64.4**	**7.4**
21 Recherche	980.5	6.1	48.1	20.9	961.6	6.1	48.0	21.1	935.5	5.8	50.4	5.8
22 Echanges scientifiques	585.9	3.6	11.3	4.9	568.6	3.6	10.4	4.6	556.5	3.5	13.9	1.6
23 Formation	298.5	1.9	0.0	0.0	287.3	1.8	0.0	0.0	278.4	1.7	0.1	0.0
3 Communication, Difffusion et Médiation	**7'452.3**	**46.2**	**153.9**	**67.0**	**7'046.4**	**44.8**	**151.7**	**66.8**	**7'177.5**	**44.5**	**462.7**	**53.0**
31 Collections permanentes vivantes	4'803.7	29.8	130.3	56.7	4'544.8	28.8	126.7	55.8	4'552.7	28.4	145.7	16.7
32 Expositions temporaires	717.3	4.4	0.1	0.0	662.0	4.2	0.1	0.0	780.7	4.9	3.1	0.4
33 Activités didactiques	737.2	4.6	1.4	0.6	691.9	4.4	1.2	0.5	670.6	4.2	1.7	0.2
34 Relations avec les publics	1'194.0	7.4	22.2	9.7	1'147.6	7.3	23.7	10.4	1'123.3	7.0	312.2	35.8
Total comptabilité analytique	**16'121.1**	**100.0**	**229.7**	**100.0**	**15'732.4**	**100.0**	**227.1**	**100.0**	**16'042.8**	**100.0**	**872.8**	**100.0**
Charges et revenus présentés en diminution des revenus et des charges	3.2		3.2		2.8		2.8		43.8		43.8	
Subventions en nature	48.0		-		47.9		-		50.2		-	
Total comptabilité générale	**16'172.2**		**232.8**		**15'783.0**		**229.9**		**16'136.8**		**916.6**	

Conservatoire et jardin botaniques

	Charges par chapitres comptables							Revenus par chapitres comptables					
	30	31	33	36	39	Support	Total	42	43	46	49	Support	Total
1	**4'632.8**	**483.6**	**0.0**	**-**	**0.5**	**1'684.3**	**6'803.9**	**-**	**0.4**	**15.0**	**-**	**0.9**	**16.3**
11	182.0	30.0	-	-	-	67.0	279.0	-	-	-	-	0.0	0.0
12	2'254.7	265.9	2.7	-	0.5	829.9	3'353.8	-	0.2	10.5	-	0.5	11.2
13	820.4	-	-	-	-	262.8	1'083.2	-	-	-	-	0.1	0.1
14	1'375.7	187.7	-	-	-	524.5	2'088.0	-	0.1	4.5	-	0.3	4.9
2	**1'094.1**	**184.4**	**3.9**	**-**	**0.8**	**581.6**	**1'864.8**	**19.0**	**40.3**	**-**	**-**	**0.2**	**59.4**
21	535.5	155.7	3.9	-	0.8	284.6	980.5	19.0	29.0	-	-	0.1	48.1
22	363.8	28.7	-	-	-	193.4	585.9	-	11.3	-	-	0.1	11.3
23	194.8	0.1	-	-	-	103.6	298.5	-	-	-	-	0.0	0.0
3	**4'730.8**	**878.6**	**146.0**	**-**	**45.9**	**1'651.1**	**7'452.3**	**8.0**	**120.3**	**-**	**24.8**	**0.9**	**153.9**
31	2'929.4	675.7	146.0	-	34.5	1'018.1	4'803.7	-	105.0	-	24.8	0.6	130.3
32	441.0	113.7	-	-	7.3	155.4	717.3	-	-	-	-	0.1	0.1
33	518.8	35.7	-	-	-	182.8	737.2	-	1.3	-	-	0.1	1.4
34	841.6	53.6	-	-	4.1	294.8	1'194.0	8.0	14.0	-	-	0.2	22.2
	10'457.7	**1'546.6**	**152.6**	**-**	**47.2**	**3'916.9**	**16'121.1**	**27.0**	**160.8**	**15.0**	**24.8**	**2.1**	**229.7**
	-	3.2	-	-	-	-	3.2	-	3.2	-	-	-	3.2
	-	-	-	48.0	-	-	48.0	-	-	-	-	-	-
	10'457.7	**1'549.8**	**152.6**	**48.0**	**47.2**	**3'916.9**	**16'172.2**	**27.0**	**164.0**	**15.0**	**24.8**	**2.1**	**232.8**

Projet de budget 2011 par chapitres comptables

30	Charges de personnel
31	Biens, services et marchandises
32	Intérêts passifs
33	Amortissements
34	Parts et contributions sans affectation
35	Dédommagements collectivités publiques
36	Subventions accordées
37	Subventions redistribuées
38	Attributions aux financements spéciaux
39	Imputations internes
40	Impôts
42	Revenus des biens
43	Contributions
44	Parts à des recettes & contrib. s/ affect.
45	Dédommagements de collectivités publ.
46	Subventions acquises
47	Subventions à redistribuer
48	Prélévements sur financements spéciaux
49	Imputations internes

Conservatoire et jardin botaniques

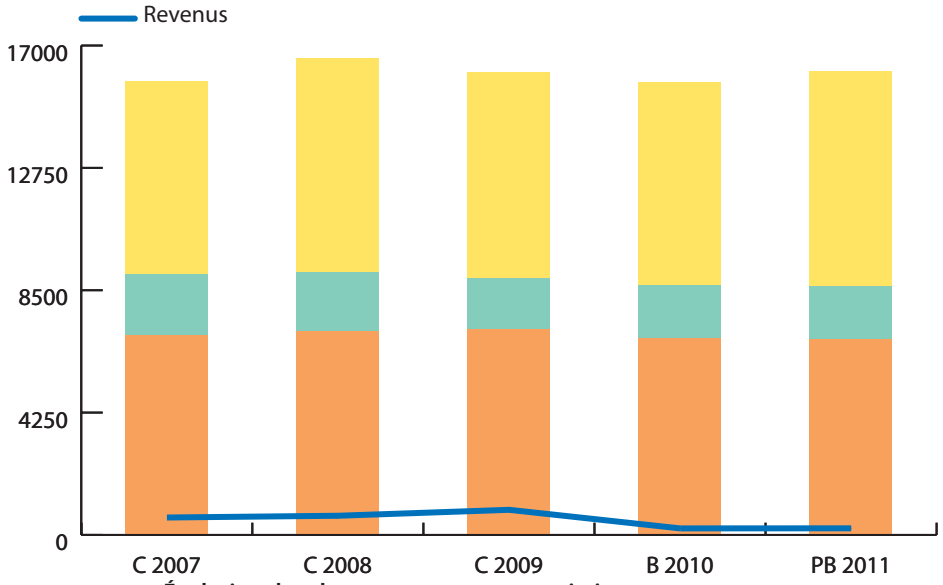
Commentaires

Selon les principes retenus pour l'ensemble des services concernés, les remboursements d'assurance pour perte de salaire ont été déduits des charges de fonctionnement (cf. « Charges et revenus présentés en diminution des revenus et des charges »). De plus, les « Subventions » n'ont pas été intégrées dans la répartition analytique.

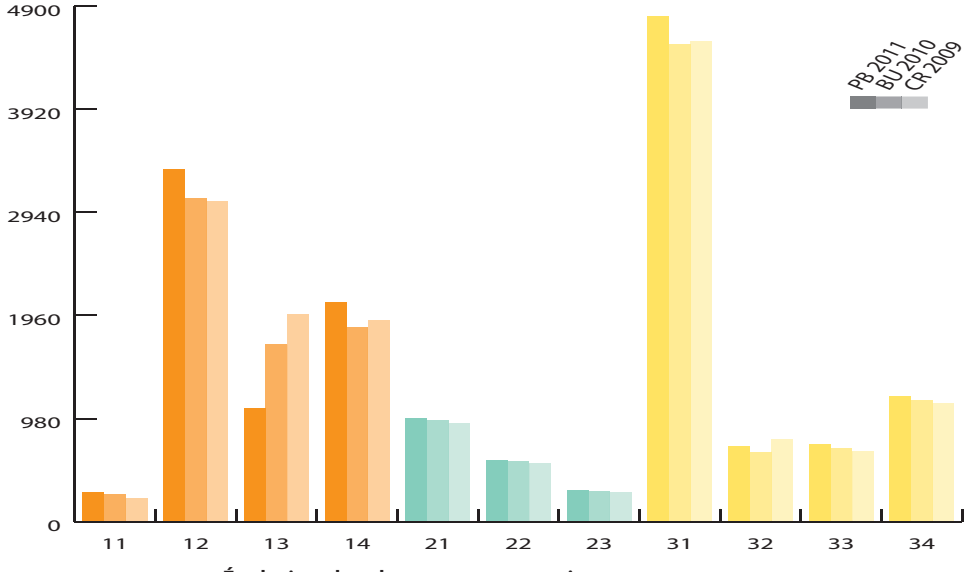
Le projet de budget 2011 est en légère baisse par rapport au budget 2010. Ceci est dû à la diminution des charges d'amortissements (amortissements complets d'achats de véhicules et engins, ainsi que du catalogage rétrospectif des ouvrages). La différence entre les comptes 2009 et les exercices budgétaires 2010 et 2011 provient principalement de la fin d'amortissement des serres de Pregny (~CHF 257'000.-).

En termes relatifs, la répartition des coûts par missions et prestations est stable dans le temps.

En termes de revenus, l'écart important constaté entre les comptes et les exercices budgétaires s'explique par le fait que les fonds externes dédiés à la digitalisation des collections, en vue de leur diffusion sur Internet, ne peuvent être pris en compte au moment de l'élaboration du budget. En fait, ces fonds ne sont alloués aux CJB qu'au cours du 2ème semestre et ne sont pas acquis pour autant.



Évolution des charges et revenus par missions (en milliers de francs)



Évolution des charges par prestations (en milliers de francs)

MUSÉES D'ART ET D'HISTOIRE

Musées d'art et d'histoire

Missions et prestations

Missions		Prestations		Descriptions
1	**Conservation patrimoniale**	11	Constitution et augmentation des collections	Politique d'acquisition et achats d'œuvres, gestion des dons et legs.
		12	Traitement et classement des collections	Conservation des collections dans des lieux adéquats, aménagement et gestion des dépôts et des bâtiments, rangement et localisation des œuvres.
		13	Inventaire et informatisation des collections	Inventaire et numérisation des collections, gestion des prêts.
		14	Conservation et entretien des collections	Contrôle permanent de l'état de conservation des collections. Traitements ponctuels et d'entretien effectués sur les collections.
2	**Recherche**	21	Recherche	Recherches scientifiques sur les collections des MAH, l'histoire des institutions, les techniques.
		22	Échanges scientifiques	Échanges scientifiques internes et externes, accueil des chercheurs.
		23	Formation	Participation à la formation des étudiants, accueil de stagiaires, encadrement scientifique, cours.
3	**Communication, diffusion et médiation**	31	Collections permanentes	Conception scientifique et muséographique des expositions permanentes, réalisation et mise en place.
		32	Expositions temporaires	Conception scientifique et muséographique des expositions temporaires, conception et édition du catalogue d'exposition, réalisation et mise en place des expositions temporaires, démontage.
		33	Activités didactiques	Conception de projets et supports pédagogiques, prise en charge des publics.
		34	Relations avec les publics	Accueil des visiteurs, communication institutionnelle et événementielle, entretien, sécurité et surveillance, activités pour des tiers.

Priorités et perspectives

La convention signée en mars 2010 entre la Fondation Gandur pour l'art et la Ville de Genève a permis de garantir l'obtention des fonds privés à hauteur de 50% de la dépense globale prévue pour le chantier de rénovation et d'agrandissement confié à Jean Nouvel. Le projet ainsi relancé, les architectes, les équipes du musée et le Service d'architecture travaillent de concert afin de présenter le projet définitif pour la fin 2010. Le dossier d'autorisation de construire devrait être déposé d'ici l'été 2011. Un projet d'établissement sera également élaboré afin d'assurer une meilleure cohérence entre la mise en œuvre du contenant et du contenu, en s'appuyant sur les études menées au cours des années précédentes.

Une réflexion sera conduite sur la probable fermeture du musée durant les travaux. Ses objectifs seront de s'assurer de la meilleure affectation possible du personnel au cours de cette période, d'étudier et de planifier le déménagement des collections. Ce sera l'occasion d'un chantier des collections comprenant un récolement général et un état sanitaire des œuvres présentées aujourd'hui. La mise en œuvre d'un programme d'expositions internationales comprenant les œuvres habituellement exposées sera également initiée et les contacts poursuivis en ce sens avec des musées du monde entier.

Parallèlement, les collections de la Maison Tavel et son positionnement dans la Cité seront au centre d'une étude devant proposer un avant-projet de réaménagement.

La réorganisation interne en vue du renforcement de la surveillance et de la sécurité sera poursuivie, après quantification et validation des besoins, afin de répondre aux normes légales en la matière (augmentation de personnel, nouvelle planification, vidéosurveillance).

Le rangement des collections fera l'objet d'une étude appronfondie en vue d'une installation partielle dans le futur dépôt patrimonial de la Ville de Genève (ancien site Artamis). À la Promenade du Pin 5, la Bibliothèque d'art et d'archéologie concentrera son action sur le traitement de ses fonds précieux et achèvera l'installation de la réserve destinée à les accueillir.

Après la mise en production en 2010 du nouveau progiciel d'inventaire Museum+, il s'agira d'adapter les procédures de gestion des collections et de poursuivre la formation des utilisateurs. Un projet de photothèque numérique commune aux institutions patrimoniales de la Ville de Genève sera développé et la mise en ligne des collections à destination du public se poursuivra.

Musées d'art et d'histoire

Regroupant depuis le 1er janvier 2010 les dix ateliers de l'institution, le secteur de la conservation-restauration renforcera sa cohésion interne (formation continue des collaborateurs, mise en commun de ressources matérielles) et proposera un « journal » de secteur synthétisant l'ensemble des informations relatives aux traitements réalisés durant l'année. Parallèlement aux campagnes de restauration et d'entretien des collections (fonds Saint-Ours, lapidaire situé dans la cour du Musée), le secteur développera les « conférences métier » lancées en 2010 à l'occasion du Centenaire.

Les dernières études sur les collections porteront à l'édition d'un ouvrage sur les figurines en terre cuite de la période hellénistique à la période romaine (collection de Candolle) ; dans le cadre de la publication systématique des collections byzantines et de la donation Janet Zakos paraîtra le volume consacré au sceaux.

Le programme des expositions mettra l'accent sur les grandes donations dont a bénéficié l'institution et plus largement sur la mise en valeur de ses fonds. Le Cabinet d'arts graphiques proposera à Charles-Galland une grande exposition dédiée à l'artiste Hans Hartung (1904-1989) suite à l'importante donation par la Fondation Hartung-Bergman (Antibes), en 2009, d'un ensemble de 600 feuilles de l'artiste. Le Musée Rath présentera pour la première fois la collection des peintures représentatives du mouvement de l'Abstraction lyrique déposées au Musée d'art et d'histoire par la Fondation Gandur pour l'art. En fin d'année, le public genevois sera invité à se réapproprier son patrimoine horloger : depuis la fermeture du Musée de l'horlogerie en 2002, et bien que le rayonnement des collections ait été assuré par de nombreux prêts et l'organisation de diverses expositions thématiques, il apparaît nécessaire de leur redonner un nouvel ancrage dans la Cité. Le Musée Rath accueillera aussi la 4e édition de l'exposition consacrée aux artistes actifs aujourd'hui à Genève. Le Cabinet d'arts graphiques et la Bibliothèque d'art et d'archéologie présenteront chacun une nouvelle exposition à la Promenade du Pin.

Le Pôle Publics complètera son offre de l'audioguide du Musée d'art et d'histoire par un parcours « histoire », tout en œuvrant pour pérenniser la programmation interdisciplinaire initiée pendant l'année du Centenaire en 2010 et proposer deux soirées thématiques nocturnes. Enfin, les actions promotionnelles à destination des professionnels du tourisme seront développées.

Objectif	Prestation(s) concernée(s)	Indicateur	Valeur cible
Réaliser le projet de réaménagement et d'agrandissement du Musée d'art et d'histoire.	11, 12, 13, 14, 21, 31, 32, 33 et 34	Validation du projet définitif et dépôt du dossier d'autorisation de construire.	Projet définitif validé et dossier d'autorisation de construire déposé.
Réaliser le projet de réaménagement de la Maison Tavel.	12, 13, 14, 21, 31, 32, 33 et 34	Dépôt de l'avant-projet.	Avant-projet validé.
Réaliser le programme des expositions, des publications et de la programmation interdisciplinaire.	13, 14, 21, 31, 32, 33 et 34	Nombre d'expositions temporaires. Édition et diffusion des programmes d'activités, des supports promotionnels et des dossiers de presse. Nombre de publications.	6 expositions temporaires inaugurées/réalisées (1 au MAH, 3 au Musée Rath, 1 au Cabinet d'arts graphiques, 1 à la Bibliothèque d'art et d'archéologie). Programme des activités réalisé/édité et diffusé 1 catalogue d'exposition et 2 études sur les collections publiées.

Musées d'art et d'histoire

Charges et revenus par missions et prestations (en milliers de francs)	Projet de budget 2011				Budget 2010				Comptes 2009			
	Charges	%	Revenus	%	Charges	%	Revenus	%	Charges	%	Revenus	%
1 Conservation patrimoniale	**10'007.0**	**30.8**	**68.5**	**15.2**	**9'789.5**	**30.1**	**235.7**	**29.4**	**9'704.4**	**30.1**	**256.9**	**19.6**
11 Constitution et augmentation des collections	1'107.2	3.4	60.0	13.4	1'232.6	3.8	222.2	27.8	1'232.5	3.8	203.0	15.5
12 Traitement et classement des collections	2'639.9	8.1	-	-	2'578.1	7.9	-	-	2'841.1	8.8	0.4	0.0
13 Inventaire et informatisation des collections	4'145.7	12.8	8.5	1.9	3'615.5	11.1	13.5	1.7	3'226.2	10.0	44.5	3.4
14 Conservation et entretien des collections	2'114.3	6.5	-	-	2'363.3	7.3	-	-	2'404.5	7.5	9.0	0.7
2 Recherche	**2'700.8**	**8.3**	**1.5**	**0.3**	**3'228.9**	**9.9**	**1.5**	**0.2**	**2'430.7**	**7.5**	**0.0**	**0.0**
21 Recherche	2'042.0	6.3	1.5	0.3	2'537.0	7.8	1.5	0.2	1'918.5	6.0	0.0	0.0
22 Échanges scientifiques	414.0	1.3	-	-	399.0	1.2	-	-	263.5	0.8	-	-
23 Formation	244.8	0.8	-	-	292.9	0.9	-	-	248.7	0.8	0.0	0.0
3 Communication, diffusion et médiation	**19'803.8**	**60.9**	**379.2**	**84.4**	**19'547.1**	**60.0**	**563.2**	**70.4**	**20'071.2**	**62.3**	**1'054.5**	**80.4**
31 Collections permanentes	2'550.5	7.8	-	-	2'971.9	9.1	1.2	0.1	3'048.7	9.5	0.0	0.0
32 Expositions temporaires	5'095.7	15.7	13.5	3.0	5'432.8	16.7	27.7	3.5	6'758.3	21.0	2.9	0.2
33 Activités didactiques	1'263.5	3.9	23.5	5.2	1'068.1	3.3	34.7	4.3	1'212.6	3.8	48.1	3.7
34 Relations avec les publics	10'894.1	33.5	342.2	76.2	10'074.4	30.9	499.6	62.4	9'051.6	28.1	1'003.4	76.5
Total comptabilité analytique	**32'511.5**	**100.0**	**449.2**	**100.0**	**32'565.6**	**100.0**	**800.4**	**100.0**	**32'206.3**	**100.0**	**1'311.3**	**100.0**
Revenus présentés en diminution des revenus et des charges	1.4		1.4		1.4		1.4		191.0		191.0	
Subventions en nature	76.6		-		64.6		-		99.4		-	
Total comptabilité générale	**32'589.5**		**450.6**		**32'631.6**		**801.8**		**32'496.7**		**1'502.4**	

Musées d'art et d'histoire

	Charges par chapitres comptables							Revenus par chapitres comptables				
	30	31	33	36	39	Support	Total	42	43	46	49	Total
1	**5'131.3**	**2'469.1**	**970.0**	**-**	**165.6**	**1'271.0**	**10'007.0**	**-**	**8.5**	**60.0**	**-**	**68.5**
11	510.6	471.6	-	-	-	124.9	1'107.2	-	-	60.0	-	60.0
12	757.6	1'261.9	101.9	-	17.3	501.1	2'639.9	-	-	-	-	-
13	2'541.8	216.1	868.1	-	148.2	371.4	4'145.7	-	8.5	-	-	8.5
14	1'321.3	519.5	-	-	-	273.5	2'114.3	-	-	-	-	-
2	**1'961.5**	**188.4**	**117.4**	**-**	**17.9**	**415.6**	**2'700.8**	**-**	**1.5**	**-**	**-**	**1.5**
21	1'509.2	165.4	92.4	-	14.1	260.9	2'042.0	-	1.5	-	-	1.5
22	275.1	17.3	25.0	-	3.8	92.8	414.0	-	-	-	-	-
23	177.2	5.7	-	-	-	61.9	244.8	-	-	-	-	-
3	**11'447.1**	**4'626.9**	**834.7**	**-**	**285.8**	**2'609.2**	**19'803.8**	**19.6**	**282.9**	**-**	**76.7**	**379.2**
31	925.7	1'135.2	207.9	-	78.0	203.8	2'550.5	-	-	-	-	-
32	2'090.1	1'986.2	392.2	-	70.2	557.1	5'095.7	-	13.5	-	-	13.5
33	782.7	384.5	-	-	-	96.3	1'263.5	-	23.5	-	-	23.5
34	7'648.7	1'121.0	234.7	-	137.6	1'752.0	10'894.1	19.6	245.9	-	76.7	342.2
	18'540.0	**7'284.4**	**1'922.1**	**-**	**469.3**	**4'295.8**	**32'511.5**	**19.6**	**292.9**	**60.0**	**76.7**	**449.2**
	-	1.4	-	-	-	-	1.4	-	1.4	-	-	1.4
	-	-	-	76.6	-	-	76.6	-	-	-	-	-
	18'540.0	**7'285.8**	**1'922.1**	**76.6**	**469.3**	**4'295.8**	**32'589.5**	**19.6**	**294.3**	**60.0**	**76.7**	**450.6**

Projet de budget 2011 par chapitres comptables

30	Charges de personnel
31	Biens, services et marchandises
32	Intérêts passifs
33	Amortissements
34	Parts et contributions sans affectation
35	Dédommagements collectivités publiques
36	Subventions accordées
37	Subventions redistribuées
38	Attributions aux financements spéciaux
39	Imputations internes
40	Impôts
42	Revenus des biens
43	Contributions
44	Parts à des recettes & contrib. s/ affect.
45	Dédommagements de collectivités publ.
46	Subventions acquises
47	Subventions à redistribuer
48	Prélévements sur financements spéciaux
49	Imputations internes

Musées d'art et d'histoire

Commentaires

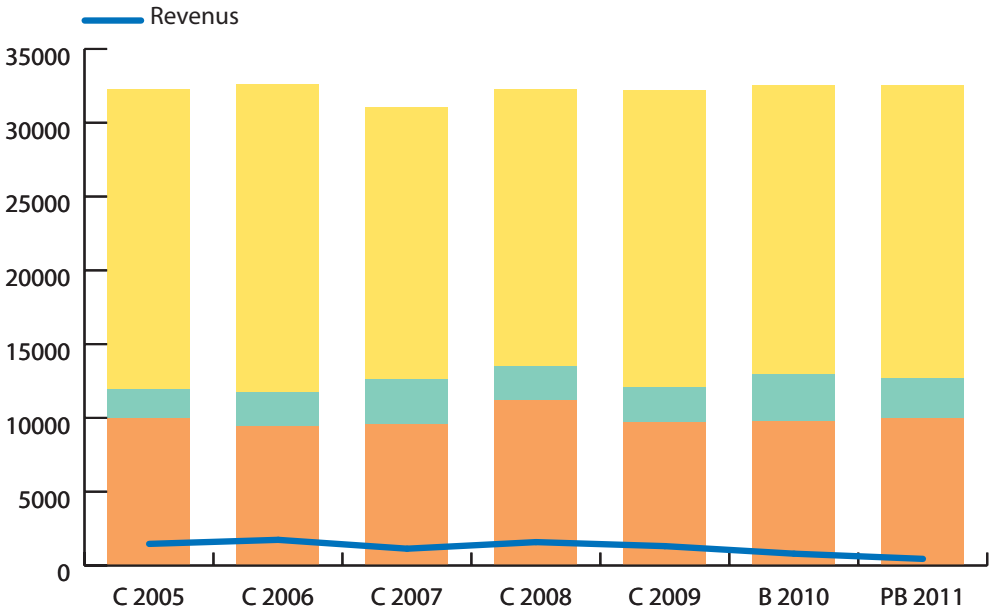
Selon les principes retenus pour l'ensemble des services concernés, les remboursements d'assurance pour perte de salaire ont été déduits des charges de fonctionnement (cf. « Charges et revenus présentés en diminution des revenus et des charges »). De plus, les « Subventions » n'ont pas été intégrées dans la répartition analytique.

Le MAH présente une composition de charges stables dans le temps.

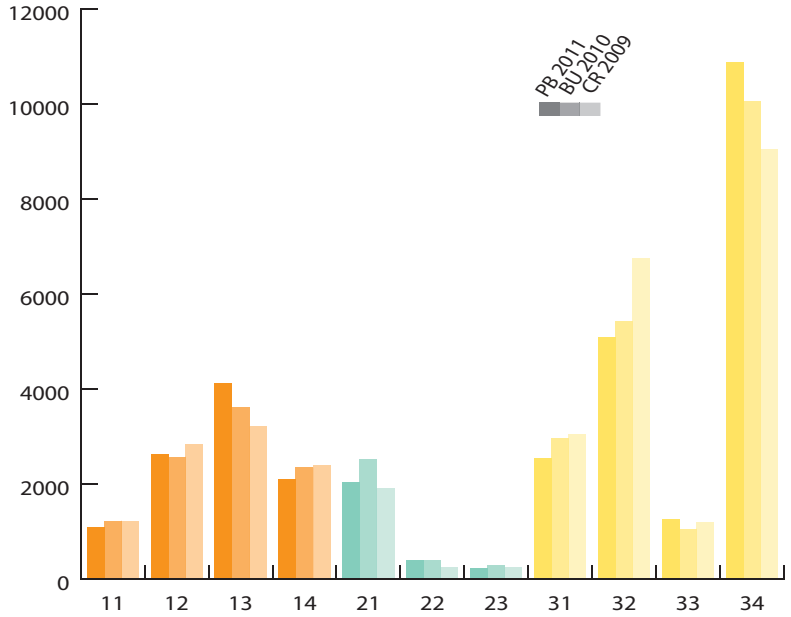
Le montant des revenus aux comptes comprend le sponsoring destiné au financement des expositions temporaires, aux dons pour le « Journal » des MAH, ainsi qu'au mécénat destiné à l'acquisition de nouvelles œuvres ou collections. Ces éléments n'étant pas garantis dans le temps, seuls les éléments connus au moment de l'élaboration du budget sont pris en compte.

La diminution des revenus pour l'exercice budgétaire 2011 par rapport au budget 2010 provient essentiellement de :

- La non attribution des revenus d'intérêts sur les fonds spéciaux destinés à l'acquisition d'œuvre d'art (KCHF -162.2) ;
- L'estimation prudente des ventes de catalogues d'expositions temporaires (KCHF -113.3).



Évolution des charges et revenus par missions (en milliers de francs)



Évolution des charges par prestations (en milliers de francs)

MUSÉE D'ETHNOGRAPHIE

Musée d'ethnographie

Missions et prestations

Missions		Prestations		Descriptions
1	**Conservation patrimoniale**	11	Constitution et augmentation des collections	Enrichissement des collections par des dons, achats et missions sur le terrain conformément à la politique d'acquisition.
		12	Traitement et classement des collections	Aménagement et gestion de lieux adéquats pour les réserves accueillant les collections (déploiement de moyens préventifs contre les risques de détérioration, de vol et d'incendie). Mise en œuvre d'équipements de rangement et de moyens techniques de protection et de conditionnement des objets pour leur entreposage.
		13	Inventaire, informatisation et gestion des collections	Identification, inventaire et préparation des objets en vue de leur intégration aux collections ; saisie informatique de toutes les informations en relation. Mise en place d'outils informatiques pour la maîtrise de ces informations, le suivi des prêts d'objets et la mise à disposition des documents photographiques. Travail relatif à la gestion de la bibliothèque (acquisitions, enregistrements), au prêt, aux lecteurs et à la politique d'échange.
		14	Conservation et entretien des collections	Surveillance permanente de l'état de conservation des collections. Traitements préventifs et curatifs ponctuels sur les collections. Entretien et restauration des objets.
2	**Recherche**	21	Recherche	Recherches en vue de documenter les collections et les sociétés dont elles sont issues.
		22	Échanges scientifiques	Échanges scientifiques par la transmission et l'échange des informations collectées, la rédaction d'articles, la publication des recherches, la participation à des congrès, commissions et autres organisations scientifiques au Musée ou hors du Musée. Organisation et participation à des cycles de formation scientifique se déroulant au ou hors du Musée, par les scientifiques de l'institution.
		23	Formation	Enseignement et encadrement des étudiant-e-s, diplômant-e-s et stagiaires, lors de cours dans les universités ou au Musée.
3	**Communication, diffusion et médiation**	31	Collections permanentes	Organisation d'expositions dites de référence où l'accent est mis sur la présentation de longue durée des collections permanentes du MEG : travail de conception scientifique et scénographique, puis montage et suivi technique.
		32	Expositions temporaires	Organisation d'expositions de synthèse à caractère temporaire dans lesquelles les collections servent à une mise en perspective des sociétés et de leurs interactions : travail de conception scientifique et scénographique, puis montage et suivi technique.
		33	Activités didactiques	Conception et organisation de programmes variés de médiation culturelle destinés aux divers publics : groupes hors scolaire, classes de divers niveaux et parcours de visites guidées. Création de documents pédagogiques et brochures de vulgarisation à l'intention des visiteurs. Programmes de formation continue aux enseignants. Organisation d'ateliers, films, conférences et événements ponctuels de vulgarisation.
		34	Relation avec les publics	Travail relatif à l'accueil général du public (information, vente, etc.), à la surveillance (sécurité du public et des objets), à la communication institutionnelle et la promotion des activités du MEG. Mise à disposition de salles ou autres prestations pour des tiers.

Priorités et perspectives

En 2011, le Musée d'ethnographie (MEG) devrait avoir pris ses quartiers provisoires, le temps de la réalisation du projet d'agrandissement et rénovation des bâtiments à Carl-Vogt. Dès cet instant, le programme du MEG sera principalement orienté vers la préparation de la réouverture, sans négliger le maintien d'un programme attractif d'exposition à Conches. Avec pour ambition de développer durant cette phase transitoire un plan quinquennal pour les années 2013 à 2017, le personnel aura pour mission de développer la mise en pratique des stratégies annoncées dans le plan directeur du MEG agrandi. Les efforts financiers et humains seront canalisés en conséquence.

Conservation patrimoniale

Les expositions planifiées pour la réouverture présenteront un ensemble riche d'objets des collections permanentes du MEG. La mise en valeur de ceux-ci passera par une campagne de restauration des objets. L'atelier de restauration sera renforcé, mais recevra aussi l'appui d'intervenants et experts externes lorsque des compétences spécifiques devront être requises.

Après restauration, les objets pourront passer au studio photographique en vue de la préparation des clichés qui illustreront les catalogues édités pour la réouverture du MEG.

Les mesures de conservation préventive du patrimoine ne seront pas négligées. La sécurisation des collections passera par un contrôle accru des conditions des dépôts, mais aussi par un chantier de reconditionnement sur mesure des pièces les plus délicates (supports, protections, etc.).

Musée d'ethnographie

Avec l'appui d'experts si besoin est, les inventaires seront scrutés afin de préciser les classements et compléter les données documentaires les accompagnant.

Recherche scientifique

Comme annoncé dans son plan directeur, le MEG va développer un Centre de recherche en anthropologie qui lui permettra de réaffirmer sa mission scientifique et muséologique. En créant ce centre, les objectifs principaux du MEG seront de documenter les expositions de référence et de synthèse grâce aux résultats du travail de terrain, de favoriser la recherche fondamentale et de prendre une part plus active au sein du milieu académique et scientifique, tant au niveau national qu'international.

Cela contribuera notamment au renforcement des liens universitaires régionaux (Genève et Lausanne) avec de nouvelles opportunités d'enseignements donnés dans ces deux universités.

Dans le cadre du RIME (Réseau international des musées d'ethnographie), le MEG maintiendra sa présence en développant des projets communs de recherche et d'échange de compétences.

Diffusion culturelle

Le site de Carl-Vogt étant fermé jusqu'en 2013, le contact direct avec ses publics sera maintenu activement par le programme d'exposition de MEG-Conches. L'exposition «Traces de rêves. Peintures sur écorce des Aborigènes d'Australie» accueillera des visiteurs jusqu'en mars 2011 et sera suivie par «Saveur des sons» dès le mois de mai. Des programmes spécifiques d'accueil de groupes et d'ateliers seront conçus et offerts aux divers publics cibles (groupes scolaires ou hors scolaires, visiteurs individuels, enfants et adultes).

Selon les ambitions exprimées dans le plan directeur et s'appuyant sur les synergies proposées par la Direction du département de la culture, le secteur de la médiation culturelle travaillera également durant cet intervalle à développer de nouveaux concepts de politique de médiation culturelle pour les futurs publics du MEG agrandi.

Afin d'alimenter la réflexion en vue de l'ouverture du MEG agrandi se tiendront plusieurs séminaires ou conférences.

Les supports de diffusion culturelle tels que le journal du Musée Totem et le MEG-Info seront toujours produits et diffusés pour maintenir le lien avec les publics durant les travaux d'agrandissement.

Support et administration générale

Le directeur et l'administrateur veilleront à canaliser les efforts conformément aux objectifs énoncés dans le plan directeur. Des cours de formation spécifiques seront mis en place avec la DRH pour préparer les équipes qui fonctionneront dans le MEG agrandi.

Il est prévu également de procéder à l'intégration des AIMP (Archives internationales de musiques populaires) dans le MEG pour une meilleure valorisation de ces fonds et pour exploiter les synergies possibles.

Relogés dans deux voir trois sites provisoires (en plus de Conches), il conviendra d'être vigilant afin de maintenir la cohésion entre les équipes du MEG pour les faire progresser vers l'objectif commun de la réouverture du MEG à Carl-Vogt en 2013.

Objectif	Prestation(s) concernée(s)	Indicateur	Valeur cible
Inscrire et dispenser des nouveaux cours dans les programmes d'enseignement universitaires à Genève et Lausanne.	22 et 23	Nombre de nouveaux cours.	2 cours : 1. Religions, Idéologies et Pouvoir dans les Sociétés de l'Amérique Précolombienne (semestre d'automne). 2. Du Big Man au Roi Divin : Religions et Sociétés en Océanie (semestre du printemps).
Mettre en place la structure de fonctionnement du Centre d'anthropologie, son programme de travail (projets) et trouver des ressources externes pour compléter le financement des projets du Centre d'anthropologie.	21, 22 et 23	nombre de projets inscrits et nombre de financements trouvés.	3 projets. 3 financements externes.
Développer une politique pour la médiation culturelle intégrant des objectifs par publics cibles.	31, 32, 33 et 34	Identifier et choisir les publics cibles visés.	4 ou 5 catégories.
Programmer des formations spécifiques pour le personnel des différents secteurs en vue de préparer le fonctionnement du MEG agrandi.	23, 31, 32, 33 et 34	Nombre de formations.	3 formations.

Musée d'ethnographie

Charges et revenus par missions et prestations (en milliers de francs)	Projet de budget 2011				Budget 2010				Comptes 2009			
	Charges	%	Revenus	%	Charges	%	Revenus	%	Charges	%	Revenus	%
1 Conservation patrimoniale	**3'083.0**	**35.3**	**11.2**	**32.8**	**2'004.1**	**25.6**	**11.7**	**14.0**	**1'796.9**	**23.9**	**23.9**	**19.7**
11 Constitution et augmentation des collections	138.0	1.6	0.0	0.0	124.3	1.6	0.0	0.0	108.4	1.4	0.1	0.1
12 Traitement et classement des collections	1'591.4	18.2	0.0	0.1	1'019.7	13.0	0.0	0.0	1'045.4	13.9	1.1	0.9
13 Inventaire, informatisation et gestion des collections	1'056.9	12.1	0.1	0.4	674.3	8.6	0.1	0.1	567.9	7.6	11.9	9.8
14 Conservation et entretien des collections	296.6	3.4	11.0	32.4	185.7	2.4	11.5	13.8	75.1	1.0	10.9	9.0
2 Recherche	**1'428.7**	**16.3**	**10.1**	**29.6**	**1'406.2**	**17.9**	**28.1**	**33.6**	**1'360.1**	**18.1**	**41.7**	**34.3**
21 Recherche	342.9	3.9	0.0	0.1	336.1	4.3	0.0	0.0	422.0	5.6	0.7	0.6
22 Échanges scientifiques	1'005.1	11.5	10.1	29.6	996.5	12.7	28.1	33.6	902.1	12.0	40.9	33.7
23 Formation	80.6	0.9	0.0	0.0	73.7	0.9	0.0	0.0	36.0	0.5	0.1	0.0
3 Communication, diffusion et médiation	**4'226.4**	**48.4**	**12.8**	**37.5**	**4'432.2**	**56.5**	**43.8**	**52.4**	**4'356.0**	**58.0**	**55.8**	**46.0**
31 Collections permanentes	1'618.4	18.5	0.0	0.1	1'440.4	18.4	0.0	0.0	1'052.4	14.0	0.3	0.3
32 Expositions temporaires	898.8	10.3	0.0	0.1	867.1	11.1	0.0	0.0	915.3	12.2	0.5	0.4
33 Activités didactiques	293.4	3.4	0.7	2.1	272.1	3.5	0.7	0.8	328.4	4.4	11.2	9.2
34 Relation avec les publics	1'415.8	16.2	12.0	35.4	1'852.6	23.6	43.0	51.5	2'059.9	27.4	43.7	36.0
Total comptabilité analytique	**8'738.1**	**100.0**	**34.0**	**100.0**	**7'842.5**	**100.0**	**83.5**	**100.0**	**7'513.0**	**100.0**	**121.4**	**100.0**
Charges et revenus présentés en diminution des revenus et des charges	-		-		0.2		0.2		3.3		3.3	
Charges et revenus non incorporables	8.9		-		9.0		-		-		-	
Total comptabilité générale	**8'746.9**		**34.0**		**7'851.7**		**83.7**		**7'516.2**		**124.6**	

Musée d'ethnographie

	Charges par chapitres comptables						Revenus par chapitres comptables			
	30	31	33	39	Support	Total	43	46	Support	Total
1	**1'396.5**	**1'185.3**	**3.6**	**21.4**	**476.2**	**3'083.0**	**1.0**	**10.0**	**0.2**	**11.2**
11	62.4	34.3	0.0	21.3	20.1	138.0	-	-	0.0	0.0
12	478.3	953.4	2.7	0.1	156.8	1'591.4	-	-	0.0	0.0
13	741.5	58.6	0.5	0.0	256.4	1'056.9	-	-	0.1	0.1
14	114.3	139.0	0.4	0.0	42.9	296.6	1.0	10.0	0.0	11.0
2	**839.9**	**163.7**	**0.7**	**0.0**	**424.3**	**1'428.7**	**10.0**	**-**	**0.1**	**10.1**
21	223.0	6.3	0.4	0.0	113.2	342.9	-	-	0.0	0.0
22	563.6	156.0	0.3	0.0	285.1	1'005.1	10.0	-	0.1	10.1
23	53.3	1.4	0.0	0.0	25.9	80.6	-	-	0.0	0.0
3	**2'164.0**	**1'220.6**	**48.2**	**57.8**	**735.8**	**4'226.4**	**12.7**	**-**	**0.1**	**12.8**
31	667.8	681.1	0.5	48.9	220.1	1'618.4	-	-	0.0	0.0
32	630.1	66.5	3.0	0.1	199.0	898.8	-	-	0.0	0.0
33	177.1	33.6	0.1	6.9	75.8	293.4	0.7	-	0.0	0.7
34	689.0	439.4	44.6	1.9	240.9	1'415.8	12.0	-	0.0	12.0
	4'400.5	**2'569.6**	**52.5**	**79.3**	**1'636.2**	**8'738.1**	**23.7**	**10.0**	**0.3**	**34.0**
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	-	-	8.5	0.4	-	8.9	-	-	-	-
	4'400.5	**2'569.6**	**61.0**	**79.6**	**1'636.2**	**8'746.9**	**23.7**	**10.0**	**0.3**	**34.0**

Projet de budget 2011 par chapitres comptables

30	Charges de personnel
31	Biens, services et marchandises
32	Intérêts passifs
33	Amortissements
34	Parts et contributions sans affectation
35	Dédommagements collectivités publiques
36	Subventions accordées
37	Subventions redistribuées
38	Attributions aux financements spéciaux
39	Imputations internes
40	Impôts
42	Revenus des biens
43	Contributions
44	Parts à des recettes & contrib. s/ affect.
45	Dédommagements de collectivités publ.
46	Subventions acquises
47	Subventions à redistribuer
48	Prélévements sur financements spéciaux
49	Imputations internes

Musée d'ethnographie

Commentaires

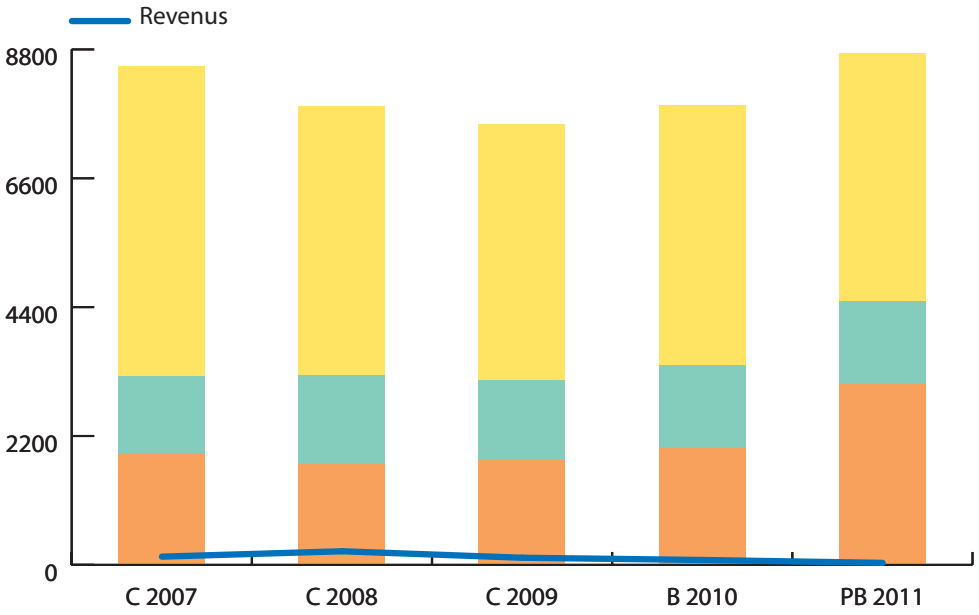
Selon les principes retenus pour l'ensemble des services concernés, les remboursements d'assurance pour perte de salaire ont été déduits des charges de fonctionnement (cf. « Charges et revenus présentés en diminution des revenus et des charges »). De plus, les « Charges et revenus non incorporables » n'ont pas été intégrés dans la répartition analytique.

En 2011, le MEG entre dans une phase de transition, vers sa réouverture après son agrandissement sur son site à Carl-Vogt.

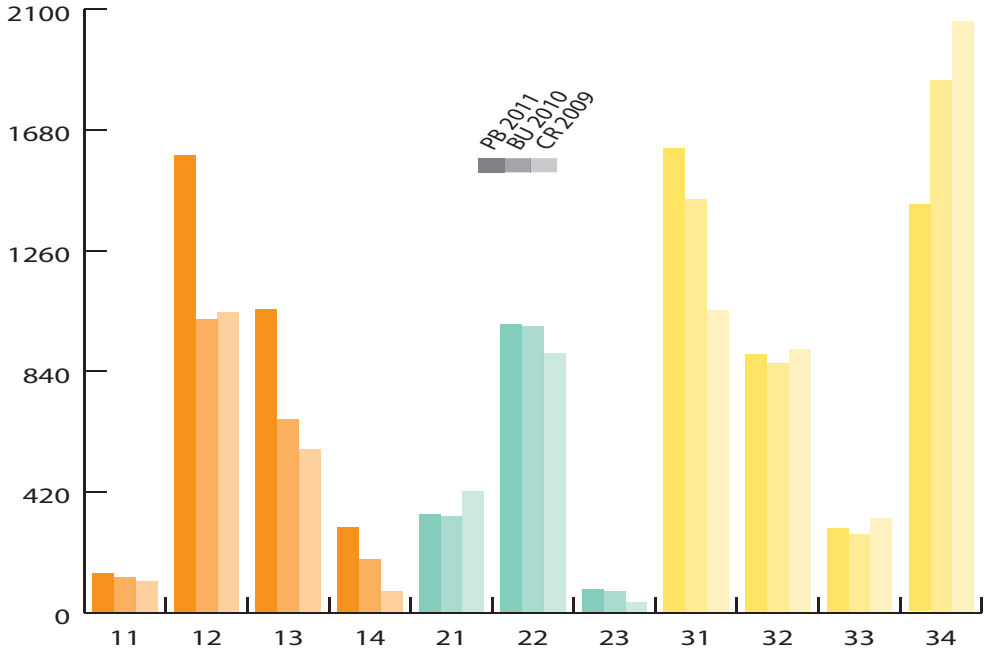
La première conséquence de taille résultant de l'ouverture du chantier de construction consiste en la fermeture des anciennes salles d'exposition à Carl-Vogt (automne 2010) et l'abandon pour trois ans du bâtiment. Les expositions auront toujours lieu à Conches, mais il n'y en a pas de nouvelles programmées à Carl-Vogt en 2011. Les frais directement liés aux expositions (montage, communication, médiation, etc.) sont donc moins importants. Ces ressources financières ainsi libérées sont investies pour la préparation de la réouverture après agrandissement.

Divers projets doivent alors être entrepris et peuvent être financés : chantiers intensifs de restauration de collections d'objets (travaux internes et externes), campagnes de numérisation de fonds photographiques historiques, missions sur le terrains en vue de documenter les nouvelles expositions, développement de collaborations scientifiques pour le centre de recherche, exploration en vue de mise en place de techniques innovantes dans les expositions, étude et construction de nouvelles vitrines d'exposition, etc.

L'évolution financière liée à cette transition apparaît dans l'analyse des chiffres du budget 2011. Si le MEG conserve toujours ses trois missions primordiales, on constate ainsi que les charges affectées à la mission de Communication, diffusion et médiation culturelle sont en léger retrait. Par contre, la mission de Conservation patrimoniale, du fait de l'effort porté à la restauration des objets, prend plus d'importance.



Évolution des charges et revenus par missions (en milliers de francs)



Évolution des charges par prestations (en milliers de francs)

MUSÉUM D'HISTOIRE NATURELLE

Muséum d'histoire naturelle

Missions et prestations

Missions		Prestations		Descriptions
1	**Conservation patrimoniale**	11	Constitution et augmentation des collections	Politique d'acquisition et d'achats, gestion des dons.
		12	Traitement et classement des collections	Conditionnement et organisation des collections, aménagement et gestion des dépôts.
		13	Inventaire et informatisation des collections	Inventaire et identification des collections.
		14	Conservation et entretien des collections	Contrôle permanent de l'état de conservation des collections. Traitements ponctuels et d'entretien effectués sur les collections.
2	**Recherche**	21	Recherche	Recherches scientifiques et publication des recherches sur les collections.
		22	Échanges scientifiques	Échanges scientifiques internes et externes et publication de recherche.
		23	Formation	Participation à la formation des étudiant-e-s, diplômant-e-s, doctorant-e-s et stagiaires, encadrement scientifique et cours.
3	**Communication, diffusion et médiation**	31	Collections permanentes	Conception scientifique, technique, logistique, réalisation et mise en place des expositions permanentes.
		32	Expositions temporaires	Conception, scientifique, réalisation et organisation des expositions temporaires.
		33	Activités didactiques	Conception de projets et supports pédagogiques, prise en charge des publics.
		34	Relations avec les publics	Accueil des visiteurs, communication institutionnelle et événementielle, entretien, sécurité et surveillance, activités pour des tiers.

Priorités et perspectives

Le Muséum d'histoire naturelle (MHN) veillera, en 2011, à maintenir l'équilibre entre ses trois missions essentielles : la gestion des collections, la diffusion du savoir et la recherche scientifique.

Le mandat d'un muséum est en premier lieu la conservation des archives de la vie animale fossile et actuelle, ainsi que du monde minéral ; son importance est d'autant plus capitale aujourd'hui en regard des modifications qui s'opèrent jour après jour en matière d'atteinte à la biodiversité et à l'environnement. Celui du Musée d'histoire des sciences est de garder les témoins de l'histoire scientifique de Genève.

La recherche scientifique au sein de l'institution assure un haut niveau pour les prestations offertes au public ; elle permet en effet d'aborder les sujets les plus ardus et les plus pertinents d'une manière didactique et originale, sans trahir la connaissance scientifique.

La réorganisation du Musée d'histoire des sciences (MHS), qui ne remplit actuellement pas de mission spécifique en matière de recherche, sera poursuivie. Un pôle recherche en histoire des sciences sera développé. L'objectif sera de lui donner le même rayonnement que les autres départements scientifiques du MHN.

Collections

L'enrichissement des collections se poursuivra grâce aux missions sur le terrain, aux dépôts, dons et legs. Afin d'encourager ceux-ci :

- Le MHN et le MHS démontreront, par le biais de publications faites par les chercheurs de l'institution ou étrangers, que les collections sont bien conservées et gérées ;
- Le MHN et le MHS mettrons leurs collections à disposition de la communauté scientifique internationale et du grand public, en poursuivant activement l'informatisation des collections et en mettant de nouvelles banques de données en ligne.

Expositions et prestations diverses pour le public

Le MHN présentera en fin d'année « KKzOO, une collection particulière » (sous-titre provisoire). Cette exposition abordera, sous un angle scientifique et humoristique, le thème des déjections animales. En effet, les déjections sont un élément incontournable de la zoologie. Elles permettent, par exemple, de quantifier le nombre restant d'animaux en voie de disparition dans une zone protégée, de savoir si une espèce est présente dans un lieu et, si oui, de connaître son régime alimentaire. Il s'agit également d'une matière première largement utilisée comme combustible ou comme matériau de construction. Cette exposition sera conçue avec l'aide de scientifiques du muséum représentant l'ensemble des différents domaines de la zoologie.

Le calendrier des expositions temporaires de moyenne à petite importance reste ouvert ; ces événements, en lien avec les expositions temporaires et les collections permanentes ou l'actualité, seront proposés au gré des opportunités.

Muséum d'histoire naturelle

Le MHS offrira une exposition temporaire sur le thème de la chimie dans le cadre de l'année internationale de la chimie.

Côté collections permanentes, le MHN achèvera la rénovation des galeries des invertébrés et de minéralogie. Le chantier des 3ème et 4ème étages avec la redistribution des espaces et la rénovation des secteurs histoire de l'homme, domestication, géologie de la Suisse et géologie du Pays de Genève se poursuivra.

En ce qui concerne la médiation culturelle directe, le MHN et le MHS travailleront sur les prestations existantes au niveau de la qualité. Pour les prestations qui s'adressent au public scolaire, le MHN ciblera la Petite Enfance et l'école Primaire alors que le MHS ciblera tous les niveaux.

Le MHN et le MHS poursuivront le renforcement de leur présence, ainsi que de leur visibilité en Suisse romande et en France voisine avec les expositions itinérantes, la participation à des expositions extérieures ou leur participation à des événements.

La politique d'édition de catalogues d'exposition et de brochures sera maintenue.

Recherche scientifique

La recherche scientifique continuera à occuper la niche laissée libre par l'Université (la systématique des animaux) et à être étroitement liée aux collections. La direction encouragera et aidera les chercheurs à déposer des projets au Fonds National Suisse de la Recherche Scientifique ou à participer à des programmes internationaux susceptibles d'apporter un financement. Le laboratoire d'analyses et d'imagerie scientifiques, mis en place en 2009, sera développé. La collaboration avec l'Université de Genève se poursuivra avec des charges de cours assurées par des chercheurs du Muséum et la participation au master en biologie, mention biodiversité et systématique. L'édition des deux revues scientifiques de niveau international, la Revue suisse de Zoologie et la Revue de Paléobiologie, sera maintenue ; elle contribue au rayonnement de la Ville de Genève sur la scène scientifique internationale.

Un catalogue des insectes du canton de Genève sera publié. Il s'agit d'une liste annotée comportant quelques illustrations à l'usage de spécialistes pour des études d'impact notamment.

Le Muséum se charge d'organiser conjointement avec les Conservatoire et Jardin botaniques la réunion officielle du CETAF (Consortiumof European Taxonomic Facilities).

Support

La démarche de recherche de financement par des sponsors sera poursuivie, bien que la conjoncture économique s'avère peu favorable.

En ce qui concerne les ressources humaines, la ritualisation de l'entretien d'évaluation sur la base du cahier des charges et d'objectifs annuels définis sera poursuivie.

La formation continue des équipes chargées de la surveillance et de l'entretien dans le cadre de la Charte d'accueil sera consolidée.

Les grands travaux de rénovation globale de l'enveloppe des bâtiments d'expositions et scientifiques du MHN, démarrés en 2009, devraient s'achever à la fin de l'année. La mise en œuvre de la réorganisation des infrastructures d'accueil du public, de manière à améliorer le confort et les commodités des visiteuses et visiteurs individuels, des familles et des groupes, devrait démarrer.

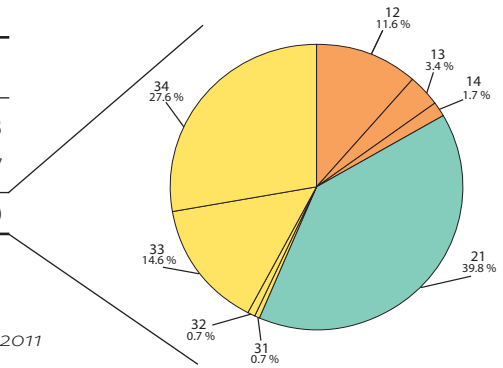
Une campagne de communication institutionnelle du MHS sera mise en place.

Objectif	Prestation(s) concernée(s)	Indicateur	Valeur cible
Éditer un catalogue des insectes du canton de Genève.	13	Date de parution.	Année en cours.
Organiser la Fête du Muséum.	34	Nombre de participants-e-s.	5'000 participants/es.
Archiver les documents photographiques du MHN/MHS en partie accessibles pour le grand public.	13	% réalisé.	25% de l'ensemble des documents archivés.
Organiser une grande exposition temporaire sur le thème des déjections animales	32	Nombre de chercheurs/euses du MHN impliqués/ées.	10 scientifiques représentant l'ensemble des domaines du Muséum.
Organiser la réunion officielle du CETAF (Consortium of European Taxonomic Facilities)	22	Nombre de d'experts-e-s européens/éennes présents-e-s.	35 experts/es européens/éennes présents/es.

Muséum d'histoire naturelle

Charges et revenus par missions et prestations (en milliers de francs)	Projet de budget 2011				Budget 2010				Comptes 2009			
	Charges	%	Revenus	%	Charges	%	Revenus	%	Charges	%	Revenus	%
1 Conservation patrimoniale	**4'577.5**	**27.6**	**27.4**	**11.3**	**4'301.7**	**25.9**	**27.0**	**11.6**	**4'346.0**	**27.6**	**30.1**	11.7
11 Constitution et augmentation des collections	1'201.8	7.3	8.5	3.5	1'061.5	6.4	8.4	3.6	1'038.2	6.6	9.0	3.5
12 Traitement et classement des collections	1'778.0	10.7	5.6	2.3	1'778.5	10.7	5.4	2.3	1'834.8	11.6	6.2	2.4
13 Inventaire et informatisation des collections	951.3	5.7	7.8	3.2	872.8	5.3	7.8	3.3	868.2	5.5	8.9	3.5
14 Conservation et entretien des collections	646.5	3.9	5.5	2.2	588.9	3.5	5.4	2.3	604.7	3.8	6.0	2.3
2 Recherche	**3'535.5**	**21.4**	**23.3**	**9.6**	**3'255.3**	**19.6**	**28.0**	**12.0**	**3'386.2**	**21.5**	**29.3**	**11.4**
21 Recherche	2'266.8	13.7	16.0	6.6	2'082.6	12.5	20.8	8.9	2'200.5	14.0	13.1	5.1
22 Echanges scientifiques	1'104.8	6.7	4.9	2.0	1'022.2	6.2	4.8	2.1	1'038.9	6.6	10.8	4.2
23 Formation	163.9	1.0	2.4	1.0	150.5	0.9	2.4	1.0	146.8	0.9	5.3	2.1
3 Communication, diffusion et médiation	**8'445.6**	**51.0**	**192.3**	**79.1**	**9'053.7**	**54.5**	**178.5**	**76.4**	**8'033.4**	**51.0**	**198.4**	**77.0**
31 Collecttions permanentes	1'523.7	9.2	1.6	0.7	1'459.1	8.8	1.4	0.6	1'335.6	8.5	4.5	1.8
32 Expositions temporaires	1'842.6	11.1	4.6	1.9	1'793.0	10.8	1.4	0.6	1'521.8	9.7	6.0	2.3
33 Activités didactiques	1'998.7	12.1	33.0	13.6	2'387.1	14.4	27.3	11.7	1'864.3	11.8	23.5	9.1
34 Relations avec les publiques	3'080.6	18.6	153.1	63.0	3'414.5	20.6	148.3	63.5	3'311.8	21.0	164.4	63.8
Total comptabilité analytique	**16'558.6**	**100.0**	**243.0**	**100.0**	**16'610.6**	**100.0**	**233.5**	**100.0**	**15'765.6**	**100.0**	**257.8**	**100.0**
Charges et revenus présentées en diminution des revenus et des charges	19.5		19.5		20.5		20.5		179.7		179.7	
Charges et revenus non incorporables	-		-		-		-		0.3		-	
Subventions en francs	10.0		-		10.0		-		2.0		-	
Subventions en nature	25.4		-		27.8		-		22.7		-	
Total comptabilité générale	**16'613.6**		**262.5**		**16'668.9**		**254.0**		**15'970.2**		**437.5**	

Personnel mis à disposition * (en milliers de francs)	Comptes 2009
Prestataires externes (Hospice général, IPT, Attraction)	589.3
Ville de Genève (civilistes, personnel en mobilité)	320.7
Total des coûts du personnel mis à disposition gratuitement	**910.0**



* Le MHN fait appel de façon ponctuelle à du personnel de la Ville de Genève ou à des prestataires externes pour l'exécution de certaines de ses prestations.

Ces ressources ne sont ni imputées, ni budgétées dans les comptes du Muséum, mais pourraient faire partie intégrante des coûts des prestations.

Muséum d'histoire naturelle

	Charges par chapitres comptables							Revenus par chapitres comptables				
	30	31	33	36	39	Support	Total	42	43	45	46	Total
1	**3'711.3**	**574.4**	**-**	**10.0**	**-**	**281.8**	**4'577.5**	**0.6**	**-**	**15.0**	**11.8**	**27.4**
11	866.4	275.0	-	4.0	-	56.4	1'201.8	0.1	-	6.0	2.4	8.5
12	1'565.8	153.8	-	2.0	-	56.4	1'778.0	0.2	-	3.0	2.4	5.6
13	724.3	112.2	-	2.0	-	112.7	951.3	0.1	-	3.0	4.7	7.8
14	554.8	33.3	-	2.0	-	56.4	646.5	0.1	-	3.0	2.4	5.5
2	**3'128.8**	**238.5**	**-**	**-**	**-**	**168.2**	**3'535.5**	**0.5**	**11.0**	**-**	**11.8**	**23.3**
21	2'067.8	131.7	-	-	-	67.3	2'266.8	0.3	11.0	-	4.7	16.0
22	943.8	93.8	-	-	-	67.3	1'104.8	0.1	-	-	4.7	4.9
23	117.2	13.0	-	-	-	33.6	163.9	0.0	-	-	2.4	2.4
3	**7'014.4**	**1'130.0**	**-**	**-**	**2.0**	**299.2**	**8'445.6**	**58.0**	**102.5**	**20.0**	**11.8**	**192.3**
31	1'209.3	279.6	-	-	-	34.8	1'523.7	0.2	0.0	-	1.4	1.6
32	1'393.5	414.2	-	-	0.2	34.8	1'842.6	0.2	3.0	-	1.4	4.6
33	1'697.4	196.3	-	-	0.7	104.3	1'998.7	0.2	8.5	20.0	4.3	33.0
34	2'714.2	239.9	-	-	1.1	125.4	3'080.6	57.4	91.0	-	4.7	153.1
	13'854.5	**1'942.9**	**-**	**10.0**	**2.0**	**749.2**	**16'558.6**	**59.0**	**113.5**	**35.0**	**35.5**	**243.0**
	-	19.5	-	-	-	-	19.5	-	19.5	-	-	19.5
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	-	-	10.0	-	-	-	10.0	-	-	-	-	-
	-	-	25.4	-	-	-	25.4	-	-	-	-	-
	13'854.5	**1'962.4**	**35.4**	**10.0**	**2.0**	**749.2**	**16'613.6**	**59.0**	**133.0**	**35.0**	**35.5**	**262.5**

Projet de budget 2011 par chapitres comptables

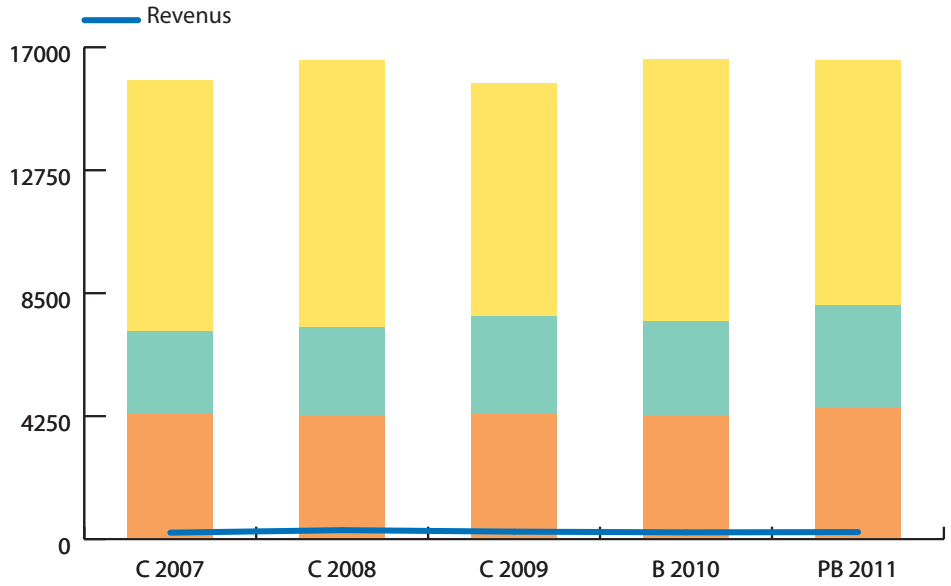
30	Charges de personnel
31	Biens, services et marchandises
32	Intérêts passifs
33	Amortissements
34	Parts et contributions sans affectation
35	Dédommagements collectivités publiques
36	Subventions accordées
37	Subventions redistribuées
38	Attributions aux financements spéciaux
39	Imputations internes
40	Impôts
42	Revenus des biens
43	Contributions
44	Parts à des recettes & contrib. s/ affect.
45	Dédommagements de collectivités publ.
46	Subventions acquises
47	Subventions à redistribuer
48	Prélévements sur financements spéciaux
49	Imputations internes

Muséum d'histoire naturelle

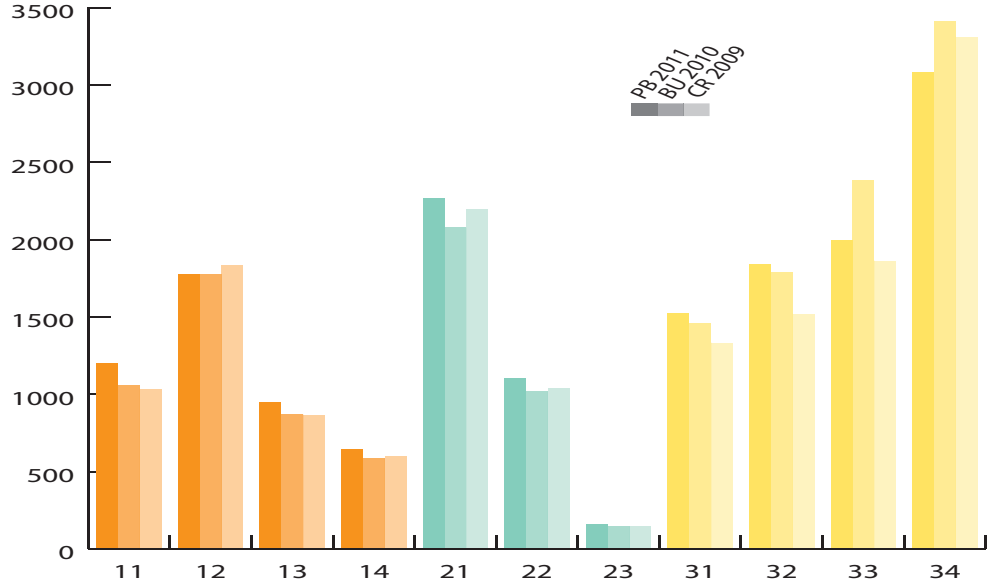
Commentaires

Selon les principes retenus pour l'ensemble des services concernés, les remboursements d'assurance pour perte de salaire ont été déduits des charges de fonctionnement (cf. « Charges et revenus présentés en diminution des revenus et des charges »). De plus, les « Charges et revenus non incorporables », ainsi que les « Subventions » n'ont pas été intégrés dans la répartition analytique.

33 Augmentation au BU 2010 liée à l'organisation de la Nuit de la Science.



Évolution des charges et revenus par missions (en milliers de francs)



Évolution des charges par prestations (en milliers de francs)

BIBLIOTHÈQUES ET DISCOTHÈQUES MUNICIPALES

Bibliothèques et discothèques municipales

Missions et prestations

Missions		Prestations		Descriptions
1	**Conservation patrimoniale**	11	Constitution et augmentation des collections	Politique d'acquisition et achats de documents.
		12	Traitement et classement des collections	Conditionnement des collections dans des lieux adéquats, aménagement et gestion des dépôts, rangement et localisation des documents.
		13	Inventaires et informatisation des collections	Inventaires, catalogage et indexation des collections.
		14	Conservation et entretien des collections	Contrôle permanent des collections, conservation préventive et restauration.
2	**Recherche**	21	Recherche	Recherches sur les collections et les publics.
		22	Échanges scientifiques	Recherches, publications, conception et édition de bibliographies thématiques.
		23	Formation	Participation à l'accueil et la formation d'étudiant-e-s, apprenant-e-s et stagiaires, au suivi de travaux de diplôme, ainsi qu'à la préparation de cours et à l'enseignement.
3	**Communication, diffusion et médiation**	31	Expositions permanentes	Organisation et mise en valeur des collections en libre accès, expositions par thématiques.
		32	Expositions temporaires	Conception et réalisation d'expositions thématiques temporaires, réalisation de manifestations culturelles et animations.
		33	Activités didactiques	Conception de projets et supports pédagogiques, prise en charge des publics.
		34	Relations avec les publics	Accueil des publics, renseignements, orientation, information, formation, sécurité et surveillance. Service de prêt.

Priorités et perspectives

L'évolution de la bibliothèque de lecture publique comme lieu d'accès aux savoirs se poursuit et se confirme. La bibliothèque doit permettre d'accéder à tous les types contemporains de documents – documents imprimés, documents audiovisuels, ressources en ligne – qui présentent ces savoirs. L'emprunt de documents est ainsi devenu une modalité parmi d'autres d'accès à ces savoirs. D'autres modalités sont possibles telles que la consultation sur place, la consultation à distance au moyen du réseau Internet, l'échange à plusieurs autour de documents, l'animation culturelle autour de documents avec l'aide d'auteurs, conférenciers, etc.

Poursuivre l'effort de fidélisation des publics et la promotion d'activités hors murs

L'amélioration de l'accueil et de la promotion des services auprès des nouveaux inscrits est un enjeu majeur. Les démarches déjà réalisées ou en cours de réalisation sont poursuivies et approfondies. Ainsi la transmission d'informations aux usagers et usagères doit être facilitée autant que possible, notamment en ce qui concerne le suivi des emprunts : mise en place de courriers de retard aux usagers et usagères par sms. D'autre part l'approfondissement de la connaissance des publics par le biais d'enquêtes se poursuit. Il s'agit de mieux comprendre les besoins et les motivations des publics. Sortir la bibliothèque de ses murs par différentes opérations en partenariat avec d'autres acteurs locaux permet d'aller à la rencontre de publics différents.

Former et accompagner les usagers et les usagères dans leur utilisation des technologies de l'information et de la communication (TIC)

La bibliothèque de lecture publique apporte sa contribution à la réduction de la fracture cognitive et numérique. Elle met en place les instruments qui permettent d'accompagner chaque usager et usagère dans sa recherche de documentation et de favoriser son autoformation.

Offrir des manifestations culturelles conviviales

L'offre de manifestations culturelles conviviales permet de favoriser la création de liens entre les publics et les invités porteurs de savoirs ou d'expériences humaines, cela tout en développant le plaisir du vivre ensemble, le plaisir de la curiosité, de l'étonnement et du questionnement. La coopération

Bibliothèques et discothèques municipales

et le partenariat avec d'autres services de la Ville de Genève ou des associations sont les moyens clés pour réaliser cette offre.

Maintenir des lieux confortables, accueillants et sûrs

Les usagers et les usagères ont besoin de lieux dans lesquels ils peuvent s'installer et rester pour réaliser toutes sortes d'activités induites par les accès proposés aux savoirs, la bibliothèque assurant le rôle au sein de la cité d'un salon public. Dans ce cadre, l'aménagement des zones d'accueil des publics doit être particulièrement suivi et adapté : augmentation du nombre de places assises pour la lecture et la consultation sur place des documents. De même, il s'agit de préserver des espaces calmes, tranquilles et propices à la lecture et à l'étude, cela par une surveillance discrète et efficace, afin de garantir un comportement adéquat des usagers et des usagères.

Maintenir une formation continue de qualité pour le personnel

Les formations métiers doivent faire l'objet d'un soin tout particulier, par le biais d'ateliers spécialisés afin de permettre à ce personnel de répondre aux besoins nouveaux suscités par l'évolution du rôle de la bibliothèque de lecture publique. Les formations se développeront sur deux axes : un axe métier, notamment par rapport à l'accompagnement des usagers et des usagères dans l'utilisation des TIC ; un axe relationnel, notamment par rapport au maintien de valeurs conviviales de respect et de collaboration, aussi bien entre individus qu'au niveau des équipes.

Objectif	Prestation(s) concernée(s)	Indicateur	Valeur cible
Mesurer la satisfaction des publics par la réalisation d'une enquête, en collaboration avec la Haute École de Gestion, filière information et documentation.	21 et 34	Taux de retour des formulaires de satisfaction.	50 % sur 100 formulaires sont distribués.
Favoriser le vivre ensemble par le développement de liens entre les publics et les invités des manifestations culturelles.	32 à 34	Nombre de manifestations culturelles mises en œuvre, dont : Nombre de tables rondes/Total de manifestations culturelles. Nombre de rencontres d'auteurs/Total de manifestations culturelles. Nombre d'ateliers/Total des manifestations culturelles.	200 manifestations culturelles sont mises en œuvre, dont : 10 tables rondes. 50 rencontres d'auteurs . 30 ateliers.
Mettre sur pied une offre de formation aux technologies d'information et de communication sous forme d'ateliers.	33 et 34	Nombre d'ateliers de formation et d'autoformation mis sur pied.	20 ateliers sont mis en place.
Préserver des espaces calmes, tranquilles et propices à la lecture et à l'étude par une surveillance discrète et efficace.	34	Nombre de médiateurs en prévention urbaine présents dans et autour des bibliothèques.	4 médiateurs en prévention urbaine sont présents.
Maintenir une formation continue de qualité pour le personnel en lien avec l'accueil des publics.	11, 21, 33 et 34	Nombre d'ateliers de formation organisés en interne.	12 ateliers de formation mis sur pied.

Bibliothèques et discothèques municipales

Charges et revenus par missions et prestations (en milliers de francs)	Projet de budget 2011				Budget 2010				Comptes 2009			
	Charges	%	Revenus	%	Charges	%	Revenus	%	Charges	%	Revenus	%
1 Conservation Patrimoniale	**8'728.4**	**43.0**	**-**	**-**	**8'769.6**	**42.9**	**-**	**-**	**8'584.8**	**43.8**	**23.4**	**2.0**
11 Constitution et augmentation des collections	4'377.8	21.6	-	-	4'286.7	21.0	-	-	4'319.2	22.0	23.4	2.0
12 Traitement et classement des collections	1'378.4	6.8	-	-	1'284.0	6.3	-	-	1'168.8	6.0	-	-
13 Inventaires et informatisation des collections	1'547.0	7.6	-	-	1'757.4	8.6	-	-	1'842.3	9.4	-	-
14 Conservation et entretien des collections	1'425.2	7.0	-	-	1'441.5	7.0	-	-	1'254.4	6.4	-	-
2 Recherche	**810.3**	**4.0**	**-**	**-**	**791.0**	**3.9**	**-**	**-**	**762.8**	**3.9**	**-**	**-**
21 Recherche	396.2	2.0	-	-	385.6	1.9	-	-	365.0	1.9	-	-
22 Échanges scientifiques	379.5	1.9	-	-	370.6	1.8	-	-	364.5	1.9	-	-
23 Formation	34.5	0.2	-	-	34.8	0.2	-	-	33.3	0.2	-	-
3 Communication, difffusion et médiation	**10'774.3**	**53.0**	**1'547.8**	**100.0**	**10'890.6**	**53.3**	**1'548.0**	**100.0**	**10'264.5**	**52.3**	**1'142.3**	**98.0**
31 Expositions permanentes	141.3	0.7	-	-	134.3	0.7	-	-	129.0	0.7	-	-
32 Expositions temporaires	971.3	4.8	-	-	869.4	4.3	-	-	882.5	4.5	-	-
33 Activités didactiques	289.5	1.4	-	-	272.4	1.3	-	-	274.3	1.4	-	-
34 Relations avec les publics	9'372.2	46.1	1'547.8	100.0	9'614.5	47.0	1'548.0	100.0	8'978.6	45.8	1'142.3	98.0
Total comptabilité analytique	**20'312.9**	**100.0**	**1'547.8**	**100.0**	**20'451.2**	**100.0**	**1'548.0**	**100.0**	**19'612.1**	**100.0**	**1'165.7**	**100.0**
Charges et revenus présentés en diminution des revenus et des charges	46.1		46.1		42.1		42.1		125.0		125.0	
Charges et revenus non incorporables	-		-		-		-		14.9		-	
Subventions en nature	-		-		-		-		3.2		-	
Total comptabilité générale	**20'359.0**		**1'593.9**		**20'493.3**		**1'590.1**		**19'755.2**		**1'290.7**	

Bibliothèques et discothèques municipales

	Charges par chapitres comptables						Revenus par chapitres comptables			
	30	31	33	39	Support	Total	43	45	46	Total
1	**3'425.6**	**1'753.8**	**38.2**	**7.9**	**3'502.9**	**8'728.4**	-	-	-	-
11	1'366.5	1'525.7	-	-	1'485.5	4'377.8	-	-	-	-
12	735.8	69.5	1.9	0.4	570.8	1'378.4	-	-	-	-
13	718.0	0.3	36.3	7.5	784.9	1'547.0	-	-	-	-
14	605.3	158.3			661.6	1'425.2	-	-	-	-
2	**600.8**	**71.6**	**-**	**-**	**137.8**	**810.3**	**-**	**-**	**-**	**-**
21	306.9	19.0	-	-	70.4	396.2	-	-	-	-
22	265.9	52.6	-	-	61.0	379.5	-	-	-	-
23	28.1	0.0	-	-	6.4	34.5	-	-	-	-
3	**7'128.3**	**147.5**	**304.1**	**240.7**	**2'953.7**	**10'774.3**	**379.3**	**1'020.0**	**148.5**	**1'547.8**
31	99.2	0.0	-	-	42.1	141.3	-	-	-	-
32	480.0	110.0	-	177.7	203.6	971.3	-	-	-	-
33	203.3	0.0	-	-	86.2	289.5	-	-	-	-
34	6'345.8	37.4	304.1	62.9	2'621.9	9'372.2	379.3	1'020.0	148.5	1'547.8
	11'154.7	**1'972.9**	**342.3**	**248.6**	**6'594.4**	**20'312.9**	**379.3**	**1'020.0**	**148.5**	**1'547.8**
	-	-	-	-	46.1	46.1	46.1	-	-	46.1
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	11'154.7	**1'972.9**	**342.3**	**248.6**	**6'640.5**	**20'359.0**	**425.4**	**1'020.0**	**148.5**	**1'593.9**

Projet de budget 2011 par chapitres comptables

30	Charges de personnel
31	Biens, services et marchandises
32	Intérêts passifs
33	Amortissements
34	Parts et contributions sans affectation
35	Dédommagements collectivités publiques
36	Subventions accordées
37	Subventions redistribuées
38	Attributions aux financements spéciaux
39	Imputations internes
40	Impôts
42	Revenus des biens
43	Contributions
44	Parts à des recettes & contrib. s/ affect.
45	Dédommagements de collectivités publ.
46	Subventions acquises
47	Subventions à redistribuer
48	Prélèvements sur financements spéciaux
49	Imputations internes

Bibliothèques et discothèques municipales

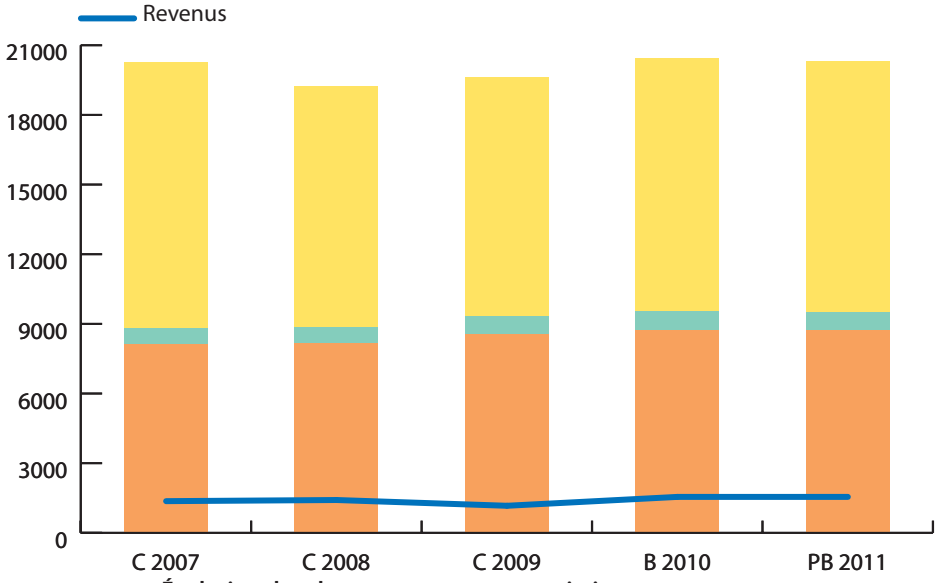
Commentaires

Selon les principes retenus pour l'ensemble des services concernés, les remboursements d'assurance pour perte de salaire ont été déduits des charges de fonctionnement (cf. « Charges et revenus présentés en diminution des revenus et des charges »). De plus, les « Charges et revenus non incorporables», ainsi que les « Subventions » n'ont pas été intégrés dans la répartition analytique.

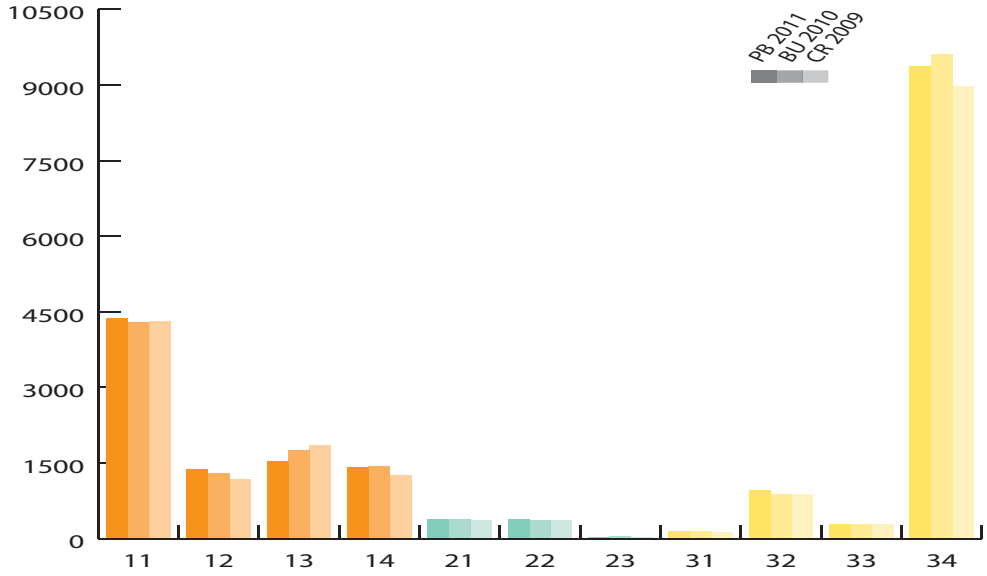
12 La hausse des charges est due à la participation financière progressive de la Ville de Genève pour l'engagement, par la Croix-Rouge genevoise, d'emplois de solidarité au bénéfice des Bibliothèques municipales selon décision du Conseil administratif du 21 mai 2008. Ces emplois de solidarité permettent de réaliser pour l'essentiel des tâches liées à l'équipement et au rangement des collections.

13 Cette prestation est en diminution au projet de budget 2011 par rapport au budget 2010 et aux comptes 2009. Cette diminution est due à une légère diminution du pourcentage du personnel engagé dans ces activités et à la comptabilisation d'un amortissement moins élevé pour un crédit concernant le catalogage rétrospectif des documents musicaux, domaine classique (PR 540).

32 Cette prestation est en hausse au projet de budget 2011 par rapport au budget 2010 et aux comptes 2009 suite à la comptabilisation d'imputations internes pour des prestations d'impressions (CMAI). Ces imputations concernent l'impression de bibliographies, d'affiches et flyers pour les expositions.



Évolution des charges et revenus par missions (en milliers de francs)



Évolution des charges par prestations (en milliers de francs)

BIBLIOTHÈQUE DE GENÈVE

Bibliothèque de Genève

Missions et prestations

Missions		Prestations		Descriptions
1	**Conservation patrimoniale**	11	Constitution et augmentation des collections	Politique d'acquisition et achats de documents.
		12	Traitement et classement des collections	Conditionnement des collections dans des lieux adéquats, aménagement et gestion des dépôts, rangement et localisation des documents.
		13	Inventaire et informatisation des collections	Inventaires, catalogage et indexation des collections.
		14	Conservation et entretien des collections	Contrôle permanent des collections, conservation préventive et restauration.
2	**Recherche**	21	Échanges scientifiques	Recherches, publications et collaboration dans les domaines de la BGE.
		22	Formation	Participation à l'accueil et la formation de stagiaires, d'apprenant-e-s et diplômant-e-s, au suivi de travaux de diplôme, ainsi qu'à la préparation de cours et à l'enseignement.
3	**Communication, diffusion et médiation**	31	Expositions permanentes	Conception et réalisation d'expositions permanentes.
		32	Expositions temporaires	Conception et réalisation d'expositions thématiques temporaires, réalisation de manifestations culturelles et animations.
		33	Activités didactiques	Conception de projets et supports pédagogiques, prise en charge des publics.
		34	Relations avec les publics	Accueil des publics, renseignements, orientation, information, formation, sécurité et surveillance. Service de prêt.

Priorités et perspectives

Avec le projet de développement « Transition BGE » élaboré en 2007, la Bibliothèque de Genève et ses sites ont pris un cap déterminé pour plusieurs années. Le programme de travail mis en œuvre dès 2008 doit être poursuivi avec méthode et continuité pour prendre tout son sens. Il a pour objectif principal d'adapter l'offre de la BGE aux exigences des publics et de recentrer l'institution sur ses missions fondamentales.

A cette situation particulière, il faut ajouter que, comme jamais, le monde des bibliothèques vit une époque de changements profonds vu les immenses collections documentaires disponibles sur le web, la diffusion de plus en plus large du livre numérique et les possibilités nouvelles offertes par la numérisation des livres et autres ressources sur papier. Le rôle des bibliothèques doit être réexaminé dans ce contexte fondamentalement nouveau.

Les projets de la Bibliothèque de Genève pour 2011 se situent dans le sillage de ceux des années précédentes. Si les maîtres mots de 2011 sont donc proches de ceux de 2010, il n'en reste pas moins que la BGE doit se poser des questions sur son avenir dans le nouveau contexte décrit ci-dessus. Elle va examiner avec attention ses enjeux futurs et programmer des projets à l'horizon 2018-2020 dans le sillage de la dynamique lancée par « Transition BGE ».

Projets

Note : Les moyens financiers et humains disponibles pour réaliser ces projets exigent une vision permanente des priorités afin d'éviter toute dispersion des efforts.

La rétroconversion

Les travaux de rétroconversion votés par le CM en 2010 débuteront en 2011. La BGE mettra en place un comité de pilotage et nommera un chef de projet, ce qui permettra de lancer les opérations. L'accent portera notamment sur la recherche d'un partenaire pour mettre dans RÉRO les catalogues sur fiches. L'enjeu est prioritaire pour l'institution, qui doit pouvoir disposer et offrir au public le plus

Bibliothèque de Genève

rapidement possible un catalogue en ligne unique avec l'ensemble de ses collections et de ses services.

La numérisation

Des projets ont été lancés ; ils doivent continuer et se développer. Dans le domaine patrimonial, l'offre numérique prend de plus en plus d'importance. La BGE doit établir une vision large et globale ainsi que lancer de nouveaux projets, de préférence en coopération.

La conservation

La BGE va établir des priorités en fonction des moyens humains disponibles. Elle se concentrera sur des projets précis, limités et indispensables, comme le reconditionnement de certaines cotes et la désacidification.

Les services aux publics

La BGE collabore avec le Service des bâtiments pour la préparation des travaux de rénovation des installations techniques et de regroupement des services aux publics au rez de chaussée. Ce projet est coordonné avec celui de l'Université visant à regrouper ses bibliothèques de lettres et de théologie dans ses bâtiments historiques. Ces projets importants ouvrent des perspectives considérables pour la création aux Bastions d'un équipement culturel, scientifique et patrimonial de première importance pour Genève.

La médiation

Afin de développer l'intérêt du public pour le patrimoine et son rôle, la BGE poursuit le développement de sa politique de médiation (expositions, publications, conférences, visites, etc.). Cette ouverture doit permettre de mieux intégrer l'institution et ses sites dans le paysage culturel et scientifique à Genève et au-delà.

Il est important que la BGE continue à travailler avec tous les acteurs professionnels qui souhaitent collaborer avec elle à Genève, en Suisse et hors de nos frontières. Ce mouvement permet de déployer des synergies très utiles pour le développement de l'offre culturelle et scientifique qu'une institution telle que la BGE peut offrir au public.

Objectif	Prestation(s) concernée(s)	Indicateur	Valeur cible
Informatiser le catalogue de la BGE.	13	Degré d'avancement du projet.	1 prestataire de service choisi, 30'000 notices rétronconverties.
Mettre en valeur les collections.	32	Nombre d'expositions temporaires, nombre de publications.	2 expositions à l'Espace Ami Lullin, 2 publications.
Développer la médiation.	33	Nombre de visites scolaires et d'associations.	15 visites organisées.
Entretenir et reconditionner les collections.	14	Nombre de cotes reconditionnées.	1 cote reconditionnée.

Bibliothèque de Genève

Charges et revenus par missions et prestations	Projet de budget 2011				Budget 2010				Comptes 2009			
(en milliers de francs)	Charges	%	Revenus	%	Charges	%	Revenus	%	Charges	%	Revenus	%
1 Conservation patrimoniale	**8'574.2**	**57.4**	**820.0**	**90.0**	**8'380.9**	**58.5**	**820.0**	**90.0**	**9'061.9**	**61.5**	**1'094.7**	**92.5**
11 Constitution et augmentation des collections	2'470.5	16.5	820.0	90.0	2'450.8	17.1	820.0	90.0	2'608.1	17.7	944.9	79.8
12 Traitement et classement des collections	2'112.7	14.1	-	-	1'988.8	13.9	-	-	1'891.2	12.8	-	-
13 Inventaire et informatisation des collections	3'493.4	23.4	-	-	3'426.9	23.9	-	-	3'919.0	26.6	149.7	12.6
14 Conservation et entretien des collections	497.6	3.3	-	-	514.5	3.6	-	-	643.6	4.4	-	-
2 Recherche	**1'313.3**	**8.8**	**1.6**	**0.2**	**1'227.9**	**8.6**	**1.6**	**0.2**	**1'203.1**	**8.2**	**0.2**	**0.0**
21 Echanges scientifiques	1'018.7	6.8	1.6	0.2	898.1	6.3	1.6	0.2	761.3	5.2	0.2	0.0
22 Formation	294.6	2.0	-	-	329.7	2.3	-	-	441.9	3.0	-	-
3 Communication, diffusion et médiation	**5'056.0**	**33.8**	**89.6**	**9.8**	**4'710.8**	**32.9**	**89.6**	**9.8**	**4'467.3**	**30.3**	**88.9**	**7.5**
31 Expositions permanentes	154.5	1.0	-	-	138.1	1.0	-	-	140.3	1.0	-	-
32 Expositions temporaires	253.5	1.7	-	-	226.5	1.6	-	-	245.2	1.7	-	-
33 Activités didactiques	1'272.1	8.5	-	-	1'240.6	8.7	-	-	1'168.5	7.9	-	-
34 Relations avec les publics	3'375.9	22.6	89.6	9.8	3'105.6	21.7	89.6	9.8	2'913.3	19.8	88.9	7.5
Total comptabilité analytique	**14'943.5**	**100.0**	**911.2**	**100.0**	**14'319.5**	**100.0**	**911.2**	**100.0**	**14'732.3**	**100.0**	**1'183.8**	**100.0**
Charges et revenus présentés en diminution des revenus et des charges	35.5		35.5		35.5		35.5		44.4		44.4	
Charges et revenus non incorporables	-		33.0		-		33.0		0.5		36.3	
Subventions en francs	20.6		-		20.6		-		19.9		-	
Subventions en nature	10.2		-		10.2		-		10.0		-	
Total comptabilité générale	**15'009.8**		**979.7**		**14'385.8**		**979.7**		**14'807.1**		**1'264.6**	

Bibliothèque de Genève

	Charges par chapitres comptables							Revenus par chapitres comptables					
	30	31	33	36	39	Support	Total	42	43	45	46	Support	Total
1	**5'093.8**	**2'232.0**	**301.0**	**-**	**30.6**	**916.8**	**8'574.2**	**-**	**-**	**210.0**	**610.0**	**0.0**	**820.0**
11	726.5	1'613.8	1.0	-	0.1	129.1	2'470.5	-	-	210.0	610.0	0.0	820.0
12	1'489.6	454.9	-	-	3.9	164.3	2'112.7	-	-	-	-	0.0	0.0
13	2'579.2	45.1	300.0	-	26.6	542.5	3'493.4	-	-	-	-	0.0	0.0
14	298.6	118.1	-	-	-	81.0	497.6	-	-	-	-	0.0	0.0
2	**1'028.5**	**38.7**	**-**	**-**	**-**	**246.1**	**1'313.3**	**-**	**1.6**	**-**	**-**	**0.0**	**1.6**
21	772.4	28.3	-	-	-	218.1	1'018.7	-	1.6	-	-	0.0	1.6
22	256.2	10.5	-	-	-	28.0	294.6	-	-	-	-	0.0	0.0
3	**4'029.7**	**141.7**	**289.1**	**-**	**26.0**	**569.5**	**5'056.0**	**-**	**89.6**	**-**	**-**	**0.0**	**89.6**
31	123.1	4.5	-	-	-	26.9	154.5	-	-	-	-	0.0	0.0
32	121.2	105.7	-	-	-	26.6	253.5	-	-	-	-	0.0	0.0
33	1'043.6	5.6	-	-	-	223.0	1'272.1	-	-	-	-	0.0	0.0
34	2'741.9	25.9	289.1	-	26.0	293.1	3'375.9	-	89.6	-	-	0.0	89.6
	10'152.0	**2'412.5**	**590.0**	**-**	**56.6**	**1'732.4**	**14'943.5**	**-**	**91.1**	**210.0**	**610.0**	**0.1**	**911.2**
	35.5	-	-	-	-	-	35.5	-	35.5	-	-	-	35.5
	-	-	-	-	-	-	-	33.0	-	-	-	-	33.0
	-	-	-	20.6	-	-	20.6	-	-	-	-	-	-
	-	-	-	10.2	-	-	10.2	-	-	-	-	-	-
	10'187.5	**2'412.5**	**590.0**	**30.8**	**56.6**	**1'732.4**	**15'009.8**	**33.0**	**126.6**	**210.0**	**610.0**	**0.1**	**979.7**

Projet de budget 2011 par chapitres comptables

30	Charges de personnel
31	Biens, services et marchandises
32	Intérêts passifs
33	Amortissements
34	Parts et contributions sans affectation
35	Dédommagements collectivités publiques
36	Subventions accordées
37	Subventions redistribuées
38	Attributions aux financements spéciaux
39	Imputations internes
40	Impôts
42	Revenus des biens
43	Contributions
44	Parts à des recettes & contrib. s/ affect.
45	Dédommagements de collectivités publ.
46	Subventions acquises
47	Subventions à redistribuer
48	Prélévements sur financements spéciaux
49	Imputations internes

Bibliothèque de Genève

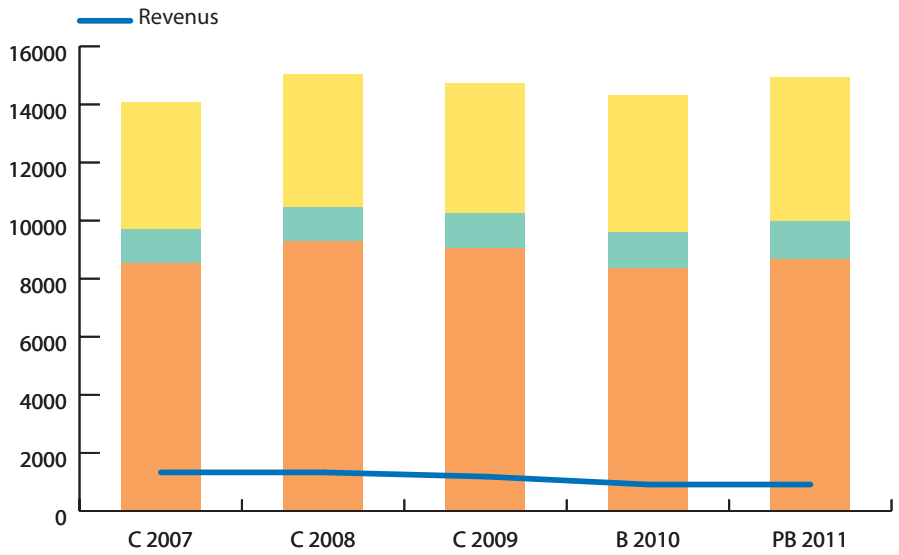
Commentaires

Selon les principes retenus pour l'ensemble des services concernés, les remboursements d'assurances pour perte de salaire ont été déduits des charges de fonctionnement (cf. «Charges et revenus présentés en diminution des revenus et des charges»). De plus, les « Charges et revenus non incorporables», ainsi que les « Subventions » n'ont pas été intégrés dans la répartition analytique.

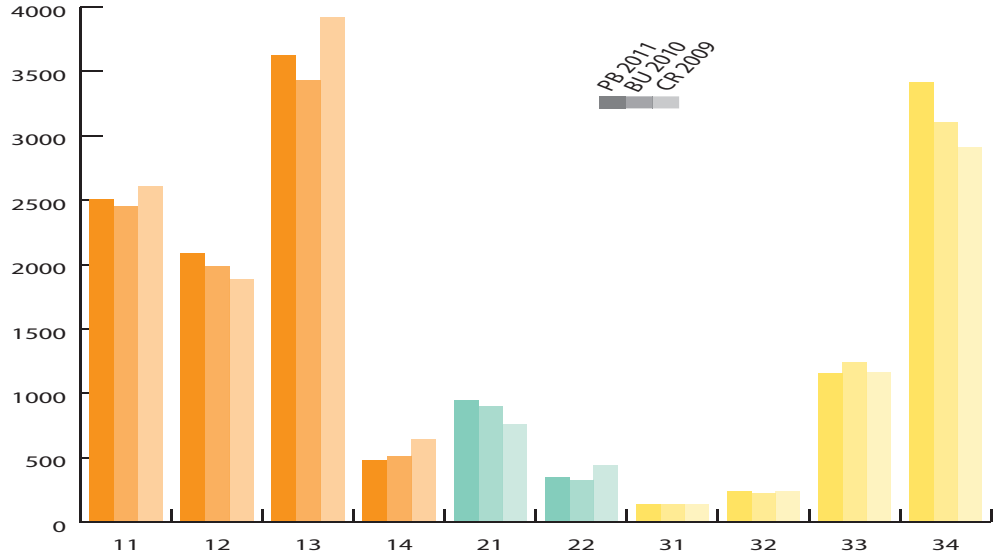
La présentation analytique montre que les charges et les revenus sont relativement stables entre le projet de budget 2011, le budget 2010 et les comptes 2009.

13 Les revenus de cette prestation, aux comptes 2009, sont plus élevés qu'au budget 2010 et au projet de budget 2011. Cette différence s'explique par la mise à disposition de personnel pour des travaux de rétroconversion (projet RERO).

13 Les charges de cette prestation montrent une forte augmentation aux comptes 2009 par rapport au budget 2010 et au projet de budget 2011.
Cette hausse est due aux frais informatiques liés à la base de données RERO.



Évolution des charges et revenus par missions (en milliers de francs)



Évolution des charges par prestations (en milliers de francs)

INSTITUTIONS MUSÉALES ET BIBLIOTHÈQUES

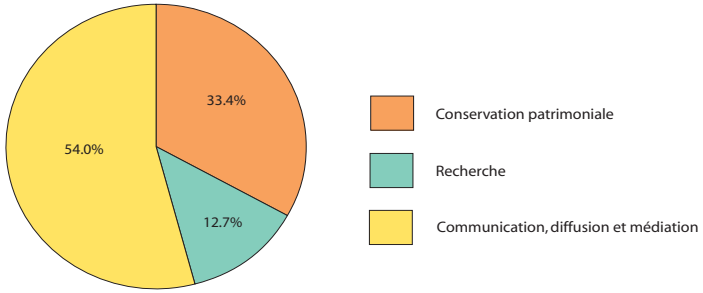
Institutions muséales et bibliothèques

Charges des institutions muséales et des bibliothèques par missions et prestations (en milliers de francs)	Projet de budget 2011									
	Domaines des musées						Domaine des bibliothèques			
	CJB	MAH	ARI*	MEG	MHN	Sous-total	BMU	BGE	Sous-total	TOTAL
1 Conservation patrimoniale	6'803.9	10'007.0		3'083.0	4'577.5	24'471.4	8'728.4	8'696.1	17'424.5	41'895.8
11 Constitution et augmentation des collections	279.0	1'107.2		138.0	1'201.8	2'726.0	4'377.8	2'506.1	6'883.9	9'609.9
12 Traitement et classement des collections	3'353.8	2'639.9		1'591.4	1'778.0	9'363.0	1'378.4	2'089.0	3'467.3	12'830.3
13 Inventaires et informatisation des collections	1'083.2	4'145.7		1'056.9	951.3	7'237.1	1'547.0	3'623.8	5'170.8	12'407.9
14 Conservation et entretien des collections	2'088.0	2'114.3		296.6	646.5	5'145.4	1'425.2	477.2	1'902.5	7'047.8
2 Recherche	**1'864.8**	**2'700.8**		**1'428.7**	**3'535.5**	**9'529.8**	**810.3**	**1'295.9**	**2'106.2**	**11'635.9**
21 Recherche	980.5	2'042.0		342.9	2'266.8	5'632.2	396.2	-	396.2	6'028.4
22 Echanges scientifiques	585.9	414.0		1'005.1	1'104.8	3'109.8	379.5	948.7	1'328.2	4'438.0
23 Formation	298.5	244.8		80.6	163.9	787.8	34.5	347.2	381.7	1'169.5
3 Communication, difffusion et médiation	**7'452.3**	**19'803.8**		**4'226.4**	**8'445.6**	**39'928.2**	**10'774.3**	**4'951.5**	**15'725.8**	**55'653.9**
31 Collections permanentes vivantes	4'803.7	2'550.5		1'618.4	1'523.7	10'496.4	141.3	140.4	281.7	10'778.2
32 Expositions temporaires	717.3	5'095.7		898.8	1'842.6	8'554.4	971.3	239.3	1'210.6	9'765.0
33 Activités didactiques	737.2	1'263.5		293.4	1'998.7	4'292.9	289.5	1'156.2	1'445.7	5'738.6
34 Relations avec les publics	1'194.0	10'894.1		1'415.8	3'080.6	16'584.5	9'372.2	3'415.6	12'787.7	29'372.2
Total comptabilité analytique	**16'121.1**	**32'511.5**		**8'738.1**	**16'558.6**	**73'929.3**	**20'312.9**	**14'943.5**	**35'256.4**	**109'185.7**
Charges et revenus présentés en diminution des revenus et des charges	3.2	1.4	-	-	19.5	24.1	46.1	35.5	81.6	105.7
Charges et revenus non incorporables*	-	-	2'440.7	8.9	-	2'449.6	-	-	-	2'449.6
Subventions en francs	-	-	-	-	10.0	10.0	-	20.6	20.6	30.6
Subventions en nature	48.0	76.6	-	-	25.4	150.0	-	10.2	10.2	160.2
Total comptabilité générale	**16'172.2**	**32'589.5**	**2'440.7**	**8'746.9**	**16'613.6**	**76'562.9**	**20'359.0**	**15'009.8**	**35'368.9**	**111'931.8**

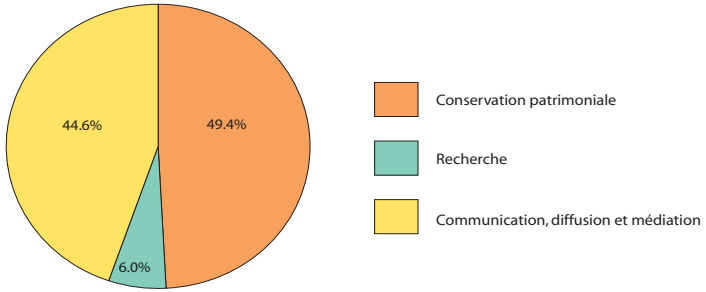
* Le Musée de l'Ariana (ARI) a été créé au 1er juin 2010 et sera par conséquent analysé séparément dès le prochain exercice.

Institutions muséales et bibliothèques

Répartition des charges 2011 - Domaine des musées (hors ARI)



Répartition des charges 2011 - Domaine des bibliothèques



Commentaires

Suite à l'uniformisation des catalogues de missions et prestations des institutions muséales et bibliothèques au projet de budget 2009 et à la première présentation comparative des charges au projet de budget 2010, la Direction du Département de la culture a souhaité reconduire cette analyse pour l'exercice budgétaire 2011.

Il ressort de cette analyse transversale une légère différence entre les institutions muséales et les bibliothèques en termes relatifs.

En effet, la part du budget accordée par les institutions muséales à la «Communication, diffusion et médiation» est plus grande du fait de l'importance des coûts liés aux expositions temporaires et permanentes. Les bibliothèques se démarquent dans cette mission par des prestations liées à l'accueil des publics.

Pour ce qui concerne la «Conservation patrimoniale», les bibliothèques y affectent la moitié de leur ressources (49%) contre (36%) pour les institutions muséales. Cela s'explique par l'importance des collections en nombre (constitution, augmentation et inventaire), ainsi que par les coûts liés au projet de numérisation des collections.

Analyse départementale des subventions (DC)

Subventions 2011 du Département de la culture détaillées par genre
(en milliers de francs)

Genres	DIR	SAT	SPC	SEC[1]	GTG	CJB	MAH	MHN	BGE	Total par genre
Activités scientifiques	5.2					43.1*		35.4	20.6	**104.4**
Art contemporain				5'730.3						**5'730.3**
Art lyrique					15'250.7					**15'250.7**
Autres tâches culturelles [2]	875.9	321.2*		941.3			109.7*			**2'248.1**
Cinéma		6.7*		4'235.2						**4'241.9**
Danse				1'993.1						**1'993.1**
Livre	544.0			1'039.9		4.8*			10.2*	**1'599.0**
Musique	2.0			17'950.7						**17'950.7**
Pluridisciplinaire		237.5*	868.0	2'808.7						**3'914.2**
Théâtre				17'014.7						**17'014.7**
Total par service	**1'425.1**	**565.4**	**868.0**	**51'713.9**	**15'250.7**	**48.0**	**109.7**	**35.4**	**30.8**	**70'047.0**

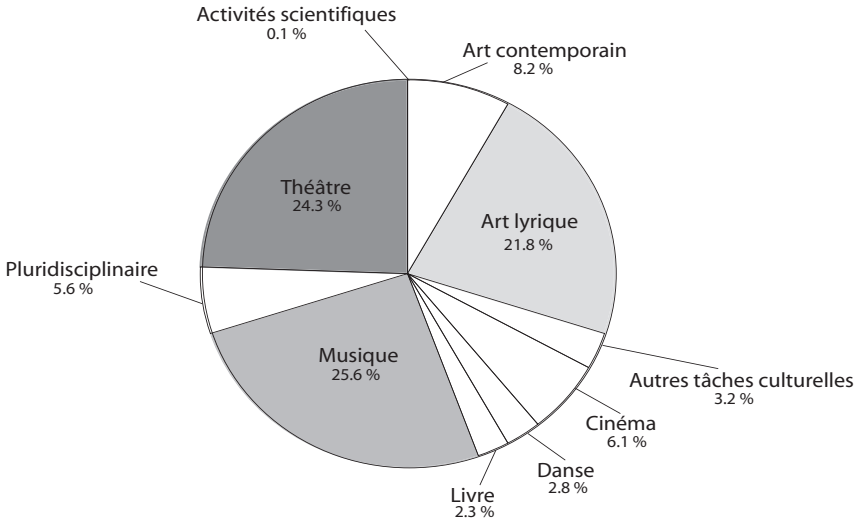
[1] y compris le FMAC

[2] dans la rubrique «Autres tâches culturelles» sont englobées les subventions notamment allouées à la mise à disposition des locaux (subventions relatives à des prestations en nature), aux maisons de quartiers et associations ayant des activités culturelles diverses non comprises dans la classification pluridisciplinaire.

** concerne uniquement des subventions en nature.*

(en milliers de francs)	En nature	En francs	Total	%
Art lyrique (Grand-Théâtre de Genève)	3'176.4	12'074.4	**15'250.7**	-
Composition des subventions allouées à la musique				
L'Orchestre de la Suisse Romande	7.2	9'500.0	**9'507.2**	**53.0%**
AMR	225.9	814.4	**1'018.8**	**5.8%**
Contrechamps	66.0	752.6	**796.0**	**4.6%**
Fonds général musique	-	727.5	**709.3**	**4.1%**
Autres musique	1'244.6	4'612.5	**6'272.0**	**32.6%**
Total des subventions allouées à la musique	1'543.7	16'407.0	**18'305.5**	**100.0%**
Composition des subventions allouées aux théâtres				
Fondation d'art dramatique	668.1	5'547.5	**6'215.6**	**36.5%**
Saint-Gervais Genève	333.7	2'205.0	**2'538.7**	**14.9%**
Théâtre du Grutli	258.2	1'811.5	**2'069.7**	**12.2%**
Fond général théâtre	-	1'900.0	**1'900.0**	**11.2%**
Théâtre Am Stram Gram	266.0	1'080.0	**1'346.0**	**7.9%**
Autres théâtres	609.1	2'335.6	**2'944.7**	**17.3%**
Total des subventions allouées aux théâtres	**2'135.1**	**14'879.6**	**17'014.7**	**100.0%**

Analyse départementale des subventions (DC)



Commentaires

L'analyse des subventions en francs du projet de budget 2010 a été reprise pour ce nouvel exercice et complétée par les subventions en nature. La subvention liée à l'exploitation du Grand-Théâtre (GTG) a elle aussi été intégrée dans le tableau ci-contre.

En outre, un éclairage particulier a été réalisé sur les 3 principaux genres de subventions.

Comparativement au budget 2010, l'exercice 2011 voit l'avancement du projet de municipalisation du personnel de la Fondation du GTG impliquant une diminution de la subvention d'exploitation d'environ 4.2 mios de francs, qui compense largement l'augmentation des autres subventions (+1.8mio de subventions en francs et +0.3 mio de subventions en nature).

ENVIRONNEMENT URBAIN

ET SÉCURITÉ

CONSOLIDER LES RÉFORMES ET LES ACTIONS ENTREPRISES

Le travail entrepris au sein du département durant les trois premières années de la législature a permis d'évaluer l'existant, de fixer de nouveaux objectifs axés sur le renforcement de la présence et de la qualité du service public et de réorganiser les services afin que leurs structures soient adaptées à des missions efficientes, visibles et lisibles, et plus proches des habitants.

En 2011, il s'agira avant tout de consolider les réformes entreprises et d'en démontrer la pertinence en termes d'effets concrets.

Au plan de la salubrité, le service Voirie Ville Propre (VVP) aura constitué son unité de gestion des incivilités. L'équipe en place pourra traduire dans la durée le projet pilote de nettoiement systématique des tags sur les façades des bâtiments publics et privés, ainsi que sur le mobilier urbain. La collaboration transversale des collaborateurs et collaboratrices de terrain, ainsi que le réseau des régies et des concierges d'immeuble, permettra de détecter les contrevenants et de les sanctionner, notamment en matière de débarras sauvages. Le projet majeur de la Voirie municipale pour l'exercice 2011 sera sans conteste l'amélioration du tri des déchets à travers la suppression de la tolérance accordée jusqu'ici en matière de déchets commerciaux et industriels.

Au plan de la sécurité publique, la nouvelle loi sur les agents de Police municipale, entrée en vigueur au 1er janvier 2010, a également permis de jeter les bases d'un concept de sécurité de proximité qui, à moyen terme, s'appuiera sur la décentralisation des structures dans chacun des huit secteurs de la Ville de Genève et sur une orbite de 160 agents en uniforme réunis au sein du service des la sécurité et de l'espace publics (SEEP). Ce déploiement nouveau se concrétisera à la faveur d'une réimplantation physique dans le quartier de Champel/Roseraie et d'une réorientation sur les missions de sécurité de proximité basées sur une présence forte des agents doublée d'une démarche systématique d'îlotage.

Dans le domaine des secours à la population, assurés par le service d'incendie et de secours (SIS), le Conseil municipal devra se pencher sur un crédit d'étude visant à créer une nouvelle caserne sur la rive droite, hors du territoire municipal. Ce projet repose sur une approche à la fois ambitieuse et pragmatique, puisqu'il s'agit de réunir dans une structure commune les missions liées à la sécurité incendie du canton et de l'Aéroport international de Genève (AIG). Ce nouveau visage des secours à Genève entraînera des transformations structurelles et culturelles. Il amènera le SIS d'aujourd'hui à muer vers une identité et un cadre nouveaux.

Outre les services qui œuvrent sur le front des prestations offertes à la population (VVP, SEEP, SIS) sans oublier le service logistique et manifestations (LOM) sans lequel les grand moments qui rassemblent les Genevoises et les Genevois (fête de la musique, fêtes des écoles, fêtes de Genève, illuminations de Noël, etc.) ne pourraient exister, le département gère la direction des systèmes d'information et de communication (DSIC). Ce service délivre des prestations essentielles au fonctionnement de l'ensemble de l'administration et soutient la plupart des grandes réformes entreprises par tous les départements. Dans ce domaine, la législature s'achèvera notamment avec la satisfaction d'avoir mené à bien le projet de nouveau site web. L'exercice 2011 permettra de parfaire et de pérenniser le modèle lancé en 2010 et d'en organiser la gouvernance.

DIRECTION
DE L'ENVIRONNEMENT
URBAIN ET DE LA SÉCURITÉ

Direction de l'environnement urbain et de la sécurité

Missions et prestations

Missions		Prestations		Descriptions
1	**Assistance et conseils aux Autorités politiques**	11	Soutien au CA, CM et Magistrat-e-s	Assistance au CA, à la Magistrate ou au Magistrat en charge, dans l'accomplissement de ses responsabilités du pouvoir exécutif municipal.
2	**Développement des priorités stratégiques**	21	Mise en œuvre de la politique du département	Orientation et adaptation des stratégies générales de la politique du département. Application et mise en œuvre des décisions du CA.
		22	Mise en œuvre de la politique budgétaire et financière du département	Orientation, adaptation et contrôle de la politique du département concernant le budget de fonctionnement et le plan financier des investissements en application des décisions du CA et des objectifs stratégiques du département.
		23	Mise en œuvre de la politique des ressources humaines du département	Orientation, adaptation et contrôle de la politique du département en matière de ressources humaines en application du Statut du personnel de l'administration.
		24	Mise en œuvre de la politique d'attribution des subventions du département	Orientation, adaptation et contrôle de la politique du département en matière de prestations financières et de prestations en nature en faveur de tiers (subventions).
3	**Direction et coordination**	31	Direction et coordination départementale	Supervision, coordination, information et communication aux services du département. Mise en place de directives et de procédures de travail. Développement des synergies et des collaborations interservices. Gestion des ressources.
		32	Direction et coordination interdépartementale	Participation aux groupes de coordination interdépartementaux. Pilotage, coordination et gestion transversale des grands projets.
		33	Assistance juridique	Soutien, assistance et conseils aux services en matière juridique. Élaboration de règlements, traitement et suivi des dossiers, appui juridique en matière de marchés publics.
4	**Relations externes**	41	Information publique et communication	Mise en œuvre et suivi de l'information à destination du CM, du public, des partenaires et des médias.
		42	Représentation	Représentation du département et de la Ville de Genève dans des manifestations officielles, auprès d'organismes subventionnés, de fondations ou de sociétés. Participation à des séminaires, colloques ou conférences.
		43	Coordination externe	Relation et coordination avec les partenaires externes privés ou publics afin de préparer, faire connaître et défendre les prises de position du département et de la Ville de Genève dans le cadre de la définition de politiques publiques, de renouvellement de convention, etc.

Direction de l'environnement urbain et de la sécurité

Priorités et perspectives

Développer la capacité des services du département à agir efficacement et rapidement sur le terrain, dans les quartiers, pour améliorer concrètement le quotidien des habitants. Cette vision, construite de manière participative par les cinq services du DEUS, sera le fil rouge des priorités et perpectives 2011. En matière de propreté et sécurité publiques, de gestion de l'espace public, de démocratisation de l'accès aux nouvelles technologies, les enjeux du département concernent l'ensemble de la population de la Ville de Genève et se traduisent par des projets visant à améliorer la qualité de vie en ville et sur lesquels les services travaillent avec des objectifs partagés. Le découpage du territoire municipal en 8 secteurs de référence servira de référentiel commun, favorisera la collaboration transversale du personnel de terrain, la rendra plus visible et mieux adaptée aux attentes que la population nourrit à l'égard du service public.

De façon plus particulière, la direction du département :

- Intensifiera ses démarches pour que les services du DEUS disposent de locaux adaptés et répartis dans les 8 secteurs de la ville ;
- Assurera le pilotage du projet ConvergenceS, projet consistant à créer une nouvelle structure de casernement commune SIS-SSA sur le territoire aéroportuaire, à fusionner les deux corps et à redéfinir le dispositif général d'intervention sapeur-pompier au niveau cantonal ;
- Poursuivra le pilotage de l'implémentation du programme de gestion des absences non planifiées et en analysera les premiers résultats ;
- S'associera activement au projet de mise en place du système de contrôle interne en vue de renforcer la fiabilité des informations financières et de se doter ainsi d'une meilleure capacité de pilotage.

Objectif	Prestation(s) concernée(s)	Indicateur	Valeur cible
Développer les conditions cadre visant à améliorer la convivialité, l'accessibilité, voire l'attractivité des espaces publics.	21	Nombre de zones en plein air créées.	5 zones supplémentaires, en plein air, réunissant les conditions cadre pour accueillir des initiatives individuelles et collectives (marchés, buvettes, accès Wi-Fi, etc.)
Renforcer la responsabilité sociale des commerces et des entreprises en matière de levée de leurs propres déchets.	21	Part des levées de déchets des sociétés commerciales assurée par des contrats privés.	100%.
Consolider la réforme de la police municipale en développant la capacité et la disponibilité des agentes et des agents de police municipale pour le travail d'îlotage.	21	Proportion d'agentes et d'agents formés à l'îlotage.	La totalité de l'effectif concerné est capable de faire de l'îlotage.
Renforcer les structures de la COGEVE en vue d'améliorer la gestion proactive du parc de véhicules de l'administration municipale.	32	Etablissement d'un projet de réforme de la COGEVE.	Approbation par le Conseil administratif d'un projet de réforme de la COGEVE.
Instaurer un mode de gestion par projet au sein des différents services du département.	31	Formation des cadres du DEUS à la gestion par projet.	Un cours de formation suivi par tous les cadres du DEUS.

Direction de l'environnement urbain et de la sécurité

Charges et revenus par missions et prestations (en milliers de francs)	Projet de budget 2011				Budget 2010				Comptes 2009			
	Charges	%	Revenus	%	Charges	%	Revenus	%	Charges	%	Revenus	%
1 Assistance et conseils aux Autorités politiques	**762.1**	**30.9**	**-**	**-**	**705.3**	**31.0**	**-**	**-**	**590.9**	**28.6**	**0.0**	**28.9**
11 Soutien au CA, CM et Magistrat-e-s	762.1	30.9	-	-	705.3	31.0	-	-	590.9	28.6	0.0	28.9
2 Développement des priorités stratégiques	**497.6**	**20.2**	**-**	**-**	**483.5**	**21.3**	**-**	**-**	**481.7**	**23.3**	**0.0**	**24.1**
21 Mise en œuvre de la politique départementale	401.3	16.3	-	-	405.0	17.8	-	-	436.9	21.1	0.0	21.8
22 Mise en œuvre de la politique budgétaire et financière	48.1	2.0	-	-	39.2	1.7	-	-	15.0	0.7	0.0	0.7
23 Mise en œuvre de la politique des ressources humaines	48.1	2.0	-	-	39.2	1.7	-	-	29.8	1.4	0.0	1.5
24 Mise en œuvre de la politique d'attribution des subventions	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
3 Direction et coordination	**762.9**	**30.9**	**-**	**-**	**635.1**	**27.9**	**-**	**-**	**672.6**	**32.5**	**0.0**	**32.1**
31 Direction et coordination départementale	427.9	17.3	-	-	341.2	15.0	-	-	317.6	15.4	0.0	15.7
32 Direction et coordination interdépartementale	215.0	8.7	-	-	193.8	8.5	-	-	231.0	11.2	0.0	11.4
33 Assistance juridique	120.1	4.9	-	-	100.2	4.4	-	-	124.0	6.0	0.0	5.0
4 Relations externes	**444.5**	**18.0**	**-**	**-**	**449.9**	**19.8**	**-**	**-**	**323.2**	**15.6**	**0.0**	**14.9**
41 Information publique et communication	147.7	6.0	-	-	154.4	6.8	-	-	137.8	6.7	0.0	6.5
42 Représentation	149.1	6.0	-	-	138.6	6.1	-	-	58.7	2.8	0.0	2.4
43 Coordination externe	147.7	6.0	-	-	156.9	6.9	-	-	126.7	6.1	0.0	6.0
Total comptabilité analytique	**2'467.2**	**100.0**	**-**	**-**	**2'273.8**	**100.0**	**-**	**-**	**2'068.3**	**100.0**	**0.0**	**100.0**
Charges et revenus présentées en diminution des revenus et des charges	-		-		-		-		42.8		42.8	
Charges et revenus non incorporables	90.0		-		60.0		-		67.9		-	
Total comptabilité générale	**2'557.2**		**-**		**2'333.8**		**-**		**2'179.0**		**42.8**	

Direction de l'environnement urbain et de la sécurité

Charges par chapitres comptables

	30	31	35	39	Support	Total
1	**541.6**	**7.3**	**-**	**-**	**213.2**	**762.1**
11	541.6	7.3	-	-	213.2	762.1
2	**244.3**	**0.9**	**-**	**-**	**252.4**	**497.6**
21	197.1	0.5	-	-	203.7	401.3
22	23.6	0.2	-	-	24.4	48.1
23	23.6	0.2	-	-	24.4	48.1
24	-	-	-	-	-	-
3	**350.4**	**92.6**	**-**	**4.0**	**315.9**	**762.9**
31	195.4	52.3	-	4.0	176.2	427.9
32	112.9	0.3	-	-	101.8	215.0
33	42.1	40.0	-	-	38.0	120.1
4	**257.8**	**26.3**	**-**	**-**	**160.4**	**444.5**
41	91.0	0.1	-	-	56.6	147.7
42	75.8	26.1	-	-	47.2	149.1
43	91.0	0.1	-	-	56.6	147.7
	1'394.1	**127.1**	**-**	**4.0**	**942.0**	**2'467.2**
	-	-	-	-	-	-
	-	-	90.0	-	-	90.0
	1'394.1	**127.1**	**90.0**	**4.0**	**942.0**	**2'557.2**

Projet de budget 2011 par chapitres comptables

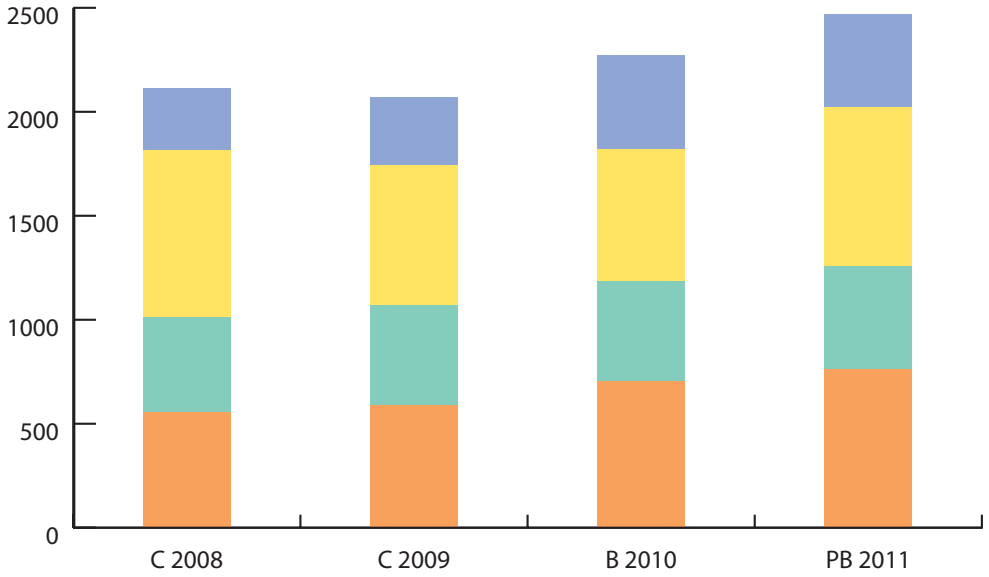
30	Charges de personnel
31	Biens, services et marchandises
32	Intérêts passifs
33	Amortissements
34	Parts et contributions sans affectation
35	Dédommagements collectivités publiques
36	Subventions accordées
37	Subventions redistribuées
38	Attributions aux financements spéciaux
39	Imputations internes
40	Impôts
42	Revenus des biens
43	Contributions
44	Parts à des recettes & contrib. s/ affect.
45	Dédommagements de collectivités publ.
46	Subventions acquises
47	Subventions à redistribuer
48	Prélévements sur financements spéciaux
49	Imputations internes

Direction de l'environnement urbain et de la sécurité

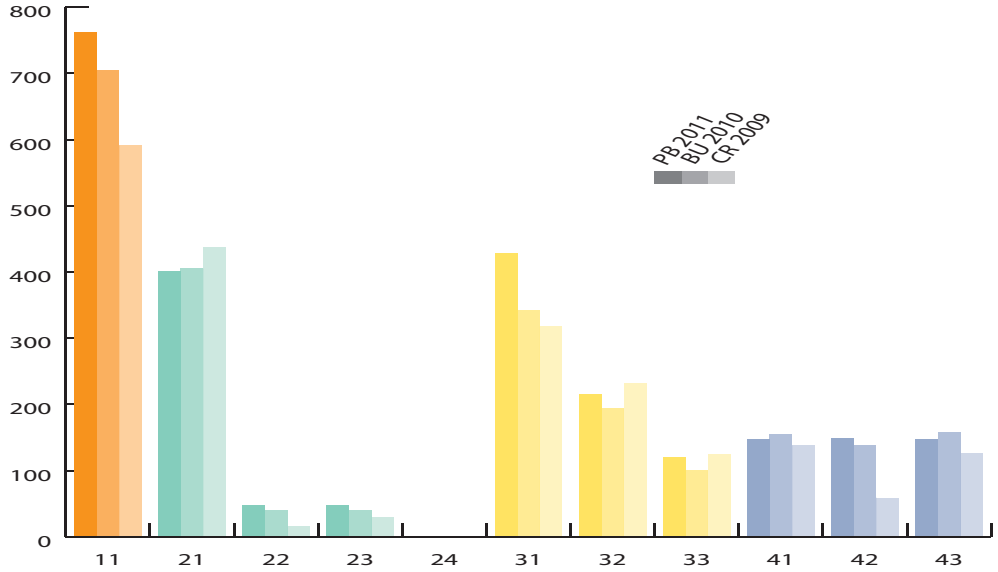
Commentaires

Selon les principes retenus pour l'ensemble des services concernés, les remboursements d'assurance pour perte de salaire ont été déduits des charges de fonctionnement (cf. « Charges et revenus présentés en diminution des revenus et des charges »).

La cotisation à la Commission intercommunale des déchets carnés (CIDEC) n'a pas été incorporée dans le calcul des coûts par prestations, afin de ne pas biaiser l'analyse pluriannuelle. Cette dépense figure pour les 3 exercices sous la rubrique « Charges et revenus non incorporables ».



Évolution des charges par missions (en milliers de francs)



Évolution des charges par prestations (en milliers de francs)

INCENDIE ET SECOURS

Incendie et secours

Missions et prestations

Missions		Prestations		Descriptions
1	**Sapeurs-pompiers professionnels**	11	Feu	Lutte contre le feu et ses effets sur l'ensemble du territoire cantonal.
		12	Sauvetage	Sauvetage et dégagement des personnes et animaux, en situation périlleuse ou nécessitant une désincarcération.
		13	Assistance	Lutte contre les effets liés aux forces de la nature et contre les dangers des risques techniques.
		14	Autres interventions	Travaux d'assistance technique de préservation des installations industrielles ou de l'habitat.
		15	Instruction	Instruction et formation permanente des sapeurs pompiers professionnels.
		16	Prestations pour des tiers	Travaux techniques, gardes et surveillances.
2	**Sapeurs-sauveteurs**	21	Sauvetage et transport	Transports sanitaires à la demande du 144 ou liés à une intervention.
		22	Instruction	Instruction et formation permanente des sapeurs sauveteurs.
		23	Prestations pour des tiers	Gardes et surveillances.
3	**Protection civile**	31	Protection	Gestion d'une Organisation de Protection Civile (OPC). Protection des personnes et des biens dans des situations d'urgence ainsi que la gestion de la mise à l'abri de la population. Entretien de la structure de protection. Protection des biens culturels.
		32	Instruction	Formation en prévention, assistance, sauvetage et protection des personnes astreintes à la protection civile lors des cours de répétition.
		33	Coopération	Cours de formation pour la prévention ou la gestion des catastrophes. Échange de savoir-faire ou de prestations avec l'OIPC et le CICR.
		34	Prestations pour des tiers	Mise à disposition de personnel, de matériel et de locaux. Piquet d'intervention pour le règlement ou le ravitaillement. Gestion de l'Organe communal de coordination et de conduite (ORCOC).
		35	Formations rapidement engageables (FORE)	Instruction, équipement et encadrement des membres des formations rapidement engageables (FORE) de la protection civile.
4	**Gestion des organismes de milice**	41	Sapeurs-pompiers volontaires	Gestion organisationnelle et administrative des sapeurs pompiers volontaires du bataillon de la Ville de Genève.
		42	Sauveteurs auxiliaires	Gestion administrative du corps des sauveteurs auxiliaires de la Ville de Genève.
		43	Gestion de l'OCoAE	Gestion de l'Office communal de l'Approvisionnement Économique (OCoAE). Application des mesures légales pour assurer l'approvisionnement de la commune et de sa population en denrées, matières premières et sources d'énergie d'importance vitale (RS 531).
5	**Centre de formation**	51	Formation	Mise à disposition d'un lieu et de personnel adapté à toute formation liée à la sécurité (Entreprises de la place, collaborateurs et collaboratrices de la Ville de Genève, astreints à la Pci, école de formation latine sapeurs-pompiers et sapeuses pompières professionnels).
		52	Locations et préservations	Mise à disposition ou location de l'infrastructure de formation (piste AR, salles de classes, container feu, etc.).
6	**Encadrement et logistique**	61	Travaux au profit de tiers	Remplissage d'extincteurs et réapprovisionnement en produits chimiques. Contrôle des appareils respiratoires, remplissage d'air et transvasage d'oxygène. Réparation de bâtiments, contrôle du matériel, travaux de buanderie et liés aux habits de travail.
		62	Techniques	Établissement, mise à jour et distribution de plans, étude et organisation de la sécurité lors de manifestations, gestion des alarmes à domicile et lors d'intervention et gestion des points d'eau pour la commune et certains particuliers.
		63	Relations extérieures	Représentation du service dans les colloques, conférences ou réunions externes.

Incendie et secours

Priorités et perspectives

La principale perspective de l'année 2011 est la poursuite du projet ConvergenceS, à savoir le rapprochement entre le SIS et le SSA selon l'étude initiée en 2008, avec notamment comme premier enjeu la création d'une nouvelle caserne rive droite sur le site aéroportuaire.

Cet exercice 2011 sera également marqué par la mise en place de nouveaux systèmes informatiques pour l'aide à l'engagement : informatique embarquée dans les véhicules d'intervention, nouvel outil de mobilisation téléphonique, mise à niveau de l'outil d'engagement de la centrale d'alarme, redondance de l'alarme entre le SIS et le SSA.

Dans le cadre du renouvellement du parc de véhicules, des cahiers des charges seront rédigés conjointement par le SIS et le SSA. Cette démarche a pour objectif l'optimisation, l'harmonisation et l'assainissement des parcs véhicules des deux services.

Les travaux visant à la mise à niveau des infrastrucures de formation (plateau technique) du centre de compétence de formation de Richelien (CECOFOR) seront finalisés dans le premier semestre de l'exercice. Cette réalisation permettra de renforcer les infrastructures de formation des pompiers professionnels, volontaires ainsi que de la protection civile (PCi). Le renforcement de la collaboration entre la PCi et les compagnies de sapeurs-pompiers volontaires se traduira par l'organisation d'exercices conjoints. Cette démarche devra permettre également de renforcer le recrutement des volontaires de la PCi devant rejoindre les formations rapidement engageables (FORE).

L'école latine de formation des sapeurs-pompiers professionnels poursuivra son essor par l'organisation de nouvelles sessions de formation et le renforcement de la collaboration entre les corps de Genève et de Lausanne pour organiser et exploiter cette nouvelle structure.

L'activation de la cellule auto-école permettra la création de différents cours de formation continue au profit des chauffeurs de l'administration municipale.

La présentation quadriennale du corps aux autorités et à la population sera réalisée dans le courant du mois de mai 2011.

Enfin, 2011 sera le cadre d'un événement majeur pour le corps : le départ à la retraite de l'actuel commandant. Une procédure de recrutement sera lancée sur une large échelle et les candidats seront évalués avec l'aide d'une entreprise externe dans le cadre d'un processus de sélection.

Objectif	Prestation(s) concernée(s)	Indicateur	Valeur cible
Projet ConvergenceS – Validation par le Conseil municipal de la demande de crédit d'étude en vue de la construction de la nouvelle caserne rive droite sur le territoire aéroportuaire.	11, 12, 13, 14 et 15	Décision du CM.	Le CM valide la demande de crédit.
Projets Convergences – Identification des missions et prestations du nouveau corps.	11, 12, 13, 14 et 15	Catalogue des missions et prestations.	Catalogue élaboré et validé par le COPIL qui assure la conduite du projet.
Élargir le partenariat Genève - Lausanne, sur lequel se fonde l'école de formation latine des sapeurs-pompiers, à 3 autres cantons.	51	Nombre de cantons représentés au sein de l'école de formation latine des sapeurs pompiers.	5 cantons représentés au sein de l'école de formation latine des sapeurs-pompiers.
Cours « Partenario » pompiers et Pci pour tester l'alarme et la conduite coordonnée.	32 et 41	Nombre d'exercices et nombre de formations.	1 exercice avec 1 compagnie de sapeurs-pompiers volontaires et 1 formation de miliciens de la PCi.
Cours de conduite respectueuse de l'environnement (Eco-Drive) par la cellule auto-école.	51	Nombre de chauffeurs.	Formation de 80 chauffeurs.

Incendie et secours

Charges et revenus par missions et prestations	Projet de budget 2011				Budget 2010				Comptes 2009			
(en milliers de francs)	Charges	%	Revenus	%	Charges	%	Revenus	%	Charges	%	Revenus	%
1 Sapeurs-pompiers professionnels	**32'018.6**	**62.6**	**14'747.6**	**73.2**	**31'751.9**	**63.0**	**14'314.3**	**71.4**	**31'526.3**	**63.4**	**14'459.6**	**75.6**
11 Feu	24'973.5	48.8	12'347.6	61.3	24'528.3	48.7	11'990.0	59.8	24'815.1	49.9	12'324.3	64.4
12 Sauvetage	1'312.5	2.6	454.3	2.3	1'614.3	3.2	439.7	2.2	1'751.2	3.5	429.5	2.2
13 Assistance	3'375.1	6.6	1'534.1	7.6	3'413.2	6.8	1'490.7	7.4	3'275.6	6.6	1'343.1	7.0
14 Autres interventions	486.4	1.0	141.6	0.7	473.7	0.9	137.7	0.7	407.2	0.8	109.6	0.6
15 Instruction	357.7	0.7	263.5	1.3	335.9	0.7	249.9	1.2	363.4	0.7	239.3	1.3
16 Prestations pour des tiers	1'513.3	3.0	6.5	0.0	1'386.5	2.8	6.2	0.0	913.8	1.8	13.8	0.1
2 Sapeurs-sauveteurs	**7'353.4**	**14.4**	**2'800.0**	**13.9**	**7'246.6**	**14.4**	**2'800.0**	**14.0**	**6'881.0**	**13.8**	**1'936.8**	**10.1**
21 Sauvetage et transport	7'083.1	13.8	2'800.0	13.9	6'977.6	13.8	2'800.0	14.0	6'735.1	13.5	1'936.7	10.1
22 Instruction	187.8	0.4	-	-	191.2	0.4	-	-	127.0	0.3	0.1	0.0
23 Prestations pour des tiers	82.4	0.2	-	-	77.8	0.2	-	-	18.9	0.0	0.1	0.0
3 Protection civile	**6'318.4**	**12.4**	**211.7**	**1.1**	**6'078.4**	**12.1**	**526.6**	**2.6**	**6'142.0**	**12.3**	**719.1**	**3.8**
31 Protection	2'394.7	4.7	100.0	0.5	2'229.5	4.4	239.2	1.2	2'473.8	5.0	338.4	1.8
32 Instruction	1'322.1	2.6	11.5	0.1	1'148.3	2.3	27.1	0.1	1'123.1	2.3	28.6	0.1
33 Coopération	215.4	0.4	1.7	0.0	185.2	0.4	4.0	0.0	204.8	0.4	5.6	0.0
34 Prestations pour des tiers	2'386.2	4.7	98.5	0.5	2'515.4	5.0	256.4	1.3	2'340.4	4.7	346.5	1.8
35 Formations rapidement engageables (FORE)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
4 Gestion des organismes de milice	**1'668.9**	**3.3**	**150.0**	**0.7**	**1'725.6**	**3.4**	**150.0**	**0.7**	**1'766.4**	**3.6**	**128.4**	**0.7**
41 Sapeurs-pompiers volontaires	1'158.6	2.3	150.0	0.7	1'143.6	2.3	150.0	0.7	1'249.3	2.5	156.6	0.8
42 Sauveteurs auxiliaires	115.2	0.2	-	-	115.0	0.2	-	-	78.4	0.2	-28.7	-0.1
43 Gestion de l'OCoAE	395.1	0.8	-	-	467.0	0.9	-	-	438.7	0.9	0.5	0.0
5 Centre de formation	**1'355.1**	**2.6**	**2'008.9**	**10.0**	**1'341.5**	**2.7**	**2'012.4**	**10.0**	**1'102.0**	**2.2**	**1'694.7**	**8.9**
51 Formation	899.8	1.8	2.5	0.0	872.1	1.7	5.9	0.0	773.8	1.6	2.8	0.0
52 Locations et préservations	455.3	0.9	2'006.4	10.0	469.4	0.9	2'006.6	10.0	328.2	0.7	1'692.0	8.8
6 Encadrement et logistique	**2'427.7**	**4.7**	**217.1**	**1.1**	**2'238.5**	**4.4**	**247.0**	**1.2**	**2'316.3**	**4.7**	**196.1**	**1.0**
61 Travaux aux profits de tiers	147.0	0.3	-	-	131.5	0.3	-	-	133.4	0.3	0.6	0.0
62 Techniques	2'080.5	4.1	170.1	0.8	1'927.1	3.8	200.0	1.0	2'001.8	4.0	170.4	0.9
63 Relations extérieures	200.1	0.4	47.0	0.2	179.9	0.4	47.0	0.2	181.1	0.4	25.2	0.1
Total comptabilité analytique	**51'142.0**	**100.0**	**20'135.3**	**100.0**	**50'382.6**	**100.0**	**20'050.3**	**100.0**	**49'734.0**	**100.0**	**19'134.8**	**100.0**
Charges et revenus présentés en diminution des revenus et des charges	10.7		10.7		14.7		14.7		195.1		195.1	
Charges et revenus non incorporables	12.0		-		32.2		-		-125.7		-	
Subventions en francs	36.1		-		66.1		-		35.8		-	
Subventions en nature	5.5		-		5.5		-		5.5		-	
Total comptabilité générale	**51'206.4**		**20'146.0**		**50'501.1**		**20'065.0**		**49'844.6**		**19'329.9**	

Incendie et secours

	Charges par chapitres comptables							Revenus par chapitres comptables				
	30	31	33	36	39	Support	Total	42	43	49	Support	Total
1	**20'183.9**	**0.2**	**1'088.5**	**-**	**77.1**	**10'668.9**	**32'018.6**	**-**	**-**	**33.1**	**14'714.5**	**14'747.6**
11	16'720.1	0.2	942.1	-	66.8	7'244.3	24'973.5	-	-	28.1	12'319.5	12'347.6
12	713.5	-	30.8	-	2.2	566.1	1'312.5	-	-	3.3	451.0	454.3
13	2'066.1	-	105.6	-	7.5	1'196.0	3'375.1	-	-	1.7	1'532.4	1'534.1
14	207.4	-	10.0	-	0.7	268.3	486.4	-	-	-	141.6	141.6
15	325.9	-	-	-		31.8	357.7	-	-	-	263.5	263.5
16	150.9	-	-	-		1'362.4	1'513.3	-	-	-	6.5	6.5
2	**5'672.6**	**127.2**	**744.0**	**-**	**52.7**	**756.9**	**7'353.4**	**-**	**2'800.0**	**-**	**-**	**2'800.0**
21	5'567.2	127.2	744.0	-	52.7	592.0	7'083.1	-	2'800.0	-	-	2'800.0
22	105.4	-	-	-		82.4	187.8	-	-	-	-	-
23	-	-	-	-		82.4	82.4	-	-	-	-	-
3	**3'530.2**	**375.9**	**63.2**	**-**	**28.2**	**2'320.9**	**6'318.4**	**-**	**-**	**-**	**211.7**	**211.7**
31	1'360.5	15.9	63.2	-	8.2	946.9	2'394.7	-	-	-	100.0	100.0
32	584.3	348.2	-	-	20.0	369.6	1'322.1	-	-	-	11.5	11.5
33	139.2	9.5	-	-	-	66.7	215.4	-	-	-	1.7	1.7
34	1'446.2	2.4	-	-	-	937.6	2'386.2	-	-	-	98.5	98.5
35	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
4	**840.9**	**279.2**	**-**	**-**	**14.1**	-	**1'668.9**	**-**	**150.0**	**-**	**-**	**150.0**
41	807.0	236.5	-	-	7.4	107.8	1'158.6	-	150.0	-	-	150.0
42	-	7.4	-	-		107.8	115.2	-	-	-	-	-
43	33.9	35.3	-	-	6.7	319.2	395.1	-	-	-	-	-
5	**909.3**	**204.1**	**65.4**	**-**	**8.5**	**167.8**	**1'355.1**	**20.0**	**1'966.0**	**19.0**	**3.9**	**2'008.9**
51	637.9	73.3	32.7	-	4.3	151.6	899.8	-	-	-	2.5	2.5
52	271.4	130.8	32.7	-	4.3	16.2	455.3	20.0	1'966.0	19.0	1.4	2'006.4
6	**968.0**	**-**	**-**	**-**	**-**	**1'459.7**	**2'427.7**	**-**	**217.1**	**-**	**-**	**217.1**
61	67.8	-	-	-	-	79.3	147.0	-	-	-	-	-
62	807.0	-	-	-	-	1'273.5	2'080.5	-	170.1	-	-	170.1
63	93.2	-	-	-	-	106.9	200.1	-	47.0	-	-	47.0
	32'104.8	**986.7**	**1'961.1**		**180.7**	**15'908.8**	**51'142.0**	**20.0**	**5'133.1**	**52.1**	**14'930.1**	**20'135.3**
	10.7	-	-	-	-	-	10.7	-	10.7	-	-	10.7
	-	-	-	12.0	-	-	12.0	-	-	-	-	-
	-	-	-	36.1	-	-	36.1	-	-	-	-	-
	-	-	-	5.5	-	-	5.5	-	-	-	-	-
	32'115.5	**986.7**	**1'961.1**	**53.6**	**180.7**	**15'908.8**	**51'206.4**	**20.0**	**5'143.8**	**52.1**	**14'930.1**	**20'146.0**

Projet de budget 2011 par chapitres comptables

30	Charges de personnel
31	Biens, services et marchandises
32	Intérêts passifs
33	Amortissements
34	Parts et contributions sans affectation
35	Dédommagements collectivités publiques
36	Subventions accordées
37	Subventions redistribuées
38	Attributions aux financements spéciaux
39	Imputations internes
40	Impôts
42	Revenus des biens
43	Contributions
44	Parts à des recettes & contrib. s/ affect.
45	Dédommagements de collectivités publ.
46	Subventions acquises
47	Subventions à redistribuer
48	Prélèvements sur financements spéciaux
49	Imputations internes

Incendie et secours

Commentaires

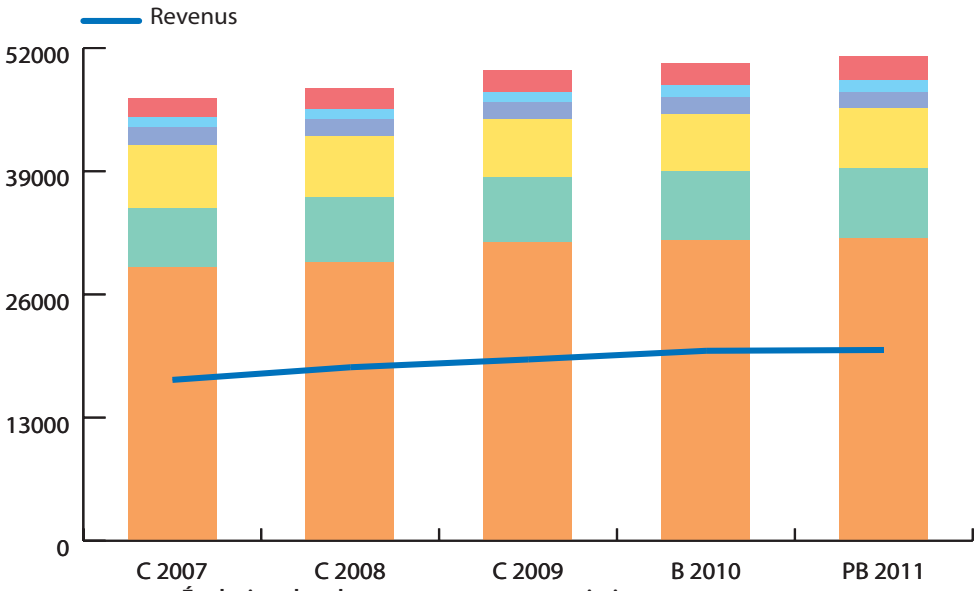
Selon les principes retenus pour l'ensemble des services concernés, les remboursements d'assurances pour perte de salaire ont été déduits des charges de fonctionnement (cf. « Charges et revenus présentés en diminution des revenus et des charges »). De plus, les « charges et revenus non incorporables », ainsi que les « Subventions » n'ont pas été intégrées dans la répartition analytique.

Les charges augmentent de manière régulière entre les comptes 2009, le budget 2010 et le projet de budget 2011 (environ +~CHF 700'000.-).

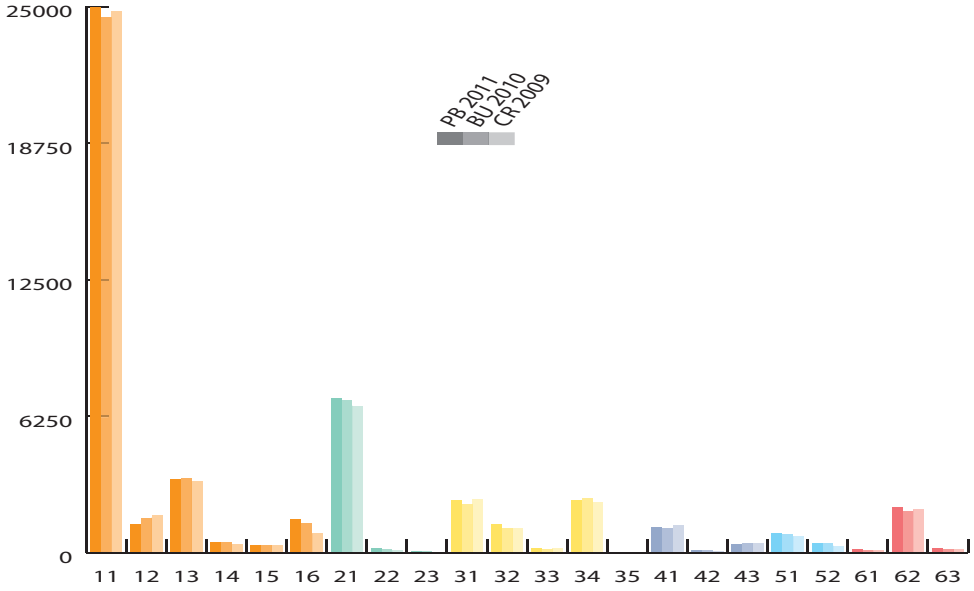
Ceci est dû en grande partie :

1. Aux charges de personnel engendrées par l'engagement de personnel afin de répondre aux nouvelles prestations offertes par le CECOFOR, suite à la fusion avec l'ex-SAPP, et par la nouvelle école de formation de sapeurs pompiers professionnel ayant commencé en 2009 avec 7 aspirants;
2. À la compensation des absences du personnel (suite maladies et/ou accidents) par des heures supplémentaires et des engagement temporaires (contrats durée déterminée).

Les nouvelles tâches du SIS sont la conséquence des nouvelles structures qui a nécessité l'engagement de nouvelles personnes en 2009 et en 2010.
D'anciens postes liés à l'ex-SAPP ne seront pas remplacés.



Évolution des charges et revenus par missions (en milliers de francs)



Évolution des charges par prestations (en milliers de francs)

SÉCURITÉ
ET ESPACE PUBLICS

Sécurité et espace publics

Missions et prestations

Missions		Prestations		Descriptions
1	**Gérer l'utilisation accrue du domaine public et du domaine privé perceptible du domaine public**	11	Empiétements	Examiner les demandes d'utilisation accrue du domaine public. Assurer la délivrance des permissions. Facturer les prestations d'utilisation du domaine public. Vérifier le respect des conditions d'octroi.
		12	Procédés de réclame	Examiner du point de vue légal, réglementaire et conventionnel les demandes d'utilisation accrue du domaine public et celles concernant le domaine privé relatives à des objets visibles du domaine public. Assurer la délivrance des permissions ponctuelles, saisonnières et permanentes. Facturer les prestations d'utilisation du domaine public. Contrôler sur le terrain.
		13	Logistique Support	Répertorier sur PC les occupations du domaine public. Développer, maintenir et améliorer les applications propres aux services.
2	**Mener des actions de prévention, de surveillance et de répression, afin d'assurer la sécurité, la tranquillité et l'ordre publics**	21	Ilotage	S'assurer d'actions permanentes de proximité et mener des actions spéciales de prévention en matière de salubrité.
		22	Surveillance du domaine public	Contrôler le territoire en matière de circulation routière et d'occupation du domaine public s'agissant notamment des installations saisonnières et des marchés. Effectuer des rondes afin d'assurer la sécurité dans les parcs et lors de manifestations.

Sécurité et espace publics

Priorités et perspectives

Durant les deux années écoulées, le Service a connu une profonde restructuration. Les unités en charge de la gestion du domaine public ont été réorganisées, regroupant ainsi, d'une part, les occupations du domaine public en lien avec le quartier dans lequel elles se déroulent (procédés de réclame, terrasses, empiétements divers, etc.) et, d'autre part, les emprises ponctuelles nécessitant une approche plus transversale (interservices) et une connaissance métier pointue (manifestations, chantiers, fouilles, etc.).

Parallèlement, la structure du corps de la Police municipale a été entièrement remaniée. La constitution et les attributions de l'Etat major redéfinies. Les secteurs de compétences de chaque poste de quartier revus, tenant compte des besoins de la population et des découpages déjà existants, notamment pour la Voirie et pour les gestionnaires du domaine public.

Enfin, une nouvelle unité des marchés a été créée, permettant de redéployer sur le terrain 14 agents municipaux qui la composaient antérieurement.

Les modifications structurelles rappelées ci-dessus terminées (ou sur le point de l'être), l'exercice 2011 permettra d'accentuer concrètement les actions du SEEP.

En ce qui concerne la Police municipale, une attention toute particulière sera portée sur la présence d'hommes en uniformes sur le terrain. La police de proximité, l'îlotage, les contrôles du domaine public feront partie des missions principales des policiers municipaux.

Afin d'appuyer cette démarche, la création de nouveau(x) poste(s) de quartier est souhaitée avec, pour corollaire, une augmentation de l'effectif du corps.

S'agissant de la gestion du domaine public, le SEEP poursuivra le processus entamé visant à simplifier davantage pour le citoyen les procédures administratives et à faciliter ainsi l'accès au domaine public ainsi que l'organisation de manifestations, notamment dans les quartiers.

Enfin, pour ce qui a trait aux divers marchés, des études sont initiées en vue de créer de nouveaux espaces de marchés, mieux adaptés à ce genre de manifestations et répondant davantage aux besoins de la population.

Objectif	Prestation(s) concernée(s)	Indicateur	Valeur cible
Améliorer l'exploitation des marchés, et en simplifier les démarches administratives. Proposer de nouveaux espaces en tenant compte des besoins de la population.	11	Amélioration des systèmes de contrôle et de réservation et nombre de marchés.	Système de contrôle et de réservation (par SMS) mis en fonction. 1 nouveau marché créé.
Elaborer, puis dispenser une formation (de base et continue) aux APM de l'ensemble des communes genevoises.	21 et 22	Cours de formation de base.	4 mois de formation pour 20 aspirants.
Renforcer l'ancrage de la police municipale dans les quartiers (police de proximité) et augmenter l'effectif du corps à l'aide d'une campagne de recrutement.	21 et 22	Augmentation du nombre de postes de quartier et recrutement d'aspirants.	Ouverture d'un sixième poste de quartier et recrutement de 15 nouveaux aspirants.
Intensifier le contrôle des « chantiers » en veillant, d'une part, à ce que l'entier du périmètre dévolu soit réellement nécessaire et proportionnel aux besoins du chantier et, d'autre part, à ce que ledit périmètre ne fasse pas l'objet d'utilisation abusive du domaine public.	11	Planifier les constats systématiques par les contrôleurs du domaine public suivis de courriers d'avertissement et/ou de sanctions administratives.	Tous les constats planifiés dans l'année.
Entreprendre un contrôle systématique de régularisation des procédés de réclame, qui ne font pas, en l'état, l'objet de la perception d'une redevance et établir une cartographie.	12	Nombre de constats générant de nouvelles autorisations.	Tout constat d'irrégularité genère une nouvelle autorisation.

Sécurité et espace publics

Charges et revenus par missions et prestations (en milliers de francs)		Projet de budget 2011				Budget 2010				Comptes 2009			
		Charges	%	Revenus	%	Charges	%	Revenus	%	Charges	%	Revenus	%
1	**Gérer l'utilisation accrue du domaine public et du domaine privé perceptible du domaine public**	**11'656.7**	**36.7**	**25'230.6**	**81.7**	**9'991.3**	**34.4**	**27'297.8**	**74.8**	**6'778.7**	**24.3**	**23'252.1**	**68.5**
11	Empiétements	9'003.6	28.3	21'777.1	70.5	8'028.3	27.7	23'929.9	65.5	3'585.0	12.9	20'477.5	60.4
12	Procédés de réclame	1'678.0	5.3	3'448.5	11.2	1'041.8	3.6	3'362.3	9.2	2'113.7	7.6	2'740.8	8.1
13	Logistique support	975.2	3.1	5.1	0.0	921.3	3.2	5.5	0.0	1'079.9	3.9	33.8	0.1
2	**Mener des actions de prévention, de surveillance et de répression afin d'assurer la sécurité, la tranquillité et l'ordre publics**	**20'113.9**	**63.3**	**5'666.6**	**18.3**	**19'034.1**	**65.6**	**9'212.1**	**25.2**	**21'075.3**	**75.7**	**10'672.4**	**31.5**
21	Îlotage	12'466.4	39.2	3'108.4	10.1	13'280.9	45.8	149.9	0.4	11'427.6	41.0	189.5	0.6
22	Surveillance du domaine public	7'647.4	24.1	2'558.2	8.3	5'753.2	19.8	9'062.2	24.8	9'647.7	34.6	10'482.9	30.9
Total comptabilité analytique		**31'770.6**	**100.0**	**30'897.3**	**100.0**	**29'025.5**	**100.0**	**36'509.9**	**100.0**	**27'854.0**	**100.0**	**33'924.5**	**100.0**
Charges et revenus présentés en diminution des revenus et des charges		3.0		3.0		3.0		3.0		346.4		346.4	
Charges et revenus non incorporables		300.0		-		1'500.0		-		-463.8		-	
Subventions en nature		4'950.0		-		5'010.0		-		3'545.5		-	
Total comptabilité générale		**37'023.6**		**30'900.3**		**35'538.4**		**36'512.9**		**31'282.1**		**34'270.9**	

Sécurité et espace publics

	Charges par chapitres comptables								Revenus par chapitres comptables					
	30	31	33	35	36	39	Support	Total	42	43	45	49	Support	Total
1	**9'661.6**	**666.5**	**242.7**	**185.0**	**-**	**308.1**	**592.9**	**11'656.7**	**24'419.0**	**360.9**	**-**	**441.3**	**9.5**	**25'230.6**
11	7'921.0	125.5	241.5	-	-	233.8	481.8	9'003.6	21'024.0	304.2	-	441.3	7.7	21'777.1
12	892.0	517.3	0.7	185.0	-	26.4	56.7	1'678.0	3'395.0	52.6	-	-	0.9	3'448.5
13	848.6	23.7	0.6	-	-	47.9	54.4	975.2	-	4.2	-	-	0.9	5.1
2	**17'687.3**	**287.7**	**13.3**	**-**	**-**	**578.3**	**1'547.3**	**20'113.9**	**-**	**2'542.6**	**3'005.0**	**-**	**119.0**	**5'666.6**
21	10'982.5	180.9	7.2	-	-	344.0	951.8	12'466.4	-	30.2	3'005.0	-	73.2	3'108.4
22	6'704.8	106.8	6.1	-	-	234.3	595.5	7'647.4	-	2'512.4	-	-	45.8	2'558.2
	27'348.9	**954.1**	**256.0**	**185.0**	**-**	**886.4**	**2'140.2**	**31'770.6**	**24'419.0**	**2'903.5**	**3'005.0**	**441.3**	**128.5**	**30'897.3**
	3.0	-	-	-	-	-	-	3.0	-	3.0	-	-	-	3.0
	-	-	300.0	-	-	-	-	300.0	-	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	4'950.0	-	-	4'950.0	-	-	-	-	-	-
	27'351.9	**954.1**	**556.0**	**185.0**	**4'950.0**	**886.4**	**2'140.2**	**37'023.6**	**24'419.0**	**2'906.5**	**3'005.0**	**441.3**	**128.5**	**30'900.3**

Projet de budget 2011 par chapitres comptables

30	Charges de personnel
31	Biens, services et marchandises
32	Intérêts passifs
33	Amortissements
34	Parts et contributions sans affectation
35	Dédommagements collectivités publiques
36	Subventions accordées
37	Subventions redistribuées
38	Attributions aux financements spéciaux
39	Imputations internes
40	Impôts
42	Revenus des biens
43	Contributions
44	Parts à des recettes & contrib. s/ affect.
45	Dédommagements de collectivités publ.
46	Subventions acquises
47	Subventions à redistribuer
48	Prélévements sur financements spéciaux
49	Imputations internes

Sécurité et espace publics

Commentaires

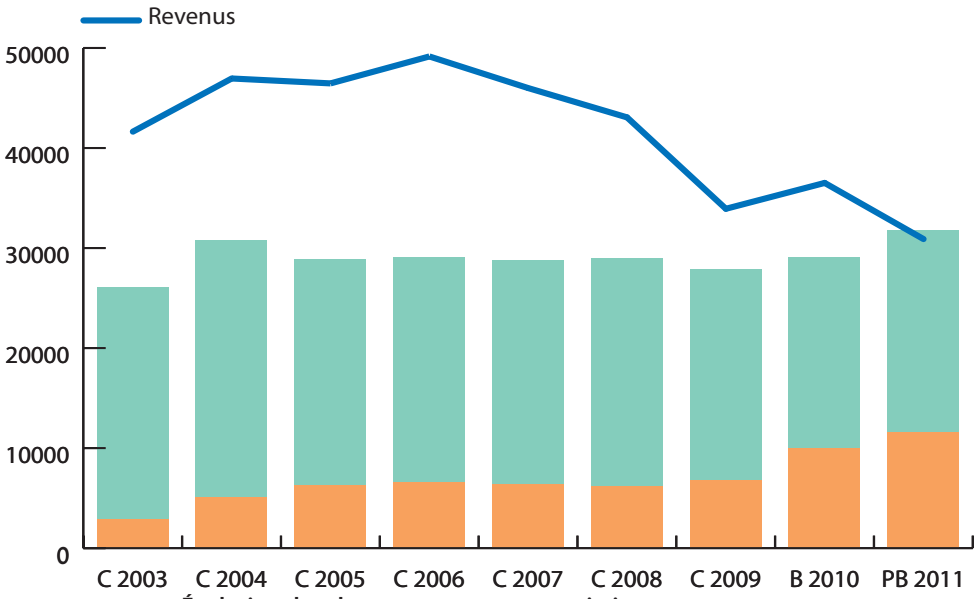
Selon les principes retenus pour l'ensemble des services concernés, les remboursements d'assurances pour perte de salaire ont été déduits des charges de fonctionnement (cf. « Charges et revenus présentés en diminution des revenus et des charges »). De plus, les « Subventions » n'ont pas été intégrées dans la répartition analytique.

Les charges et revenus non incorporables se composent de la variation de la provisions pour pertes sur débiteurs ainsi que les pertes sur débiteurs.

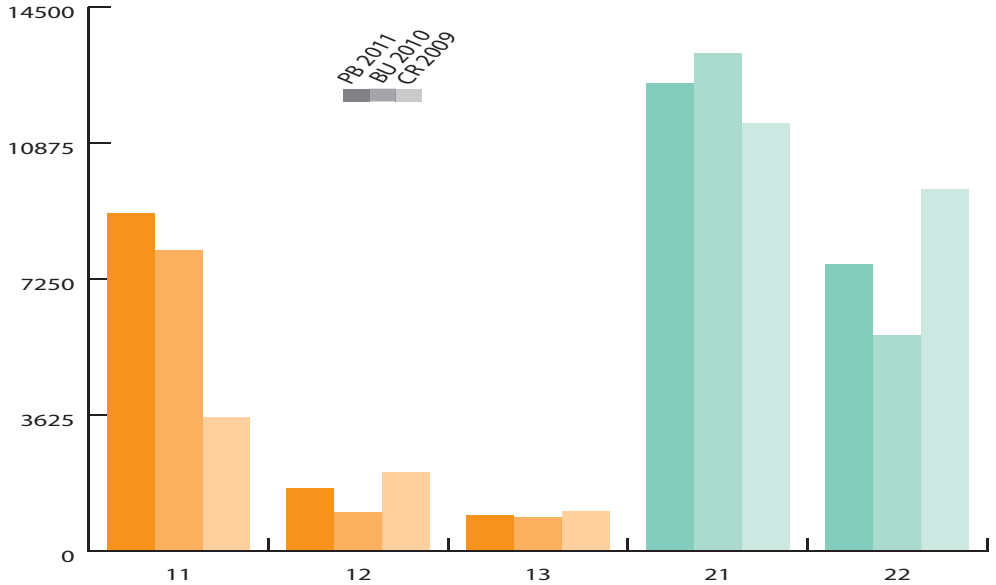
11 La prestation « Empiétements » est en forte hausse au budget 2010 ainsi qu'au projet de budget 2011 suite au transfert de 24 agents municipaux sur la prestation « marchés ». Ce transfert se compose en majorité de coûts de personnel et de charges dites de support.

22 Les revenus de la prestation « Surveillance du domaine public » sont en diminution au projet de budget 2011 par rapport aux comptes 2009 et au budget 2010. Cette variation s'explique par la diminution d'environ CHF 8 mios des revenus d'amendes d'ordres.

22 Les charges de cette prestation sont en diminution suite au transfert des agents municipaux à la prestation « marchés ».



Évolution des charges et revenus par missions (en milliers de francs)



Évolution des charges par prestations (en milliers de francs)

DIRECTION DES SYSTÈMES D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION

Direction des systèmes d'information et de communication

Missions et prestations

Missions		Prestations		Descriptions
1	**Direction et administration**	11	Conseils et assistance	Conseils, analyse, conception, assistance et formation relatifs aux marchés publics, ainsi qu'en matière juridique, au management des systèmes d'information et de communication.
		12	Sécurité de l'information et gestion des services	Conseils, analyse, conception, assistance et formation relatifs à la sécurité de l'information et à la gestion des services et prestations dans le domaine des systèmes d'information et de communication
2	**Exploitation**	21	Conseils, assistance et réalisation	Conseils, analyse, conception, réalisation, assistance et formation relatifs à l'exploitation des systèmes d'information et de communication.
		22	Systèmes	Évolution et maintenance des serveurs et du stockage des données.
		23	Télécommunications	Évolution et maintenance des réseaux informatiques et téléphoniques.
		24	Infrastructures	Évolution et maintenance des infrastructures relatives aux technologies de l'information et de la communication.
3	**Microinformatique**	31	Conseils, assistance et réalisation	Conseils, analyse, conception, réalisation, assistance et formation relatifs à la microinformatique.
		32	Équipement microinformatique	Installation et maintenance du matériel et des logiciels microinformatiques.
4	**Développement**	41	Conseils, assistance, réalisation et maintenance	Conseils, analyse, conception, réalisation, assistance et formation relatifs au développement et à la maintenance des systèmes d'information.

Direction des systèmes d'information et de communication

Priorités et perspectives

La mission principale de la DSIC est de répondre aux besoins de l'administration municipale en matière de système d'information et de communication, en appui des programmes politiques et organisationnels menés pour le Conseil administratif.

En 2011, la DSIC reprend la plupart des objectifs formulés dans le précédent exercice budgétaire. L'un d'eux est la mise en œuvre avant fin 2011 du projet national POLYCOM à l'échelon de la Ville de Genève qui dotera les services pertinents de la Ville d'un nouveau réseau radio de sauvetage et de sécurité, avec son équipement. Un autre est le développement, sur le nouveau site Intranet de la Ville de Genève, d'un portail en matière de ressources humaines permettant une meilleure diffusion de l'information et de processus de ce domaine au sein de l'Administration municipale.

En ce qui concerne les autres objectifs maintenus, la DSIC poursuit ses efforts d'intégration de la téléphonie dans l'informatique (« VoIP »). Dans le cadre des politiques publiques, la DSIC poursuit également sa contribution en matière de démocratisation de l'accès à Internet grâce au déploiement de nouveaux points d'accès Wi-Fi publics. Il convient de siganler qu'à fin avril 2010, le réseau de la Ville de Genève dispose de 181 accès Wi-Fi publics.

Avec l'entrée en fonction en 2009 de son conseiller de direction chargé de la sécurité, la DSIC a entrepris la mise en place d'une stratégie et des mesures pour assurer la sécurité de l'information, ainsi que la qualité, la fiabilité et la continuité des services informatiques et de télécommunication de la Ville de Genève.

Objectif	Prestation(s) concernée(s)	Indicateur	Valeur cible
Mettre en œuvre le réseau national de sécurité POLYCOM en Ville de Genève.	23 et 24	Services intégrés au réseau de sécurité nationale.	SIS et LOM/VVP.
Développer un portail «ressources humaines» permettant une meilleure diffusion de l'information au sein de l'administration et y inclure des processus.	41	Mise en place d'un portail. Nombre de processus mis en place.	1 portail et 3 processus mis en place.
Intégrer la téléphonie dans l'informatique (voix sur IP ou « VoIP »).	21, 22, 23, 31 et 32	Taux de réalisation du redéploiement des réseaux informatiques et téléphoniques de la Ville de Genève.	60%.
Démocratiser l'accès à Internet par le déploiement de points d'accès Internet.	23 et 24	Nombre de points d'accès Wi-Fi publics déployés.	15 accès supplémentaires déployés.
Mettre en conformité les processus de gestion des prestations informatiques aux standards en vigueur.	12, 21 et 31	Nombre de processus mis en conformité.	4 processus.

Direction des systèmes d'information et de communication

Charges et revenus par missions et prestations	Projet de budget 2011				Budget 2010				Comptes 2009			
(en milliers de francs)	Charges	%	Revenus	%	Charges	%	Revenus	%	Charges	%	Revenus	%
1 Direction et administration	**979.4**	**6.2**	**-**	**-**	**923.4**	**5.8**	**-**	**-**	**708.7**	**4.8**	**-**	**-**
11 Conseils et assistance	575.3	3.6	-	-	543.0	3.4	-	-	587.5	4.0	-	-
12 Sécurité de l'information et gestion des services	404.0	2.5	-	-	380.4	2.4	-	-	121.2	0.8	-	-
2 Exploitation	**6'801.6**	**43.2**	**-**	**-**	**6'951.5**	**43.9**	**-**	**-**	**6'204.6**	**42.2**	**51.8**	**84.3**
21 Conseils, assistance et réalisation	1'857.2	11.8	-	-	1'903.8	12.0	-	-	1'717.8	11.7	-	-
22 Systèmes	1'864.0	11.8	-	-	1'910.3	12.1	-	-	1'529.4	10.4	31.6	51.5
23 Télécommunications	2'057.3	13.1	-	-	2'086.9	13.2	-	-	2'256.7	15.3	2.0	3.3
24 Infrastructures	1'023.2	6.5	-	-	1'050.5	6.6	-	-	700.8	4.8	18.1	29.5
3 Microinformatique	**3'189.9**	**20.2**	**-**	**-**	**3'300.7**	**20.9**	**2.6**	**100.0**	**3'270.4**	**22.2**	**9.6**	**15.7**
31 Conseils, assistance et réalisation	1'556.9	9.9	-	-	1'638.4	10.4	-	-	1'660.6	11.3	-	-
32 Équipement microinformatique	1'633.1	10.4	-	-	1'662.3	10.5	2.6	100.0	1'609.8	10.9	9.6	15.7
4 Développement	**4'789.6**	**30.4**	**-**	**-**	**4'646.3**	**29.4**	**-**	**-**	**4'518.3**	**30.7**	**-**	**-**
41 Conseils, assistance, réalisation et maintenance	4'789.6	30.4	-	-	4'646.3	29.4	-	-	4'518.3	30.7	-	-
Total comptabilité analytique	**15'760.5**	**100.0**	**-**	**-**	**15'821.8**	**100.0**	**2.6**	**100.0**	**14'702.0**	**100.0**	**61.4**	**100.0**
Charges et revenus présentées en diminution des revenus et des charges	9.0		9.0		-		-		49.3		49.3	
Charges et revenus non incorporables	4'072.5		-		3'358.8		-		163.1		-	
Subventions en francs	100.0		-		-		-		-		-	
Total comptabilité générale	**19'942.0**		**9.0**		**19'180.6**		**2.6**		**14'914.5**		**110.7**	

Direction des systèmes d'information et de communication

	Charges par chapitres comptables							Revenus par chapitres comptables	
	30	31	33	36	39	Support	Total	43	Total
1	**352.2**	**63.3**	**305.0**	**-**	**2.5**	**256.4**	**979.4**	**-**	**-**
11	141.1	35.8	305.0	-	2.5	91.0	575.3	-	-
12	211.1	27.5	-	-	-	165.4	404.0	-	-
2	**3'832.6**	**66.3**	**1'374.1**	**-**	**11.1**	**1'517.5**	**6'801.6**	**-**	**-**
21	1'227.5	-	142.5	-	1.1	486.0	1'857.2	-	-
22	1'218.7	-	161.5	-	1.3	482.5	1'864.0	-	-
23	653.5	66.3	1'070.1	-	8.6	258.8	2'057.3	-	-
24	733.0	-	-	-	-	290.2	1'023.2	-	-
3	**1'919.1**	**-**	**390.4**	**-**	**3.1**	**877.3**	**3'189.9**	**-**	**-**
31	1'068.4	-	-	-	-	488.4	1'556.9	-	-
32	850.7	-	390.4	-	3.1	388.9	1'633.1	-	-
4	**3'759.7**	**57.8**	**-**	**-**	**-**	**972.1**	**4'789.6**	**-**	**-**
41	3'759.7	57.8	-	-	-	972.1	4'789.6	-	-
	9'863.5	**187.5**	**2'069.5**	**-**	**16.7**	**3'623.4**	**15'760.5**	**-**	**-**
	9.0	-	-	-	-	-	9.0	9.0	9.0
	4'072.5	-	-	-	-	-	4'072.5	-	-
	-	-	-	100.0	-	-	100.0	-	-
	13'945.0	**187.5**	**2'069.5**	**100.0**	**16.7**	**3'623.4**	**19'942.0**	**9.0**	**9.0**

Projet de budget 2011 par chapitres comptables

30	Charges de personnel
31	Biens, services et marchandises
32	Intérêts passifs
33	Amortissements
34	Parts et contributions sans affectation
35	Dédommagements collectivités publiques
36	Subventions accordées
37	Subventions redistribuées
38	Attributions aux financements spéciaux
39	Imputations internes
40	Impôts
42	Revenus des biens
43	Contributions
44	Parts à des recettes & contrib. s/ affect.
45	Dédommagements de collectivités publ.
46	Subventions acquises
47	Subventions à redistribuer
48	Prélévements sur financements spéciaux
49	Imputations internes

Direction des systèmes d'information et de communication

Commentaires

Selon les principes retenus pour l'ensemble des services concernés, les remboursements d'assurance pour perte de salaire ont été déduits des charges de fonctionnement (cf. « Charges et revenus présentés en diminution des revenus et des charges »). De plus, les « Charges et revenus non incorporables », ainsi que les « Subventions » n'ont pas été intégrés dans la répartition analytique.

La DSIC est le service gestionnaire (service « compétent ») de l'ensemble des budgets relatifs aux systèmes d'information et de communication de l'Administration municipale.

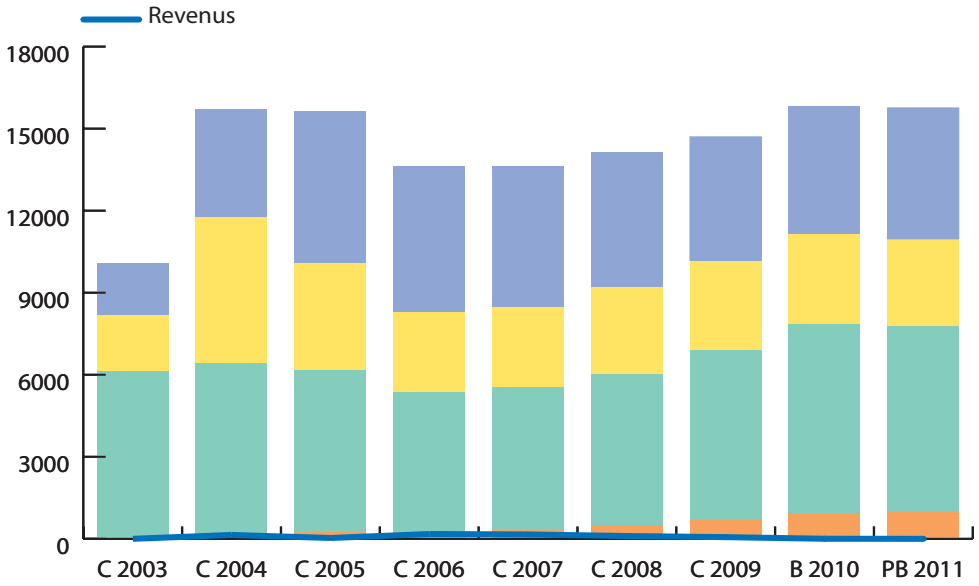
En accord avec la Comptabilité générale, le budget d'un compte compétent — dont la valeur globale est inférieure à CHF 1 mio et dont la clef de répartition ne peut pas être déterminée à l'avance — n'est pas ventilé dans les services et reste entièrement associé aux centres de coûts du service gestionnaire.

En revanche, lors de l'exécution budgétaire, les charges des comptes compétents sont imputées ou ventilées en fonction de la consommation des services ou de clés de répartition. Par convention, les charges hors centre financier de la DSIC sont considérées comme « non incorporables » à la comptabilité analytique par missions et prestations de la DSIC.

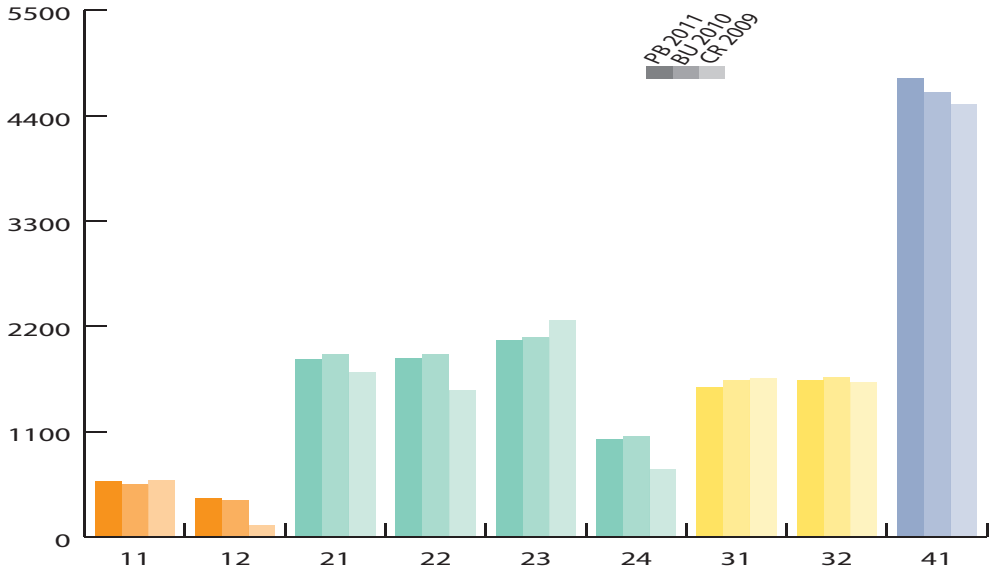
Grâce à l'accroissement de son effectif en 2009, la DSIC s'est structurée de manière plus adaptée autour de ses activités. Cela a pour notable effet que la mission « Exploitation » se décline désormais en 4 prestations distinctes au lieu de 3 comme auparavant.

La mission « Direction et administration » quant à elle se voit étoffée de la prestation « Sécurité de l'information et gestion des services » qui était autrefois implicitement prise en charge dans les autres missions et prestations du service. Cette entrée dans le catalogue identifie pour l'essentiel les activités du conseiller de direction chargé de la sécurité, entré en fonction au dernier trimestre de 2009. Elle s'accompagne d'une légère hausse de la fraction budgétaire dédiée à la mission « Direction et administration ».

Les changements susmentionnés, ainsi que certains effets de bord de l'application rétroactive du catalogue actualisé des missions et prestations sur l'analyse des comptes 2009 (notamment sur les amortissements) expliquent pour l'essentiel les légères différences de répartition des charges entre les comptes 2009 et les budgets des années suivantes.



Évolution des charges et revenus par missions (en milliers de francs)



Évolution des charges par prestations (en milliers de francs)

LOGISTIQUE
ET MANIFESTATIONS

Logistique et manifestations

Missions et prestations

Missions		Prestations		Descriptions
1	**Gestion et maintenance du parc des véhicules, des machines et des engins de l'Administration municipale, hors SIS**	11	Entretien des véhicules, des machines et des engins	Entretenir et gérer les véhicules, les machines et les engins : nettoyage, graissage, petites réparations, etc.
		12	Acquisition des véhicules, des machines et des engins	En adéquation avec l'application « VEPROVIGE » et le processus d'acquisition des véhicules hors SIS, notamment dans le cadre des travaux de la COGEVE : conseiller les demandeurs, constituer des cahiers des charges et / ou dossiers techniques, planifier les acquisitions nouvelles ou de renouvellement, etc.
2	**Soutien logistique aux services sis 10, rue François-Dussaud : LOM, VVP et GCI**	21	Acquisition et gestion de biens	Étudier les besoins, acquérir les biens, les distribuer, les stocker, les céder.
		22	Entretien courant des installations et des locaux	Réaliser les tâches courantes d'entretien des installations et des locaux, au besoin intervenir en urgence.
		23	Réalisation de travaux dans le bâtiment	À la demande de VVP ou GCI, effectuer de menus travaux dans le domaine du bâtiment : menuiserie, peinture, etc.
		24	Réalisation de diverses autres prestations logistiques	Réaliser diverses autres tâches logistiques dans le domaine des services : gérer la cafétéria du site, réaliser des courses et des transports, etc.
3	**Soutien logistique à d'autres services et entités de l'Administration municipale**	31	Participation du groupe d'intervention	Participer à la sécurisation du domaine public en cas de faits exceptionnels à la demande du SIS, de la police ou d'autres services publics.
		32	Prêt de véhicules pour l'Administration municipale	Sur demande, prêter des bus et un fourgon.
		33	Réalisation de diverses autres prestations logistiques	Sur demande et en fonction des disponibilités, réaliser diverses autres tâches logistiques : montage et démontage d'expositions, déménagements, etc.
4	**Mise à disposition de biens et réalisation de prestations pour des tiers**	41	Mise à disposition de matériel de fêtes	Dans le cadre de manifestations se déroulant sur le territoire municipal, mettre à disposition du matériel de fêtes : chaises, tables, etc.
		42	Mise à disposition du matériel de tri des déchets	Dans le cadre de manifestations se déroulant sur le territoire municipal, procéder à la mise en place, puis à l'enlèvement du matériel de tri sélectif des déchets.
		43	Pavoisement	Garantir le pavoisement des ponts et bâtiments.
		44	Entretien des édicules publics	Assurer l'entretien et le nettoiement des toilettes sises sur le domaine public ou assimilé.

Logistique et manifestations

Priorités et perspectives

Les priorités et les perspectives du Service logistique et manifestations (LOM) pour l'exercice 2011 s'inscrivent dans la durée et se situent pour la plupart dans la continuité de celles exprimées pour l'exercice 2010. Leur réalisation implique d'autres services de l'Administration municipale aussi le LOM renforcera sa capacité à travailler transversalement.

Le LOM et les différentes prestations qu'il offre sont encore peu connus à l'intérieur et à l'extérieur de l'Administration municipale. Il convient donc de porter un accent sur la visibilité et la communication interne et externe.

L'extension des illuminations de Noël et le développement du pavoisement autour de la rade sont deux projets qui vont dans ce sens et, de ce fait, consituent des activités motivantes pour le personnel du service.

Il apparaît aussi nécessaire de renforcer l'application des normes relatives à la sécurité des locaux et de leurs occupants ainsi que les mesures de prévention concernant la santé des collaborateurs. Cela passe par l'élaboration d'actions concrètes, leur priorisation et leur mise en œuvre, avec le soutien des services compétents. Ces mesures de court terme ne sauraient masquer l'impérieuse nécessité d'une réflexion stratégique sur l'avenir du site François-Dussaud.

Deux autres axes sont posés en vue d'augmenter l'efficience du LOM :

- L'optimisation de la gestion des stocks par l'abandon des actuels outils informatiques et la migration complète sur SAP ;
- La mise en place d'un meilleur processus de gestion des carburants dans la mesure où le LOM est service compétent pour l'ensemble de l'Administration municipale.

Enfin, grâce à l'engagement, en 2010, d'un ingénieur spécialisé, le service dispose de compétences renforcées pour gérer, renouveler et assainir le parc des véhicules de la Ville de Genève.

Objectif	Prestation(s) concernée(s)	Indicateur	Valeur cible
Définition d'un nouveau concept d'un pavoisement complet de la rade.	43	Établissement d'un dispositif de pavoisement adapté aux diverses manifestations.	Dispositif validé et mis en œuvre.
Suivi de la mise en œuvre du plan d'assainissement du parc des véhicules de la Ville de Genève, sous le pilotage de la COGEVE.	12	Élaboration de propositions de crédits.	2 demandes de crédits déposées en 2011 (cf décision CA du 2.12.09).
Réalisation d'une étude relative à la mise en œuvre d'une nouvelle stratégie de renouvellement des véhicules (cf décision du CA du 15.07.09), sous le pilotage de la COGEVE.	12	Étude sur la stratégie et la planification financière.	Validation de l'étude par le CA.
Abandon des actuels outils informatiques de gestion des stocks et migrer sur SAP d'ici à fin 2011.	11 et 21	Implémentation du module de gestion des stocks sur SAP.	Module installé et utilisé pour les stocks de l'Unité de gestion des véhicules (UGV).
Mise en place un processus général revu et corrigé de gestion des carburants, dans le périmètre de compétence du LOM, en assurer la diffusion et en contrôler l'application.	33	Définition et diffusion d'un processus de gestion des carburants.	Processus défini, validé et communiqué.

Logistique et manifestations

Charges et revenus par missions et prestations (en milliers de francs)		Projet de budget 2011				Budget 2010				Comptes 2009			
		Charges	%	Revenus	%	Charges	%	Revenus	%	Charges	%	Revenus	%
1	**Gestion et maintenance du parc des véhicules, des machines et des engins de l'Administration municipale, hors SIS**	**9'061.4**	**49.0**	**10.0**	**0.4**	**5'996.9**	**33.7**	**25.0**	**0.9**	**6'308.5**	**35.9**	**3.0**	**0.1**
11	Entretien des véhicules, des machines et des engins	6'778.7	36.7	10.0	0.4	5'113.0	28.8	25.0	0.9	5'153.3	29.3	3.0	0.1
12	Acquisition des véhicules, des machines et des engins	2'282.7	12.3	-	-	883.9	5.0	-	-	1'155.2	6.6	-	-
2	Soutien logistique aux services sis 10, rue François-Dussaud: LOM, VVP et GCI	**3'555.8**	**19.2**	**25.0**	**1.1**	**4'872.9**	**27.4**	**376.0**	**13.8**	**5'219.9**	**29.7**	**311.8**	**13.5**
21	Acquisition et gestion de biens	447.2	2.4	5.3	0.2	961.2	5.4	-	-	938.0	5.3	-	-
22	Entretien courant des installations et des locaux	1'808.2	9.8	0.3	0.0	1'667.2	9.4	-	-	2'149.8	12.2	-	-
23	Réalisation de travaux dans le bâtiment	610.0	3.3	-	-	685.1	3.9	-	-	489.6	2.8	9.2	0.4
24	Réalisation de diverses autres prestations logistiques	690.3	3.7	19.5	0.8	1'559.5	8.8	376.0	13.8	1'642.5	9.3	302.6	13.1
3	**Soutien logistique à d'autres services et entités de l'Administration municipale**	**508.3**	**2.7**	**17.0**	**0.7**	**964.0**	**5.4**	**17.0**	**0.6**	**758.1**	**4.3**	**0.2**	**0.0**
31	Participation du groupe d'intervention	62.4	0.3	17.0	0.7	396.5	2.2	17.0	0.6	412.8	2.3	0.2	0.0
32	Prêt de véhicules pour l'Administration municipale	52.7	0.3	-	-	24.3	0.1	-	-	18.0	0.1	-	-
33	Réalisation de diverses autres prestations logistiques	393.2	2.1	-	-	543.2	3.1	-	-	327.4	1.9	-	-
4	**Mise à disposition de biens et réalisation de prestations pour des tiers**	**5'363.9**	**29.0**	**2'303.2**	**97.8**	**5'938.1**	**33.4**	**2'301.2**	**84.6**	**5'281.5**	**30.1**	**2'001.8**	**86.4**
41	Mise à disposition de matériel de fêtes	2'484.3	13.4	2'143.8	91.0	3'011.3	16.9	2'291.2	84.3	3'045.6	17.3	1'993.1	86.0
42	Mise à disposition du matériel de tri des déchets	499.7	2.7	134.4	5.7	473.0	2.7	-	-	239.9	1.4	-	-
43	Pavoisement	231.5	1.3	-	-	238.7	1.3	-	-	229.8	1.3	-	-
44	Entretien des édicules publics	2'148.4	11.6	25.0	1.1	2'215.2	12.5	10.0	0.4	1'766.2	10.1	8.8	0.4
Total comptabilité analytique		**18'489.3**	**100.0**	**2'355.2**	**100.0**	**17'771.9**	**100.0**	**2'719.2**	**100.0**	**17'568.0**	**100.0**	**2'316.8**	**100.0**
Revenus présentés en diminution des charges		5.0		5.0		16.0		16.0		194.9		194.9	
Subventions en nature		1'094.4		-		1'094.4		-		1'058.9		-	
Total comptabilité générale		**19'588.7**		**2'360.2**		**18'882.3**		**2'735.2**		**18'821.7**		**2'511.7**	

Logistique et manifestations

	Charges par chapitres comptables							Revenus par chapitres comptables				
	30	31	33	36	39	Support	Total	42	43	49	Support	Total
1	**5'146.3**	**3'092.2**	**571.1**	**-**	**147.9**	**103.8**	**9'061.4**	**-**	**10.0**	**-**	**-**	**10.0**
11	3'488.1	3'090.2	49.8	-	84.3	66.3	6'778.7	-	10.0	-	-	10.0
12	1'658.2	2.0	521.3	-	63.6	37.6	2'282.7	-	-	-	-	-
2	**874.5**	**2'299.2**	**141.7**	**-**	**17.9**	**222.5**	**3'555.8**	**15.0**	**-**	**-**	**10.0**	**25.0**
21	177.7	187.4	0.9	-	0.1	81.2	447.2	-	-	-	5.3	5.3
22	244.5	1'364.0	138.9	-	17.6	43.2	1'808.2	-	-	-	0.3	0.3
23	-	608.9	-	-	-	1.1	610.0	-	-	-	-	-
24	452.3	139.0	1.8	-	0.1	97.1	690.3	15.0	-	-	4.5	19.5
3	**354.5**	**63.5**	**-**	**-**	**-**	**90.3**	**508.3**	**-**	**17.0**	**-**	**-**	**17.0**
31	17.5	-	-	-	-	44.9	62.4	-	17.0	-	-	17.0
32	23.7	0.1	-	-	-	29.0	52.7	-	-	-	-	-
33	313.3	63.5	-	-	-	16.4	393.2	-	-	-	-	-
4	**3'239.4**	**1'923.0**	**45.4**	**-**	**47.7**	**108.4**	**5'363.9**	**-**	**1'379.4**	**923.8**	**-**	**2'303.2**
41	2'121.8	264.0	11.4	-	43.4	43.7	2'484.3	-	1'220.0	923.8	-	2'143.8
42	335.9	155.9	-	-	-	7.9	499.7	-	134.4	-	-	134.4
43	223.9	-	-	-	-	7.6	231.5	-	-	-	-	-
44	557.8	1'503.1	34.0	-	4.3	49.2	2'148.4	-	25.0	-	-	25.0
	9'614.6	**7'378.0**	**758.2**	**-**	**213.4**	**525.1**	**18'489.3**	**15.0**	**1'406.4**	**923.8**	**10.0**	**2'355.2**
	-	5.0	-	-	-	-	5.0	-	5.0	-	-	5.0
	-	-	-	1'094.4	-	-	1'094.4	-	-	-	-	-
	9'614.6	**7'383.0**	**758.2**	**1'094.4**	**213.4**	**525.1**	**19'588.7**	**15.0**	**1'411.4**	**923.8**	**10.0**	**2'360.2**

Projet de budget 2011 par chapitres comptables

30	Charges de personnel
31	Biens, services et marchandises
32	Intérêts passifs
33	Amortissements
34	Parts et contributions sans affectation
35	Dédommagements collectivités publiques
36	Subventions accordées
37	Subventions redistribuées
38	Attributions aux financements spéciaux
39	Imputations internes
40	Impôts
42	Revenus des biens
43	Contributions
44	Parts à des recettes & contrib. s/ affect.
45	Dédommagements de collectivités publ.
46	Subventions acquises
47	Subventions à redistribuer
48	Prélévements sur financements spéciaux
49	Imputations internes

Logistique et manifestations

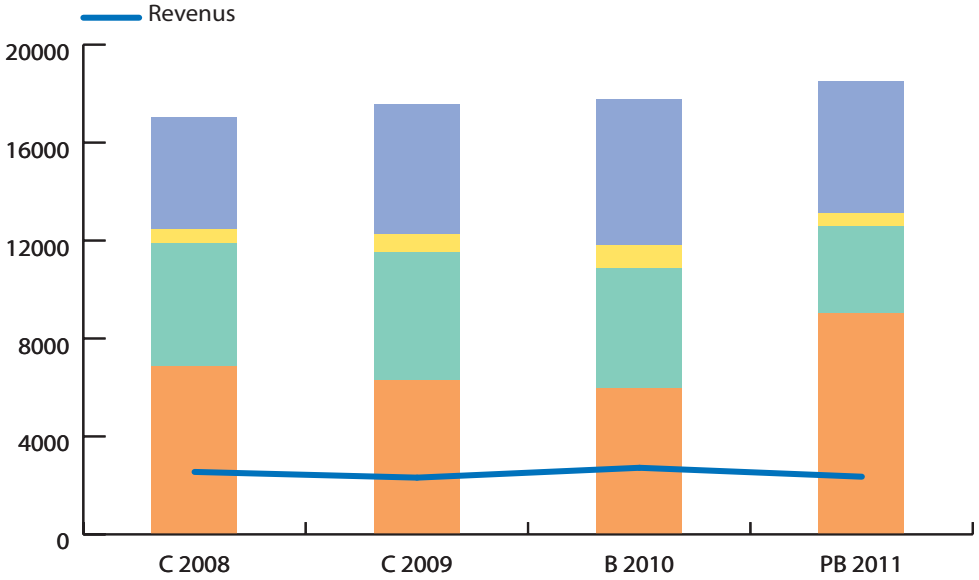
Commentaires

Selon les principes retenus pour l'ensemble des services concernés, les remboursements d'assurance pour perte de salaire ont été déduits des charges de fonctionnement (cf. « Charges et revenus présentés en diminution des revenus et des charges »). De plus, les « Charges et revenus non incorporables », ainsi que les « Subventions » n'ont pas été intégrés dans la répartition analytique.

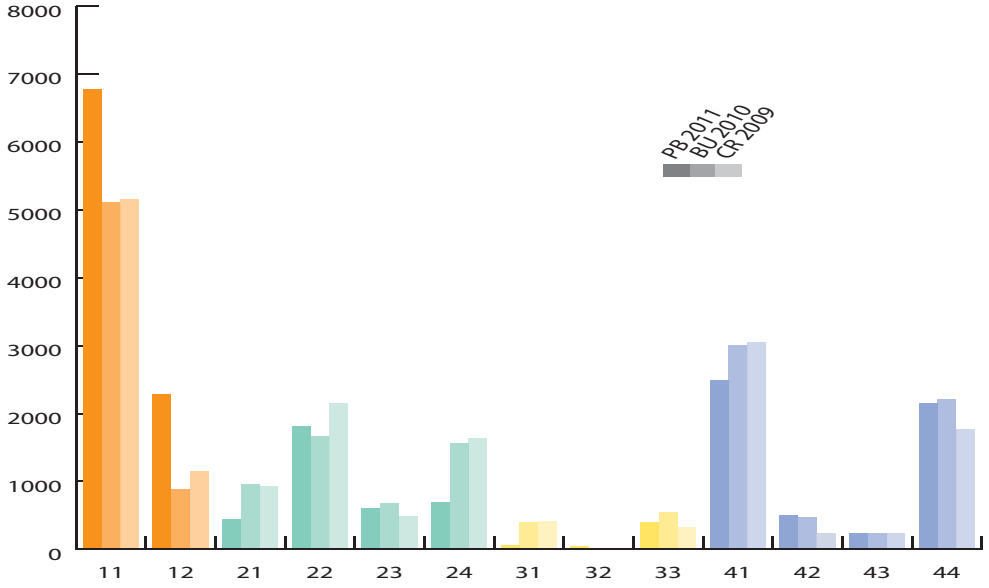
11 Cette prestation est en augmentation, au projet de budget 2011, par rapport aux comptes 2009 et au budget 2010 sur les rubriques d'entretien et d'achats de fournitures pour les véhicules de l'Administration municipale.

24 La reprise de la gestion de la cafétéria par une société extérieure engendre pour le projet de budget 2011 la suppression des revenus liés aux ventes de produits alimentaires.
En revanche, les charges de fonctionnement, d'entretien et de renouvellement de matériel de la cafétéria incombent toujours au service.

42 Le service est en charge depuis 2009 de la mise à disposition du matériel de tri des déchets. Cette prestation est en développement, ce qui explique une hausse des charges au budget 2010 et au projet de budget 2011, ainsi que des revenus associés.



Évolution des charges et revenus par missions (en milliers de francs)



Évolution des charges par prestations (en milliers de francs)

VOIRIE VILLE-PROPRE

Voirie Ville-Propre

Missions et prestations

Missions		Prestations		Descriptions
1	**Collecte des déchets**	11	Collecte des résidus ménagers en vrac	Enlèvement au porte à porte.
		12	Collecte des déchets recyclables	Enlèvement des diverses fractions de déchets valorisables.
		13	Collecte des déchets encombrants	Enlèvement à la demande des déchets encombrants.
		14	Information au public	Information des habitant-e-s afin de promouvoir les diverses actions visant à sensibiliser le plus large public aux divers tris des déchets valorisables..
2	**Nettoiement du domaine public**	21	Nettoiement systématique des voiries du domaine public	Nettoiement systématique par brossage (mécanique ou manuel) et lavage.
		22	Nettoiement en relation avec des manifestations	Nettoiement final du domaine public après les manifestations.
		23	Viabilité hivernale	Organisation des interventions. Interventions en plusieurs phases en fonction des conditions météorologiques.
		24	Information au public	Information des habitant-e-s afin de promouvoir les diverses actions visant à sensibiliser le plus large public à la propreté en ville de Genève.
3	**Gestion des incivilités**	31	Nettoiement des tags	Organisation de l'enlèvement des tags sur les bâtiments et le mobilier urbain.
		32	Maintien de la propreté des sites de récupération	Harmonisation et nettoiement des sites de récupération des déchets recyclables.
		33	Contrôle des incivilités	Contrôle des incivilités liées aux déchets (débarras sauvages, tri des poubelles, horaires de sortie des poubelles, etc).

Voirie Ville-Propre

Priorités et perspectives

En 2011, le service Voirie - Ville propre assurera la continuité du plan d'actions et de sensibilisation en matière de propreté et de salubrité des voiries, selon les axes développés au cours des années précédentes.

En matière de propreté,

Il renforcera les actions intégrées des équipes de nettoiement avec les agents de la police municipale (APM) dans les différents quartiers; il poursuivra l'implantation de poubelles de rue sur les sites les plus fréquentés, les actions visant à réduire les débarras sauvages et les différentes campagnes de sensibilisation.

En matière de collecte des déchets

Les initiatives destinées à limiter :

- L'impact des déchets sur le domaine public ;

- La production de déchets à la source ;

seront développées grâce au renforcement des partenariats public/privé (éco-contrats). Les expériences menées pour accroître le taux des déchets valorisables seront amplifiées, notamment par l'implantation de sites enfouis de récupération conçus de façon harmonieuse et incitative.

Le service mettra en œuvre une stratégie menant à la suppression progressive de la tolérance des déchets d'origine industrielle et commerciale.

En matière de gestion des incivilités

Le service développera une structure permettant la détection et l'enlèvement des tags sur le domaine public, ainsi que le contrôle des incivilités.

Objectif	Prestation(s) concernée(s)	Indicateur	Valeur cible
Poursuivre une stratégie de valorisation des déchets.	11, 12, 13, 14 et 32	Taux de déchets valorisables.	35 % de déchets valorisables.
Inciter et sensibiliser les acteurs privés à la propreté et à la salubrité urbaine et mettre en œuvre des actions y relatives.	21, 22, 23, 24 et 31	Nombre de nouveau éco-contrats mis en œuvre.	5 nouveaux éco-contrats.
Développer et pérenniser le dispositif de détection et d'enlèvement des tags.	33	Nombre de contrats signés.	200 nouveaux contrats.
Prévenir et réprimer les incivilités liées à la propreté et à la salubrité urbaine.	33	Mise en place d'une équipe de contrôle.	4 inspecteurs engagés.

Voirie Ville-Propre

Charges et revenus par missions et prestations (en milliers de francs)	Projet de budget 2011				Budget 2010				Comptes 2009			
	Charges	%	Revenus	%	Charges	%	Revenus	%	Charges	%	Revenus	%
1 Collecte des déchets	**32'721.3**	**54.8**	**730.0**	**93.5**	**28'893.2**	**52.4**	**730.0**	**93.5**	**28'491.0**	**52.0**	**758.1**	**90.5**
11 Collecte des résidus ménagers en vrac	20'264.1	33.9	-	-	18'408.1	33.4	-	-	18'559.9	33.9	64.4	7.7
12 Collecte des déchets recyclables	4'504.6	7.5	730.0	93.5	4'411.8	8.0	730.0	93.5	4'433.7	8.1	693.7	82.8
13 Collecte des déchets encombrants	7'530.8	12.6	-	-	5'245.5	9.5	-	-	4'547.2	8.3	-	-
14 Information au public	421.8	0.7	-	-	827.8	1.5	-	-	950.2	1.7	-	-
2 Nettoiement du domaine public	**25'756.3**	**43.1**	**51.0**	**6.5**	**26'227.3**	**47.6**	**51.0**	**6.5**	**26'258.2**	**48.0**	**79.7**	**9.5**
21 Nettoiement systématique des voiries du domaine public	23'012.8	38.5	51.0	6.5	23'269.0	42.2	51.0	6.5	23'102.0	42.2	79.7	9.5
22 Nettoiement en relation avec des manifestations	1'506.1	2.5	-	-	1'509.4	2.7	-	-	1'570.2	2.9	-	-
23 Viabilité hivernale	442.0	0.7	-	-	490.2	0.9	-	-	536.9	1.0	-	-
24 Information au public	795.4	1.3	-	-	958.7	1.7	-	-	1'049.1	1.9	-	-
3 Gestion des incivilités	**1'238.3**	**2.1**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
31 Nettoiement des tags	368.5	0.6	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
32 Maintien de la propreté des sites de récupération	707.5	1.2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
33 Contrôle des incivilités	162.3	0.3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total comptabilité analytique	**59'715.9**	**100.0**	**781.0**	**100.0**	**55'120.5**	**100.0**	**781.0**	**100.0**	**54'749.3**	**100.0**	**837.7**	**100.0**
Charges et revenus présentés en diminution des revenus et des charges	-		-		-		-		493.5		493.5	
Total comptabilité générale	**59'715.9**		**781.0**		**55'120.5**		**781.0**		**55'242.8**		**1'331.2**	

Voirie Ville-Propre

	Charges par chapitres comptables						Revenus par chapitres comptables	
	30	31	33	39	Support	Total	43	Total
1	**10'529.8**	**21'127.6**	**330.5**	**20.6**	**712.8**	**32'721.3**	**730.0**	**730.0**
11	4'860.1	15'170.5	-	-	233.5	20'264.1	-	-
12	2'719.1	1'237.8	330.5	20.6	196.5	4'504.6	730.0	730.0
13	2'848.8	4'549.8	-	-	132.2	7'530.8	-	-
14	101.7	169.5	-	-	150.6	421.8	-	-
2	**22'367.1**	**2'532.3**	**232.2**	**134.4**	**490.3**	**25'756.3**	**51.0**	**51.0**
21	20'782.4	1'766.4	209.0	130.7	124.4	23'012.8	51.0	51.0
22	1'156.3	258.9	16.3	2.6	72.1	1'506.1	-	-
23	117.0	247.0	7.0	1.1	69.9	442.0	-	-
24	311.4	260.1	-	-	223.9	795.4	-	-
3	**536.5**	**345.0**	**-**	**-**	**356.8**	**1'238.3**	**-**	**-**
31	184.4	171.7	-	-	12.5	368.5	-	-
32	208.9	166.7	-	-	331.9	707.5	-	-
33	143.1	6.7	-	-	12.5	162.3	-	-
	33'433.4	**24'004.9**	**562.7**	**155.0**	**1'559.9**	**59'715.9**	**781.0**	**781.0**
	-	-	-	-	-	-	-	-
	33'433.4	**24'004.9**	**562.7**	**155.0**	**1'559.9**	**59'715.9**	**781.0**	**781.0**

Projet de budget 2011 par chapitres comptables

30	Charges de personnel
31	Biens, services et marchandises
32	Intérêts passifs
33	Amortissements
34	Parts et contributions sans affectation
35	Dédommagements collectivités publiques
36	Subventions accordées
37	Subventions redistribuées
38	Attributions aux financements spéciaux
39	Imputations internes
40	Impôts
42	Revenus des biens
43	Contributions
44	Parts à des recettes & contrib. s/ affect.
45	Dédommagements de collectivités publ.
46	Subventions acquises
47	Subventions à redistribuer
48	Prélévements sur financements spéciaux
49	Imputations internes

Voirie Ville-Propre

Commentaires

Selon les principes retenus pour l'ensemble des services concernés, les remboursements d'assurance pour perte de salaire ont été déduits des charges de fonctionnement (cf. «Charges et revenus présentés en diminution des revenus et des charges»).

2009

11 et 21 Les revenus sont en hausse suite à la vente exceptionnelle de bidons pour le compost et diverses prestations de nettoyage pour la Lake Parade.

23 Les dépenses ont été importantes sur 2009, suite à un hiver rigoureux.

2010

14 et 24 Nous constatons une baisse des charges liée à un personnel réduit sur l'année 2010.

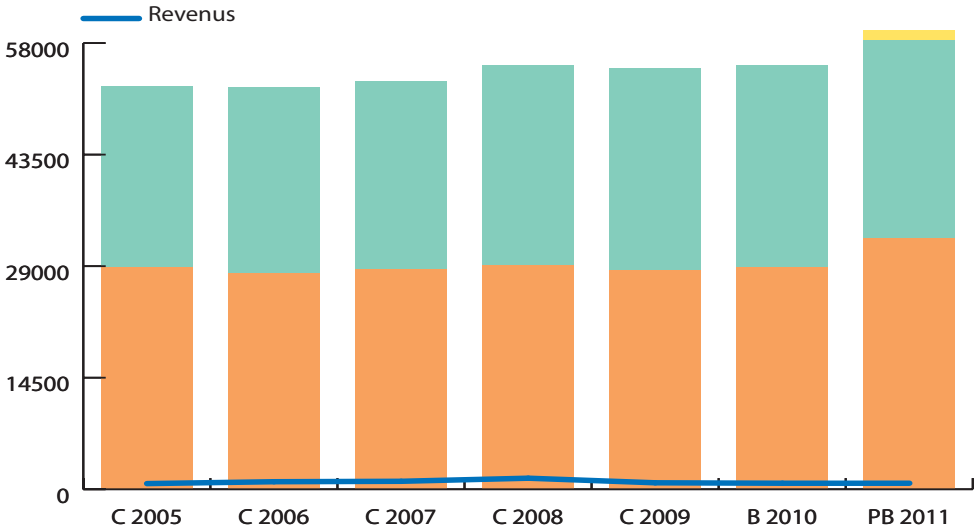
13 La mise en place d'une nouvelle unité «Gestion des incivilités» est effective sur l'année 2010, les charges de personnel y relatives impactent les dépenses liées à cette prestation.

2011

14 et 24 Nous constatons une baisse des charges. Le budget principal des frais de diverses campagnes a été réparti sur d'autres services et dans d'autres rubriques au sein même de VVP.

De plus la cellule qui gère l'information au public, «Info-Comm» sera réduite d'une personne durant les 9 premiers mois de l'année, ce qui explique également la baisse des charges sur ces prestations.

11 L'augmentation de la taxe d'incinération de CHF 261.- à CHF 300.-/tonne engendre une hausse des charges d'environ CHF 1.8 mio.



Évolution des charges et revenus par missions (en milliers de francs)

13 La différence de CHF 2.7 mios par rapport au budget 2010 s'explique par la période de transition (du 1er octobre 2010 au 31 décembre 2011) de la mise en place d'un processus visant à ce que la totalité des déchets industriels soit gérée dans le cadre de contrats privés entre les entreprises concernées et les prestataires de services dès le 1er janvier 2012. Durant cette période de transition, la Ville de Genève sous-traitera la levée à des prestataires de services.

Orientation :

Dans le cadre d'une gestion efficiente du service, une refonte de la structure analytique par unité, accompagnée d'une étude de chaque prestation facturée conduira à des réflexions entraînant d'éventuelles économies.

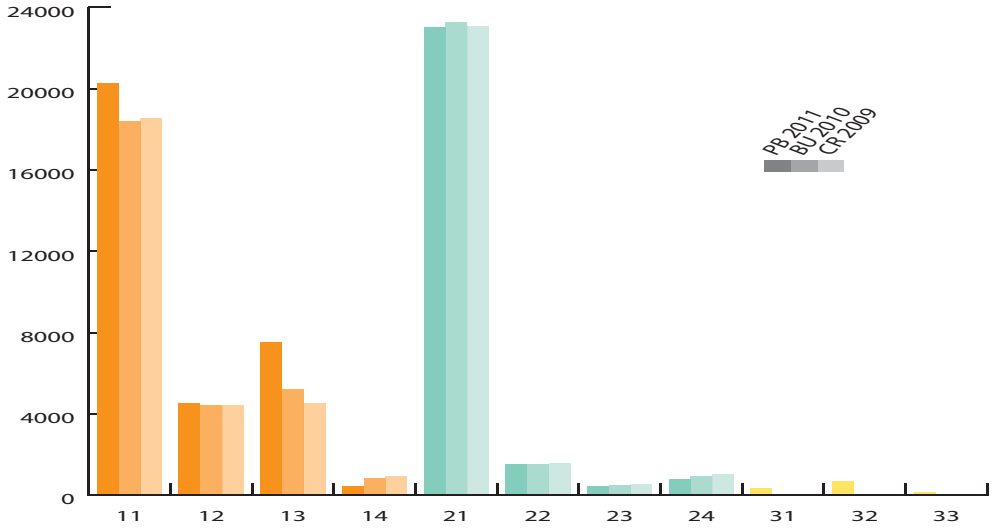
La création d'une base de données comportant l'ensemble des contrats nous liant aux prestataires externes est en cours de réalisation.

De plus, afin de structurer les tâches administratives et comptables, des procédures seront mises en place.

Sur l'année 2011, la nouvelle unité «Gestion des incivilités» sera financièrement visible suite à la création d'un nouveau centre de coût (23050499). Cette unité aura pour fonction de gérer, le nettoyage d'une partie du mobilier urbain et des tags, le maintien de la propreté des sites de récupération et le contrôle des incivilités..

L'étude en cours sur la gestion de la viabilité hivernale permettra d'optimiser les différentes prestations réalisées durant cette période de l'année.

En matière de propreté, les actions intégrées des équipes de nettoiement avec les agents de la police municipale et les contrôleurs du domaine public dans les différents quartiers seront renforcées.



Évolution des charges par prestations (en milliers de francs)

COHÉSION SOCIALE,

JEUNESSE ET SPORTS

Fort de ses sept services et d'un réseau de partenaires associatifs et institutionnels très dense, le département offre des prestations qui s'adressent à toutes les catégories de la population. Les installations sportives, les espaces verts, les crèches et les garderies, les écoles, les clubs d'aînés et la Cité seniors, pour ne prendre que ces exemples, constituent des lieux de mixité sociale, principe fondateur de la cohésion sociale.

Veiller à ce que le cadre de vie sur lequel les services publics peuvent agir (logement, espaces publics, structures d'accueil et d'encadrement des enfants, maisons de quartier, espaces verts, etc.) favorise la rencontre et l'intégration est un volet essentiel de l'activité du département, soit par sa participation aux projets d'aménagement et de développement de la ville, soit par les prestations qu'il gère lui-même.

Toutefois, le cœur de sa mission reste ancré dans la nécessité de développer des actions ciblées sur les groupes de population les plus fragiles. Précarité, pauvreté, inégalités touchent durement plusieurs milliers d'habitantes et d'habitants de Genève. Qu'il s'agisse des familles monoparentales, de la population âgée, des étrangères et des étrangers, des Suisses et des Suissesses pas ou peu formés, des jeunes en rupture, des personnes aux statuts précaires… la responsabilité du département consiste à leur offrir un accès facilité aux prestations des services publics et, dans le contexte de la crise financière actuelle, de mettre en œuvre des politiques permettant d'éviter que leurs difficultés ne s'aggravent encore en raison des soubresauts de l'économie.

Les pages qui suivent présentent les priorités et perspectives du département, ainsi que la déclinaison des objectifs des services. Les stratégies mises en œuvre concernent la vie quotidienne de chacun et chacune. Elles sont constamment adaptées afin de répondre aux besoins de la population et, par leur transversalité, s'inscrivent dans un cadre politique en faveur :

- De la famille ;
- De l'enfance ;
- De la jeunesse ;
- De l'action sociale communautaire ;
- Des usages de l'espace public ;
- Du sport pour tous et toutes.

Afin d'optimiser l'usage des ressources disponibles, qui ne peuvent croître indéfiniment, le département a renforcé son effort en faveur de projets transversaux innovants, au-delà des prestations existantes. Le fil rouge est de mettre en valeur les synergies possibles entre services, par exemple entre le sport et l'action sociale, ou autour de la fonction sociale des espaces verts, ou encore pour le développement d'une véritable politique de proximité, d'intégration et de participation à l'échelle des quartiers.

DIRECTION DE LA COHÉSION SOCIALE, DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS

Direction de la cohésion sociale, de la jeunesse et des sports

Missions et prestations

Missions		Prestations		Descriptions
1	**Assistance et conseils aux Autorités politiques**	11	Soutien au CA, CM et Magistrat-e-s	Assistance au CA, à la Magistrate ou au Magistrat en charge, dans l'accomplissement de ses responsabilités du pouvoir exécutif municipal.
2	**Développement des priorités stratégiques**	21	Mise en œuvre de la politique du département	Orientation et adaptation des stratégies générales de la politique du département. Application et mise en œuvre des décisions du CA.
		22	Mise en œuvre de la politique budgétaire et financière du département	Orientation, adaptation et contrôle de la politique du département concernant le budget de fonctionnement et le plan financier des investissements en application des décisions du CA et des objectifs stratégiques du département.
		23	Mise en œuvre de la politique des ressources humaines du département	Orientation, adaptation et contrôle de la politique du département en matière de ressources humaines en application du Statut du personnel de l'Administration.
		24	Mise en œuvre de la politique d'attribution des subventions du département	Orientation, adaptation et contrôle de la politique du département en matière de prestations financières et de prestations en nature en faveur de tiers (subventions).
3	**Direction et coordination**	31	Direction et coordination départementale	Supervision, coordination, information et communication aux services du département. Mise en place de directives et de procédures de travail. Développement des synergies et des collaborations interservices. Gestion des ressources.
		32	Direction et coordination interdépartementale	Participation aux groupes de coordination interdépartementaux. Pilotage, coordination et gestion transversale des grands projets.
		33	Assistance juridique	Soutien, assistance et conseils aux services en matière juridique. Élaboration de règlements, traitement et suivi des dossiers, appui juridique en matière de marchés publics.
4	**Relations externes**	41	Information publique et communication	Mise en œuvre et suivi de l'information à destination du CM, du public, des partenaires et des médias.
		42	Représentation	Représentation du département et de la Ville de Genève dans des manifestations officielles, auprès d'organismes subventionnés, de fondations ou de sociétés. Participation à des séminaires, colloques ou conférences.
		43	Coordination externe	Relation et coordination avec les partenaires externes privés ou publics afin de préparer, faire connaître et défendre les prises de position du département et de la Ville de Genève dans le cadre de la définition de politiques publiques, de renouvellement de conventions, etc.

Priorités et perspectives

L'année 2011 est une étape décisive dans l'atteinte des objectifs stratégiques que la Direction du département de la cohésion sociale, de la jeunesse et des sports (DCSJS) s'est fixée pour la législature. Ces objectifs couvrent les principaux champs d'action du département : la politique sociale communautaire, la politique de la famille, la politique de la jeunesse et la politique sportive.

Il est impératif de continuer à ouvrir de nouvelles places d'accueil dans les espaces de vie enfantine afin d'atteindre l'objectif visé, une place pour chaque enfant domicilié en Ville de Genève qui en a besoin. Sous réserve des décisions politiques, l'extension du service public à la petite enfance sera mise en œuvre courant 2011. En parallèle, le département vise à diversifier l'offre d'accueil pour répondre aux besoins différenciés des familles et éviter des situations d'accueil au « noir ». Dans cette perspective, il sera important de mettre en place un système d'encadrement et de soutien aux familles d'accueil, sur la base des obligations légales. Dans le cadre d'une politique sociale de proximité, le département va également renforcer l'orientation et le soutien aux familles à travers une maison de la famille qui sera mis sur pieds en collaboration avec les associations spécialisées dans le domaine.

Faire face aux besoins résultant de l'augmentation du chômage, de la précarité des emplois et de la fragilisation d'une partie de la population genevoise reste également une priorité du département. En ce qui concerne la grande précarité, certaines actions devront sans doute être développées, notamment les hébergements d'urgence et l'accueil hivernal pour les personnes sans domicile. La mise en œuvre d'un projet pilote pour lutter contre l'isolement des aînés et la réalisation des premières mesures du programme « Ville amie des aînées » renforceront le rôle actif et l'intégration des

Direction de la cohésion sociale, de la jeunesse et des sports

aînés dans notre société. Une autre priorité sera l'insertion des jeunes en rupture ou en recherche d'emploi. Elle sera favorisée à travers un collaboration soutenue entre les Travailleurs sociaux hors murs et le l'antenne VIA (Vers l'Insertion et l'Autonomie) et avec la mise sur pied de projets d'animations avec des jeunes.

Un autre chantier important est lié à la réforme de l'horaire scolaire qui deviendra effectif en septembre 2011. Cette réforme, en lien avec HARMOS, nécessitera une réorganisation de l'ensemble de l'offre para et périscolaire. La Direction du département soutiendra activement la collaboration avec la FASe et le GIAP ainsi que les associations sportives, culturelles et de loisirs en vue de proposer une offre diversifiée, flexible et facile d'accès pour l'encadrement des enfants en dehors des heures d'école. Dans le cadre de la déclaration commune, les projets pilotes qui ont été mené avec succès l'année dernière seront étendus à l'ensemble des écoles du REP sur le territoire de la Ville de Genève.

L'objectif du département de favoriser les synergies entre services a résulté dans la conduite d'un projet de changement impliquant le Service des espaces verts et environnement (SEVE) et le Service des pompes funèbres et cimetières (FUN) et permis de regrouper le personnel des deux services selon une logique métier. Dans cette perspective, le SEVE s'est vue confié une nouvelle mission : l'aménagement des espaces verts dans les cimetières. Néanmoins, l'augmentation des surfaces à aménager, entretenir et nettoyer pour le SEVE et la prise en charge de nouvelles prestations pour le Service des pompes funèbres et cimetières exige une adaptation des moyens.

Rechercher de synergies est également un objectif dans le domaine du sport. Avec les installations destinées à favoriser la pratique d'une activité physique de proximité, le projet Proxisport vise également à démontrer que l'activité sportive est un facteur d'intégration qui permet de créer du lien social. Sur le court et moyen termes, la politique sportive de la Ville de Genève sera mise en œuvre conformément au «Programme pour une politique sportive en Ville de Genève» élaboré en 2009. La collaboration avec le canton et les communes devient un impératif dicté par la nécessité de mieux coordonner la gestion et le développement des infrastructures sportives. La délégation sportive intercommunale crée à l'initiative du Magistrat jouera un rôle essentiel dans ce but.

La politique des quartiers du département vise à améliorer la cohérence de l'action publique, à créer des synergies entre les différents acteurs et à favoriser l'implication des usagers dans leur quartier. Il s'agira de tirer profits des expériences menées ces dernières années afin de formaliser un outil de diagnostic et une marche à suivre simple pour mener des processus participatifs. Par ailleurs, la direction continuera à s'investir activement dans la mise à niveau des directives et outils de gestion en matière de subventions, en collaboration avec le contrôle financier, la Direction des systèmes d'information et de la communication et les autres départements.

Objectif	Prestation(s) concernée(s)	Indicateur	Valeur cible
Améliorer le processus d'allocation, de suivi et de contrôle des subventions par l'implémentation d'une application informatique ad hoc.	24	Nombre de services qui utilisent la nouvelle application.	Implémentation de l'application effectuée dans 3 services du département au 31 décembre 2011.
Formaliser une méthode de planification des équipements publics liés au département.	21	Date de validation de l'outil et de la méthode.	Outil de diagnostic et méthode d'analyse des besoins élaborés et validés au 31 décembre 2011.
Améliorer la coordination et les synergies entre les différents services du département et les autres acteurs publics et privés agissant au niveau du quartier.	21 et 43	Élaboration d'un référentiel de la politique des quartiers du département.	Référentiel établi au 31 décembre 2011.
Mettre en œuvre les contrats de quartiers de St-Gervais-Seujet-Voltaire et des Grottes.	21	Pourcentage de projets validés, Pérennité des commissions de coordination.	1/3 des projets proposés dans la feuille de route validés au 31 décembre 2011. Commissions de coordination se sont réunies au moins 6 fois en 2011.

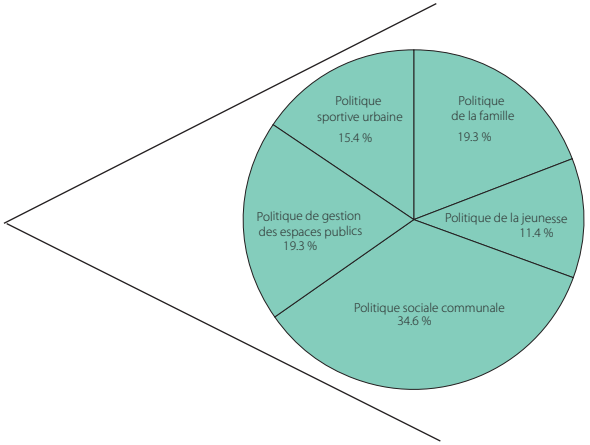
Direction de la cohésion sociale, de la jeunesse et des sports

Charges et revenus par missions et prestations (en milliers de francs)	Projet budget 2011 Charges	%	Revenus	%	Budget 2010 Charges	%	Revenus	%	Comptes 2009 Charges	%	Revenus	%
1 Assistance et conseil aux Autorités politiques	**296.6**	**13.5**	**-**	**-**	**298.4**	**13.5**	**-**	**-**	**302.8**	**14.2**	**-**	**-**
11 Soutien au CA, CM et Magistrat-e-s	296.6	13.5	-	-	298.4	13.5	-	-	302.8	14.2	-	-
2 Développement des priorités stratégiques	**512.2**	**23.4**	**-**	**-**	**521.5**	**23.6**	**-**	**-**	**423.8**	**19.9**	**-**	**-**
21 Mise en œuvre de la politique départementale	266.2	12.2	-	-	271.8	12.3	-	-	173.6	8.2	-	-
22 Mise en œuvre de la politique budgétaire et financière	40.9	1.9	-	-	41.7	1.9	-	-	40.9	1.9	-	-
23 Mise en œuvre de la politique des ressources humaines	19.9	0.9	-	-	20.3	0.9	-	-	20.4	1.0	-	-
24 Mise en œuvre de la politique d'attribution des subventions	185.2	8.5	-	-	187.7	8.5	-	-	188.9	8.9	-	-
3 Direction et coordination	**1'116.9**	**51.0**	**-**	**-**	**1'120.0**	**50.6**	**-**	**-**	**1'133.6**	**53.2**	**-**	**-**
31 Direction et coordination départementale	685.8	31.3	-	-	682.4	30.8	-	-	635.8	29.8	-	-
32 Direction et coordination interdépartementale	348.4	15.9	-	-	353.7	16.0	-	-	358.2	16.8	-	-
33 Assistance juridique	82.7	3.8	-	-	84.0	3.8	-	-	139.7	6.6	-	-
4 Relations externes	**265.4**	**12.1**	**-**	**-**	**273.6**	**12.4**	**-**	**-**	**269.7**	**12.7**	**-**	**-**
41 Information publique et communication	151.0	6.9	-	-	156.1	7.1	-	-	158.7	7.5	-	-
42 Représentation	52.3	2.4	-	-	53.8	2.4	-	-	51.3	2.4	-	-
43 Coordination externe	62.0	2.8	-	-	63.8	2.9	-	-	59.7	2.8	-	-
Total comptabilité analytique	**2'191.0**	**100.0**	**-**	**-**	**2'213.5**	**100.0**	**-**	**-**	**2'129.9**	**100.0**	**-**	**-**
Charges et revenus présentés en diminution des revenus et des charges	-		-		-		-		8.0		8.0	
Charges et revenus non incorporables	-		-		32.1		-		-8.5		-	
Subventions en francs	449.6		-		404.7		-		344.6		-	
Subventions en nature	6.5		-		60.5		-		43.6		-	
Total comptabilité générale	**2'647.2**		**-**		**2'710.8**		**-**		**2'517.6**		**8.0**	

Direction de la cohésion sociale, de la jeunesse et des sports

Charges par chapitres comptables

	30	31	33	36	39	Support	Total
1	**250.4**	**11.3**	**0.1**	**-**	**19.6**	**15.2**	**296.6**
11	250.4	11.3	0.1	-	19.6	15.2	296.6
2	**429.0**	**21.1**	**0.2**	**-**	**36.6**	**25.3**	**512.2**
21	222.6	11.1	0.1	-	19.3	13.1	266.2
22	34.2	1.7	0.0	-	3.0	2.0	40.9
23	16.6	0.8	0.0	-	1.4	1.0	19.9
24	155.6	7.5	0.1	-	12.9	9.1	185.2
3	**916.9**	**44.3**	**0.4**	**-**	**114.8**	**40.5**	**1'116.9**
31	551.5	26.0	0.2	-	83.2	24.8	685.8
32	295.3	14.8	0.1	-	25.6	12.6	348.4
33	70.1	3.5	0.0	-	6.1	3.0	82.7
4	**200.7**	**27.0**	**0.1**	**-**	**17.4**	**20.2**	**265.4**
41	122.7	6.1	0.1	-	10.6	11.5	151.0
42	34.2	11.2	0.0	-	3.0	4.0	52.3
43	43.8	9.7	0.0	-	3.8	4.7	62.0
	1'797.0	**103.8**	**0.7**	**-**	**188.3**	**101.2**	**2'191.0**
	-	-	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-	-	-
	-	-	-	449.6	-	-	449.6
	-	-	-	6.5	-	-	6.5
	1'797.0	**103.8**	**0.7**	**456.1**	**188.3**	**101.2**	**2'647.2**



Répartition des charges 2011 de la prestation 21

Projet de budget 2011 par chapitres comptables

30	Charges de personnel
31	Biens, services et marchandises
32	Intérêts passifs
33	Amortissements
34	Parts et contributions sans affectation
35	Dédommagements collectivités publiques
36	Subventions accordées
37	Subventions redistribuées
38	Attributions aux financements spéciaux
39	Imputations internes
40	Impôts
42	Revenus des biens
43	Contributions
44	Parts à des recettes & contrib. s/ affect.
45	Dédommagements de collectivités publ.
46	Subventions acquises
47	Subventions à redistribuer
48	Prélévements sur financements spéciaux
49	Imputations internes

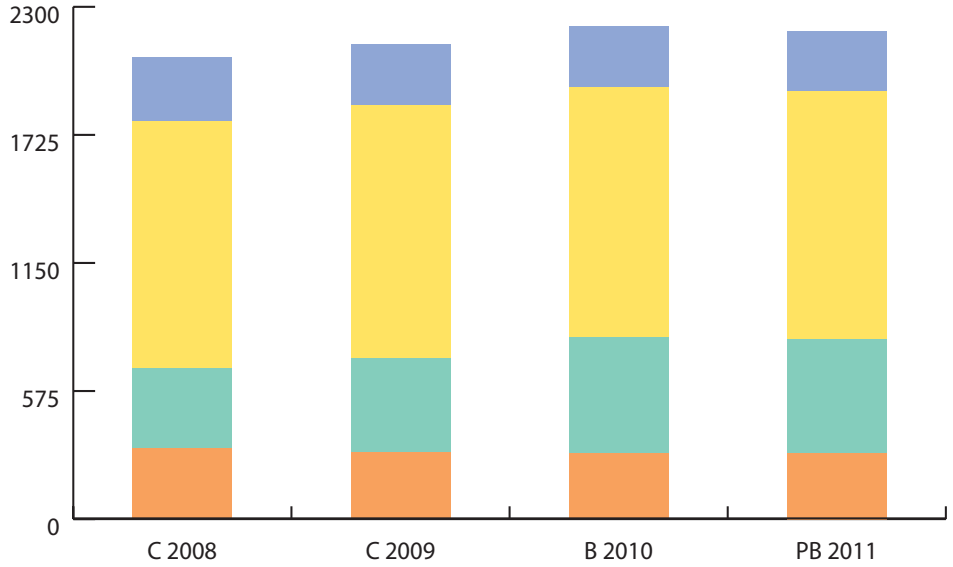
Direction de la cohésion sociale, de la jeunesse et des sports

Commentaires

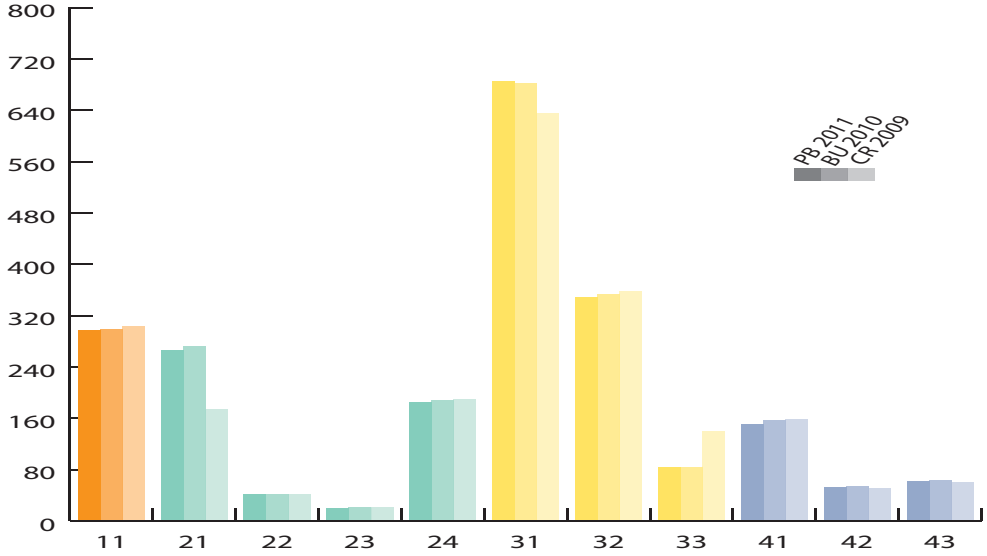
Selon les principes retenus pour l'ensemble des services concernés, les remboursements d'assurance pour perte de salaire ont été déduits des charges de fonctionnement (cf. « Charges et revenus présentés en diminution des revenus et des charges »). De plus, les « Charges et revenus non incorporables », ainsi que les « Subventions » n'ont pas été intégrés dans la répartition analytique.

21 et 33 L'évolution en regard des comptes 2009 s'explique par la concentration de certaines définitions sous la prestation « Mise en œuvre de la politique départementale », au détriment de la prestation « Assistance juridique ».

Les valeurs figurant comme non incorporables sont essentiellement dues au bâtiment « Lyon 99 », bâtiment à charge des Services de la délégation à la petite enfants, des écoles et du social.



Évolution des charges par missions (en milliers de francs)



Évolution des charges par prestations (en milliers de francs)

DÉLÉGATION À LA PETITE ENFANCE

Délégation à la petite enfance

Missions et prestations

Missions		Prestations		Descriptions
1	**Création et développement de structures d'accueil petite enfance**	11	Identification des besoins	Des indicateurs réguliers sont nécessaires à la Délégation à la petite enfance pour lui permettre d'assurer le développement politique de la petite enfance en Ville de Genève.
		12	Mise en œuvre des moyens choisis	Sur la base des indicateurs collectés, mise en œuvre des moyens nécessaires à la création de structures d'accueil de la petite enfance.
		13	Évaluation	Mise en place d'indicateurs permettant l'évaluation de la politique petite enfance menée par la Ville de Genève.
2	**Supervision, contrôle et assistance de structures d'accueil petite enfance**	21	Administration et finances	Assurer le cadre administratif et financier.
		22	Gestion des bâtiments	Assurer la gestion du patrimoine du service en terme de travaux et d'acquisitions de matériels.
		23	Informatique	Mise à disposition des outils de bureautique nécessaires à la gestion administrative des institutions de la petite enfance subventionnées par la Ville de Genève.
		24	Ressources humaines et salaires	Assurer la gestion des RH et du traitement salarial du personnel des institutions de la petite enfance subventionnées par la Ville de Genève.
		25	Pédagogie	Assurer une vision pédagogique claire et cohérente.
		26	Prestations externes	Rendre visible les activités de la petite enfance et les ouvrir aux habitants de Genève.
		27	Sociologie	Rechercher pour préparer l'avenir.
		28	Accueil, conseil parents	Assurer l'accueil et l'orientation des parents en fonction de leurs besoins auprès des institutions de la petite enfance.

Priorités et perspectives

La politique de la petite enfance du Département de la cohésion sociale, de la jeunesse et des sports vise, à moyen terme, à ce que chaque enfant, âgé de 0 à 4 ans et domicilié sur le territoire de la commune, puisse bénéficier, si la famille le souhaite, d'une place dans un espace de vie enfantine subventionné. À ce jour, l'équilibre entre l'offre et la demande n'étant pas encore atteint, la mission première de la délégation à la petite enfance (DPE) demeure la recherche de nouveaux espaces pour la création de nouvelles places.

Dans sa prospection, la DPE peut désormais compter sur un groupe de travail mandaté par le CA comprenant la gérance immobilière municipale, le Service d'architecture, le Service des bâtiments, les Directions du DCA et du DCSJS, et la Délégation. Grâce à ce réseau, plusieurs projets ont pu être initiés tels « Gare des Eaux-Vives », « Cluses-Cingria » et « Rothschild, ex-SAPP ».

60 nouvelles places pourront être proposées à la population genevoise grâce au projet «Rue du Cendrier 1-3 » qui verra le jour en 2011.

Parallèlement, dans le cadre de l'application de la loi J 6-29, les communes seront dans l'obligation, dès 2011, de gérer les familles d'accueil de jour (FAJ) ou d'en déléguer la gestion à un tiers. Elles devront en assurer le financement via le versement d'une subvention. Cela représente sur la Ville de Genève environ 300 places.

Par ailleurs, en fonction des opportunités et toujours dans le but d'une optimisation maximale, la mise en sectorisation des institutions de la petite enfance suit son cours.

Concernant le projet d'extension du service public à la petite enfance, les différents groupes de travail mis en place par le CA, continuent leurs travaux. En 2011, sous réserve de la validation d'un mandat par le CA, l'accent sera particulièrement mis sur les négociations avec les différents partenaires du secteur de la petite enfance (syndicats, associations professionnelles, etc.).

Délégation à la petite enfance

Une plaquette faisant état du bilan de législature axée sur le développement des structures d'accueil de la petite enfance et l'aspect financier sera présentée en 2011.

Initialement prévue pour 2010 mais repoussée en raison de la publication d'un livret de présentation des structures d'accueil petite enfance existante, une édition mise à jour de la plaquette « Indicateurs et tendances » sera éditée au printemps 2011.

Enfin, pour répondre à la M-540 « Pour une campagne de sensibilisation à l'égalité entre hommes et femmes destinée à l'âge préscolaire », un groupe de travail, formé en 2010, devrait permettre la réalisation d'un livret pédagogique sur ce thème à l'intention des jeunes enfants.

Par le biais de la FGIPE, l'aspect SSMT sera développé. Enfin, en 2011, un accent fort sera mis sur la rénovation des bâtiments abritant des IPE et n'appartenant pas à la Ville de Genève.

Objectif	Prestation(s) concernée(s)	Indicateur	Valeur cible
Créer de nouvelles places.	12	Nombre de nouvelles places créées.	60
Mise en œuvre de l'extension du service public.	12	Degré de mise en œuvre du projet.	Fin des travaux constituant la phase préparatoire du projet. Démarrage des négociations avec les partenaires sociaux. Négociation relative à la prévoyance professionnelle.
Poursuite de la mise à jour des outils informatiques.	23	Déploiement de deux outils informatiques auprès des crèches et secteurs.	20 crèches et secteurs équipés.
Évaluer tous les responsables d'institutions de la petite enfance subventionnées par la Ville de Genève.	24	Nombre d'évaluations.	36
Évaluer le fonctionnement de tous les secteurs petite enfance afin de tendre à une organisation optimale prenant en compte le développement des structures d'accueil en Ville de Genève.	27	Nombre d'évaluations.	13

Délégation à la petite enfance

Charges et revenus par missions et prestations (en milliers de francs)	Projet de budget 2011				Budget 2010				Comptes 2009			
	Charges	%	Revenus	%	Charges	%	Revenus	%	Charges	%	Revenus	%
1 Création et développement de structures d'accueil petite enfance	**801.9**	**15.7**	**-**	**-**	**634.0**	**12.9**	**-**	**-**	**736.1**	**15.5**	**1.8**	**14.4**
11 Identification des besoins	193.1	3.8	-	-	160.3	3.3	-	-	173.9	3.7	0.4	3.4
12 Mise en oeuvre des moyens choisis	565.3	11.1	-	-	437.6	8.9	-	-	518.3	10.9	1.2	10.1
13 Evaluation	43.4	0.9	-	-	36.2	0.7	-	-	44.0	0.9	0.1	0.9
2 Supervision, contrôle et assistance de structures d'accueil petite enfance	**4'290.5**	**84.3**	**-**	**-**	**4'295.9**	**87.1**	**-**	**-**	**4'022.8**	**84.5**	**10.6**	**85.6**
21 Administration et finances	573.3	11.3	-	-	392.7	8.0	-	-	442.9	9.3	1.1	8.5
22 Gestion des bâtiments	451.6	8.9	-	-	286.1	5.8	-	-	413.5	8.7	1.0	8.0
23 Informatique	268.2	5.3	-	-	254.8	5.2	-	-	260.7	5.5	0.6	5.1
24 Ressources humaines et salaires	1'687.4	33.1	-	-	1'693.9	34.4	-	-	1'815.5	38.1	4.4	35.5
25 Pédagogie	277.2	5.4	-	-	272.3	5.5	-	-	182.9	3.8	0.4	3.6
26 Prestations externes	154.7	3.0	-	-	178.9	3.6	-	-	133.9	2.8	1.2	10.1
27 Sociologie	251.5	4.9	-	-	328.1	6.7	-	-	236.4	5.0	0.6	4.6
28 Accueil, conseil parents	626.5	12.3	-	-	889.2	18.0	-	-	537.1	11.3	1.3	10.2
Total comptabilité analytique	**5'092.4**	**100.0**	**-**	**-**	**4'929.9**	**100.0**	**-**		**4'758.9**	**100.0**	**12.3**	**100.0**
Charges et revenus présentés en diminution des revenus et des charges	-		-		-		-		41.9		41.9	
Charges et revenus non incorporables	2'599.1		2'244.1		2'586.5		2'309.3		2'660.9		3'230.7	
Subventions en francs	77'164.3		-		74'770.3		-		69'517.4		-	
Subventions en nature	3'935.2		-		3'897.2		-		3'937.2		-	
Total comptabilité générale	**88'791.0**		**2'244.1**		**86'183.9**		**2'309.3**		**80'916.4**		**3'285.0**	

Délégation à la petite enfance

	Charges par chapitres comptables							Revenus par chapitres comptables		
	30	31	33	36	39	Support	Total	42	46	Total
1	**571.9**	**-**	**-**	**-**	**-**	**229.9**	**801.9**	**-**	**-**	**-**
11	137.8	-	-	-	-	55.4	193.1	-	-	-
12	403.2	-	-	-	-	162.1	565.3	-	-	-
13	31.0	-	-	-	-	12.4	43.4	-	-	-
2	**3'597.2**	**20.6**	**2.4**	**-**	**0.4**	**669.8**	**4'290.5**	**-**	**-**	**-**
21	483.1	0.3	-	-	-	90.0	573.3	-	-	-
22	377.5	3.8	-	-	-	70.3	451.6	-	-	-
23	226.0	0.1	-	-	-	42.1	268.2	-	-	-
24	1'422.5	-	-	-	-	264.9	1'687.4	-	-	-
25	233.7	-	-	-	-	43.5	277.2	-	-	-
26	125.4	6.0	-	-	-	23.3	154.7	-	-	-
27	212.1	-	-	-	-	39.5	251.5	-	-	-
28	517.0	10.4	2.4	-	0.4	96.3	626.5	-	-	-
	4'169.2	**20.6**	**2.4**	**-**	**0.4**	**899.8**	**5'092.4**	**-**	**-**	**-**
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	9.0	629.2	1'602.0	-	358.8	-	2'599.1	1'944.1	300.0	2'244.1
	-	-	-	77'164.3	-	-	77'164.3	-	-	-
	-	-	-	3'935.2	-	-	3'935.2	-	-	-
	4'178.2	**649.9**	**1'604.4**	**81'099.5**	**359.2**	**899.8**	**88'791.0**	**1'944.1**	**300.0**	**2'244.1**

Projet de budget 2011 par chapitres comptables

30	Charges de personnel
31	Biens, services et marchandises
32	Intérêts passifs
33	Amortissements
34	Parts et contributions sans affectation
35	Dédommagements collectivités publiques
36	Subventions accordées
37	Subventions redistribuées
38	Attributions aux financements spéciaux
39	Imputations internes
40	Impôts
42	Revenus des biens
43	Contributions
44	Parts à des recettes & contrib. s/ affect.
45	Dédommagements de collectivités publ.
46	Subventions acquises
47	Subventions à redistribuer
48	Prélévements sur financements spéciaux
49	Imputations internes

Délégation à la petite enfance

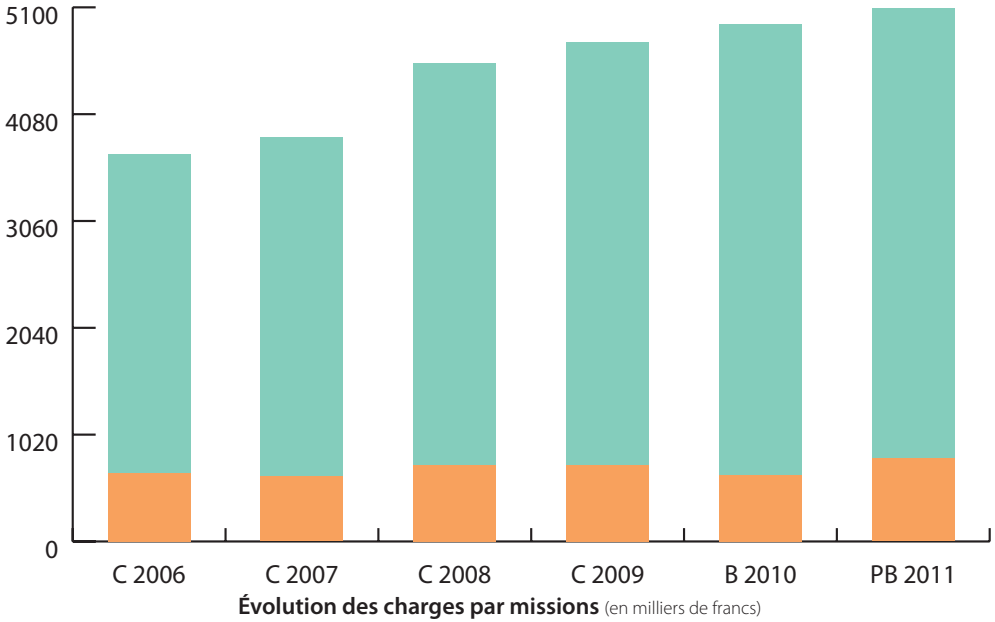
Commentaires

Selon les principes retenus pour l'ensemble des services concernés, les remboursements d'assurance pour perte de salaire ont été déduits des charges de fonctionnement (cf. « Charges et revenus présentés en diminution des revenus et des charges »). De plus, les « Charges et revenus non incorporables », ainsi que les « Subventions » n'ont pas été intégrés dans la répartition analytique.

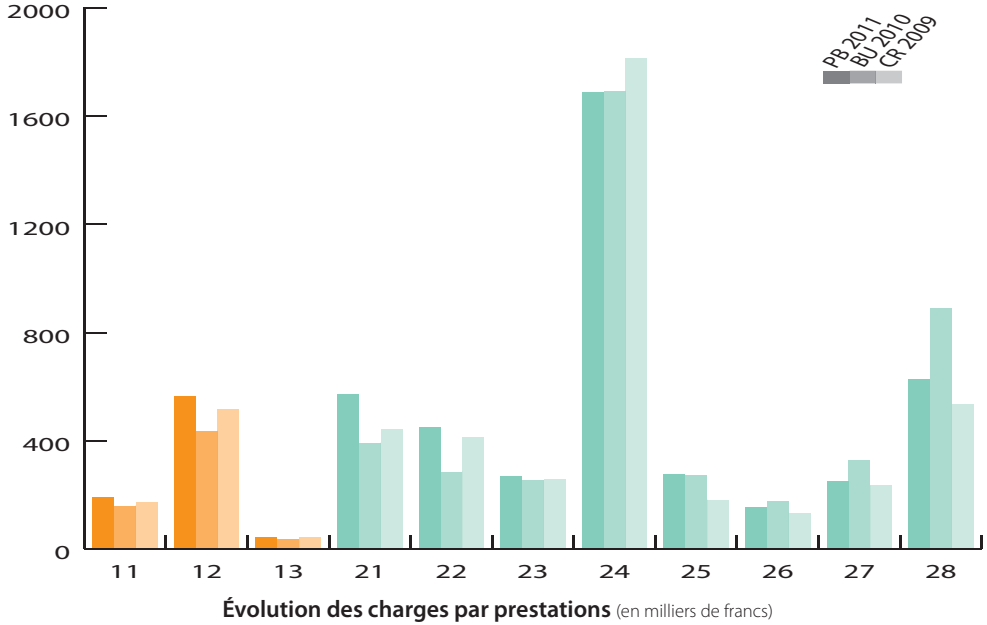
Les charges et les revenus non incorporables sont principalement constitués des frais d'entretien, d'énergie et d'amortissements des immeubles mis à disposition des institutions de la petite enfance.

Quant au montant des subventions, elles concernent 72 lieux d'accueil pour 3023 places, soit un coût net moyen de la place à la charge du subventionneur d'environ CHF 28'800.- pour un coût total moyen par place d'environ CHF 38'000.- qui se répartit de la manière suivante (en % du coût total) :

- Charges salariales : environ 83% ;
- Frais des enfants : environ 4% ;
- Frais des locaux : environ 9% ;
- Frais d'administration : environ 4%.



Évolution des charges par missions (en milliers de francs)



Évolution des charges par prestations (en milliers de francs)

ÉCOLES ET INSTITUTIONS POUR L'ENFANCE

Écoles et institutions pour l'enfance

Missions et prestations

Missions		Prestations		Descriptions
1	**Mettre à disposition du Département de l'instruction publique (DIP) les bâtiments, infrastructures et équipements nécessaires aux besoins de l'enseignement enfantin, primaire et spécialisé**	11	Analyse des besoins, planification et affectation des structures	Analyser l'occupation des locaux en lien avec l'évolution des effectifs et des besoins. Planifier la mise en service des nouveaux groupes scolaires et d'équipements complémentaires.
		12	Gestion et suivi des structures	Planifier et faire exécuter les travaux nécessaires à la bonne conservation et à la sécurité des bâtiments et des équipements, conformément aux obligations des communes. Assurer la bonne exécution des travaux de propreté des bâtiments et des préaux. Fournir, entretenir et renouveler le mobilier scolaire.
2	**Mettre à disposition des activités périscolaires les infrastructures nécessaires à leur fonctionnement**	21	Analyse des besoins, planification et affectation des structures	Analyser les besoins en locaux du parascolaire (GIAP), des restaurants scolaires, des ludothèques, des maisons de quartier et des colonies, et leur mettre à disposition les surfaces nécessaires. Développer, autant que possible, l'accès aux salles et locaux disponibles dans les écoles, hors des horaires scolaires. Organiser la logistique des opérations électorales dans les quartiers.
		22	Gestion et suivi des structures	Équiper et entretenir les locaux et équipements, destinés à ces activités, y compris restaurants scolaires, ludothèques et colonies VGE.
3	**Participer au développement des activités périscolaires et au soutien des projets de la communauté scolaire**	31	Soutien à des activités liées à la communauté scolaire	Coordonner l'implication de la Ville de Genève dans la mise en œuvre de la déclaration commune. Développer des actions visant à favoriser les conditions d'apprentissage des élèves dans les établissements scolaires du Réseau d'Enseignement Prioritaire (REP). Participer aux conseils d'établissement.
		32	Activités périscolaires	Soutenir les associations subventionnées des ludothèques et restaurants scolaires. Contrôler la qualité des prestations et l'accès à tous. Développer la présence du ludobus dans les quartiers, les parcs et durant les manifestations urbaines. Mettre en œuvre une politique de qualité, diversité et sécurité alimentaires dans les restaurants scolaires. Sécuriser le chemin de l'écolier, avec la patrouille scolaire et le développement du permis piéton. Organiser diverses manifestations et animations pédagogiques pour les enfants (fêtes des écoles enfantines et primaires, marchés de Noël, ateliers sports et animations, etc.). Réaliser des nouveaux aménagements des places de jeux dans les préaux et les parcs publics, selon les normes de sécurité.

Priorités et perspectives

L'année 2011 sera probablement une année charnière pour le Service des écoles et institutions pour l'enfance.

La réorganisation de l'enseignement primaire, à savoir la mise en place de directeurs/-trices d'établissement et des conseils d'établissement, ou encore l'introduction de nouveaux horaires scolaires dès la rentrée scolaire 2011, induisent des changements fondamentaux dans l'organisation, le fonctionnement du service et influencent également ses missions.

Si les nouveaux horaires ne sont actuellement pas encore arrêtés, le service est néanmoins obligé de travailler à partir d'hypothèses afin d'anticiper les changements à venir, et se base sur le scénario le plus probable, celui de l'introduction du mercredi matin.

Aussi les objectifs 2011 pour le service sont, d'anticiper l'impact de ces changements et de les préparer avec les partenaires et les collaborateurs concernés.

Au niveau du service les changements concernent :

- Mise en place de patrouilleuses le mercredi matin ;

Écoles et institutions pour l'enfance

- Besoins accrus de locaux à mettre à disposition de sociétés ou d'associations afin de compenser la perte des locaux qui leurs étaient attribués le mercredi matin, pouvant impliquer à terme une mise à disposition élargie, y compris les week end ;

- Révision du rôle, des missions et des horaires des responsables de bâtiment et des auxiliaires d'entretien.

Le changement d'horaires scolaires a également une incidence importante au niveau de la prise en charge périscolaire des enfants, dont nombre d'activités sont, soit financées, soit organisées par le Service des écoles comme,

- Mise en place de repas servis le mercredi midi dans les associations de cuisines et restaurants scolaires, subventionnées par la Ville de Genève ;

- Prise en charge par le GIAP des enfants le mercredi après-midi ;

- Développement des synergies entre la FAS'e et le GIAP, au niveau de la prise en charge des enfants sur le temps extra-scolaire, et mise en place de deux projets pilotes dans les quartiers de la Ville de Genève, suivis par le Service des écoles.

De manière générale l'ensemble de ces transformations modifie la place de l'école et de la communauté scolaire au sein des quartiers. Les conseils d'établissement, outils de démocratie participative réunissant des partenaires de l'école et du quartier, impliquent fortement la Ville de Genève, et en particulier le service. Ils poussent le service à évoluer et à renforcer son implication au niveau des quartiers.

Les domaines d'activités plus traditionnels du service subissent aussi des transformations.

Les ludothèques de la Ville de Genève pourraient toutes obtenir le statut de professionnelles au cours de l'année 2011. Les six ludothèques encore bénévoles rejoindraient ainsi le réseau, composé de cinq ludothèques déjà salariées et subventionnées par le service. Outre le fait de professionnaliser un grand nombre de ludothèques en une seule opération, l'enjeu pour le Service des écoles et institutions pour l'enfance est de développer un réseau professionnel cohérent, avec des prestations mieux ciblées et des processus en terme de fonctionnement, de recrutement ou de formation harmonisés.

Les associations de cuisines et restaurants scolaires, portées par des bénévoles sont souvent à bout de souffle. La gestion, notamment du contentieux, est extrêmement lourde pour ces associations. Aussi, le service espère mettre sur pied en 2011 un système de facturation centralisé pour les associations qui le souhaitent.

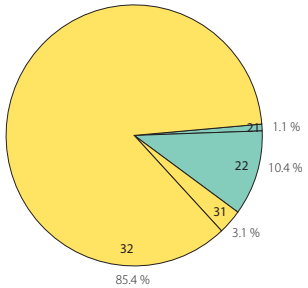
Toujours dans ce domaine, le service a pour objectif de renforcer l'approvisionnement des restaurants auprès des producteurs regroupés autour du label GRTA (Genève Région – Terre Avenir). En ce sens, une collaboration a été initiée avec le Département de l'agriculture afin d'augmenter de manière significative le volume de denrées achetées auprès de ce label.

Le Service des écoles gère un parc d'écoles important. En 2011, il souhaite développer avec l'introduction de la méthode « Stratus », des outils de planification renforcés afin de mieux prévoir l'ensemble des travaux d'entretien et d'investissement.

Objectif	Prestation(s) concernée(s)	Indicateur	Valeur cible
Préparer les changements, dus à l'introduction des nouveaux horaires scolaires (rentrée 2011).	11 à 32	Nombre de projets mis en place concernant les prestations et activités du service amenées à évoluer.	4 projets.
Mettre en œuvre le processus de professionnalisation des 6 ludothèques bénévoles.	32	Nombre de ludothèques professionalisées.	6 ludothèques (sur 6).
Poursuivre la démarche de facturation centralisée des associations de cuisines et restaurants scolaires.	32	Nombre d'associations adhérant à la démarche.	5 associations (sur 13).
Mettre en place deux projets pilotes permettant de développer la prise en charge des enfants hors temps scolaire (renforcement des liens entre la Fase et le GIAP).	31 et 32	Degré d'avancement dans la diversification de l'offre périscolaire.	2/3 du projet est opérationnel sur les 2 sites.
Planifier et réaliser des travaux d'entretien, intégrant également les besoins du parascolaire et du périscolaire.	11 à 22	Pourcentage d'établissements intégrés à la méthode de planification stratus.	80% des établissements.

Écoles et institutions pour l'enfance

Charges et revenus par missions et prestations		Projet de budget 2011				Budget 2010				Comptes 2009			
(en milliers de francs)		Charges	%	Revenus	%	Charges	%	Revenus	%	Charges	%	Revenus	%
1	**Mettre à disposition du Département de l'instruction publique (DIP) les bâtiments, infrastructures et équipements nécessaires aux besoins de l'enseignement enfantin, primaire et spécialisé**	**41'337.2**	**67.3**	**494.9**	**7.4**	**41'735.8**	**69.2**	**362.1**	**5.2**	**40'215.1**	**68.4**	**660.1**	**9.3**
11	Analyse des besoins, planification et affectation des structures	4'350.4	7.1	238.0	3.6	4'437.0	7.4	205.0	3.0	4'003.8	6.8	239.1	3.4
12	Gestion et suivi des structures	36'986.9	60.3	256.9	3.8	37'298.9	61.8	157.1	2.3	36'211.3	61.6	421.0	5.9
2	**Mettre à disposition des activités périscolaires les infrastructures nécessaires à leur fonctionnement**	**11'020.2**	**18.0**	**4'531.4**	**67.6**	**9'890.5**	**16.4**	**4'929.4**	**71.0**	**9'558.8**	**16.3**	**4'797.0**	**67.5**
21	Analyse des besoins, planification et affectation des structures	955.0	1.6	3'868.6	57.7	888.7	1.5	4'266.7	61.5	1'000.9	1.7	4'128.6	58.1
22	Gestion et suivi des structures	10'065.2	16.4	662.8	9.9	9'001.8	14.9	662.7	9.5	8'557.9	14.6	668.5	9.4
3	**Participer au développement des activités périscolaires et au soutien des projets de la communauté scolaire**	**9'027.3**	**14.7**	**1'673.6**	**25.0**	**8'715.6**	**14.4**	**1'650.2**	**23.8**	**8'989.0**	**15.3**	**1'652.4**	**23.3**
31	Soutien à des activités liées à la communauté scolaire	119.3	0.2	0.0	0.0	106.3	0.2	0.0	0.0	149.5	0.3	0.8	0.0
32	Activités périscolaires	8'908.0	14.5	1'673.6	25.0	8'609.4	14.3	1'650.2	23.8	8'839.5	15.0	1'651.6	23.2
Total comptabilité analytique		**61'384.7**	**100.0**	**6'699.9**	**100.0**	**60'341.9**	**100.0**	**6'941.7**	**100.0**	**58'762.9**	**100.0**	**7'109.5**	**100.0**
Charges et revenus non incorporables		-		-		-		-		25.5		25.5	
Subventions en francs		4'852.9		-		2'969.9		-		3'100.7		-	
Subventions en nature		2'578.5		-		2'661.5		-		2'599.9		-	
Total comptabilité générale		**68'816.1**		**6'699.9**		**65'973.3**		**6'941.7**		**64'489.0**		**7'135.1**	



Subventions 2011 par prestations

Écoles et institutions pour l'enfance

	Charges par chapitres comptables								Revenus par chapitres comptables				
	30	31	33	35	36	39	Support	Total	42	43	45	49	Total
1	**9'772.5**	**11'899.2**	**14'777.8**	**-**	**-**	**4'073.7**	**814.0**	**41'337.2**	**1.5**	**233.2**	**208.0**	**52.1**	**494.9**
11	107.5	4'167.7	0.1	-	-	0.0	75.0	4'350.4		30.0	208.0	-	238.0
12	9'665.1	7'731.5	14'777.7	-	-	4'073.7	738.9	36'986.9	1.5	203.2	-	52.1	256.9
2	**1'298.0**	**268.4**	**164.2**	**8'697.5**	**-**	**57.8**	**534.3**	**11'020.2**	**4'418.5**	**0.0**	**-**	**112.9**	**4'531.4**
21	853.4	17.4	0.1	-	-	0.0	84.0	955.0	3'755.7	0.0	-	112.9	3'868.6
22	444.6	251.0	164.1	8'697.5	-	57.8	450.3	10'065.2	662.8	0.0	-	-	662.8
3	**2'809.9**	**4'118.8**	**636.9**	**305.0**	**-**	**394.4**	**762.3**	**9'027.3**	**1'637.6**	**36.0**	**-**	**-**	**1'673.6**
31	83.5	0.7	0.0		-	0.0	35.1	119.3	-	0.0	-	-	0.0
32	2'726.4	4'118.1	636.9	305.0	-	394.4	727.2	8'908.0	1'637.6	36.0	-	-	1'673.6
	13'880.4	**16'286.4**	**15'578.9**	**9'002.5**	**-**	**4'525.9**	**2'110.6**	**61'384.7**	**6'057.7**	**269.2**	**208.0**	**165.0**	**6'699.9**
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	4'852.9	-	-	4'852.9	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	2'578.5	-	-	2'578.5	-	-	-	-	-
	13'880.4	**16'286.4**	**15'578.9**	**9'002.5**	**7'431.4**	**4'525.9**	**2'110.6**	**68'816.1**	**6'057.7**	**269.2**	**208.0**	**165.0**	**6'699.9**

Projet de budget 2011 par chapitres comptables

30	Charges de personnel
31	Biens, services et marchandises
32	Intérêts passifs
33	Amortissements
34	Parts et contributions sans affectation
35	Dédommagements collectivités publiques
36	Subventions accordées
37	Subventions redistribuées
38	Attributions aux financements spéciaux
39	Imputations internes
40	Impôts
42	Revenus des biens
43	Contributions
44	Parts à des recettes & contrib. s/ affect.
45	Dédommagements de collectivités publ.
46	Subventions acquises
47	Subventions à redistribuer
48	Prélévements sur financements spéciaux
49	Imputations internes

Écoles et institutions pour l'enfance

Commentaires

Selon les principes retenus les « Charges et revenus non incorporables », ainsi que les « Subventions » n'ont pas été intégrés dans la répartition analytique.

Le service des écoles et institutions pour l'enfance a adapté ses missions afin de faire face :

- Aux réformes engagées dans l'enseignement primaire : instauration en 2009 des conseils d'établissement qui facilitent la communication entre l'école et la communauté scolaire et améliorent également le climat scolaire, grâce au partenariat établi entre les enseignant-e-s, les parents d'élèves, les associations d'élèves et la Ville de Genève ;
- Et à la mise en place, des nouveaux horaires scolaires «HarmoS», prévus à la rentrée 2011.

Le changement d'horaires scolaires aura des répercussions significatives sur l'ensemble du fonctionnement du service, notamment sur les activités para et périscolaires (planification différente des travaux d'entretien et de logistique, modification des horaires des patrouilleuses scolaires et élargissement de l'accessibilité aux locaux) :

- À l'engagement du service dans la lutte contre les inégalités sociales dans les quartiers des écoles qui font partie du réseau d'enseignement prioritaire (REP) en les soutenant dans une politique de prévention et de médiation.

La présentation analytique du projet de budget 2011, en fonction des missions et prestations, permet d'établir les constats suivants :

1 Malgré la nouvelle répartition, cette mission continue à représenter la part la plus importante des ressources financières engagées par le service soit 67.3%.

11 Cette prestation se compose essentiellement des charges des établissements scolaires (électricité, eau, chauffage, huile de chauffage, gaz, loyers), soit 4.1 mio.

12 La prestation se compose essentiellement d'amortissements, 14 mio et d'intérêts répartis 3.8 mio. Elle contient également une part considérable des charges salariales du service, soit environ 8.9 mio. Les travaux d'entretien représentent 3.5 mio.

2 Cette mission consume le 18.0% des moyens du service. Compte tenu des nouveaux horaires scolaires, elle augmentera vraisemblablement.

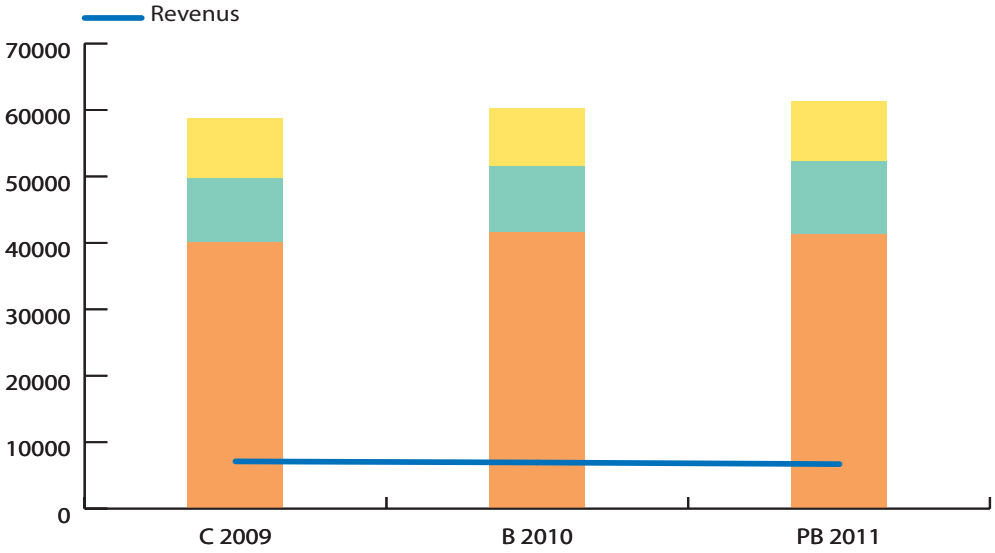
21 En raison des changements d'horaires, les locaux seront moins disponibles pour les associations à but non lucratif. En conséquence, les revenus provenant des loyers vont diminuer.

22 Le financement de la Ville de Genève au Groupement intercommunal pour l'animation parascolaire (GIAP) est de 8.7 mio. Comme les années précédentes, il continue de progresser.

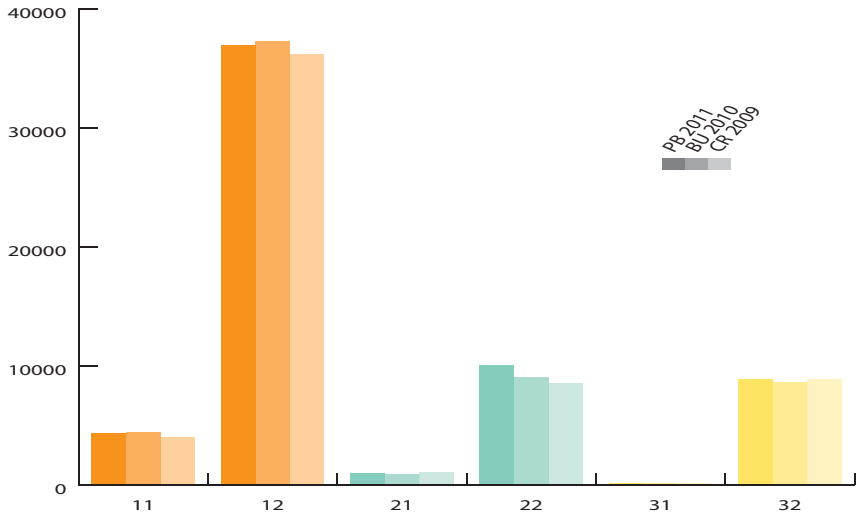
3 Cette nouvelle mission est la moins onéreuse du service malgré le fait que les places de jeux de la Ville de Genève y ont été transférées à hauteur de 3.3 mio. La rénovation de celles-ci, conformément aux normes européennes, continue grâce aux crédits extraordinaires obtenus.

31 La coordination dans la mise en œuvre de la déclaration commune et le développement d'actions favorisant les conditions d'apprentissage dans les établissements scolaires, du Réseau d'Enseignement Prioritaire (REP), ne représente actuellement que 0.2 % des ressources.

32 Cette prestation se compose surtout des charges liées au personnel de la patrouille scolaire.



Évolution des charges et revenus par missions (en milliers de francs)



Évolution des charges par prestations (en milliers de francs)

ESPACES VERTS

Espaces verts

Missions et prestations

Missions		Prestations		Descriptions
1	**Aménagement et entretien des espaces verts, y compris ceux des cimetières**	11	Gestion paysagère des espaces verts y compris ceux des cimetières	Toutes actions entreprises dans le cadre de la création, l'entretien en gestion différenciée et le renouvellement des espaces verts, y compris ceux des cimetières.
		12	Gestion du patrimoine arboré	Tous travaux relatifs à l'entretien et au renouvellement du patrimoine arboré.
		13	Gestion des pataugeoires	Toutes actions mises en œuvre dans le cadre de la gestion des pataugeoires (entretien, nettoyage, contrôle de la qualité de l'eau, etc.).
		14	Parc aux animaux du Bois-de-la-Bâtie	Gestion du parc aux animaux.
		15	Entretien d'espaces verts et autres prestations pour des tiers	Prestations d'entretien paysager pour des tiers, facturées ou non (gratuités). Décorations florales internes et externes Ville de Genève. Gestion technique et administrative des manifestations, nettoyage et réparation des dégâts.
2	**Préservation de l'environnement**	21	Développement de pratiques écologiques	Valorisation des déchets organiques.
3	**Communication et relations externes**	31	Information et sensibilisation	Information à la population. Action de sensibilisation et de vulgarisation. Informations régulières sur la gestion du patrimoine arboré. Mise à jour des pages SEVE du site Internet de la Ville de Genève.
		32	Expositions	Participation à des expositions florales.

Espaces verts

Priorités et perspectives

Le SEVE poursuit sa mission première d'entretien et de renouvellement des espaces verts de la Ville de Genève tout en optimisant ses actions dans le cadre de la biodiversité et de la gestion différenciée.

Par ailleurs, la mise en œuvre d'importants travaux inscrits au PFI sera un objectif prioritaire de l'exercice 2011.

Le réaménagement de l'Ile Rousseau, en préservant l'identité du lieu et en tenant compte des usagers et des contraintes actuelles, prendra place durant l'année 2011 en vue de son achèvement pour la commémoration du tricentenaire de la naissance de Jean-Jacques Rousseau.

Dans le cadre du crédit relatif à l'entretien du patrimoine arboré, la poursuite de l'identification et la caractérisation des arbres de rues et de parcs ainsi que l'élaboration d'un schéma directeur établissant les objectifs et directives de gestion des arbres dans les parcs seront entrepris.

Suite à l'étude conduite durant l'année 2010, dans le cadre la rénovation et la mise aux normes des onze pataugœires et le dépôt d'une demande de crédit de réalisation, l'objectif est de débuter, à l'automne 2011, la rénovation de 3 ouvrages.

Le Quai Wilson et la Roseraie du Parc La Grange bénéficieront de la transformation et de l'automatisation de leur réseau d'arrosage, une gestion plus rigoureuse de la consommation d'eau en résultera. Cette optimisation entraînera également une redistribution des ressources humaines du service vers des tâches plus élaborées.

L'année 2011 verra également la finalisation du plan directeur de l'ensemble des surfaces dont la Ville de Genève est propriétaire dans le périmètre du Bois-de-la-Bâtie, en collaboration avec les services utilisateurs et gestionnaires de l'Administration municipale.

Objectif	Prestation(s) concernée(s)	Indicateur	Valeur cible
Réaménagement paysager de l'Ile Rousseau.	11	Degré d'avancement des travaux.	Travaux terminés au 31.12.2011.
Entretien et renouvellement du patrimoine arboré.	12	Nombre d'arbres inventoriés. Nombre de plans de gestion de parcs élaborés.	15'000 1 plan directeur et 1 plan à l'échelle d'un parc.
Rénovation des pataugeoires.	13	Nombre de projets de rénovation en cours.	3
Remise en état des réseaux d'arrosage.	11	Nombre de réseaux d'arrosage automatisés.	2 (Quai Wilson et Roseraie Parc La Grange).
Remplacement de la signalétique dans les parcs municipaux.	31	Nombre de panneaux remplacés/installés.	20

Espaces verts

Charges et revenus par missions et prestations (en milliers de francs)		Projet de budget 2011				Budget 2010				Comptes 2009			
		Charges	%	Revenus	%	Charges	%	Revenus	%	Charges	%	Revenus	%
1	**Aménagement et entretien des espaces verts, y compris ceux des cimetières**	**31'571.6**	**97.4**	**1'087.0**	**94.0**	**31'967.3**	**97.4**	**968.2**	**91.8**	**29'797.5**	**96.7**	**1'132.1**	**93.6**
11	Gestion paysagère des espaces verts y compris ceux des cimetières	24'716.5	76.2	12.4	1.1	24'902.4	75.9	55.4	5.3	22'318.4	72.4	66.7	5.5
12	Gestion du patrimoine arboré	3'437.0	10.6	40.0	3.5	3'558.7	10.8	43.7	4.1	3'983.6	12.9	47.2	3.9
13	Gestion des pataugeoires	323.3	1.0	-	-	330.8	1.0	-	-	309.5	1.0	-	-
14	Parc aux animaux du Bois-de-la-Bâtie	1'168.0	3.6	7.4	0.6	1'285.3	3.9	8.3	0.8	1'246.1	4.0	8.3	0.7
15	Entretien d'espaces verts et autres prestations pour des tiers	1'926.8	5.9	1'027.1	88.8	1'890.2	5.8	860.8	81.6	1'939.9	6.3	1'009.9	83.5
2	**Préservation de l'environnement**	**818.8**	**2.5**	**69.3**	**6.0**	**824.0**	**2.5**	**86.6**	**8.2**	**707.8**	**2.3**	**77.1**	**6.4**
21	Développement de pratiques écologiques	818.8	2.5	69.3	6.0	824.0	2.5	86.6	8.2	707.8	2.3	77.1	6.4
3	**Communication et relations externes**	**34.6**	**0.1**	**-**	**-**	**35.5**	**0.1**	**-**	**-**	**312.1**	**1.0**	**-**	**-**
31	Information et sensibilisation	34.6	0.1	-	-	28.2	0.1	-	-	76.8	0.2	-	-
32	Expositions	-	-	-	-	7.3	0.0	-	-	235.3	0.8	-	-
Total comptabilité analytique		**32'425.0**	**100.0**	**1'156.3**	**100.0**	**32'826.8**	**100.0**	**1'054.8**	**100.0**	**30'817.4**	**100.0**	**1'209.2**	**100.0**
Charges et revenus présentés en diminution des revenus et des charges		-		-		-		-		403.1		403.1	
Subventions en francs		416.8		-		361.7		-		357.2		-	
Subventions en nature		514.5		-		333.5		-		491.9		-	
Total comptabilité générale		**33'356.2**		**1'156.3**		**33'522.0**		**1'054.8**		**32'069.6**		**1'612.3**	

Espaces verts

	Charges par chapitres comptables							Revenus par chapitres comptables					
	30	31	33	36	39	Support	Total	42	43	46	49	Support	Total
1	**19'271.4**	**3'814.9**	**1'525.5**	**-**	**247.0**	**6'712.7**	**31'571.6**	**13.7**	**863.2**	**40.0**	**169.7**	**0.4**	**1'087.0**
11	14'450.2	2'726.7	1'362.3	-	220.6	5'956.7	24'716.5	6.9	5.2	-	-	0.4	12.4
12	2'624.3	242.4	57.5	-	9.3	503.5	3'437.0	-	-	40.0	-	-	40.0
13	227.6	78.1	-	-	-	17.6	323.3	-	-	-	-	-	-
14	788.6	122.3	105.7	-	17.1	134.3	1'168.0	6.9	0.5	-	-	-	7.4
15	1'180.7	645.3	-	-	-	100.7	1'926.8	-	857.5	-	169.7	-	1'027.1
2	**221.1**	**494.7**	**88.7**	**-**	**14.4**	**-**	**818.8**	**-**	**-**	**-**	**69.3**	**-**	**69.3**
21	221.1	494.7	88.7	-	14.4	-	818.8	-	-	-	69.3	-	69.3
3	**32.1**	**2.5**	**-**	**-**	**-**	**-**	**34.6**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
31	32.1	2.5	-	-	-	-	34.6	-	-	-	-	-	-
32	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	19'524.6	**4'312.0**	**1'614.2**		**261.4**	**6'712.7**	**32'425.0**	**13.7**	**863.2**	**40.0**	**239.0**	**0.4**	**1'156.3**
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	-	-	-	416.8	-	-	416.8	-	-	-	-	-	-
	-	-	-	514.5	-	-	514.5	-	-	-	-	-	-
	19'524.6	**4'312.0**	**1'614.2**	**931.3**	**261.4**	**6'712.7**	**33'356.2**	**13.7**	**863.2**	**40.0**	**239.0**	**0.4**	**1'156.3**

Projet de budget 2011 par chapitres comptables

30	Charges de personnel
31	Biens, services et marchandises
32	Intérêts passifs
33	Amortissements
34	Parts et contributions sans affectation
35	Dédommagements collectivités publiques
36	Subventions accordées
37	Subventions redistribuées
38	Attributions aux financements spéciaux
39	Imputations internes
40	Impôts
42	Revenus des biens
43	Contributions
44	Parts à des recettes & contrib. s/ affect.
45	Dédommagements de collectivités publ.
46	Subventions acquises
47	Subventions à redistribuer
48	Prélévements sur financements spéciaux
49	Imputations internes

Espaces verts

Commentaires

Selon les principes retenus pour l'ensemble des services concernés, les remboursements d'assurance pour perte de salaire ont été déduits des charges de fonctionnement (cf. « Charges et revenus présentés en diminution des revenus et des charges »). De plus, les « Subventions » n'ont pas été intégrées dans la répartition analytique.

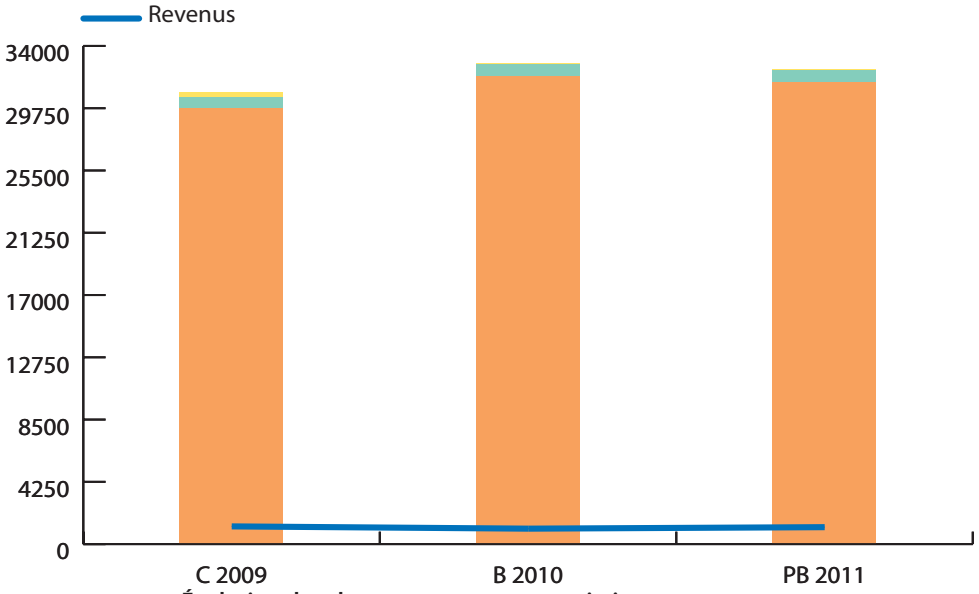
La présentation analytique indique que les charges et les revenus restent stables concernant les trois missions principales du service. La priorité majeure de l'exercice 2011 est la mise en œuvre d'importants travaux inscrits dans le Plan financier d'investissement (PFI) tout en poursuivant la mission première d'entretien et de renouvellement des espaces verts de la Ville de Genève. Un effort particulier sera réalisé dans le cadre de la communication en poursuivant et intensifiant les campagnes de salubrités dans les parcs. Suite à la mise en place du projet «EVA» le SEVE est en charge de l'entretien paysager des cimetières dès le 1er septembre 2010.

11 Cette prestation montre une augmentation des charges due à l'engagement de collaborateurs dont les postes étaient vacants à la fin de l'année 2009. La variation de revenu pour cette prestation s'explique par le transfert des prestations horticoles du Service des pompes funèbres, cimetières et crématoire (FUN) au Service des espaces verts (SEVE).

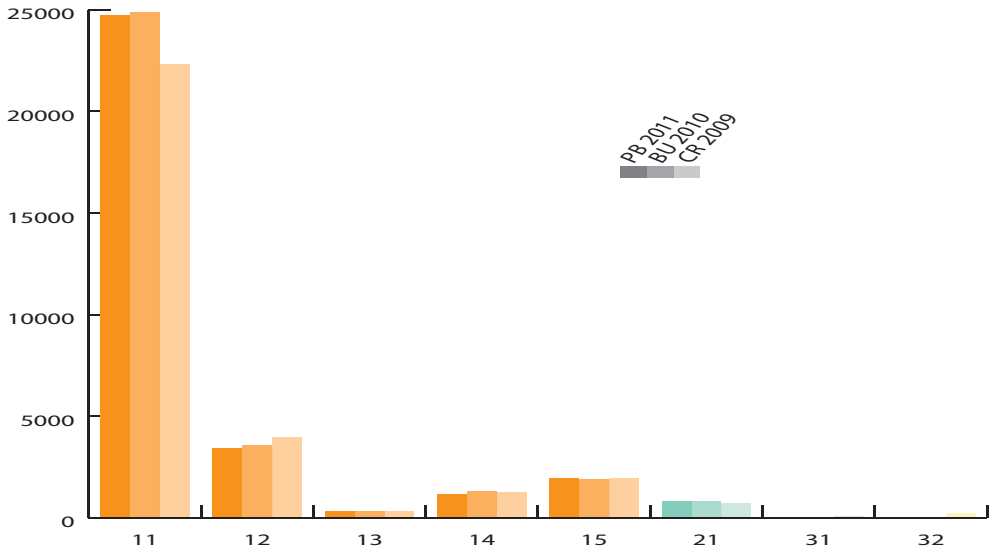
12 La diminution du coût de cette prestation se justifie par l'utilisation du crédit d'investissement, voté en juin 2010, relatif à l'entretien et renouvellement du patrimoine arboré.

13 Le budget de fonctionnement concernant l'entretien des pataugeoires ne permet pas la rénovation et la mise aux normes de ces ouvrages. Une demande de crédit d'investissement, inscrite au Plan financier d'investissement (PFI), permettra la rénovation, par étape, des onze pataugeoires qui débutera à l'automne 2011.

32 En 2009, le SEVE a participé aux Floralies Internationales de Bourg-en-Bresse et d'Hamamatsu. Aucune participation à des expositions florales n'est prévue pour les années 2010 et 2011.



Évolution des charges et revenus par missions (en milliers de francs)



Évolution des charges par prestations (en milliers de francs)

POMPES FUNÈBRES ET CIMETIÈRES

Pompes funèbres et cimetières

Missions et prestations

Missions		Prestations		Descriptions
1	**Gestion des Pompes Funèbres Officielles**	11	Organisation des obsèques	Permanence d'accueil : permanence d'accueil et permanence téléphonique 24/24. Accueil des familles : accueil au guichet, renseignements téléphoniques, entretiens en privé, prise en charge des consignes, formalités légales. Coordination des cérémonies : coordination des différents acteurs (Responsables opérationnels, officiers de culte, organiste, etc.). Devis, facturation et recouvrement : établissement de devis, facturation selon règlement et recouvrement. Approvisionnement fournitures funéraires : ordres de commande, réception, contrôle, entreposage et stockage des fournitures, comptabilité fournisseurs, négociations fournisseurs, choix de l'assortiment et catalogue. Étude de marchés publics.
		12	Fournitures funéraires achetées aux tiers	Cercueils, capitonnages, urnes, autres fournitures décoratives et fl eurs, avis de décès et de remerciements.
2	**Gestion des centres funéraires, chapelles et crématoire**	21	Convois funèbres et transports de corps	Levée de corps et transfert : prise en charge de corps en civière ou ossements, pour toutes destinations. Convois funèbres : destination crématoire de la Ville de Genève ou cimetières dans le Canton. Voitures d'accompagnement : voitures de famille et fourgon pour fleurs. Transfert de corps par avion : à destination de Cointrin pour transport par avion. Transfert de corps à l'institut d'anatomie. Transport de corps hors du Canton : transport de corps par la route à destination de villes suisses ou de l'étranger.
		22	Traitement des corps	Mise en bière et traitement ordinaire : mise en bière et habillage. Traitements spéciaux : toilettes mortuaires, traitements de conservation effectués par des tiers, soudure de cercueils.
		23	Chapelles et chambres funéraires	Chapelles : mise à disposition pour cérémonies, entretien et surveillance des chapelles. Chambres funéraires : mise à disposition entretien et surveillance des chambres funéraires.
		24	Incinération	Incinération de corps : incinération de corps et traitements des cendres. Incinération d'ossements : incinération d'ossements et traitements des cendres. Maintenance des installations d'incinération et de filtration des fumées.
3	**Gestion des cimetières**	31	Entretien et surveillance des cimetières	Concessions et redevances contractuelles : gestion et attribution de concessions et contrats d'entretien. Travaux pour les parties communes : travaux de peinture, menuiserie, maçonnerie et marbrerie. Entretien ordinaire, nettoiement et évacuation de terre. Surveillance : surveillance des entrées et maintien de l'ordre.
		32	Creusage et remblayage de fosses Columbarium	Exhumations : exhumations de corps, d'ossements et d'urnes. Inhumations : inhumations de corps, d'ossements et d'urnes. Travaux pour tombes et caveaux particuliers : travaux de maçonnerie, marbrerie et entretien des sites d'inhumation. Concessions de case columbarium : gestion et attributions des concessions.
		33	Prestations des ateliers	Travaux réalisés pour le compte du pôle de compétences commun: Service des pompes funèbres et Service des espaces verts (travaux de peinture, menuiserie, maçonnerie, mécanique, serrurerie et manutention).

Pompes funèbres et cimetières

Priorités et perspectives

La mission du Service des pompes funèbres, cimetières et crématoire demeure toujours de pourvoir dans la dignité aux obsèques, inhumation et incinérations, des personnes décédées à Genève, en Suisse et à l'étranger.

Pour mener à bien sa mission et offrir au public des prestations de qualité, le service doit disposer d'équipements en état de fonctionnement et répondant aux normes en vigueur. Il convient donc d'évaluer l'état de l'existant et de planifier les adaptations nécessaires et les nouveaux équipements à prévoir.

Par exemple, pour concrétiser la volonté du CA relative aux synergies possibles entre les différents services municipaux (bien que le Service des pompes funèbres, cimetières et crématoire soit déjà un précurseur dans ce domaine depuis de nombreuses années), la création de pôles de compétences entre le service et celui des espaces verts, nommé projet EVA (espaces verts - ateliers), permet un regroupement des compétences métiers offrant ainsi de meilleures prestations aux deux services.

L'objectif principal du Service des pompes funèbres, cimetières et crématoire pour 2011 consistera à améliorer encore son pôle de compétence ateliers en créant de nouvelles synergies avec d'autres services du département, voir même d'autres départements. Cela permettra d'entretenir et d'améliorer les équipements, infrastructures et installations.

Objectif	Prestation(s) concernée(s)	Indicateur	Valeur cible
Mettre aux normes les installations nécessaires à la conservation des corps, installations qui sont actuellement hors d'usage et provisoirement remplacées par des installations mobiles.	23	Nombre de chambres mortuaires et cellules, des centres funéraires de Saint-Georges et des Rois, remises aux normes.	32 chambres mortuaires, 38 cellules remises aux normes.
Continuer à remplacer le système d'arrosage, dans les cimetières municipaux, afin d'assurer une meilleure gestion de la consommation d'eau, destinée à l'arrosage des tombes par les familles et à l'entretien par les horticulteurs concessionnaires.	31	Nombre de bornes de distribution d'eau installées.	Au moins 10 bornes de distribution d'eau installées.
Poursuivre le géoréférencement des cimetières de Châtelaine, du Petit-Saconnex et de Plainpalais afin d'offrir au public, également en dehors des heures d'ouverture des loges, au moyen de bornes multimédia, des renseignements sur les lieux où reposent les défunt-e-s inhumé-e-s dans ces cimetières.	32	Nombre de cimetières géoréférencés.	3 cimetières géoréférencés : Châtelaine, Petit-Saconnex et Plainpalais.
Mettre en place un système de traitement des déchets compostables en vue de diminuer les coûts de mise en décharge, en adéquation avec l'agenda 21 et le développement durable.	31	Degré de réalisation du projet de traitement des déchets compostables.	100% du système de compostage réalisé en 2011.
Réhabilitation de la loge et de la chapelle, et réaménagement des zones d'inhumations et de verdure du cimetière de Châtelaine.	23 et 31	Date de réalisation des travaux de réfection de la loge et de la chapelle. Degré de réalisation d'une étude visant à la création d'un columbarium, de nouveaux styles de carrés d'inhumations ainsi que d'un jardin du souvenir.	Travaux réalisés en 2011. Étude préliminaire réalisée en 2011.

Pompes funèbres et cimetières

Charges et revenus par missions et prestations (en milliers de francs)		Projet de budget 2011				Budget 2010				Comptes 2009			
		Charges	%	Revenus	%	Charges	%	Revenus	%	Charges	%	Revenus	%
1	**Gestion des Pompes Funèbres Officielles**	**2'849.8**	**16.8**	**596.1**	**17.2**	**2'684.1**	**16.0**	**596.1**	**17.2**	**2'718.1**	**18.2**	**701.4**	**18.6**
11	Organisation des obsèques	1'553.9	9.1	143.1	4.1	1'413.4	8.4	143.1	4.1	1'450.7	9.7	252.2	6.7
12	Fournitures funéraires achetées aux tiers	1'295.9	7.6	453.0	13.1	1'270.7	7.6	453.0	13.1	1'267.5	8.5	449.2	11.9
2	**Gestion des centres funéraires, chapelles et crématoire**	**5'535.3**	**32.6**	**1'683.9**	**48.6**	**5'404.2**	**32.1**	**1'683.9**	**48.6**	**4'427.0**	**29.7**	**1'783.0**	**47.3**
21	Convois funèbres et transport de corps	1'913.5	11.3	600.0	17.3	1'847.2	11.0	600.0	17.3	1'647.9	11.0	656.9	17.4
22	Traitement des corps	862.9	5.1	160.4	4.6	808.4	4.8	160.4	4.6	741.9	5.0	157.7	4.2
23	Chapelles et chambres funéraires	1'259.6	7.4	373.5	10.8	1'199.2	7.1	373.5	10.8	927.1	6.2	389.4	10.3
24	Incinération	1'499.3	8.8	550.0	15.9	1'549.4	9.2	550.0	15.9	1'110.0	7.4	578.9	15.3
3	**Gestion des cimetières**	**8'598.2**	**50.6**	**1'186.0**	**34.2**	**8'737.2**	**51.9**	**1'188.0**	**34.3**	**7'774.5**	**52.1**	**1'287.6**	**34.1**
31	Entretien et surveillance des cimetières	6'277.9	37.0	1'151.0	33.2	6'841.6	40.7	1'151.0	33.2	6'014.3	40.3	1'226.0	32.5
32	Creusage et remblayage de fosses et columbariums	1'535.9	9.0	-		1'540.5	9.2	-		1'471.6	9.9	57.3	1.5
33	Prestations internes des ateliers	784.4	4.6	35.0	1.0	355.1	2.1	37.0	1.1	288.6	1.9	4.4	0.1
Total comptabilité analytique		**16'983.3**	**100.0**	**3'466.0**	**100.0**	**16'825.6**	**100.0**	**3'468.0**	**100.0**	**14'919.6**	**100.0**	**3'772.0**	**100.0**
Charges et revenus présentés en diminution des revenus et des charges		4.0		4.0		4.0		4.0		226.9		226.9	
Subventions en nature		-		-		-		-		10.6		-	
Total comptabilité générale		**16'987.3**		**3'470.0**		**16'829.6**		**3'472.0**		**15'157.1**		**3'998.9**	

Gratuités des obsèques (en milliers de francs)	Comptes 2009
Prestations achetées aux tiers pour obsèques gratuites	457.0
Prestations fournies en interne pour obsèques gratuites	653.7
Total coûts des prestations offertes	**1'110.7**
Nombre d'obsèques gratuites	1'029
Coût moyen réel	1.1
Total des prestations offertes au prix de vente catalogue	**1'304.1**

Pompes funèbres et cimetières

	Charges par chapitres comptables						Revenus par chapitres comptables		
	30	31	33	39	Sup.	Total	42	43	Total
1	**1'181.9**	**1'087.5**	**1.3**	**0.1**	**579.0**	**2'849.8**	**-**	**596.1**	**596.1**
11	1028.3	19.3	1.3	0.1	504.9	1'553.9	-	143.1	143.1
12	153.7	1068.1	-	-	74.1	1'295.9	-	453.0	453.0
2	**3'205.7**	**974.0**	**589.2**	**38.6**	**727.8**	**5'535.3**	**180.0**	**1'503.9**	**1'683.9**
21	1455.8	37.3	85.1	3.9	331.5	1'913.5	-	600.0	600.0
22	699.0	4.9	-	-	159.0	862.9	-	160.4	160.4
23	808.6	214.9	40.7	12.6	182.8	1'259.6	180	193.5	373.5
24	242.4	716.8	463.5	22.1	54.4	1'499.3	-	550.0	550.0
3	**6'271.6**	**935.0**	**293.2**	**78.4**	**1'019.9**	**8'598.2**	**-**	**1'186.0**	**1'186.0**
31	4410.2	924.4	178.2	47.0	718.1	6'277.9	-	1151.0	1'151.0
32	1248.2	8.5	61.0	15.9	202.3	1'535.9	-	-	-
33	613.2	2.1	54.0	15.6	99.4	784.4	-	35.0	35.0
	10'659.3	**2'996.5**	**883.7**	**117.1**	**2'326.7**	**16'983.3**	**180.0**	**3'286.0**	**3'466.0**
	-	-	-	-	4.0	4.0	-	4.0	4.0
	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	10'659.3	**2'996.5**	**883.7**	**117.1**	**2'330.7**	**16'987.3**	**180.0**	**3'290.0**	**3'470.0**

Projet de budget 2011 par chapitres comptables

30	Charges de personnel
31	Biens, services et marchandises
32	Intérêts passifs
33	Amortissements
34	Parts et contributions sans affectation
35	Dédommagements collectivités publiques
36	Subventions accordées
37	Subventions redistribuées
38	Attributions aux financements spéciaux
39	Imputations internes
40	Impôts
42	Revenus des biens
43	Contributions
44	Parts à des recettes & contrib. s/ affect.
45	Dédommagements de collectivités publ.
46	Subventions acquises
47	Subventions à redistribuer
48	Prélévements sur financements spéciaux
49	Imputations internes

Pompes funèbres et cimetières

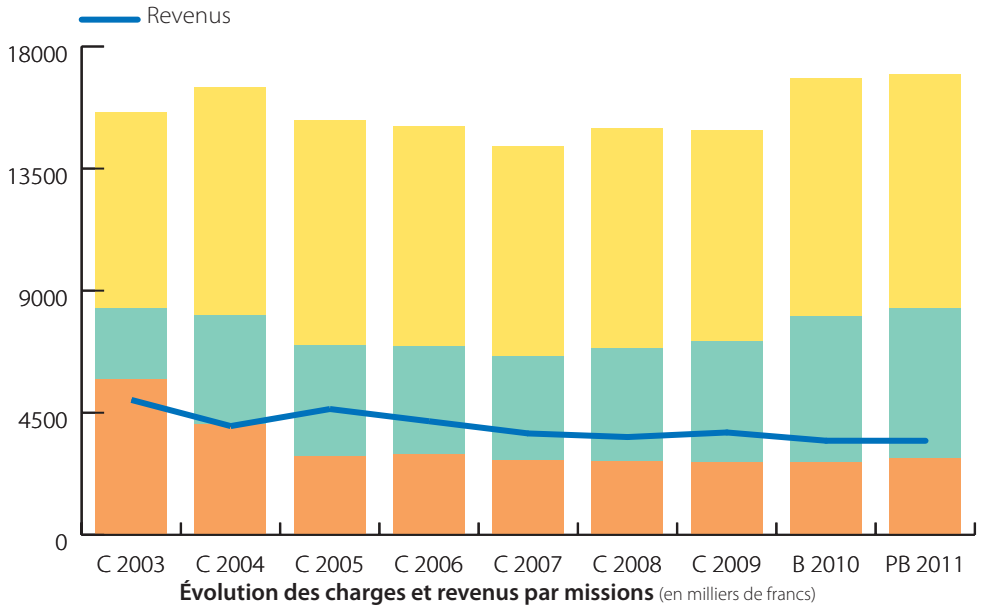
Commentaires

Selon les principes retenus pour l'ensemble des services concernés, les remboursements d'assurance pour perte de salaire ont été déduits des charges de fonctionnement (cf. « Charges et revenus présentés en diminution des revenus et des charges »). De plus, les « Subventions » n'ont pas été intégrées dans la répartition analytique

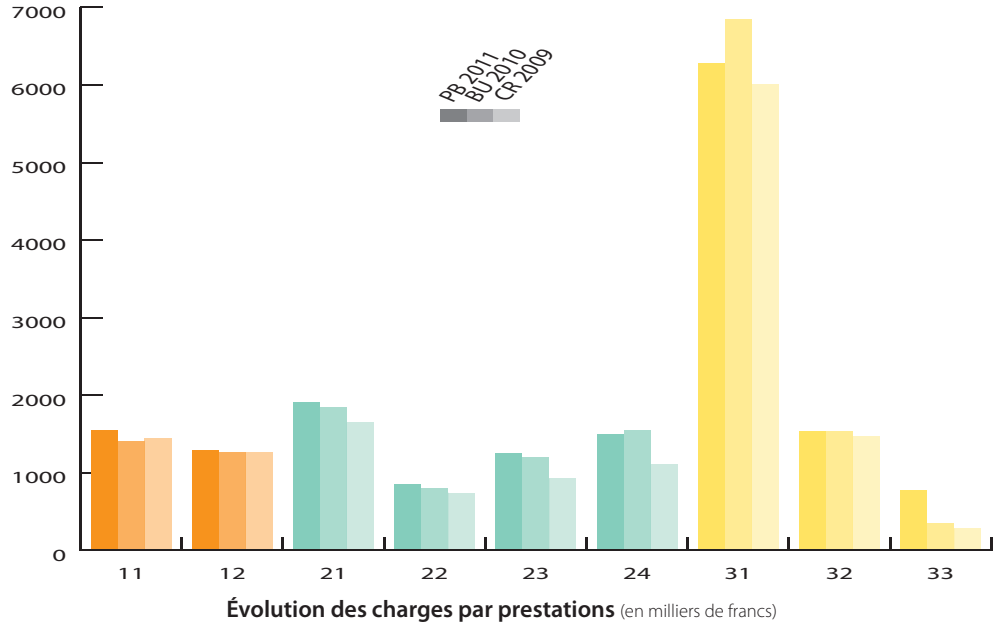
Le projet de budget 2011 du Service des pompes funèbres s'inscrit dans la continuité et n'enregistre pas de variations majeures.

24 La différence entre les comptes, le budget et le projet de budget, de cette prestation s'explique, notamment, par les amortissements pour la mise en conformité des installations de filtrations de fumées du crématoire. Cet amortissement se fait ressentir par une augmentation des charges des prestations relatives aux incinérations.

31 et 33 Dans le cadre du projet EVA, les transferts de postes entre le SEVE et le FUN se traduit au PB2011 par une diminution des coûts de la prestation « Entretien et surveillance des cimetières » et par une augmentation des coûts de la prestation « Prestations internes des ateliers ».



Évolution des charges et revenus par missions (en milliers de francs)



Évolution des charges par prestations (en milliers de francs)

SOCIAL

Social

Missions et prestations

Missions		Prestations		Descriptions
1	**Action sociale individuelle et soutien aux associations**	11	Octroi des prestations et des allocations sociales	Gérer les dossiers provenant des différents partenaires en matières de prestations et allocations sociales.
		12	Aides spécifiques	Gérer administrativement et financièrement les demandes d'aides spécifiques (restaurants scolaires, remise de cotisation AVS, Fonds en faveur des jeunes requérants d'asile en formation).
		13	Aides financières aux associations sociales	Gérer et assurer une aide financière aux associations sociales. Représentation de la Ville de Genève à la FAHPA et co-gestion de la Nouvelle Roseraie.
		14	Aide sociale individuelle	Gérer, conseiller et soutenir les demandes d'aides sociales et orienter vers les services compétents. Encadrer les locataires des immeubles avec infirmerie.
		15	Représentation	Représenter la Ville de Genève dans divers organismes et comités.
2	**Exclusion sociale**	21	Aide aux personnes en situation de grande précarité	Accueillir, orienter les bénéficiaires et offrir des repas gratuits quotidiens. Mettre à disposition des hébergements d'urgence et examiner les demandes de logement d'urgence. Mettre à disposition des familles un espace d'accueil parents-enfants Assurer l'organisation du Réveillon pour les personnes en grande précarité.
		22	Mise en réseau des partenaires impliqués dans la lutte contre l'exclusion	Assurer la gestion du secrétariat du Forum en co-gestion avec l'État de Genève et la gestion de la coordination des lieux d'accueil d'urgence. Gestion des projets spécifiques.
3	**Isolement des aîné-e-s**	31	Soutien aux aîné-e-s	Accueillir, informer, écouter et orienter les aîné-e-s. Organiser des activités, des vacances, des manifestations culturelles pour les bénéficiaires. Gérer la Cité Seniors.
		32	Nouvelles technologies pour les ainés	Organiser des formations destinés aux aîné-e-s.
4	**Action sociale communautaire**	41	Actions communautaires	Repérer et analyser les besoins, mise en œuvre de réponses collectives en collaboration avec le réseau de proximité. Développer des supports d'information et d'actions visant à sensibiliser la population dans le domaine socio-sanitaire. Soutenir les aîné-e-s au niveau administratif. Gérer l'espace «le 99» et développer d'autres espaces de quartier. Mieux organiser et valoriser le bénévolat.
5	**CAS**	51	Soutien logistique aux CAS	Gestion des locaux.

Social

Priorités et perspectives

En 2011, en fonction du maintien ou non des aides financières, une deuxième étape de réformes devrait voir le jour sur la base des conclusions et recommandations de l'étude réalisée par l'Université. Il s'agira également d'établir des conventions de partenariat avec les institutions habilitées à déposer des demandes pour leurs bénéficiaires, conformément au règlement révisé en 2010 ainsi qu'aux nouvelles directives.

Les Unités d'action communautaire orienteront et élargiront leurs actions afin de concrétiser la politique des quartiers définie en 2010. Sur le modèle du Lyon 99 (transféré en 2011 au Service social) et prenant en compte son évaluation, de nouveaux espaces quartiers seront ouverts dans plusieurs secteurs.

Pour faire face aux conséquences de la pénurie de logement ainsi qu'à l'arrivée de nouvelles populations migrantes, les prestations en hébergement d'urgence seront développées. Dans ce sens, il s'agira de renforcer la coordination du dispositif, de développer le rôle du SSVG au niveau de l'analyse des demandes et du soutien à la sortie de l'hébergement d'urgence. Une nouvelle structure à l'année devrait compléter l'offre.

Après avoir formulé le projet de lutte contre l'isolement des aînés et mis sur pied, avec nos partenaires, la nouvelle association, 2011 sera consacré au développement des prestations de plusieurs types (relationnel, mobilité, aide à la gestion et petits travaux).

Objectif	Prestation(s) concernée(s)	Indicateur	Valeur cible
Poursuivre la mise en place de la nouvelle politique de soutien financier pour les populations les plus modestes (sous réserve de l'évolution du dossier des aides financières aux bénéficiaires du SPC).	11 et 12	Révision du règlement et nombre de conventions de partenariat.	Règlement révisé et 5 conventions établies au 31 décembre 2011.
Développer des projets communautaires sur la base de la politique des quartiers et organiser les secteurs en conséquence.	41	Nombre de projets et nombre d'espaces quartier ouverts.	24 projets et 2 espaces quartier.
Améliorer la cohérence du dispositif d'hébergement d'urgence.	21 et 22	Nombre de personnes hébergées, nombre de personnes ayant trouvé une solution durable, ouverture d'une nouvelle structure d'accueil.	180 personnes hébergées, 30 personnes ayant trouvé un logement pérenne, une nouvelle structure mise à disposition.
Lutter contre l'isolement des aînés et les soutenir dans les actes de la vie quotidienne.	31	Nombre d'usagers potentiels pouvant bénéficier des prestations de l'association.	2'000 personnes contactées.

Social

Charges et revenus par missions et prestations	Projet de budget 2011				Budget 2010				Comptes 2009			
(en milliers de francs)	Charges	%	Revenus	%	Charges	%	Revenus	%	Charges	%	Revenus	%
1 Action sociale individuelle et soutien aux associations	**16'698.1**	**47.3**	**1'580.4**	**69.1**	**16'490.2**	**48.5**	**1'794.2**	**75.1**	**15'640.1**	**48.6**	**1'984.1**	**61.0**
11 Octroi des prestations et des allocations sociales	12'484.9	35.3	-	-	12'498.2	36.8	-	-	11'802.4	36.6	0.2	0.0
12 Aides spécifiques	1'087.4	3.1	-	-	983.8	2.9	-	-	931.5	2.9	0.1	0.0
13 Aides financières aux associations sociales	1'618.8	4.6	1'580.4	69.1	1'659.9	4.9	1'794.2	75.1	1'693.4	5.3	1'983.7	61.0
14 Aide sociale inidividuelle	1'268.9	3.6	-	-	1'132.5	3.3	-	-	1'055.8	3.3	0.1	0.0
15 Représentation	238.1	0.7	-	-	215.8	0.6	-	-	157.1	0.5	0.0	0.0
2 Exclusion sociale	**5'336.7**	**15.1**	**180.0**	**7.9**	**5'259.8**	**15.5**	**80.0**	**3.3**	**5'162.7**	**16.0**	**235.2**	**7.2**
21 Aide aux personnes en situation de grande précarité	5'069.9	14.3	180.0	7.9	4'933.6	14.5	80.0	3.3	4'918.1	15.3	235.2	7.2
22 Mise en réseau des partenaires impliqués dans la lutte contre l'exclusion	266.8	0.8	-	-	326.3	1.0	-	-	244.7	0.8	-	-
3 Isolement des aîné-e-s	**2'115.2**	**6.0**	**72.4**	**3.2**	**2'152.8**	**6.3**	**52.4**	**2.2**	**2'093.6**	**6.5**	**103.1**	**3.2**
31 Soutiens aux aîné-e-s	1'846.3	5.2	64.0	2.8	1'875.8	5.5	44.0	1.8	1'837.7	5.7	95.2	2.9
32 Nouvelles technologies pour les ainés	269.0	0.8	8.4	0.4	277.0	0.8	8.4	0.4	255.9	0.8	7.9	0.2
4 Action sociale communautaire	**7'679.6**	**21.7**	**105.4**	**4.6**	**6'673.2**	**19.6**	**112.4**	**4.7**	**5'975.0**	**18.6**	**129.8**	**4.0**
41 Actions communautaires	7'679.6	21.7	105.4	4.6	6'673.2	19.6	112.4	4.7	5'975.0	18.6	129.8	4.0
5 CAS	**3'505.5**	**9.9**	**350.0**	**15.3**	**3'402.0**	**10.0**	**350.0**	**14.7**	**3'336.0**	**10.4**	**798.0**	**24.6**
51 Soutien logistique aux CAS	3'505.5	9.9	350.0	15.3	3'402.0	10.0	350.0	14.7	3'336.0	10.4	798.0	24.6
Total comptabilité analytique	**35'335.2**	**100.0**	**2'288.2**	**100.0**	**33'978.0**	**100.0**	**2'389.0**	**100.0**	**32'207.5**	**100.0**	**3'250.2**	**100.0**
Charges et revenus présentés en diminution des charges et revenus	-		-		4.0		4.0		153.0		153.0	
Subventions en francs	5'937.8		-		5'726.7		-		5'502.8		-	
Subventions en nature	3'148.9		-		3'550.9		-		3'468.9		-	
Total comptabilité générale	**44'421.9**		**2'288.2**		**43'259.6**		**2'393.0**		**41'332.2**		**3'403.1**	

Social

	Charges par chapitres comptables							Revenus par chapitres comptables			
	30	31	33	36	39	Support	Total	42	43	46	Total
1	**2'095.0**	**485.2**	**828.7**	**12'594.0**	**467.5**	**227.7**	**16'698.1**	**1'580.4**	**-**	**-**	**1'580.4**
11	731.3	91.1	-	11'432.7	112.6	117.1	12'484.9	-	-	-	-
12	323.9	0.5	-	661.3	49.9	51.9	1'087.4	-	-	-	-
13	73.8	0.3	828.7	500.0	204.1	11.8	1'618.8	1'580.4	-	-	1'580.4
14	871.8	279.0	-	-	86.3	31.8	1'268.9	-	-	-	-
15	94.3	114.2	-	-	14.5	15.1	238.1	-	-	-	-
2	**2'938.0**	**820.7**	**-**	**900.0**	**568.9**	**109.2**	**5'336.7**	**180.0**	**-**	**-**	**180.0**
21	2'728.9	790.4	-	900.0	568.9	81.7	5'069.9	180.0	-	-	180.0
22	209.1	30.3	-	-	-	27.5	266.8	-	-	-	-
3	**1'303.4**	**301.6**	**-**	**380.0**	**26.9**	**103.3**	**2'115.2**	**72.4**	**-**	**-**	**72.4**
31	1'078.0	288.8	-	350.2	26.5	102.8	1'846.3	64.0	-	-	64.0
32	225.5	12.8	-	29.8	0.5	0.4	269.0	8.4	-	-	8.4
4	**5'680.7**	**848.7**	**-**	**220.8**	**675.6**	**253.7**	**7'679.6**	**8.4**	**97.0**	**-**	**105.4**
41	5'680.7	848.7	-	220.8	675.6	253.7	7'679.6	8.4	97.0	-	105.4
5	**233.9**	**2'984.6**	**1.7**	**-**	**257.3**	**28.1**	**3'505.5**	**-**	**-**	**350.0**	**350.0**
51	233.9	2'984.6	1.7	-	257.3	28.1	3'505.5	-	-	350.0	350.0
	12'251.0	**5'440.8**	**830.4**	**14'094.8**	**1'996.2**	**721.9**	**35'335.2**	**1'841.2**	**97.0**	**350.0**	**2'288.2**
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	-	-	-	5'937.8	-	-	5'937.8	-	-	-	-
	-	-	-	3'148.9	-	-	3'148.9	-	-	-	-
	12'251.0	**5'440.8**	**830.4**	**23'181.5**	**1'996.2**	**721.9**	**44'421.9**	**1'841.2**	**97.0**	**350.0**	**2'288.2**

Projet de budget 2011 par chapitres comptables

30	Charges de personnel
31	Biens, services et marchandises
32	Intérêts passifs
33	Amortissements
34	Parts et contributions sans affectation
35	Dédommagements collectivités publiques
36	Subventions accordées
37	Subventions redistribuées
38	Attributions aux financements spéciaux
39	Imputations internes
40	Impôts
42	Revenus des biens
43	Contributions
44	Parts à des recettes & contrib. s/ affect.
45	Dédommagements de collectivités publ.
46	Subventions acquises
47	Subventions à redistribuer
48	Prélévements sur financements spéciaux
49	Imputations internes

Social

Commentaires

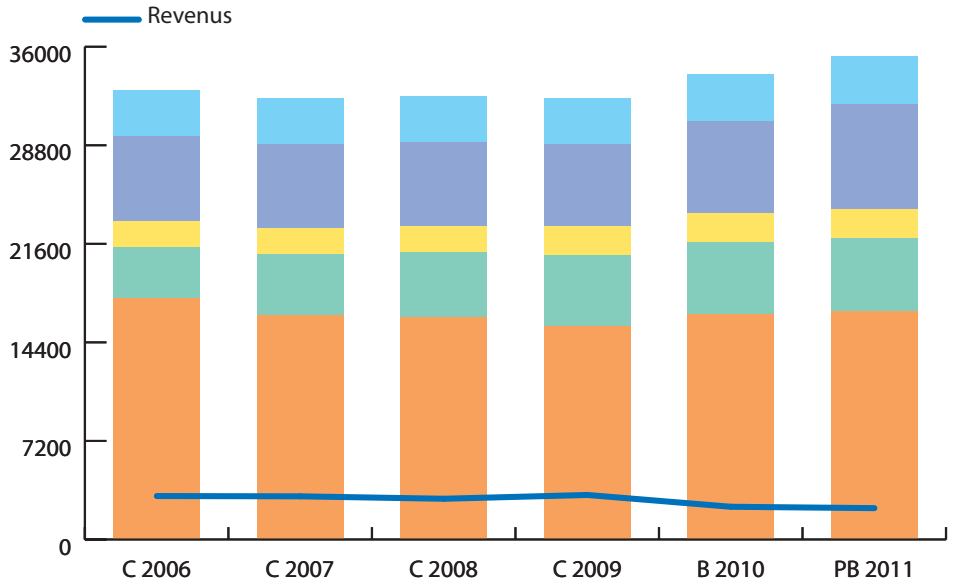
Selon les principes retenus pour l'ensemble des services concernés, les remboursements d'assurances pour perte de salaire ont été déduits des charges de fonctionnement (cf. « Charges et revenus présentés en diminution des revenus et des charges »). De plus, les « Subventions » n'ont pas été intégrées dans la répartition analytique.

1 Les prestations et allocations sociales figurent dans la répartition des charges de manière à pouvoir suivre l'évolution de l'action sociale individuelle.

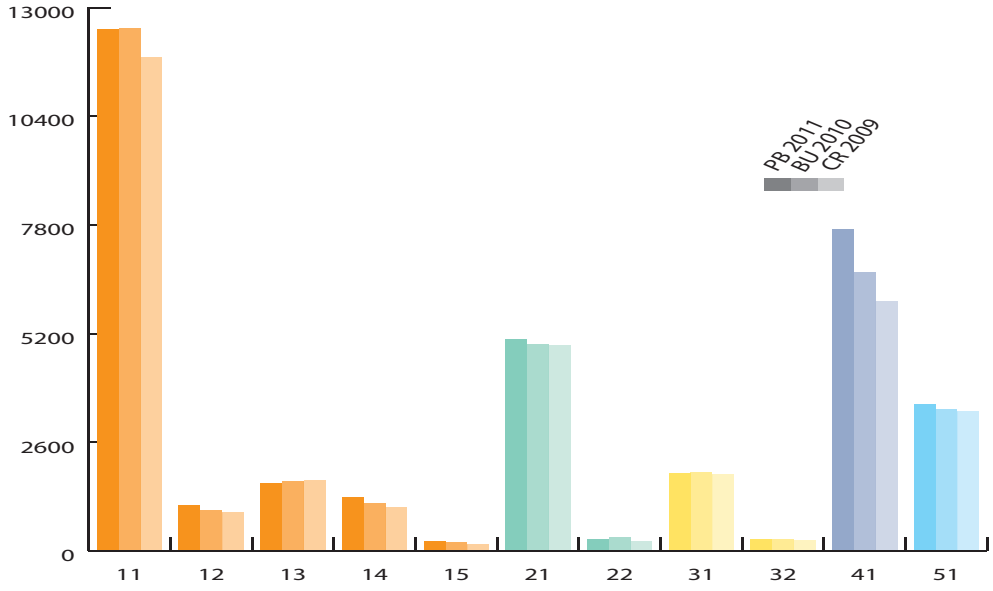
13 La baisse des revenus est liée à une nouvelle politique de soutien en nature concernant les locaux mis à disposition à la FAHPA.

41 L'Espace de quartier « Lyon 99 » et le nouvel espace à Sécheron sont à la charge du Service social à partir du 1er janvier 2011 ce qui augmente les charges de cette prestation au projet de budget 2011.

51 En 2009, l'État a rattrapé son retard et a versé à la Ville de Genève la subvention 2008 et 2009 des centres d'actions sociales (CAS). Dès 2010, seule la subvention de l'année en cours est versée par l'État.



Évolution des charges et revenus par missions (en milliers de francs)



Évolution des charges par prestations (en milliers de francs)

DÉLÉGATION À LA JEUNESSE

Délégation à la jeunesse

Missions et prestations

Missions		Prestations		Descriptions
1	**Actions par, avec, pour les jeunes**	11	Contact social	Travail de réseau effectué par les travailleurs sociaux et les travailleuses sociales hors-murs (TSHM), qui par leur présence informelle favorisent la vie de quartier, assurent un accompagnement et un suivi auprès des jeunes, appréhendent mieux les problèmes d'insécurité et d'incivilités dans les quartiers et préviennent la violence urbaine par la mise sur pied de projets divers.
		12	Maisons de quartiers	Soutien au travail de proximité des Maisons de quartier et centres de loisirs par la mise à disposition de locaux et de subventions.
		13	Soutien financier et en nature à des tiers	Mise à disposition de locaux (hors Maisons de quartier) pour des associations, favorisant l'intégration des jeunes. Attribution d'aides fixe ou ponctuelles à des associations et groupements dans le cadre de projets jeunesse.
		14	Promotion d'activités sportives spécifiques aux jeunes	Mise en place d'infrastructures et d'activités de sports urbains permettant d'entrer en contact avec les jeunes.
		15	Locaux jeunes	Mise à disposition de locaux de réunion ou de répétition de musique pour les jeunes. Soutien et attribution d'aides fi xes ou ponctuelles à des fondations off rant un logement aux jeunes travailleurs et travailleuses ou étudiant-e-s.
2	**Manifestations, animations et fêtes**	21	Encouragement des jeunes à la vie citoyenne	Organiser la «Soirée citoyenne».
		22	Fêtes ponctuelles et de quartier	Organisation et/ou participation à des événements ponctuels permettant d'entrer en contact avec les jeunes et de créer des réseaux de partenaires.
		23	Manifestations de sports urbains	Soutien à l'organisation de manifestations de sports de rue.
3	**Relations publiques**	31	Représentation groupes de travail	Participation à des groupes de travail sur les problématiques jeunesse.
		32	Animation forums	Mise sur pied de journées de réfl exion (Journées jeunesse) en relation avec les questions liées à la jeunesse.
		33	Fondation animation socioculturelle (FASe)	Participation au financement de la FASe et à l'orientation de sa politique (selon convention entre la FASe et la Ville de Genève).

Délégation à la jeunesse

Priorités et perspectives

La Fondation pour l'Animation Socioculturelle (FASe) est en pleine mutation. C'est ainsi qu'un vaste chantier est ouvert depuis plusieurs mois pour doter la FASe d'un nouveau projet institutionnel et de nouveaux statuts. Parallèlement à ces démarches internes, de nouvelles conventions doivent être signées entre les communes, les associations de centres et la FASe.

C'est dans ces conventions que la Ville de Genève fixe les missions et les prestations qu'elle attend de ces 15 Maisons de quartier et Centres de loisirs. Elles revêtent donc une importance capitale.

Les sports urbains constituent depuis toujours une attraction auprès des jeunes. C'est ainsi que de nombreuses nouvelles disciplines ont émergé ces dernières années. Citons ici le Parcours et le Vélo-Polo. La collaboration avec le Service des sports continue et s'intensifie. La DEJ continuera à soutenir des manifestations de petite et grande taille. Fidèle à ses principes, l'organisation de ces dernières est menée avec et par les jeunes et permet ainsi un apprentissage non seulement de l'organisation, mais également du vivre ensemble.

En 2011 se déroulera la septième édition du festival de sports urbains « Asphaltissimo ». Elle aura lieu probablement dans et autour du nouveau « skate plaza » de la plaine de Plainpalais.

En effet, un groupe constitué de plusieurs associations utilisatrices de l'actuel skate-parc travaille depuis 2009 sur la réalisation de ce nouveau site. Si tout se passe comme prévu, l'inauguration pourrait justement servir à l'organisation d'un grand événement.

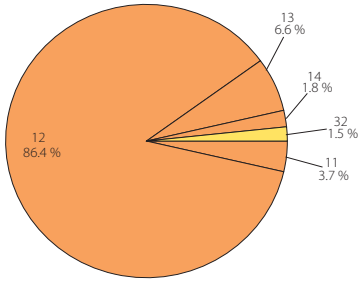
L'opération chaises-longues dans les parcs de Genève est largement appréciée par la population genevoise. De plus en plus de demandes nous sont adressées chaque année d'accompagner cette action de petites buvettes. En 2010, quelques expériences ont servi à mettre sur pied un nouveau concept, qui profite ainsi non seulement aux utilisateurs/trices mais également aux nombreux jeunes engagés pour cette opération. Le succès de cette activité estivale nous permettra de créer des partenariats avec des institutions privées.

La Délégation à la jeunesse, créée en 2000, veut faire le point sur la situation de la politique de la jeunesse en Ville de Genève, dans le canton et en Suisse. Une journée de réflexion prendra place avant l'été et permettra de dresser un bilan et de dessiner des perspectives pour l'avenir.

Objectif	Prestation(s) concernée(s)	Indicateur	Valeur cible
Finaliser la redéfinition des rôles et missions des Maisons de Quartier et Centres de loisirs subventionnés par la Ville de Genève.	12	Nombre de conventions de partenariat signées.	15 conventions signées.
Soutenir l'organisation de manifestations de sport urbain.	23	Nombre de manifestations.	3 manifestations dont Asphaltissimo (biennale).
Mettre en place un nouveau « skate-plaza » sur la plaine de Plainpalais.	14	Inauguration du nouveau « skate-plaza » sur la plaine de Plainpalais.	Inaugurer le nouveau « skate-plaza » avant le 31.12.2011.
Développer par les jeunes des animations lors des activités estivales.	22	Nombre de nouvelles buvettes saisonnières et/ou de partenariats publics-privés.	1 nouvelle buvette saisonnière et/ou 1 partenariat public-privé pour le projet « chaises longues ».
Organiser une « journée sur la politique de la jeunesse ».	32	Nombre de participant-e-s.	> 150 participant-e-s.

Délégation à la jeunesse

Charges et revenus par missions et prestations (en milliers de francs)	Projet de budget 2011 Charges	%	Revenus	%	Budget 2010 Charges	%	Revenus	%	Comptes 2009 Charges	%	Revenus	%
1 Actions par, avec, pour les jeunes	**5'028.0**	**76.3**	**163.4**	**53.2**	**6'736.8**	**83.1**	**126.6**	**61.0**	**6'024.6**	**81.5**	**152.0**	**51.6**
11 Contact social	1'355.9	20.6	36.8	12.0	2'752.3	34.0	-	-	2'523.1	34.1	25.4	8.6
12 Maisons de quartier	2'557.9	38.8	126.6	41.2	2'773.3	34.2	126.6	61.0	2'463.2	33.3	126.6	43.0
13 Soutien financier et en nature à des tiers	414.8	6.3	-	-	412.2	5.1	-	-	403.0	5.5	-	-
14 Promotion d'activités sportives spécifiques aux jeunes	395.4	6.0	-	-	486.1	6.0	-	-	359.0	4.9	-	-
15 Locaux jeunes	304.0	4.6	-	-	312.8	3.9	-	-	276.2	3.7	-	-
2 Manifestations, animations et fêtes	**1'186.0**	**18.0**	**144.0**	**46.8**	**1'015.4**	**12.5**	**81.0**	**39.0**	**1'044.9**	**14.1**	**142.5**	**48.4**
21 Encouragement des jeunes à la vie citoyenne	263.2	4.0	59.0	19.2	232.8	2.9	60.0	28.9	188.9	2.6	59.8	20.3
22 Fêtes ponctuelles et de quartier	210.4	3.2	-	-	192.3	2.4	-	-	159.5	2.2	-	-
23 Manifestations de sports urbains	712.5	10.8	85.0	27.6	590.3	7.3	21.0	10.1	696.6	9.4	82.6	28.1
3 Relations publiques	**374.4**	**5.7**	**-**	**-**	**350.4**	**4.3**	**-**	**-**	**325.2**	**4.4**	**-**	**-**
31 Représentation groupes de travail	123.1	1.9	-	-	109.5	1.4	-	-	111.1	1.5	-	-
32 Animations forums	78.8	1.2	-	-	71.8	0.9	-	-	93.0	1.3	-	-
33 Fondation animation socioculturelle (FAS'e)	172.5	2.6	-	-	169.1	2.1	-	-	121.1	1.6	-	-
Total comptabilité analytique	**6'588.4**	**100.0**	**307.4**	**100.0**	**8'102.6**	**100.0**	**207.6**	**100.0**	**7'394.7**	**100.0**	**294.5**	**100.0**
Charges et revenus présentés en diminution des revenus et des charges	7.4		7.4		15.0		15.0		148.1		166.2	
Charges et revenus non incorporables	1'079.0		-		-		-		0.2		1.7	
Subventions en francs	9'743.8		-		9'709.3		-		10'105.0		-	
Subventions en nature	3'277.7		2'075.9		3'281.8		2'063.5		3'286.0		2'066.8	
Total comptabilité générale	**20'696.3**		**2'390.8**		**21'108.8**		**2'286.1**		**20'934.0**		**2'529.2**	



Subventions 2011 par prestations

Délégation à la jeunesse

	Charges par chapitres comptables							Revenus par chapitres comptables				
	30	31	33	36	39	Support	Total	42	43	45	46	Total
1	**1'556.1**	**2'141.1**	**562.4**	**-**	**689.2**	**79.2**	**5'028.0**	**0.8**	**36.0**	**-**	**126.6**	**163.4**
11	836.1	472.8	-	-	41.6	5.4	1'355.9	0.8	36.0	-	-	36.8
12	292.0	1'320.4	562.4	-	318.4	64.7	2'557.9	-	-	-	126.6	126.6
13	48.8	31.6	-	-	328.3	6.0	414.8	-	-	-	-	-
14	246.3	146.0	-	-	0.9	2.1	395.4	-	-	-	-	-
15	132.9	170.2	-	-	-	0.9	304.0	-	-	-	-	-
2	**475.2**	**602.3**	**-**	**-**	**39.9**	**68.7**	**1'186.0**	**-**	**-**	**59.0**	**85.0**	**144.0**
21	168.5	77.9	-	-	-	16.7	263.2	-	-	59.0	-	59.0
22	153.6	44.8	-	-	2.8	9.1	210.4	-	-	-	-	-
23	153.1	479.5	-	-	37.1	42.8	712.5	-	-	-	85.0	85.0
3	**276.5**	**31.3**	**-**	**-**	**-**	**66.6**	**374.4**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
31	99.7	10.1	-	-	-	13.2	123.1	-	-	-	-	-
32	25.3	20.6	-	-	-	33.0	78.8	-	-	-	-	-
33	151.6	0.6	-	-	-	20.4	172.5	-	-	-	-	-
	2'307.9	**2'774.6**	**562.4**	**-**	**729.1**	**214.4**	**6'588.4**	**0.8**	**36.0**	**59.0**	**211.6**	**307.4**
	7.4	-	-	-	-	-	7.4	-	7.4	-	-	7.4
	-	119.1	608.8	-	351.0	-	1'079.0	-	-	-	-	-
	-	-	-	9'743.8	-	-	9'743.8	-	-	-	-	-
	-	-	-	3'277.7	-	-	3'277.7	-	2'075.9	-	-	2'075.9
	2'315.3	**2'893.8**	**1'171.1**	**13'021.5**	**1'080.1**	**214.4**	**20'696.3**	**0.8**	**2'119.3**	**59.0**	**211.6**	**2'390.8**

Projet de budget 2011 par chapitres comptables

30	Charges de personnel
31	Biens, services et marchandises
32	Intérêts passifs
33	Amortissements
34	Parts et contributions sans affectation
35	Dédommagements collectivités publiques
36	Subventions accordées
37	Subventions redistribuées
38	Attributions aux financements spéciaux
39	Imputations internes
40	Impôts
42	Revenus des biens
43	Contributions
44	Parts à des recettes & contrib. s/ affect.
45	Dédommagements de collectivités publ.
46	Subventions acquises
47	Subventions à redistribuer
48	Prélévements sur financements spéciaux
49	Imputations internes

Délégation à la jeunesse

Commentaires

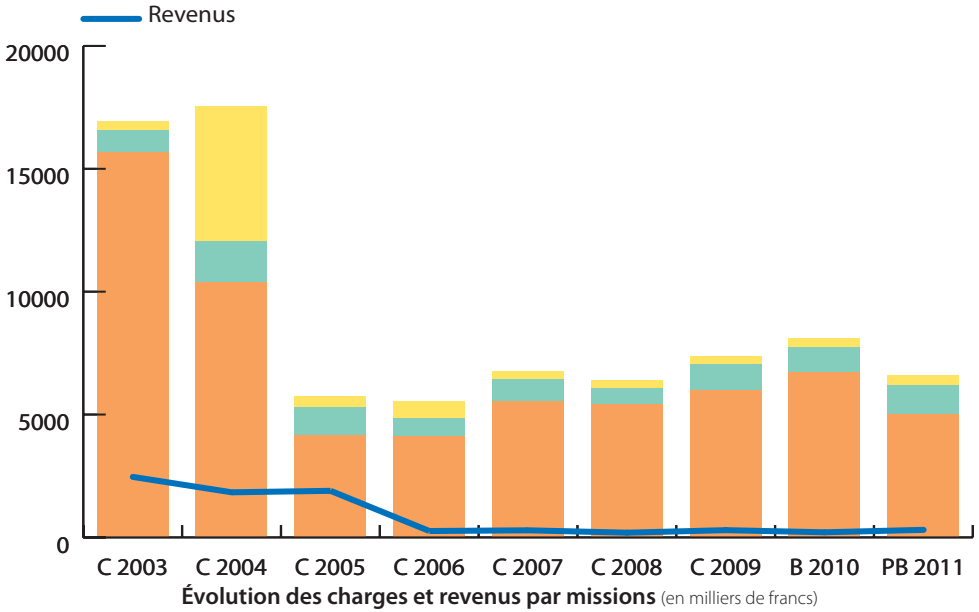
Selon les principes retenus pour l'ensemble des services concernés, les remboursements d'assurance pour perte de salaire ont été déduits des charges de fonctionnement (cf. « Charges et revenus présentés en diminution des revenus et des charges »). De plus, les « Charges et revenus non incorporables », ainsi que les « Subventions » n'ont pas été intégrés dans la répartition analytique.

11 La forte dimininution constatée au projet de budget 2011 est liée au transfert des activités de Lyon 99 au Service social. Les charges non incorporables concernent, à ce titre, les amortissements et intérêts répartis concernant ce bâtiment et qui sont encore budgétées à la DEJ. Le solde résiduel avec le budget 2010 concerne les charges de personnel déjà transférées au Service social.

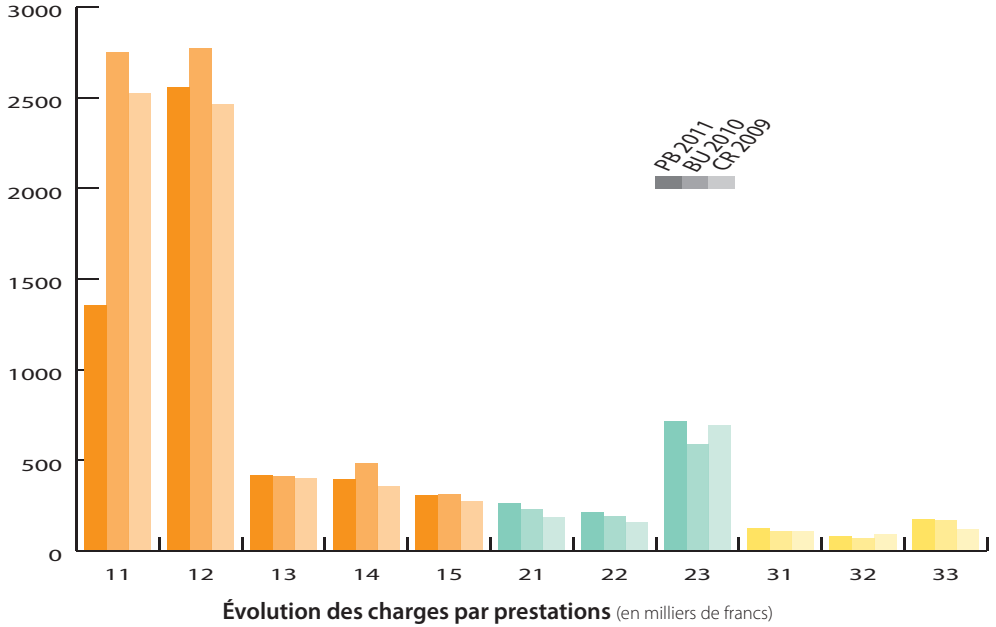
12 L'écart entre les comptes 2009 et le budget 2010 s'explique essentiellement par une augmentation des frais d'entretien des maisons de quartier. La diminution figurant au projet de budget 2011 est pour sa part liée à une correction d'amortissement.

23 Les exercices 2011 et 2009 sont légèrement supérieurs par rapport au budget 2010 en raison de l'organisation de la manifestation « Asphaltissimo ».

Les charges et revenus non incoroporables en 2009 concernent des intérêts sur engagements courants. En 2011 les charges non incorporables correspondent au bâtiment «Lyon 99» comme expliqué dans l'écart de la prestation numéro 11.



Évolution des charges et revenus par missions (en milliers de francs)



Évolution des charges par prestations (en milliers de francs)

SPORTS

Sports

Missions et prestations

Missions		Prestations		Descriptions
1	**Promouvoir l'activité physique**	11	Prestations d'activité sportives adaptées pour permettre l'accès à tous les publics	Permettre à toutes et tous l'accès à des activités sportives adaptées selon les besoins, les aptitudes, les disponibilités et les motivations de chacun (Sport pour toutes et tous).
		12	Mise en place d'une politique de «prévention-santé et intégration» par le sport	Développer une politique de promotion de la santé à travers le sport qui permette de favoriser une plus grande hygiène de vie en général, mais aussi une pratique de l'activité physique en particulier pour les personnes âgées et les personnes handicapées.
2	**Soutenir le mouvement sportif**	21	Développement du sport porté par les associations et les clubs	Définition de contrats d'objectifs clairs et précis afin d'établir un véritable partenariat entre la Ville de Genève et les clubs au-delà du simple octroi de subventions, de fixer les responsabilités et les engagements des deux parties et d'obtenir une transparence et une clarification des types et niveaux d'aides apportés par la commune (aides directes, aides indirectes, aides ponctuelles, aides incitatives et/ou à la performance).
		22	Mise à disposition des installations et du personnel du Service des sports aux clubs et associations	Mettre à disposition les infrastructures et assurer un soutien logistique et technique pour l'organisation des manifestations sportives locales et régionales.
3	**Organiser des événements sportifs d'envergure**	31	Encouragement et aide à l'organisation d'événements sportifs d'envergure	Organiser des événements majeurs en adoptant une démarche commune entre le Canton et les communes et agissant en tant que facilitateurs pour les organisateurs (contrats de prestations - financement par accord avec des partenaires sociaux et des organisations à but non lucratif).
4	**Gérer les insfrastructures sportives**	41	Définition d'un programme de réalisation, de réhabilitation ou de rénovation des infrastructures sportives	Diagnostiquer l'ensemble du patrimoine sportif et inventorier les besoins des partenaires sportifs afin d'engager un programme de réhabilitation, d'achat ou de rénovation des équipements, et de pouvoir déterminer des projets d'extension ou de création de complexes sportifs. Pour ce faire, des collaborations doivent être initiées entre les communes et l'État.
		42	Entretien courant des infrastructures et surfaces de sports	Effectuer tous les travaux nécessaires d'entretien et de maintenance liés à la bonne conservation, sécurité et hygiène des infrastructures et surfaces de sports.

Sports

Priorités et perspectives

Le sport est un facteur puissant d'éducation, de socialisation et de solidarité.

Dans ce contexte, le rôle des pouvoirs publics est primordial. Ils se doivent de mettre en place des actions concrètes et fortes pour réaffirmer ces valeurs fondamentales.

La Ville de Genève, par le biais de son Service des sports, et en collaboration étroite avec d'autres services du Département de la cohésion sociale, de la jeunesse et des sports souhaite promouvoir les pratiques sportives de compétition et de loisirs dans les disciplines individuelles et collectives. Le sport doit être accessible à toutes et à tous sans exception d'âge et de sexe, ouvert aux valides et aux handicapés pour une pratique de qualité dans des conditions satisfaisantes d'apprentissage, d'hygiène et de sécurité.

L'année 2011 se caractérisera par la suite des mises en œuvre des mesures définies dans le «Programme pour une politique des sports de la Ville de Genève» et le développement de l'offre sportive pour les jeunes, les personnes actives et les aînés.

Objectif	Prestation(s) concernée(s)	Indicateur	Valeur cible
Création d'une entité de soutien aux organisateurs de manifestations sportives par les autorités (État, Ville de Genève et communes) par la mise en œuvre d'une stratégie commune pour les événements sportifs à Genève (interface autorités/organisateurs, stratégie d'accueil des manifestations, etc.).	30	Création de l'entité - rédaction des statuts et dotation du capital nécessaire, premières interventions de soutien à des événements d'envergure.	Entité créée, soutien à 4 événements d'envergure.
Créer un réseau des personnes volontaires disponibles pour l'organisation de diverses manifestations (bénévoles).	30	Mise en place d'un système d'information et une plateforme commune de recrutement et de gestion des bénévoles, mobilisation de cette plateforme pour des événements majeurs.	Plate-forme mise en place, implication des bénévoles choisis dans deux événements majeurs.
Procéder, en collaboration avec le Service des bâtiments, à une étude sur l'aménagement du Centre sportif du Bout-du-Monde.	41	Élaboration d'un rapport par un tiers définissant les pistes de réalisation des aménagements du centre sportif et leur coût.	Rédaction d'une proposition du CA à l'attention du CM en vue de l'ouverture d'un crédit d'investissement destiné à l'aménagement du Centre sportif du Bout-du-Monde.
Réaliser les équipements sportifs de proximité retenus dans le cadre du projet Proxisport.	11 et 12	Aménagement des sites retenus.	Installation d'une arène multisports et d'une dizaine d'aménagements de fitness intergénérationnels.

Sports

Charges et revenus par missions et prestations (en milliers de francs)		Projet de budget 2011				Budget 2010				Comptes 2009			
		Charges	%	Revenus	%	Charges	%	Revenus	%	Charges	%	Revenus	%
1	**Promouvoir l'activité physique**	**3'002.5**	**7.5**	**732.1**	**13.8**	**2'482.4**	**6.4**	**741.0**	**14.7**	**2'729.0**	**6.9**	**763.0**	**14.6**
11	Prestations d'activité sportives adaptées pour permettre l'accès à tous les publics	2'860.5	7.1	731.9	13.8	2'344.9	6.0	740.9	14.7	2'390.6	6.1	762.9	14.6
12	Mise en place d'une politique de «prévention-santé et intégration» par le sport	142.1	0.4	0.3	0.0	137.5	0.4	0.0	0.0	338.4	0.9	0.1	0.0
2	**Soutenir le mouvement sportif**	**14'149.0**	**35.3**	**3'760.3**	**71.1**	**14'117.5**	**36.4**	**3'583.1**	**71.3**	**13'734.8**	**34.8**	**3'661.9**	**69.9**
21	Développement du sport porté par les associations et les clubs	2'600.7	6.5	374.8	7.1	2'638.9	6.8	378.6	7.5	3'010.5	7.6	394.0	7.5
22	Mise à disposition des installations et du personnel du Service des sports aux clubs et associations	11'548.3	28.8	3'385.5	64.0	11'478.6	29.6	3'204.6	63.8	10'724.3	27.2	3'267.8	62.4
3	**Organiser des événements sportifs d'envergure**	**1'095.0**	**2.7**	**0.8**	**0.0**	**1'178.4**	**3.0**	**0.0**	**0.0**	**1'045.9**	**2.7**	**0.3**	**0.0**
31	Encouragement et aide à l'organisation d'événements sportifs d'envergure	1'095.0	2.7	0.8	0.0	1'178.4	3.0	0.0	0.0	1'045.9	2.7	0.3	0.0
4	**Gérer les insfrastructures sportives**	**21'810.8**	**54.4**	**777.9**	**14.7**	**21'030.6**	**54.2**	**670.3**	**13.3**	**21'918.6**	**55.6**	**537.9**	**10.3**
41	Définition d'un programme de réalisation, de réhabilitation ou de rénovation des infrastructures sportives	166.9	0.4	-	-	144.9	0.4	-	-	502.0	1.3	0.2	0.0
42	Entretien courant des infrastructures et surfaces de sports	21'643.9	54.0	777.9	14.7	20'885.7	53.8	670.3	13.3	21'416.7	54.3	537.7	10.3
Total comptabilité analytique		**40'057.4**	**100.0**	**5'271.1**	**99.7**	**38'808.9**	**100.0**	**4'994.4**	**99.4**	**39'428.4**	**100.0**	**4'963.1**	**94.7**
Charges et revenus présentés en diminution des revenus et des charges		16.0		16.0		31.5		31.5		276.7		276.7	
Charges et revenus non incorporable		170.1		-		178.0		-		166.5		-	
Subventions en francs		6'231.4		-		5'091.4		-		4'760.7		-	
Subventions en nature		1'562.4		-		1'257.6		-		1'280.0		-	
Total comptabilité générale		**48'037.3**		**5'287.1**		**45'367.4**		**5'025.9**		**45'912.2**		**5'239.8**	

Sports

	Charges par chapitres comptables								Revenus par chapitres comptables					
	30	31	33	35	36	39	Support	Total	42	43	46	49	Support	Total
1	**1'810.1**	**715.6**	**-**	**-**	**-**	**7.5**	**469.2**	**3'002.5**	**-**	**731.2**	**-**	**-**	**1.0**	**732.1**
11	1'689.2	714.0	-	-	-	7.5	449.7	2'860.5	-	730.9	-	-	0.9	731.9
12	120.9	1.6	-	-	-	-	19.5	142.1	-	0.2	-	-	0.0	0.3
2	**9'924.2**	**2'151.7**	**332.8**	**1'147.3**	**-**	**44.2**	**548.9**	**14'149.0**	**281.0**	**3'031.3**	**350.0**	**22.3**	**75.6**	**3'760.3**
21	849.3	399.9	-	1'147.3	-	38.8	165.5	2'600.7	-	1.2	350.0	22.3	1.3	374.8
22	9'074.9	1'751.8	332.8	-	-	5.4	383.5	11'548.3	281.0	3'030.1	-	-	74.3	3'385.5
3	**620.7**	**234.9**	**-**	**-**	**-**	**88.8**	**150.7**	**1'095.0**	**-**	**0.8**	**-**	**-**	**0.0**	**0.8**
31	620.7	234.9	-	-	-	88.8	150.7	1'095.0	-	0.8	-	-	0.0	0.8
4	**10'657.2**	**4'435.3**	**5'853.1**	**-**	**-**	**729.2**	**136.0**	**21'810.8**	**655.8**	**84.7**	**-**	**-**	**37.4**	**777.9**
41	166.5	-	-	-	-	-	0.4	166.9	-	-	-	-	-	-
42	10'490.8	4'435.3	5'853.1	-	-	729.2	135.5	21'643.9	655.8	84.7	-	-	37.4	777.9
	23'012.3	**7'537.4**	**6'185.9**	**1'147.3**	**-**	**869.7**	**1'304.8**	**40'057.4**	**936.8**	**3'848.0**	**350.0**	**22.3**	**114.0**	**5'271.1**
	-	16.0	-	-	-	-	-	16.0	-	16.0	-	-	-	16.0
	-	-	150.0	-	-	20.1	-	170.1	-	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	6'231.4	-	-	6'231.4	-	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	1'562.4	-	-	1'562.4	-	-	-	-	-	-
	23'012.3	**7'553.4**	**6'335.9**	**1'147.3**	**7'793.8**	**889.8**	**1'304.8**	**48'037.3**	**936.8**	**3'864.0**	**350.0**	**22.3**	**114.0**	**5'287.1**

Projet de budget 2011 par chapitres comptables

30	Charges de personnel
31	Biens, services et marchandises
32	Intérêts passifs
33	Amortissements
34	Parts et contributions sans affectation
35	Dédommagements collectivités publiques
36	Subventions accordées
37	Subventions redistribuées
38	Attributions aux financements spéciaux
39	Imputations internes
40	Impôts
42	Revenus des biens
43	Contributions
44	Parts à des recettes & contrib. s/ affect.
45	Dédommagements de collectivités publ.
46	Subventions acquises
47	Subventions à redistribuer
48	Prélévements sur financements spéciaux
49	Imputations internes

Sports

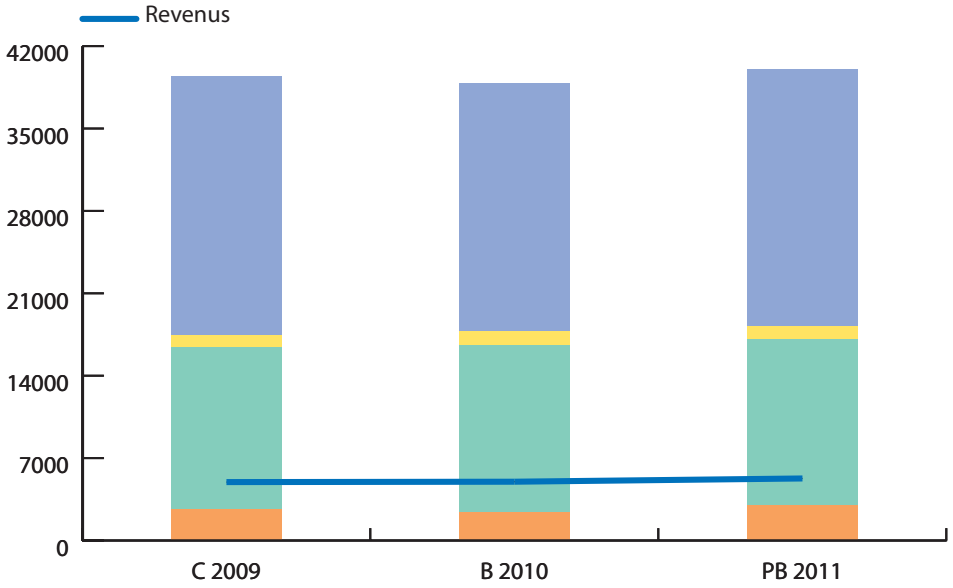
Commentaires

Selon les principes retenus pour l'ensemble des services concernés, les remboursements d'assurance pour perte de salaire ont été déduits des charges de fonctionnement (cf. « Charges et revenus présentés en diminution des revenus et des charges »). De plus, les « Charges et revenus non incorporables », ainsi que les « Subventions » n'ont pas été intégrés dans la répartition analytique.

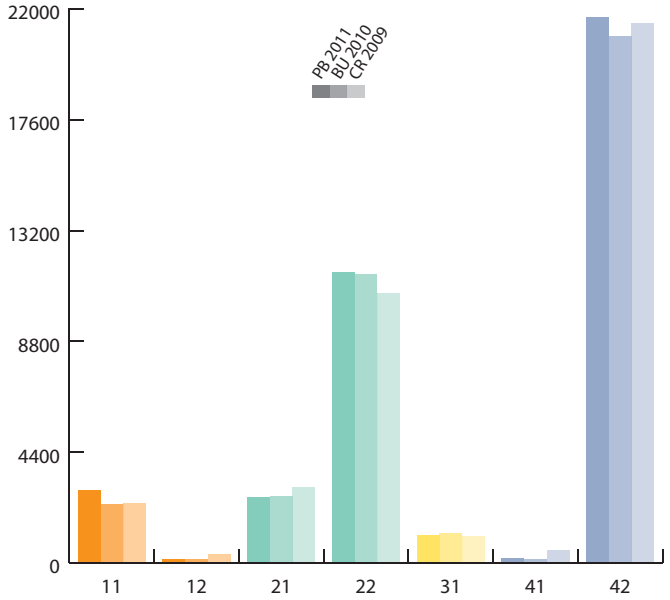
Les charges et revenus non incorporables concernent l'amortissement du Stade de Genève qui n'est pas réparti sur les missions et prestations.

Les subventions accordées sont en nette hausse au projet de budget 2011 par rapport au budget 2010 et au comptes 2009.
Cette variation s'explique, entre autre, par le versement d'une subvention pour le « Genève futur hockey » (ordinaire et extraordinaire).

11 Les charges de cette prestation sont en hausse au projet de budget 2011. Cette augmentation s'explique par le développement de l'offre sportive pour les jeunes, les personnes actives et les aînés.



Évolution des charges et revenus par missions (en milliers de francs)



Évolution des charges par prestations (en milliers de francs)

LEXIQUE DES ABRÉVIATIONS

Autorités, départements et services municipaux

ACH	Service des achats
ACV	Direction du département des constructions et de l'aménagement
ADP	Service des agents de ville et du domaine public
ARC	Service d'architecture
ARI	Musée de l'Ariana
BAT	Service des bâtiments
BGE	Bibliothèque de Genève
BMU	Bibliothèques et discothèques municipales
CA	Conseil administratif
CDG	Contrôle de gestion
CFI	Contrôle financier
CGE	Comptabilité générale et budget
CIV	Office de l'état civil
CJB	Conservatoire et jardin botaniques
CM	Conseil municipal
CMAI	Centrale municipale d'achat et d'impression
DC	Département de la culture
DCA	Département des constructions et de l'aménagement
DEJ	Délégation à la jeunesse
DEUS	Département de l'environnement urbain et de la sécurité
DFL	Département des finances et du logement
DG	Direction générale
DPE	Délégation à la petite enfance
DRH	Direction des ressources humaines
DSIC	Direction des systèmes d'information et de communication
ECO	Service des écoles et institutions pour l'enfance
ENE	Service de l'énergie
FUN	Service des pompes funèbres et cimetières
GCI	Service du génie civil
GIM	Gérance immobilière municipale
LEX	Service juridique
LOM	Service logistique et manifestations
MAH	Musées d'art et d'histoire
MEG	Musée d'ethnographie
MHN	Muséum d'histoire naturelle
MHS	Musée d'histoire des sciences
SEC	Service culturel
SAM	Service de l'aménagement urbain et de la mobilité
SAPP	Service d'assistance et de protection de la population
SAT	Service administratif et technique
SEEP	Service de la sécurité et de l'espace publics
SEVE	Service des espaces verts
SIS	Service d'incendie et de secours
SJS	Direction et secrétariat du département de la cohésion sociale, de la jeunesse et des sports
SPC	Service de la promotion culturelle
SPO	Service des sports
SRE	Service des relations extérieures
SOC	Service social
TAX	Taxe professionnelle
URB	Service d'urbanisme
VVP	Voirie – Ville propre

Autres abréviations usuelles

ACAM	Association des cadres de l'Administration municipale
ACG	Association des communes genevoises
AEHR	Association pour l'étude de l'histoire régionale
AFC	Administration fiscale cantonale
AIMF	Association internationale des maires francophones
AIMP	Accord intercantonal sur les marchés publics
AM	Agent municipal
AMS	Association des musées suisses
API	Association pour le patrimoine industriel
ASAI	Association suisse des auditeurs internes
ASM	Agent de sécurité municipal
ASPIC	Association pour les intérêts des cyclistes
B	Budget
BAC	Bâtiment d'art contemporain
BBS	Association des bibliothèques et bibliothécaires suisses
BFQ	Budget financier quadriennal
BIPE	Bureau d'information petite enfance
BW	Business warehouse
C	Comptes
CARTS	Commission des arts et de la culture
CAS	Centres d'action sociale
CCMVL	Commission consultative de mise en valeur du livre
CEPTA	Centre d'enseignement professionnel technique et artisanal
CEVA	Cornavin-Eaux-Vives-Annemasse
CFE	Code de frais par éléments
CFF	Chemins de fer fédéraux
CHF	Franc suisse
CESID	Certificat de formation continue en information documentaire
CICO	Commission de l'informatique et de la communication
CIG	Centre d'iconographie genevoise
CMAI	Centrale municipale d'achat et d'impression
CMNS	Commission des monuments de la nature et des sites
COATTRIM	Comité d'attribution immobilière
CODIR	Comité de direction
COGESIM	Comité de gestion immobilière
CP	Commission du personnel
CPR	Cours de réanimation cardio-pulmonaire
CRER	Centre de rééducation et d'enseignement de la Roseraie
CVSC	Conférence des Villes suisses en matière culturelle
DCTI	Département des constructions et des technologies de l'information
DDP	Droit de superficie distinct et permanent
DFAE	Département fédéral des affaires étrangères
DIP	Département de l'instruction publique
ENSSIB	Ecole nationale supérieure des sciences de l'information et des bibliothèques
FAPSE	Faculté de psychologie et des sciences de l'éducation
FGC	Fédération genevoise de coopération
FIHUAT	Fédération internationale pour l'habitation, l'urbanisme et l'aménagement du territoire
FMAC	Fonds municipal d'art contemporain
FSASD	Fondation des services d'aide et de soins à domicile
GRTA	Genève région terre d'avenir
HEAA	Haute école d'arts appliqués
HEG-ID	Haute école de gestion - Information documentaire
HES	Haute école spécialisée
IDEA	Instrument de description électronique des archives
IMV	Institut et musée Voltaire

IPE	Institution de la petite enfance
ISI	Intégration des systèmes d'information
KCHF	Milliers de francs suisses
LAC	Loi sur l'administration des communes
MAC	Manifestation d'art contemporain
Mios	Millions de francs suisses
OPAir	Ordonnance sur la protection de l'air
OPB	Ordonnance sur la protection contre le bruit
OCE	Office cantonal de l'emploi
OCM	Office cantonal de la mobilité
OCPA	Office cantonal pour personnes âgées
OFDT	Office fédéral du développement territorial
OCoAE	Office communal de l'approvisionnement économique
OMS	Organisation mondiale de la santé
PAQ	Plan d'achats quadriennal
PB	Projet de budget
PAP	Procédure d'approbation de plans
PAM	Plan d'achat mobilier
PDTC	Plan directeur des transports en commun
PETS	Programme d'emplois temporaires spéciaux
PFI	Plan financier d'investissement
PGCP	Planification générale de la protection civile communale
PGEE	Plan général d'évacuation des eaux
PIQ	Plan informatique quadriennal
PLCP	Plan directeur des chemins pour piétons
PLQ	Plan localisé de quartier
PR	Proposition de crédit d'investissement du Conseil administratif destinée au Conseil municipal
PRV	Plan quadriennal de renouvellement des véhicules et engins (hors SIS & voirie)
PS	Plan de site
RALAC	Règlement d'application de la Loi sur l'administration des communes
RESSI	Revue électronique suisse de science de l'information
SEF	Scène Ella Fitzgerald
SIDIT	Systèmes d'information des infrastructures de télécommunication
SIG	Services industriels de Genève
SIPV	Système d'Information du Patrimoine Vert
SITG	Système d'information du territoire genevois
SITV	Système d'information du territoire de la Ville
SSVG	Service social de la Ville de Genève
TCMC	Tram Cornavin, Meyrin, CERN
TCOB	Tram Cornavin, Onex, Bernex
TGSA	Tram Grand-Saconnex
TPG	Transports publics genevois
TSHM	Travailleurs et travailleuses sociaux hors murs
TSR	Télévision suisse romande
UAC	Unité d'action communautaire
UACP	Unité d'action communautaire de proximité
UOG	Université ouvrière de Genève
ZIC	Zone industrielle de Châtelaine (anciennement SIP)